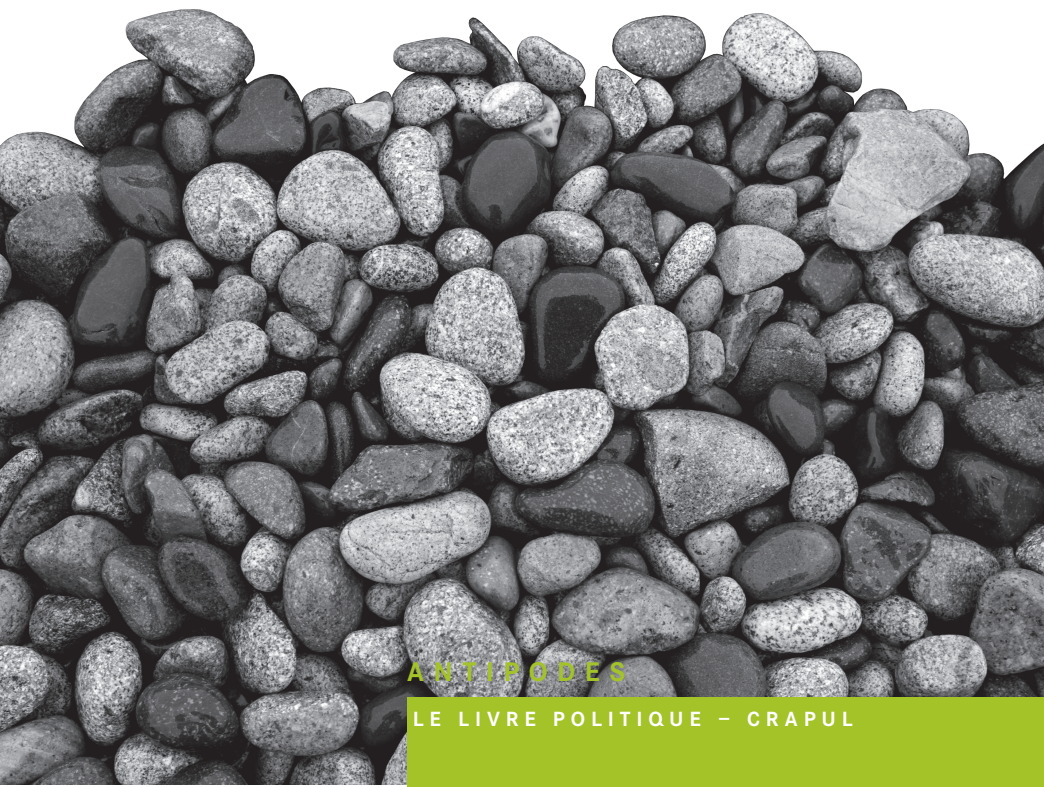


Philippe Gottraux et Cécile Péchu

MILITANTS DE L'UDC

LA DIVERSITÉ SOCIALE ET POLITIQUE DES ENGAGÉS



ANTIPODES

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

MILITANTS DE L'UDC

LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

Collection dirigée par le Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne. Elle accueille des travaux de sociologie du politique, sans exclusive de méthodes, portant en particulier sur les rapports diversifiés à l'univers politique, les mobilisations collectives, la construction des problèmes publics et l'analyse des institutions politiques.

Elle vise à favoriser une meilleure compréhension de la société dans ses dimensions politiques.

REMERCIEMENTS

L'édition de cet ouvrage a reçu le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique et du Fonds des publications de l'Université de Lausanne.



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



UNIL | Université de Lausanne

MISE EN PAGE

Claudine Daulte, www.mise-en-page.ch

CORRECTION

Luce Jaccard

COUVERTURE

© Plainpicture/BY



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur-e, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

© 2011, Éditions Antipodes

École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse

www.antipodes.ch – editions@antipodes.ch

DOI: 10.33056/ANTIPODES.10363

Papier, ISBN: 978-2-88901-036-3

PDF, ISBN: 978-2-88901-917-5

EPUB, ISBN: 978-2-88901-918-2

Philippe Gottraux et Cécile Péchu

MILITANTS DE L'UDC

LA DIVERSITÉ SOCIALE ET POLITIQUE DES ENGAGÉS

Éditions Antipodes

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage traite des logiques et des motifs qui poussent des hommes et des femmes à se reconnaître dans l'Union démocratique du centre, l'UDC (Schweizerische Volkspartei, SVP, dans la partie alémanique du pays: Parti du peuple suisse), à s'engager en son sein et à y militer selon des modalités et des intensités variées. Il entend apporter une image différente de celle présente dans les commentaires et les perceptions traditionnels de ce parti très marqué à droite et en pleine croissance ces dernières années dans la société suisse. En portant notre attention sur les militants, nous comblons une lacune dans la connaissance de l'UDC dont l'étude, à ce jour, se limite à celle de son électorat, de ses orientations idéologiques, ou encore de son impact sur la vie politique et la société suisse. En travaillant sur les militants, leur diversité et leurs ancrages dans le monde social, on comprend mieux la capacité de ce parti à mobiliser l'électorat et à transformer le paysage politique suisse.

Plutôt que de dresser l'irréel portrait d'un militant UDC au singulier, nous avons mis au jour une diversité de profils militants. Le lecteur aura ainsi l'occasion d'opérer un voyage auprès de plusieurs catégories de militants (et non seulement de personnes appartenant aux catégories populaires), de découvrir les logiques et motifs multiples (parfois décalés par rapport à la ligne officielle du parti) qui conduisent à cet engagement politique.

L'ouvrage peut faire l'objet de lectures savantes et profanes. Comme politologues, nous nous situons logiquement dans l'univers scientifique et les débats de la science politique sur l'engagement militant partisan, sur la «droite populiste», etc. Cette appartenance se répercute parfois dans des contraintes d'écriture propres à l'univers académique. Cependant, nous avons été attentifs à limiter

autant que faire se peut la présence dans l'ouvrage de lourdeurs savantes. Nous voulons aussi nous adresser à un public de non-spécialistes intéressés par la vie politique et en quête d'éléments de compréhension du « succès » de ce parti controversé. Les personnes les plus rétives à la dimension conceptuelle des sciences sociales pourraient sauter le chapitre 1, le plus théorique. Elles devraient trouver matière à aiguïser leur curiosité par la lecture des autres chapitres, plus accessibles, notamment les chapitres 3 à 8 décrivant la pluralité des logiques d'engagement à partir de l'analyse de récits de militants.

Bien que situé dans le registre scientifique, cet ouvrage n'échappera bien sûr pas à des lectures intéressées politiquement, dans un sens ou un autre. C'est du reste le propre de toute étude sociologique portant sur un objet politiquement controversé. Nous ne sommes bien sûr pas en mesure de prévoir ni d'anticiper dans le détail ces possibles réceptions. Certains pourraient par exemple diagnostiquer dans ce livre une manière sophistiquée de banaliser l'engagement à l'UDC, sous couvert d'en saisir la complexité. D'autres, au contraire, trouveront matière à conforter leur opposition catégorique à cette formation politique, puisque notre analyse confirme une commune suspicion envers les étrangers, au-delà de la diversité constatée de ses militants. Le parti lui-même (ou certains dirigeants et/ou militants en son sein) pourrait voir dans notre étude de l'argent public gaspillé dans le but de dénigrer, au nom de la science, la première force politique du pays; ou, au contraire, il pourrait juger estimable la distance prise par l'analyse scientifique face à certains lieux communs circulant à son sujet.

Nous ne pouvons empêcher les malentendus de lecture. Nous avons toutefois cherché, dans nos analyses comme dans l'écriture, à saisir les motifs avancés par les militants pour expliquer leur engagement, tout en pratiquant notre métier de sociologue qui vise à rendre compte des raisons complexes qui organisent pratiques et représentations. Il n'est toutefois pas certain que la logique d'un tel métier, sa démarche questionnante et objectivante, ainsi que les résultats qu'elles engendrent, puissent plaire à tous.

Le livre est le fruit d'une enquête qualitative menée à Genève et à Zurich entre 2004 et 2006, à partir d'entretiens approfondis, d'observations de séances du parti, ainsi que d'un travail sur documents. La recherche a été conduite sur la base d'un travail

d'équipe. Philippe Gottraux et Cécile Péchu ont mené l'enquête à Genève, Michaël Girod à Zurich. Tous trois ont participé à l'analyse des entretiens et des données d'observation. Les interprétations finalement retenues, la construction de l'ouvrage comme sa rédaction, incombent à Philippe Gottraux (qui a rédigé la première version d'un plus grand nombre de chapitres) et, Cécile Péchu, qui en assument la totalité de son contenu.

Nous remercions tout particulièrement les personnes rencontrées à l'UDC qui nous ont accordé leur confiance, laissés assister à des séances, consacré du temps et confié, dans le cadre des entretiens, des pans importants de leur vie. Sans eux et leur collaboration, cette étude n'aurait pas été possible.

Sans l'aide et le financement du Fonds national suisse de la recherche scientifique (PNR40+, 404040-101047), ce travail n'aurait tout simplement pas vu le jour.

Que soient aussi remerciés ici nos collègues Olivier Fillieule, requérant principal auprès du FNS, et Oscar Mazzoleni, corequérant. Olivier Fillieule et Bernard Voutat ont relu de manière critique et perspicace une première version de cet ouvrage, et leurs suggestions ont grandement enrichi notre texte. De même, la relecture d'Oscar Mazzoleni ainsi que les nombreux échanges que nous avons eu avec lui au sujet de l'UDC nous ont stimulés tout au long de notre enquête. Que soit aussi remercié ici Alexandre Dézé pour sa grande connaissance des travaux sur les partis de la droite de la droite. Une journée de travail avec Julien Frétel et Daniel Gaxie sur l'analyse de nos entretiens nous a été grandement profitable. Merci aussi à Prune Jaillet pour son travail de retranscription des entretiens genevois. Nous remercions enfin nos collègues du CRAPUL, dans le cadre duquel les discussions riches et stimulantes nous ont permis d'avancer sur un aspect ou l'autre de cet ouvrage.

1. ANGLE D'APPROCHE ET DÉMARCHE D'ENQUÊTE

La progression de l'UDC sur la scène politique suisse ces dernières années a donné lieu à des analyses visant à rendre compte de ses soutiens. Ces études se sont focalisées sur la dimension électorale, sans aborder le soutien proprement militant dont il sera question dans cet ouvrage. Nous nous interrogeons en effet sur ce qui pousse des individus à se reconnaître dans l'UDC, à y adhérer et à militer en son sein. Un tel angle d'attaque donne des informations sur les logiques de l'engagement individuel dans le parti (adhésion, militantisme, disponibilité et prise de responsabilités, etc.). Il apporte ce faisant une vision différente de celle que l'on pourrait avoir de l'UDC en se concentrant sur ses leaders et leurs prises de parole dans l'espace public, ou encore sur les programmes du parti. De plus, cette analyse de l'engagement individuel à l'UDC permet indirectement de mieux comprendre les phénomènes de mobilisation électorale, en ce qu'elle donne à voir la manière dont des militants produisent des opinions, qu'ils pourront effectivement prescrire à leur entourage, de par leurs insertions sociales¹. Enfin, en étant attentifs à ces insertions multiples des militants (familiales, professionnelles, associatives), notre approche se démarque d'une analyse étroitement politique et organisationnelle des partis, qui ne considérerait le militantisme que sous l'angle de ses déterminants politiques ou de ses fonctions

1. De ce point de vue, la relecture récente des travaux mettant l'accent sur le fait que «les gens votent en groupe», inaugurés par Paul Lazarsfeld et ses collaborateurs de l'École de Columbia, montre bien l'intérêt de travailler sur les prescripteurs du vote, parmi lesquels les militants, quelle que soit leur position hiérarchique dans le parti. Les insertions sociales de ces derniers, à tout le moins familiales, mais aussi professionnelles, associatives, etc., leur donnent ainsi la possibilité de drainer vers le parti et son offre un certain nombre de soutiens. Pour une synthèse stimulante de ces travaux, voir Céline Braconnier, *Une sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes: bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise: LÉJEP, 2010.

pour l'organisation². Finalement, même ceux qui ne s'intéresseraient pas à la sociologie de l'engagement individuel trouveront dans cet angle d'attaque des éléments pour mieux comprendre la progression électorale de l'UDC en Suisse et la diffusion de ses idées.

Mais l'engagement politique diffère évidemment du soutien électoral. Il est plus impliquant que l'acte de vote, et donc redevable d'autres explications prenant en compte des facteurs différents et/ou complémentaires. Notre intérêt pour les processus d'engagement ne nous dispense toutefois pas de questionner les hypothèses théoriques au sujet des appuis électoraux à l'UDC, comme éventuelle source d'inspiration pour penser l'engagement militant dans ce parti.

Les études électorales sur l'UDC établissent de manière dominante un lien entre « perdants et gagnants » de la mondialisation et propension à se reconnaître dans la marque électorale UDC. Cette dernière attirerait alors à la fois des perdants et des gagnants de la mondialisation, même si sa progression au-delà de ses bastions traditionnels et historiques est d'abord lue comme le fruit d'une conquête de « perdants » de la mondialisation, dont la vie serait péjorée ou risquerait de l'être, d'une manière ou d'une autre par les transformations socioéconomiques en cours. Le constat d'un soutien composite à l'UDC, provenant de divers classes sociales, conduit les partisans de ce modèle à parler de « formule gagnante », selon les termes de Kitschelt³.

Retrouve-t-on des logiques similaires dans les soutiens militants à l'UDC? Si les auteurs partisans du modèle des « perdants et gagnants » ne l'affirment pas, ni ne présentent leur raisonnement comme transposable à une analyse du militantisme et n'ont a fortiori pas eux-mêmes exploré cette piste, ni théoriquement ni sur un plan empirique, nous nous autorisons toutefois à la discuter, pour montrer ses limites et sa faible pertinence à rendre compte de l'engagement militant à l'UDC, avant de proposer les raisonnements qui guideront notre travail. La discussion du modèle « perdants-gagnants » se justifie d'autant plus qu'aux côtés de ses déclinaisons savantes circulent dans le sens commun, notamment

2. Pour un plaidoyer pour l'étude des partis dans leurs ancrages sociaux, voir Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris: Belin, 1997.

3. Herbert Kitschelt et Anthony J. McGann, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Michigan: University of Michigan Press, 1995.

médiatique, des raisonnements analogues interprétant la progression de l'UDC (ou de manière plus générale des forces populistes en Europe) comme imputable au vote des milieux populaires en premier lieu⁴. De notre point de vue, si ce raisonnement en termes de « perdants et de gagnants » est insatisfaisant, y inclus pour rendre compte des soutiens électoraux, il présente malgré tout l'intérêt d'attirer l'attention sur deux problèmes. Le premier a trait au constat empirique indéniable d'une capacité de l'UDC à mobiliser, au-delà de sa base électorale traditionnelle, des personnes issues des catégories populaires, capacité à première vue paradoxale tant ces dernières ne sont pas épargnées par les orientations politiques néolibérales du parti. Le second, plus théorique, concerne l'importance (dont l'ampleur reste à préciser) accordée par cette explication à la situation socioéconomique des acteurs. Nous pensons nous aussi que la situation socioéconomique de l'individu et sa transformation en cours de vie, tout comme la perception subjective de ces dernières, interfèrent au côté d'autres facteurs sur le rapport au politique, partant sur le positionnement électoral comme sur un possible engagement militant.

PROBLÈMES ET IMPLICITES DE LA LECTURE « PERDANTS-GAGNANTS »

L'analyse du vote pour l'UDC en termes de gagnants et de perdants est une explication qui rapporte son développement aux modifications structurelles, essentiellement socioéconomiques. Cette explication représente l'une des hypothèses présentes dans la littérature internationale visant à rendre compte des succès de l'extrême droite, de la droite populiste, etc., à laquelle l'UDC est peu ou prou associée⁵.

Figure emblématique du modèle pour l'appliquer notamment à la progression de l'UDC, Hanspeter Kriesi explique que la

4. Sans que le terme « perdants » ne soit nécessairement mobilisé, le raisonnement est sous-jacent dans l'insistance sélective opérée par des commentateurs journalistes à présenter le vote UDC comme celui des bas revenus, propension que l'on met alors en opposition au vote des « classes moyennes » pour le Parti socialiste.

5. Hans-Georg Betz, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York: St. Martin's Press, 1994 et « Entre succès et échec : l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix » in Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube, 2001, pp. 407-424; Herbert Kitschelt et Anthony McGann, *The Radical Right in Western Europe*, op. cit. Elle a été particulièrement développée en Suisse, notamment dans les travaux de Hanspeter Kriesi, dont Hanspeter Kriesi et al., *Der Aufstieg der SVP*, Zurich: Neue Zürcher Zeitung, 2005.

relativisation du rôle des États (processus qualifié de « dénationalisation ») induit par la mondialisation économique augmente la compétition entre populations nationales et va produire des « perdants » et des « gagnants » de ce processus⁶. Les « perdants » ne disposeraient pas de ressources convertibles, seraient donc peu mobiles et peu aptes à s'adapter aux nouvelles conditions économiques⁷. Certains des facteurs jouant sur la capacité d'adaptation des individus, tels le niveau d'éducation ou l'inscription dans des réseaux internationaux, vont de plus influencer les valeurs et les attitudes des individus, les rendant plus tolérants, ce qu'il nomme « effet libérateur »⁸.

Kriesi, comme d'autres auteurs, signale l'émergence d'un nouveau clivage, induit par la mondialisation, opposant les partisans d'une intégration internationale (notamment européenne) et les défenseurs d'une indépendance nationale réifiée⁹. À ce constat s'ajoute, à la suite de Kitschelt, la description d'un espace politique structuré selon deux axes : un traditionnel clivage gauche-droite opposant sur une dimension économique un pôle libéral à un pôle étatiste et un clivage culturel opposant un « pôle libertaire » à un « pôle autoritaire ». Le succès de la droite populiste (sa « formule gagnante » selon Kitschelt), serait alors à chercher dans sa capacité à mobiliser non seulement des « perdants » de la mondialisation, sensibles à une rhétorique autoritaire et aux replis culturels sur l'identité nationale, mais aussi des « gagnants » du retrait des frontières nationales, réceptifs quant à eux à la rhétorique libérale du parti¹⁰.

6. L'acceptation du raisonnement présuppose évident la perte de souveraineté étatique consécutive à la « mondialisation », ce qui fait en soi débat dans le champ scientifique. Voir par exemple Jean-Christophe Graz, *La gouvernance de la mondialisation*, Paris : La Découverte, 2008 (2004) ; Saskia Sassen, *Territory. Authority. Rights. From medieval to global assemblages*, Princeton : Princeton University Press, 2006 ; Linda Weiss, *The Myth of the Powerless State: Governing the Economy in a Global Era*, Cambridge : Polity Press, 1998.

7. Parmi les facteurs ayant une influence sur la capacité d'adaptation des individus sont mentionnés le niveau d'éducation, le secteur d'emploi (secteurs orientés vers le marché mondial *versus* secteurs orientés vers le marché intérieur, plus vulnérables à la concurrence), le territoire (territoires compétitifs économiquement *versus* territoires non compétitifs) ou encore le fait d'être intégré ou non dans des réseaux transnationaux.

8. Hanspeter Kriesi, « Movements of the Left. Movements of the Right: Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context » in Herbert Kitschelt *et al.* (éds), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1999, p. 401 ; « The Transformation of the National Political Space in a Globalizing World », in Pedro Ibarra (éd.), *Social Movements and Democracy*, New York : Palgrave MacMillan, 2003, pp. 196-198.

9. Voir aussi Simon Hug et Pascal Sciarini, *Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*, Paris : L'Harmattan, 2002.

10. « The Transformation of the National Political Space in a Globalizing World », art. cit., p. 202.

Curieusement, toutefois, l'étude menée par Kriesi et son équipe sur la progression de l'UDC aux élections fédérales de 2003 retiendra en conclusion surtout le soutien des perdants de la mondialisation¹¹.

Dans un travail s'inscrivant dans le modèle et consacré au vote ouvrier pour l'UDC, Line Rennwald prendra l'option d'étendre la notion et envisagera désormais des « perdants au plan culturel », incluant visiblement dans ce groupe aussi bien les personnes peu éduquées que les personnes « menacées et déstabilisées » culturellement par « les transformations culturelles »¹². Cette conception extensive de la notion de perdants, que l'on trouve en germe dans les travaux de Kriesi et de Kitschelt¹³, rend finalement le raisonnement infalsifiable: si l'on soutient la droite populiste sans être perdant économiquement, il sera toujours possible d'affirmer qu'on l'est culturellement, sans compter que la notion de perte au plan culturel mériterait en soi une discussion.

Le caractère discutable de la théorie des perdants de la mondialisation tient aussi à une autre hésitation: parle-t-on de « perdants » objectifs, confrontés à une dégradation de leur situation socioéconomique, ou raisonne-t-on à partir des perceptions subjectives que les individus ont de celle-ci? Si Kriesi a d'abord expliqué que, pour rendre compte des préférences politiques des groupes identifiés structurellement comme perdants, « la difficulté objective est probablement moins décisive que leurs attentes subjectives vis-à-vis du futur »¹⁴, dans ses travaux les plus récents cet aspect subjectif est laissé de côté au profit d'une qualification uniquement sociostructurale et objective des perdants. Cet abandon de la dimension subjective tient probablement aux résultats empiriques non concluants obtenus quant à l'influence d'un sentiment d'insatisfaction ou de dégradation socioéconomiques sur le vote pour la droite populiste¹⁵.

11. *Der Aufstieg der SVP*, op. cit., p. 257.

12. Line Rennwald, *Le vote ouvrier pour les partis nationaux-populistes. Le cas de l'UDC en Suisse et dans le canton de Neuchâtel*, Courrendlin: Éditions CJE, 2005, pp. 26-32.

13. Chez Kriesi, cela se lit de deux façons. D'une part, il reprend à son compte les théories classiques qui expliquent que moins on est éduqué, plus on est autoritaire (Richard Christie et Marie Jahoda (éds), *Studies in the Scope of Method of the Authoritarian Personality*, Glencoe: Free Press, 1954; Seymour M. Lipset, « Democracy and Working Class Authoritarianism », *American Sociological Review*, vol. 24, N° 4, 1959, pp. 482-501) en notant qu'une éducation plus élevée « induit une modification générale dans les orientations des valeurs politiques en direction de revendications antiautoritaires et émancipatoires » (« Movements of the Left. Movements of the Right... », art. cit., p. 401). D'autre part, c'est bien sûr sur la dimension socioculturelle et non sur la dimension économique que le clivage entre gagnants et perdants va s'exprimer politiquement pour donner lieu à une mobilisation par les partis de droite radicale (*Der Aufstieg der SVP*, op. cit., p. 6).

14. « Movements of the Left. Movements of the Right... », art. cit., p. 403.

Mais la principale limite de cette théorie provient selon nous surtout de sa difficulté à concevoir les médiations nécessaires pour faire passer d'une situation objective, d'abord à sa perception, puis à son éventuelle contestation par un vote (plutôt que par un repli dans l'abstention) et/ou par une adhésion à un parti. La nécessité de considérer les médiations suppose, selon nous, d'une part de penser dialectiquement le lien entre la «demande» exprimée par l'acteur et l'«offre» politique partisane, et d'autre part de dépasser le caractère mécanique du lien entre d'un côté une situation objective dégradée (être «perdants» dans les faits), sa perception et sa thématization (sentiment de dégradation ou crainte de l'être dans l'avenir), et de l'autre une potentielle orientation politique favorable à l'UDC.

La théorie «perdants-gagnants» engage en effet une vision d'une «demande» du côté des supporters de l'UDC, supposée exister en soi préalablement à l'offre politique. Ainsi, même si Kriesi prend en considération l'état de la structure des opportunités politiques, qui permettra selon les contextes au clivage entre ouverture et fermeture (à l'intégration internationale, à l'altérité) de s'exprimer dans le champ partisan¹⁶, il n'en reste pas moins que pour lui un tel clivage existe structurellement en soi, créant des insatisfactions du côté des «perdants» qui s'expriment dans les termes du conservatisme social¹⁷. Nous postulons plutôt pour notre part que la demande, ici de «fermeture», est en partie produite par l'offre. Ainsi, la «demande» de «moins d'Europe» ou de plus de restriction dans la politique d'immigration est une coconstruction des acteurs et des entrepreneurs de causes, principalement les partis, mais aussi de certains segments du champ médiatique, qui contribuent à cadrer le réel en désignant les enjeux et «problèmes»

15. (Note de la p. 15.) Les données SELECTS donnent des résultats ambivalents sur ce point s'agissant des élections fédérales de 1999 et de 2003 (Oscar Mazzoleni, Maurizio Masulin, et Cécile Péchu, «Dimensions socio-professionnelles et explication du vote en Suisse. Le cas de l'Union Démocratique du Centre», *Revue française de science politique*, vol. 55, N° 4, 2005, pp. 675-677). Les indicateurs analysés concernent des questions qui demandaient au répondant s'il jugeait son revenu suffisant pour faire face à ses propres nécessités économiques, ou encore de situer son revenu par rapport à la moyenne nationale.

16. Par exemple «The Transformation of the National Political Space in a Globalizing World», art. cit., pp 203-206 et *Der Aufstieg der SVP*, *op. cit.*

17. «Movements of the Left. Movements of the Right...», art. cit., p. 403. On retrouve le même problème dans l'étude consacrée aux militants de Mayer et Klandermans, quand ils évoquent la demande politique: les attitudes anti-immigrés ou antisystème de ces derniers semblent évidentes et préexistantes, sans qu'il ne soit posé qu'elles puissent être un produit de l'offre politique (Bert Klandermans et Nonna Mayer (éds), *Extreme Right Activists in Europe. Through the magnifying glass*, Londres: Routledge, 2006, pp. 42-43).

auxquels il faut penser et qui doivent être traités. La focalisation sur les « perdants de la mondialisation » sous-estime cet aspect de l'offre et du poids des diverses instances qui interviennent dans la construction des problèmes publics, que l'on ne saurait penser sans effets sur l'expression des demandes et des préférences politiques.

Le caractère mécanique de ces théories centrées sur la demande sociale des « perdants », quant à lui, se lit dans l'absence d'un niveau intermédiaire d'analyse qui prendrait en compte finement à la fois les effets des diverses socialisations de l'individu et les offres politiques (mais aussi médiatiques) qu'il rencontre. À nos yeux, seule une attention prêtée à un tel niveau intermédiaire doit nous permettre d'expliquer comment des situations objectives sont traduites subjectivement par les acteurs dans un choix politique. C'est bien l'analyse de ces médiations, pensées comme « niveau meso », qui fait défaut la plupart du temps dans l'analyse du succès de ce genre de partis¹⁸. Dit abruptement, le raisonnement en termes de « perdants », tout en étant mécanique, a un air de parenté avec les approches en termes de frustration relative (même si ni le concept ni les termes ne sont utilisés, a fortiori assumés) : la situation objective produirait directement le ressentiment des « perdants » et leur propension au soutien de l'UDC. Ce lien mécanique pose trois types de problèmes.

Tout d'abord, cette approche néglige la part significative de « perdants » qui ne s'orientent pas idéologiquement dans cette direction en ne votant pas UDC, ou qui tout simplement se réfugient dans l'abstention, particulièrement forte en Suisse. Il faut tenir compte du fait que « seulement une petite minorité de l'immense armée » des perdants de la modernisation vote pour un parti populiste radical de droite¹⁹.

Ensuite et en prolongement, si tant est qu'on admette qu'une situation de « perdants » produise de la frustration relative, voire du ressentiment s'exprimant sur un plan politique, encore faudrait-il expliquer pourquoi ce genre d'humeur contestatrice se manifeste sur cette pente idéologique précise, par une orientation fortement marquée à droite²⁰. Mudde relève ainsi le caractère « trop général et trop vague » du raisonnement en termes d'effets de la modernisation,

18. Voir Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge: Cambridge University Press, 2007, pp. 217-218.

19. *Ibid.*, p. 205, même si Mudde ne désigne pas l'UDC comme « parti populiste radical de droite », le raisonnement est le même.

qui ne permet pas d'expliquer « pourquoi cette mobilisation est de droite populiste radicale dans certains pays et dans certaines périodes, et nationaliste libérale ou même non nationaliste dans d'autres »²¹. Ce qui finalement nous semble décisif, ce sont les médiations qui interfèrent entre une situation objective de déclassement, sa perception, son appréciation plus ou moins critique (et en des termes plus ou moins idéologiques), et l'existence d'une volonté présente ou non de peser sur le monde par un vote ou par un engagement militant plus coûteux.

Il nous semble enfin nécessaire de ne pas évacuer les motifs politiques et idéologiques de l'engagement politique, ce qu'une lecture en termes de « perdants » tend implicitement à faire de par son penchant « économiciste ». Les raisons du soutien à un parti comme l'UDC ne sont en effet pas à chercher uniquement du côté de la frustration, mais aussi du côté de l'adhésion idéologique et de la conviction. Il importe en ce sens de rompre avec ce qui s'apparente à une conception misérabiliste, homogénéisant à tort les divers rapports possibles à l'UDC dans la catégorie du manque et/ou du ressentiment. En effet, à suivre la « théorie des perdants », les soutiens à ce parti supposeraient, sans vraiment le formaliser, un sentiment de manque ou de crainte de perdre ce que l'on a, causé par la situation objective de dégradation ou de perte de statut. Cette lecture à nos yeux réductrice dépasse du reste les frontières de la théorie des « perdants ». On la trouve également dans le raisonnement d'Immerfall qui met l'accent sur le « ressentiment », le sentiment d'être des « laissés-pour-compte », comme dénominateurs communs des soutiens aux partis populistes²². C'est donc essentiellement sinon exclusivement sur le mode de la protestation, et non sur celui de l'adhésion idéologique à une orientation de droite populiste ou radicale, que le soutien à ces partis est trop souvent perçu, comme le relevait déjà Minkenberg, pour le déplorer²³.

20. (Note de la p. 17.) Notons aussi que cette relation discutable entre situation objective et orientation idéologique sert à expliquer d'autres configurations politiques. Dans un autre univers théorique, Bourdieu expliquait quant à lui, de manière réductrice à nos yeux, le mouvement de Mai 1968 en France par la situation de déclassement anticipée par les étudiants (Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris: Minuit, 1984, pp. 209-250). Pour une critique de cette théorie, voir Cécile Péchu, *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris: Dalloz, 2006, chap. 3 et 4.

21. Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, op. cit., p. 205.

22. Stefan Immerfall, « The Neo-populist Agenda », in Hanz-Georg Betz et Stefan Immerfall (éds), *The New Politic of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, Basingstoke: Macmillan, 1998, pp. 257-259.

Finalement, la distinction « perdants-gagnants » est essentiellement un couple de sens commun, empruntant au langage ordinaire une vision schématique et implicitement économiciste du monde. Malgré sa théorisation initiale sous l'idée de « formule gagnante » associant perdants et gagnants de la mondialisation, cette approche opère de fait une focalisation sélective sur un type spécifique de soutien, celui des « perdants », mais conçu implicitement comme celui des classes populaires, pour l'essentiel. Elle tend donc à laisser dans l'ombre le poids des soutiens de groupes mieux dotés en ressources, souvent plus valorisés socialement. Elle participe donc sans le dire d'une forme mesurée de stigmatisation des classes populaires, fréquente dans les études sur la droite populiste ou radicale²⁴, et qui s'inscrivent dans une longue tradition de caractérisation de celles-là comme autoritaires²⁵. Une telle lecture est problématique scientifiquement, comme nous l'avons vu, mais elle est aussi forte de présupposés normatifs et politiques. Elle conduit à mésestimer les autres rapports possibles (et constatés empiriquement) à l'UDC, qui ne présupposent pas nécessairement une situation de difficultés socioéconomiques, et néglige la dimension idéologique du soutien à l'UDC, en contribuant à présenter les supporters principalement comme des « victimes »²⁶.

DES « DEMANDES » ET DES OFFRES POLITIQUES CONTEXTUALISÉES

Pour nous, le fait de se reconnaître dans l'UDC, et pour ce qui concerne cet ouvrage, d'y adhérer et d'y militer, découle d'une rencontre ou plutôt d'une *transaction* entre d'un côté (a) l'acteur et ses *propriétés*²⁷ et de l'autre un contexte (b) constitué d'une offre politique opérée par le parti et de l'image publique de celui-ci sur un marché des causes politiques, une offre qui ne se réduit pas aux

23. (Note de la p. 18.) Michael Minkenberg, « The Renewal of the Radical Right: Between Modernity and Anti-Modernity », *Government & Opposition*, vol. 35, N° 2, 2000, pp. 182-185.

24. Annie Collovald, « Populisme: la cause perdue du peuple », in Frédérique Matonti (dir), *La démobilisation politique*, Paris: La Dispute, 2005, pp. 203-228; Le « populisme du FN », un dangereux contresens, Paris: Éditions du Croquant, coll. Savoir/Agir, 2004.

25. Dans le sillage des travaux de Lipset, tel « Democracy and Working Class Authoritarianism », art. cit.

26. Selon une formulation de Minkenberg, (« The Renewal of the Radical Right... », art. cit., p. 182), ne s'exprimant pas sur le cas spécifique de l'UDC.

27. Pour les sociologues que nous sommes, ces propriétés sont évidemment sociales, mais c'est leur combinaison et structuration, inédites à chaque fois, qui définissent l'idiosyncrasie du militant.

interactions immédiates entre l'acteur et le parti. Ces éléments sont inséparables et interagissent, et ce n'est que par facilité d'exposition que nous les évoquons séparément ci-dessous. L'idée de transaction est une métaphore et ne saurait être comprise dans un sens juridique ou contractuel, supposant deux parties calculatrices et nécessairement conscientes du mécanisme de rencontre. Elle implique tout au plus de considérer inséparablement dans l'analyse du militantisme UDC deux pôles, l'un étant les militants UDC et leurs caractéristiques propres, leurs propriétés, l'autre étant la structure partisane qui, dans un contexte donné, propose des discours et repères idéologiques, des thèmes, des programmes, mais aussi des possibilités d'engagement, des rôles à endosser et des rétributions militantes, ensemble d'éléments qui seront appropriés par les militants de manière sélective, qui donc les négocieront en fonction de leurs propriétés.

Du côté de l'acteur (a), nous sommes réticents à employer le terme classique de demande pour désigner ce pôle de la relation. Comme signalé plus haut, ce terme reste en effet implicitement attaché à l'idée d'une demande autonome, préexistante chez les acteurs, indépendamment du contexte et de l'offre, et singulièrement de la capacité de cette dernière à susciter chez eux des exigences politiques précises, en s'appuyant sur leurs propriétés spécifiques. De fait, les raisonnements en termes de demande caractérisent le plus souvent celle-ci par une liste de thèmes ou d'enjeux déjà constitués dans l'espace public, par exemple une revendication de plus de sécurité ou de politiques restrictives en matière d'immigration²⁸. Dans notre esprit, plutôt que d'analyser la demande en évoquant des thèmes dont la genèse reste à faire, l'attention du côté de l'acteur doit être portée sur les propriétés de celui-ci. Ces dernières sont objectivement repérables, sous forme de positions et de pente sociales, de ressources et de capitaux divers, mais aussi constituées par un système de dispositions, au sens de «manières plus ou moins durables de voir, de sentir et d'agir»²⁹.

28. Du reste, ces thèmes censés incarner une demande des acteurs recourent pour l'essentiel les thématiques de l'offre politique. Ainsi, sous couvert d'expliquer le support à ce genre de partis, le raisonnement en arrive sans le dire à déplacer vers la demande l'origine de ces orientations ou propositions politiques, puisque ces partis ne feraient, tout compte fait, que répondre à ou traduire des besoins propres aux électeurs. Une analogie avec l'analyse de la consommation mériterait du reste d'être faite : les besoins, cela se crée...

29. Bernard Lahire, *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris : Armand Colin, 2002, p. 19.

Ce qui va caractériser un acteur, avant que d'être militant, c'est un ensemble de dispositions dont la constitution s'opère par sédimentation tout au long de son parcours de vie, à travers les mécanismes de socialisation et en rapport aux événements rencontrés et expériences vécues. Ces dispositions se manifestent sous la forme de pratiques, de croyances, d'attitudes, de valeurs, et sont susceptibles d'engendrer des prises de position (politiques ou non) et d'orienter l'action (dont l'engagement politique), dans les situations singulières rencontrées, tout en étant modifiées par ces dernières. Cet ensemble de dispositions n'est donc pas figé, même s'il conserve une certaine inertie. Le parcours de vie de l'acteur contribue à transformer les dispositions, du simple fait de l'accumulation d'expériences vécues dans diverses sphères de vie³⁰, avec parfois la présence de franches discontinuités (points de bifurcation dans la biographie)³¹ conduisant à des transformations d'envergure du système dispositionnel et du rapport au monde de l'acteur. Ces dispositions s'acquièrent par la *socialisation* familiale (dans ses diverses dimensions, notamment de classe, de genre, religieuse et politique), ainsi que lors de la socialisation secondaire découlant de la fréquentation au cours d'une vie de divers espaces sociaux (école, travail, groupes d'appartenances, engagements précédents ou concomitants, etc.). De ce point de vue pèsent les positionnements de classe de la famille, l'inscription dans le système de genre, tout comme la familiarité des parents avec l'univers politique et leur orientation idéologique, ou encore l'appartenance générationnelle, associée à des événements structurants qui marquent l'ensemble d'une génération.

Ce détour par des propriétés que l'on peut associer à l'acteur équivaut à intégrer dans l'analyse du rapport au politique et de l'engagement à l'UDC des éléments que l'on peut désigner, faute de mieux, comme «extrapolitiques». Ces propriétés ne sauraient toutefois être de simples causes qui détermineraient mécaniquement le comportement politique, mais définiront des «conditions sociales de possibilité de l'engagement et de son maintien»³². Nous serons

30. Anselm Strauss, *Miroirs et masques*, Paris: L'Harmattan, 1992 (1959). Pour une utilisation du concept de sphère de vie dans l'analyse du militantisme, voir Olivier Fillieule, «Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel», *Revue française de science politique*, vol. 51, N° 1-2, 2001, pp. 199-217.

31. Michaël Voegtli, «Du jeu dans le je: ruptures biographiques et travail de mise en cohérence», *RIAC – Lien social et politique*, N° 51, 2004, pp. 145-158.

32. Muriel Darmon, «La notion de carrière: un instrument interactionniste d'objectivation», *Politix*, vol. 21, N° 82, 2008, p. 168.

tout d'abord attentifs aux ressources et capitaux (économiques, scolaires, sociaux et culturels) des militants UDC, au-delà de leurs ressources proprement politiques (par exemple, le capital militant³³), à la répartition entre ces différents types de capitaux, à la transformation de leur volume dans le temps, ainsi qu'à leur transmission par la famille d'origine. Ces ressources extrapolitiques agissent aussi sur la compétence politique objective et subjective de l'acteur³⁴, à laquelle nous serons attentifs, et qui peut varier fortement selon les acteurs et au cours de leur vie. Contre une vision enchantée qui attribuerait aux personnes engagées dans le parti une *compétence politique* certaine en comparaison avec des personnes non engagées, nous identifieront des rapports au politique très diversifiés chez les militants, la compétence politique pouvant par exemple chez certains s'avérer très limitée, ou suivre plutôt que précéder l'adhésion³⁵.

En second lieu, la pente sociale (reproduction, ascension ou déclassement), qu'elle soit lue par rapport à la position des parents (mobilité intergénérationnelle) ou en considérant la trajectoire de l'acteur et l'évolution de son propre positionnement au cours de sa vie (mobilité intragénérationnelle), modifie le rapport au monde, produisant sous certaines conditions (offre politique, contexte, spécificités des insertions sociales) des effets proprement politiques³⁶. Il n'est ainsi pas anodin d'être en déclassement social, ou au contraire en forte ascension sociale, même si, comme nous l'avons vu précédemment, une telle situation objective ne présume pas à elle seule d'un positionnement politique particulier. C'est à travers la manière dont la pente sociale contribue à la construction pratique et subjective de l'acteur, et partant à la production de son rapport au monde, dans un contexte spécifique, que cette variable structurelle pourra avoir un effet politique.

33. Frédérique Matonti et Franck Poupeau définissent le capital militant comme « un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives », dans le « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 155, 2004-2005, p. 8.

34. Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris: Seuil, 1978. La compétence objective renvoie pour simplifier aux connaissances en matière politique (factuelles, capacité à produire des jugements politiques, etc.), alors que la compétence subjective réfère au sentiment de se sentir autorisé à s'intéresser à la politique et à produire un jugement politique.

35. Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, N° 1, 1977, pp. 123-154 et Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris: PUF, 2002 (1987). Cette lecture incite à repérer les effets de socialisation propres à l'institution partisane, et la manière dont cette dernière procure des ressources formatives aux acteurs (savoir-faire, capacité discursive, confiance en soi, etc.).

36. Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris: Minuit, 1979.

Enfin, nous considérons décisif d'intégrer à l'analyse l'inscription de l'acteur dans une pluralité de *sphères de vie*³⁷, organisées autour de référents, de logiques et de contraintes diverses, parfois contradictoires. Dès lors, l'appréhension du comportement politique ne peut faire l'impasse sur ces autres lieux où le militant se meut, trouve du sens, des appuis ou au contraire des freins à son engagement. De ce point de vue, il est nécessaire de placer au centre de l'analyse de l'engagement politique deux notions. Il s'agit d'une part de la notion de *rétributions militantes*, matérielles et symboliques³⁸, que l'acteur retire de son engagement, et dont l'importance variera en fonction des caractéristiques de son parcours de vie et des autres rétributions qu'il retire de ses insertions dans les différentes sphères de vie. Mais on doit considérer aussi l'idée de *tensions* matérielles et idéelles³⁹ entre la sphère de l'engagement politique et les autres sphères de vie. Aucune rétribution ne fait sens en soi : c'est l'acteur et son idiosyncrasie qui vont permettre d'identifier ces dernières, dans la mesure où ce qu'il peut retirer de son engagement et l'importance qu'il y accordera dépendent de sa propre carrière, politique comme extrapolitique. Ces rétributions peuvent être perçues par le militant, et donc verbalisées sous forme de motifs par ce dernier, ou simplement observés par le chercheur. Elles peuvent aussi avoir été anticipées avant l'adhésion et ainsi pousser à l'engagement, ou bien être découvertes par le militant au cours de son activité militante⁴⁰. Mais les

37. Voir note 30, ainsi que Olivier Fillieule, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions » in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris : Belin, 2005, pp. 17-47 ; Philippe Gottraux, « Socialisme ou Barbarie ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne : Payot, 2002 (1997), pp. 182-193.

38. Daniel Gaxie (« Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, N° 1, 2005, p. 160) définit ainsi les rétributions : « ce que l'on peut appeler des satisfactions, des avantages, des plaisirs, des joies, des bonheurs, des profits, des bénéfices, des gratifications, des incitations, ou des récompenses du militantisme. ». Les rétributions matérielles renvoient par exemple aux postes rémunérés électifs ou au sein de l'organisation que l'acteur peut retirer de son engagement. Les rétributions symboliques se réfèrent par exemple aux fonctions honorifiques obtenues. Voir aussi « Économie des partis et rétributions du militantisme », art. cit.

39. La notion de tension matérielle entre sphères de vie renvoie au fait qu'un individu dispose de ressources limitées, par exemple en temps, qu'il doit répartir entre ses sphères de vie. Ainsi, la mise en couple et le fait d'avoir un enfant va souvent produire une tension du point de vue du temps disponible pour l'engagement. La notion de tension idéelle ou identitaire renvoie au fait que l'acteur va « puiser des bouts d'identité » (Philippe Gottraux, « Autodissolution d'un collectif politique. Autour de *Socialisme ou Barbarie* », in *Le désengagement militant*, op. cit., p. 80) dans ses différentes sphères de vie, qui peuvent entrer en contradiction.

40. Sur la différence entre les motifs présidant à l'engagement et ceux qui vont amener les engagés à rester dans une organisation, voir Cécile Pêcheu, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, N° 1-2, 2001, pp. 95-96.

rétributions sont évidemment tributaires de l'offre partisane (voir ci-après), de la présence ou non d'une organisation forte et structurée donnant accès à des postes (électifs, à responsabilité), des lieux de sociabilité, et du travail organisationnel contribuant à façonner les motifs et les motivations de l'engagement et, partant, les rétributions que peuvent retirer les militants⁴¹.

Nous opérerons ainsi une lecture de l'engagement en termes de *carrière*, c'est-à-dire en tenant compte de l'articulation des dimensions objectives et subjectives du parcours de vie, du positionnement social pluriel de l'acteur dans les diverses sphères de vie, ainsi que des étapes et des points de bifurcation rencontrés – dont l'engagement lui-même –, qui vont contribuer à modifier continûment son système dispositionnel. Cette « analyse processuelle »⁴² de l'engagement permet donc de considérer « les variables structurales » qui agissent sur le système des dispositions préalables à l'engagement, tout en prenant en compte la manière dont ces dernières ont ou non des « effets pratiques » en fonction du contexte et des « différentes séquences de l'action »⁴³.

Du côté du contexte (b), le deuxième pôle de la transaction peut analytiquement être découpé en trois dimensions : les pratiques politiques du parti (son offre, mais aussi ce qu'il fait aux militants), l'image publique de ce dernier dans un champ concurrentiel d'offres d'engagement et, enfin, des éléments de contextes politique et social plus généraux.

Face à des individus aux systèmes de dispositions et aux parcours de vie divers, une structure partisane se positionne d'abord par un ensemble de pratiques qu'il importe rapidement d'énoncer. Ces pratiques consistent d'une part en une offre politique adressée aux électeurs mais aussi à de futurs militants, et d'autre part en des mécanismes socialisateurs et transformateurs des personnes engagées en son sein.

Comme tout parti, l'UDC met ainsi en circulation une offre idéologique et discursive. Connaître les axes idéologiques de l'UDC,

41. Frédéric Sawicki, Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 56, N° 1, 2009, pp. 97-125.

42. Selon l'expression d'Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », art. cit.

43. Éric Agrikoliansky, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la *Ligue des droits de l'homme* dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, N° 1-2, 2001, p. 31.

les thématisations et les questions désignées comme faisant « problème » incite à voir comment ces discours reçoivent ou non un écho dans les registres de justification des militants rencontrés. Une telle offre n'est jamais reçue de manière linéaire, directe ou mécanique par l'acteur, qui nécessairement sélectionne, interprète, reconstruit le discours partisan, bref se l'approprie à partir de ce qu'il est (dispositions, ressources, compétences, expériences, carrière), au point qu'il est totalement insatisfaisant de faire l'équivalence entre le discours du parti et les orientations idéologiques des militants⁴⁴. Nous serons également sensibles au style, à l'intensité et à la dynamique des campagnes menées par l'UDC, dans la mesure où ils caractérisent en partie la spécificité de l'offre UDC.

L'offre du parti se lit ensuite au niveau des *interactions concrètes* entre celui-ci et les futurs militants, par les pratiques de recrutement ou les demandes qui leur sont adressées de figurer sur une liste électorale. L'attention portée à l'existence de réseaux plus ou moins formalisés entourant le parti permet de visualiser ce genre d'offre⁴⁵. La propension à s'identifier à un parti et à devenir militant passe le plus souvent par des médiations très concrètes : sollicitation expresse, rencontre, brefs des actes effectifs du parti ou de l'un de ses membres.

Ces divers éléments de l'offre politique ne se comprennent évidemment pas isolément, sans être mis en relation avec l'état du champ politique et les offres partisans concurrentes. La prise en compte du champ politique dans lequel agit l'UDC⁴⁶ est ainsi indispensable, puisque l'offre partisane ne peut s'analyser que de *manière relationnelle*, en lien aux offres et actions politiques concurrentes. Ce que dit, propose ou entreprend l'UDC n'est pas seulement le fruit d'une orientation idéologique de principe, mais le produit du système de relations dans lequel ce parti comme les

44. Philippe Gottraux et Cécile Péchu, « L'engagement militant : une complexité de valeurs et de discours », in Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux, Cécile Péchu (dir.), *L'Union démocratique de centre : un parti, son action, ses soutiens*, Lausanne : Antipodes, 2007, pp. 181-210.

45. Pour un développement sur le concept de réseau en lien avec l'étude du militantisme et des partis politiques, voir, dans un autre contexte, Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste*, op. cit., et Rémy Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe : Éditions du Croquant, 2006.

46. L'analyse doit ici tenir compte des niveaux local, cantonal et fédéral, ainsi que des liens et dynamiques entre ces niveaux, ne serait-ce qu'en raison du fait que, par exemple, la dynamique nationale du parti peut constituer une ressource de construction et de recrutement au niveau cantonal.

autres forces politiques sont pris. Dès lors, pour mieux appréhender la spécificité de l'offre et surtout en quoi elle peut faire sens auprès d'un individu (déjà ou potentiellement) militant, on doit tenir compte des discours concurrents, du rapport de forces électoral et du positionnement spécifique de l'UDC dans le champ politique.

Cette lecture relationnelle de l'offre nous conduit alors à penser notre second élément de contexte, soit l'*image publique* du parti et des causes qu'il défend, qui va jouer sur la désirabilité et la possibilité d'un militantisme à l'UDC, comparativement à d'autres engagements possibles, qu'ils soient politiques ou autres. La perception de l'UDC dans l'espace public, dont par exemple sa (très) relative stigmatisation par les autres partis et par certains médias, n'est à cet égard pas sans effets. Du côté de l'acteur, cette image publique, variable dans le temps (plus ou moins positive), et son appréciation comparative à celle d'autres engagements possibles⁴⁷, va peser sur le choix d'adhésion autant que sur la possibilité de pérenniser celle-ci. Les rétributions offertes par l'engagement dépendront par exemple du succès électoral du parti, que ce soit au plan symbolique (être associé à une force qui gagne) ou plus prosaïquement matériel (anticipation de postes électifs au moment où le parti progresse). Dès lors doit-on prendre en compte la dynamique créée par les succès électoraux successifs de l'UDC qui modifie son image publique pour saisir la manière dont les rétributions offertes par l'engagement en son sein se modifient, comparativement à celles que peuvent procurer d'autres offres politiques.

Enfin, les *mécanismes socialisateurs* mis en place par le parti et destinés à intégrer et «formater» ses militants, une fois l'adhésion passée, sont décisifs. Être attentif à «ce que fait le parti à ses membres» permet de saisir la transformation de ces derniers, les modifications de leur sentiment d'identification et d'appartenance, ainsi que de leur compétence politique et de leurs orientations idéologiques. L'explication de l'engagement ne se réduit jamais au moment T de l'adhésion, mais doit considérer les mécanismes par lesquels le parti crée des attachements progressifs, qui produisent des «devenirs militants»⁴⁸.

47. Perception inégalement distribuée entre acteurs, notamment en rapport à leur compétence politique et à leur familiarité avec cet univers.

48. Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), «Devenir militants», *Revue française de science politique*, vol 51, N° 1-2, 2001, pp. 19-215.

Des *éléments contextuels* généraux interfèrent également sur la possibilité militante. Nous suggérons d'abord d'être attentif au *contexte politique immédiat* ou de court terme. Les événements de l'actualité politique et les controverses présentes dans l'espace public sont du point de vue des acteurs autant d'éléments conjoncturels susceptibles de servir de catalyseur d'adhésion et/ou de renforcement du sentiment d'identification et d'appartenance au parti. Les entrepreneurs politiques peuvent ou non être liés directement à ces événements conjoncturels, mais en tous les cas ils en tiennent compte, ils peuvent s'en emparer ou les thématiser pour ajuster leur offre et se positionner dans le champ politique. Du côté de l'acteur, un événement peut être évoqué comme motif ayant précipité son ralliement ou peut venir confirmer le bien-fondé de son engagement. Nous gardons aussi à l'esprit un contexte politique de moyenne portée⁴⁹, dépassant la conjoncture et le contexte immédiat de la transaction entre le militant et l'UDC. Il s'agit bien évidemment des spécificités du système politique suisse, sur lesquelles nous ne nous étendrons pas ici, si ce n'est pour rappeler l'importance des instruments de démocratie semi-directe dans la construction de la « nouvelle » UDC, mais aussi servant de ressource pour mettre en action et socialiser les militants dans des pratiques politiques de terrain (récoltes de signatures).

Enfin, la prise en compte d'éléments contextuels non politiques (de type économique, ou liés à la vie quotidienne) est nécessaire, ne serait-ce que parce que les acteurs de la transaction mobilisent régulièrement de tels éléments dans leur discours. Du côté de l'offre, l'UDC va par exemple politiser des questions de la vie quotidienne, comme le sentiment d'insécurité. Du côté des militants, leur perception subjective des situations objectives, perception formatée en partie par l'offre, rappelons-le, peut devenir motif d'engagement. Cet aspect est d'autant plus marquant que les discours et l'expression des motifs sont régulièrement associés à une perception temporelle et comparative de la réalité, perception constituant souvent un des motifs d'adhésion : les changements et transformations sont perçus et évalués, souvent négativement (« c'est plus comme avant »). Nous serons ainsi attentifs à ces éléments « non politiques », qu'ils soient de nature socioéconomique, urbanistique (types d'habitat ou de quartier), en lien avec la vie

49. Voir chapitre 2.

quotidienne, etc., quand bien même ils ne seraient pas nécessairement mentionnés par les acteurs pour évoquer leur rapport au politique et les raisons de leur engagement. La prise en compte de ces éléments sociétaux se fera, comme le conseillent Sawicki et Siméant⁵⁰, non pas de manière générale et globalisante, mais de manière localisée et contextualisée: il ne s'agit pas par exemple d'intégrer dans le schéma explicatif «la dégradation des grands ensembles» en général, mais bien de considérer l'évolution propre aux communes considérées, et la manière différentielle dont elle se manifeste selon les groupes sociaux.

UNE PLURALITÉ DE PROFILS DE MILITANTS

Les éléments exposés précédemment, comme du reste toutes les approches sérieuses des collectifs militants, montrent bien l'impossibilité théorique d'identifier un profil type de militant, mais suggère la nécessité de considérer une *pluralité de profils types*, qui dans notre cas sont au nombre de six. En effet, les caractéristiques des militants (en termes de ressources, de socialisations, de dispositions, de parcours dans les différentes sphères de vie, etc.) varient fortement et, de ce simple fait, interdisent d'homogénéiser ces derniers sous un même profil ou une logique unique d'engagement.

Notre enquête repose principalement sur 40 entretiens approfondis de militants UDC, réalisés dans les cantons de Genève et de Zurich (20 dans chaque canton), deux aires linguistiques et culturelles aux contextes politiques différents. Nous sommes partis d'une définition pragmatique et large de militant pour y inclure les simples membres, les personnes actives à la base, les leaders et/ou des élus. Ce choix se justifie en raison de la faible professionnalisation des partis politiques en Suisse⁵¹. Notre échantillon comprend donc des militants aux investissements fortement différenciés, couvrant le spectre entre des élus au niveau cantonal et des militants ne disposant d'aucune responsabilité mais se définissant simplement comme membres. La constitution de l'échantillon s'est opérée sur le principe de la diversification (en termes de sexe, d'âge, de profession et de passé militant), à partir de notre progression sur

50. Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, «Décloisonner la sociologie de l'engagement militant...», art. cit.

51. Voir chapitre 2.

les deux terrains d'enquête respectifs et à la suite d'un travail de préenquête documentaire et d'entretiens exploratoires⁵².

Nos lectures comme l'imprégnation de ce matériau nous ont conduits à définir les profils types par construction tâtonnante⁵³. Nous sommes partis de la diversité *sociale* des militants UDC rencontrés, plus précisément de la pluralité de leurs caractéristiques sociales en termes de capitaux, en accordant une attention particulière à la pente sociale de leurs parcours, c'est-à-dire aux caractéristiques de leur position sociale par rapport à celle de leurs parents (mobilité intergénérationnelle). Pour l'un des types, nous avons articulé cette caractérisation sociale à l'identification d'une appartenance à une même génération. Cette première caractérisation sur une base socioéconomique en termes de capitaux et de pentes, si elle définit de grandes matrices communes de rapport au monde social (comme chez les militants des catégories populaires, une distance par rapport au libéralisme économique), s'est néanmoins avérée insuffisante pour rendre compte de la diversité des logiques d'engagement ainsi que de la diversité idéologique et de valeurs. Pour comprendre l'engagement de ces militants, il nous fallait considérer également deux autres aspects: des éléments objectifs socioéconomiques complémentaires (par exemple statut d'indépendant *versus* statut de salarié, carrière classique de membre des classes populaires *versus* marginalité populaire dans le rapport à l'emploi); des éléments proprement politiques qui définissent un rapport au politique particulier: le niveau de compétence politique, la structuration idéologique préalable (identification à la gauche ou à la droite, héritage politique parental de droite ou de gauche), les rétributions retirées de l'engagement (notamment mandants électifs *versus* lieu de sociabilité). Ces deux autres aspects nous ont permis de définir des sous-types à l'intérieur de nos types. La totalité de nos 40 entretiens ont ainsi été classés dans nos

52. Concrètement, l'entrée sur le terrain s'est faite selon des modes différents à Zurich et à Genève. À Genève, les enquêteurs ont contacté le président puis le secrétaire général du parti, qui les a dirigés vers des membres, d'autres personnes ayant été ensuite signalées par ces derniers ou rencontrées lors des réunions du parti. À Zurich, l'enquêteur, Michaël Girod, s'est rendu spontanément à une réunion d'une section UDC, contactant ensuite de proche en proche des membres de différentes sections.

53. À distance autant d'une approche purement inductive, de type *Grounded Theory* (par exemple, Anselm Strauss et Juliet Corbin, *Les fondements de la recherche. Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*, Fribourg: Academic Press Fribourg, 2004), que d'une posture hypothético-déductive fermée à la découverte et inadéquate pour une telle recherche et ce type de données.

différents types et sous-types. Mais seule une enquête quantitative, qui reste à mener, permettrait de déterminer le poids relatif de chaque type au sein des militants du parti.

Nous avons fait le choix de construire notre typologie d'abord à partir des pentes sociales, car elle nous permettait d'accéder plus profondément aux logiques sociopolitiques de l'engagement à l'UDC. D'autres classements avaient pourtant été envisagés. Nous n'avons pas retenu une typologie basée sur les rapports pratiques au parti (statut dans l'organisation: élus, cadres, simples adhérents; rétributions retirées: obtention de postes, quête identitaire; intensité de l'engagement), car elle avait tendance à faire disparaître la spécificité de ce choix partisan là. De plus, la signification des rétributions et des positions organisationnelles varie en fonction des propriétés sociales de la personne (être élu n'a pas la même signification selon que l'on est avocat ou chômeur). Nous avons également envisagé de raisonner sur la base des différences idéologiques internes, notamment par rapport à la ligne officielle du parti. Un tel classement faisait disparaître les logiques sociales influençant ces choix idéologiques et négligeait la compétence politique inégale des militants se traduisant par une plus ou moins grande labilité de leurs opinions. Enfin, un critère de classement selon les positionnements politiques antérieurs à l'engagement à l'UDC (gauche, droite, continuité ou discontinuité familiale, etc.) n'était pas assez clivant pour rendre compte de la diversité sociale constatée au sein de chacun de ces positionnements⁵⁴.

Chacun de nos types incarne une convergence sur des éléments essentiels (sociaux et politiques), mais laisse la possibilité de différences secondaires sur d'autres points. Nous ne saurions donc attendre une correspondance pleine de chaque militant interviewé associé à un type avec tous les traits et dimensions caractérisant ce type. Dans les chapitres 3 à 8, nous optons pour une présentation détaillée de cas réels (soit des personnes existantes) qui incarnent le

54. Notre classement s'éloigne donc considérablement des typologies de militants d'extrême droite sur la base d'entretiens qualitatifs opérées par Valérie Lafont et par Annette Linden et Bert Klandermans. En effet celles-ci reposent d'abord sur les orientations et/ou l'héritage politique des militants, avec un type supplémentaire rassemblant les militants peu compétents (cas de «la politisation» chez Valérie Lafont, cas des «compliants» chez Bert Klandermans). Voir Valérie Lafont, «Les jeunes militants du Front national: trois modèles d'engagement et de cheminement», *Revue française de science politique*, vol. 51, N° 1-2, 2001, pp. 175-198; Annette Linden et Bert Klandermans, «Revolutionaries, Wanderers, Converts, and Compliant. Life Histories of Extreme Right Activists», *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 36, N° 2, 2007, pp. 184-201.

profil type, c'est-à-dire qui se *rapprochent* ou sont emblématiques des traits essentiels des sous-types. Pour compléter le tableau et complexifier l'analyse, nous nous permettrons de contraster plus brièvement ces cas principaux avec d'autres cas se rapprochant du type mais divergeant sur des points moins centraux.

Ainsi, concernant les six profils types, nous avons distingué (chapitre 3) des militants d'origine populaire qui reproduisent la position sociale des parents (les «populaires») et, parmi eux, ceux qui dans le passé étaient déjà orientés à droite, ceux qui, au contraire, ont un passé de gauche, et enfin ceux qui s'inscrivent dans une marginalité populaire; (chapitre 4) des militants vivant un déclassement social intergénérationnel par le bas (les «déclassés»), avec d'un côté des militants cherchant à compenser dans la carrière politique leur relatif échec professionnel, et de l'autre des personnes pour qui l'engagement signifie d'abord une forme d'insertion sociale; (chapitre 5) des militants jeunes en reproduction ou ascension sociale provenant des catégories populaires et moyennes, entrés en politique dans un contexte marqué par l'événement fondateur qu'est l'opposition à l'intégration européenne et ayant des anticipations de carrière (les «jeunes anti-européens»), pour certains issus de familles de droite, d'autres de gauche; (chapitre 6) des militants (les «méritants»), dont le ressort principal est une forte valorisation de leurs propres mérites et efforts pour justifier la position sociale qu'ils occupent, certains en ascension sociale – salariés ou non –, d'autres en lutte incertaine contre le déclassement; (chapitre 7) des militants issus des classes supérieures à fort capital économique et en reproduction avec sécurisation de la position sociale par l'acquisition de diplômes, certains petits et moyens entrepreneurs, d'autres appartenant à une bourgeoisie traditionnelle, mais tous d'abord mus par la défense du libéralisme économique (les «libéraux»); enfin (chapitre 8), des militants issus des classes supérieures à fort capital culturel en reproduction, avec d'une part des personnes attirées par la politique et le débat idéologique (les «idéologues»), et de l'autre des engagés dont les ressorts sont d'abord moraux (les «moralistes»).

UN USAGE DE MÉTHODES QUALITATIVES

Nous avons choisi d'opter pour des méthodes qualitatives, sur la base principalement d'entretiens approfondis, accompagnés d'un

travail documentaire et complétés d'observations directes de différentes réunions organisées par l'UDC (assemblées internes, cercles de réflexion, assemblées publiques, stands tenus sur l'espace public). Notre objectif étant de saisir les logiques d'engagement dans leurs dimensions subjective et objective, nous avons adopté la méthode des récits de vie, qui vise à faire raconter à une personne «tout ou partie de son expérience de vie»⁵⁵, alliée à des éléments propres à l'entretien semi-directif sur les questions de valeurs. Pour ce faire, nous avons notamment utilisé des stimuli photographiques⁵⁶, permettant non seulement d'aborder indirectement des thèmes fortement chargés, mais également d'éviter les questions pouvant être ressenties par l'enquêté comme normatives ou trop directes⁵⁷. Nos entretiens démarraient par une consigne initiale centrée sur le processus d'engagement⁵⁸, dans le but de recueillir des récits à la fois sur l'engagement politique à proprement parler, et sur ses articulations aux autres sphères de vie de la personne (professionnelle, familiale notamment).

L'usage de l'entretien tel que nous l'avons pratiqué présente différents avantages par rapport aux méthodes quantitatives, au regard du modèle théorique que nous avons exposé précédemment. Tout d'abord, ces entretiens permettent de prendre en compte non seulement les déterminants objectifs des comportements, mais aussi la manière dont le militant se représente subjectivement son parcours, son identité et son rapport au politique. Ainsi, si un questionnaire peut permettre de retracer par exemple la profession de l'enquêté et celle de son père, il ne nous dit rien de la manière dont l'acteur vit son statut professionnel par rapport à celui de son père : estime-t-il qu'il est en ascension sociale ou au contraire se vit-il en déclassement ?⁵⁹ L'emploi qu'il occupe est-il subi ou est-il assumé comme

55. Daniel Bertaux, *Les récits de vie. Perspective ethnosociologique*, Paris : Nathan, 1997, p. 6.

56. Sur l'intérêt des stimuli photographiques en entretiens, voir Christine Pina, «Tests sur photographie : faire parler du politique» et Éric Savarese, «Enquêter auprès de militants pieds-noirs en guerre de mémoire», in Philippe Blanchard et Thomas Ribémont (dir.), *Méthodes et outils des sciences sociales. Innovation et renouvellement*, Paris : L'Harmattan, 2002, pp. 37-47 et pp. 49-59.

57. Soit des photos d'une cérémonie interreligieuse, d'un homme portant une queue-de-cheval et passant l'aspirateur, d'une «Gay Pride», d'un passeport suisse, de la *Landsgemeinde* à Glaris, d'infirmières manifestant dans la rue pour la défense du service public, ainsi que du général Guisan inspectant des soldats pendant la Seconde Guerre mondiale.

58. «J'aimerais que vous me racontiez comment vous en êtes arrivé à vous engager en politique?», sans mention expresse de l'UDC.

59. À moins d'introduire une ou des questions spécifiques sur cet aspect, ce qui n'est en général pas le cas.

un choix? Les enquêtes quantitatives sont à de rares exceptions silencieuses sur ces aspects. S'agissant d'autre part des rapports aux valeurs des enquêtés, le recours le plus souvent à des questions fermées pour essayer de les cerner fait courir le danger de «clôture projective» et «d'imposition de problématique»⁶⁰. Au contraire, le fait de procéder à des entretiens approfondis permet de voir affleurer librement tout au long du récit les rapports aux valeurs des enquêtés, que les questions semi-directives et les stimuli photographiques contribuent à préciser. L'entretien est d'ailleurs de ce point de vue particulièrement pertinent pour faire émerger précisément les rapports au monde social et aux valeurs que, comme analystes, nous pouvons appréhender comme relevant du politique, même s'ils ne s'expriment pas sous forme de convictions formalisées dans un langage étroitement politique. Si chaque personne est structurée par un rapport au monde social organisé autour de valeurs, de conceptions de la justice, d'une représentation d'un ordre juste ou du rapport entre individu et société, etc., la déclinaison politique et idéologique manifeste d'un tel rapport au monde n'est pas nécessairement présente, et ce même chez des militants que le sens commun présume «politisés»⁶¹. L'entretien nous rend attentifs à une pluralité d'indices convergents dans le discours des militants, exprimant ces rapports au monde. Il est particulièrement utile pour saisir les appropriations diversifiées par les militants de la ligne du parti.

L'entretien permet aussi d'être attentif à l'aspect processuel et multiple de la construction des identités des individus à travers leurs socialisations successives, et simultanées, dans différentes

60. Guy Michelat et Michel Simon, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Paris: Presses de Science Po, 2004, p. 16.

61. Sophie Maurer a pu, dans un registre proche, distinguer «rapport politique des individus au monde social» et «rapport à la politique», le premier étant plus large (incluant par exemple les «représentations des divisions sociales», l'appréhension du monde en termes individualistes ou davantage en termes de solidarité, etc.) que le second référant à l'ordre politique légitime (système de partis, élections, conceptions idéologiques explicites, etc.). Voir Sophie Maurer, *École, famille et politique: socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, CNAF, Dossier d'étude N° 15, 2000, p. 8. D'autres auteurs s'intéressant aux effets des changements affectant le monde du travail sur l'attrait du populisme de droite évoquent le concept de «subjectivité politique» pour désigner un rapport au monde social irréductible à une lecture politique étroite. Ils distinguent notamment comme dimensions de cette subjectivité politique trois dimensions, le positionnement face au changement (déploration, adaptation, valorisation), la relation «ingroup/outgroup» (perception de son groupe d'appartenance et des «autres»), ainsi que la conception d'une bonne société, dans laquelle l'individu se situe. Voir Fabrice Plomb et Francesca Pogliani Milet, «Individual Expressions of Right-Wing Extremism. Understanding the Affinity to Radical Populism in Observing the Changes in the World Field. The Case of Switzerland», Jörg Flecker (éd.), *Changing Working Life and the Appeal of the Extreme Right*, Londres: Ashgate, 2007, pp. 220-224.

sphères de vie. En aidant à retracer les étapes des vies professionnelle, politique, etc., des personnes interrogées, l'entretien nous fait accéder à la compréhension fine des déterminants agissant sur les engagements politiques, là où les enquêtes quantitatives se contentent bien souvent d'explorer quelques dimensions, dans la synchronie, c'est-à-dire au moment de l'enquête⁶². L'entretien met au jour une multiplicité de variables, différentes selon les acteurs, agissant sur leur rapport au politique. Surtout, l'usage de l'entretien aide à comprendre les hiérarchisations propres à chaque militant de ses diverses socialisations et à repérer celles qui sont les plus significantes pour lui dans l'élaboration et la mise en œuvre de ses instruments d'évaluation du politique⁶³.

L'usage conjoint, avec l'entretien, de l'analyse documentaire et de l'observation de terrain permet aussi d'apprécier la manière dont les propos sur la politique tenus par une personne interviewée se rapprochent du discours tenu officiellement par l'organisation, ou circulent déjà dans l'entre-soi militant. Le fait de pouvoir observer certains des militants interrogés dans le contexte même de leur militantisme fournit des informations, au-delà des discours tenus en entretien, sur la position occupée par la personne au sein du parti (a-t-elle ou non une posture de minoritaire?) et la manière dont elle se situe par rapport à d'autres militants. Les affinités entre personnes nous renseignent ainsi sur les sous-groupes qui constituent le collectif⁶⁴. De même, l'observation contribue à la compréhension des mécanismes de socialisation propres à l'institution partisane. L'observation permet enfin d'avoir accès à des propos informels tenus entre militants, qui pourront également intervenir comme éléments complémentaires dans l'analyse de chaque carrière militante: nous obtenons ainsi des informations qui ne sont pas apparues en entretien et nous pouvons observer des discours plus libres qu'en présence d'un microphone⁶⁵. Au total, l'observation directe nous donne des clés de compréhension supplémentaires sur les personnes observées.

62. L'attention aux différentes étapes traversées par les acteurs dans leurs différentes sphères de vie n'est pourtant pas incompatible a priori avec une analyse quantitative. Voir par exemple Olivier Fillieule et Philippe Blanchard, «Fighting Together. Assessing Continuity and Change in Social Movement Organizations Through the Study of Constituencies' Heterogeneity», in Niilo Kauppi (éd.), *The New European Political Sociology*, Londres: Routledge, à paraître en 2011.

63. Dans un autre contexte, Gaxie donne l'exemple d'une personne interviewée indiquant qu'elle réagit d'abord en tant que «juive» et ensuite comme «ouvrière». Voir Daniel Gaxie, «Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales», *Revue française de science politique*, vol. 52, N° 2-3, 2002, p. 160.

64. Pour un constat du même type, voir Cécile Péchu, *Droit au logement*, op. cit., pp. 84-85.

2. UNE ENQUÊTE SITUÉE

Ce livre s'appuie sur une enquête dont les données principales ont été recueillies dans un contexte méritant clarification. Elle a été réalisée entre 2005 et 2006, soit lors d'une phase de forte progression de l'UDC au plan national comme dans les cantons, à une période où tout semblait lui réussir. Cette précision est d'importance, tant la poussée du parti constitue une ressource pour ce dernier dans sa captation de militants et, en même temps, un des moteurs de l'adhésion de ces derniers ou plus largement de renforcement de leurs convictions.

Il n'est pas sûr, toutefois, que les conditions de félicité de cette période soit encore aujourd'hui identiques, si l'on en juge par les événements survenus depuis décembre 2007, date de l'éviction du gouvernement fédéral de Christoph Blocher, leader charismatique du parti. Cette éviction a ouvert une phase d'incertitude nouvelle dans la stratégie de l'organisation et une (très) relative perte de son protagonisme politique. Nous avons pris l'option de ne pas aborder ici ces éléments récents, et nous limitons donc nos réflexions à ce qui advient jusqu'à fin 2006, sauf mention expresse.

DES RÉCITS ET LEUR CONTEXTE IMMÉDIAT

Sans revenir ici sur l'histoire même de l'UDC, rappelons simplement sa progression électorale depuis la date de sa fondation en 1971⁶⁶. Elle a presque triplé sa représentation au Parlement fédéral entre 1975 (9,9% pour 21 sièges) et 2007 (28,9%/62 sièges), avec un début de la progression en 1995 (14,9%/29), une franche

65. (Note de la p. 34.) C'est ainsi le cas pour les critiques faites au parti, qui nous sont confiées dans ce cadre informel.

envolée en 1999 (22,5%/44) et le statut de premier parti de Suisse en 2003 (26,7%/55). Cette progression ne prend sens qu'en lien avec la traditionnelle forte stabilité des équilibres politiques en Suisse, incarnant dès lors, dans le débat public, un séisme, une véritable « nouveauté ».

Un tel contexte ne pouvait pas ne pas peser sur la demande faite aux militants de produire un récit sur leur engagement, notamment sur la manière de présenter l'enquête, puisque notre travail de recherche sur ce parti était évidemment précédé d'un important discours, tant médiatique, politique qu'associatif, commentant, interprétant et/ou stigmatisant cette progression (ledit « succès » de l'UDC, ou la « menace UDC », pour ses opposants). Les militants rencontrés étaient dès lors souvent pris dans une tension entre l'euphorie de la victoire (« nous sommes une force qui gagne ») et la nécessité de gérer un stigmate, entre une profonde conviction d'être dans le sens du vent et la paradoxale injonction de néanmoins se justifier sur leur choix partisan. Bref, notre sollicitation d'enquête et les récits produits sont situés dans cette ambiance⁶⁷.

La passation des entretiens intervenait aussi à un moment où des votations avaient lieu sur des sujets d'importance pour l'UDC, même s'il importe de ne pas perdre de vue le taux de participation traditionnellement limité lors de ces échéances. Peu avant ou pendant la période de l'enquête, des scrutins ont en effet porté sur des thématiques situant le parti comme force d'opposition au sein de la coalition fédérale. Des questions touchant un thème de prédilection du parti comme l'Europe ont ainsi été soumises au peuple : l'acceptation, en juin 2005, par 54,6% des votants de l'association de la Suisse à l'espace Schengen et à l'espace Dublin et, en septembre 2005, par 56% de la libre circulation des personnes aux nouveaux États membres de l'Union européenne, contre les mots d'ordre du parti. Ensuite, en septembre 2004, l'UDC a fait

66. (Note de la p. 35.) Sous son nom actuel (SVP/UDC), qui regroupe en fait depuis cette date deux partis plus anciens (le Parti des paysans, artisans et bourgeois, PAB, et le Parti démocratique des cantons de Glaris et des Grisons, PD). Pour plus de détails sur ce passé, se rapporter à Erich Gruner, *Die Parteien in der Schweiz*, Berne: Franke Verlag, 1977; Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la « nouvelle » UDC*, Lausanne: Presses polytechniques romandes (Le savoir suisse), 2008 (2003) et Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland: Continuity and Change, 1945-2000*, New York: Berghahn Books, 2009, pp. 123-172.

67. Sur les conséquences pour l'enquête de cette situation, voir Philippe Gottraux et Michaël Girod, « Appréhender un parti et des engagements controversés », dans Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu (dir.), *L'Union démocratique du centre*, op. cit., pp. 49-71.

trionpher un référendum contre la facilitation de la naturalisation de la deuxième génération et l'acquisition automatique de la nationalité pour la troisième génération d'étrangers établis, par respectivement 56,8 % et 51,6 % de non. Enfin, la période a connu l'introduction, après près de soixante ans de tergiversations, d'une assurance maternité au plan fédéral (combattue sans succès par référendum de l'UDC en septembre 2004) ou encore l'approbation, en juin 2005, par 58 % des votants d'un partenariat enregistré entre personnes du même sexe, combattu lui aussi par l'UDC au motif qu'il « mine[rait] la base de notre société, à savoir la famille »⁶⁸. Ce contexte immédiat allait évidemment peser sur les propos recueillis durant les entretiens, dans les questions que nous posions, comme dans les énonciations spontanées des militants rencontrés.

Ce contexte immédiat peut aussi être élargi au temps court de l'histoire suisse des vingt dernières années pour comprendre comment certaines évolutions ont pu fournir aux militants des motifs de justification de leur engagement. On pense notamment ici à des évolutions qui ont pu être perçues comme la fin du *Sonderfall* helvétique. Cette expression, qui signifie « cas particulier », a cours en Suisse, dans le discours dominant et parmi une large majorité de la société, pour désigner ce qui est conçu comme une exceptionnalité du pays par rapport aux autres nations, une exceptionnalité qui se déclinerait notamment s'agissant de sa « tradition humanitaire », de sa neutralité (et plus généralement de ses institutions politiques, comme la démocratie directe) et de sa prospérité économique. Or, sur ces trois aspects, les vingt dernières années ont vu un certain nombre d'événements remettre en cause ce *Sonderfall*, auquel une très large proportion des militants de l'UDC que nous avons rencontrés croient et sont fortement attachés.

Un débat sur le passé de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale a ainsi écorné l'image d'Épinal d'une Suisse mue par principe par sa tradition humanitaire. Entamé au milieu des années 1990 par ce qu'on a appelé l'affaire des fonds juifs en déshérence, soit la controverse sur l'omission des banques suisses, au sortir de la guerre, à restituer les biens confiés par des victimes du nazisme, ce débat a conduit le Conseil fédéral à mettre en place en 1996 une commission indépendante d'experts (dite Commission Bergier), essentiellement composée d'historiens, pour étudier

68. Communiqué de presse UDC, 1^{er} avril 2005.

plus largement le rôle de la Suisse pendant la guerre, face au III^e Reich. Contre la représentation traditionnelle de la question, les résultats de plusieurs années de recherche allaient confirmer et populariser des éléments déjà énoncés par la nouvelle historiographie suisse, alors minoritaire et confinée au champ académique. Le *Rapport Bergier* mettait notamment au jour les complicités économiques et financières des élites économiques du pays avec le Reich – relativisant par là même la rhétorique officielle sur la volonté de défense armée du pays –, ainsi que les pratiques institutionnelles de refoulement des réfugiés juifs fuyant l'Allemagne⁶⁹. Les controverses qui entourent ces débats et les résultats du *Rapport Bergier* traumatiseront une partie de la société suisse, au-delà des rangs de l'UDC, donnant l'occasion à certains courants politiques marqués à droite de réaffirmer l'identité nationale en construisant l'image d'une Suisse attaquée, de l'extérieur⁷⁰ comme de l'intérieur de ses frontières.

Un deuxième aspect de ce *Sonderfall* helvétique reposait sur l'*Alleingang* de la Suisse, son parcours solitaire par rapport aux autres nations, fait de neutralité et de non-adhésion aux organisations internationales⁷¹. Or, à partir du début des années 1990, cet *Alleingang* est remis en cause de différentes manières. Tout d'abord, le gouvernement fédéral vise le rapprochement avec l'Union européenne. Un certain nombre de votations très conflictuelles ont lieu sur ce sujet, dont la plus importante en 1992, avec la votation sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen, proposée par le gouvernement et rejetée à 50,3%, avec une participation record de 78,73%. Dans cette bataille pour ou contre l'Europe, l'UDC défend vigoureusement la non-adhésion, contre la position du Conseil fédéral. Cette opposition à l'Europe s'alimente aussi d'arguments dénonçant la manière dont les institutions européennes, en imposant depuis Bruxelles des décisions, priveraient la Suisse de ce qui est conçu comme une de ses spécificités, l'existence de la démocratie directe. Ensuite, le Conseil fédéral souhaite une plus grande participation de la Suisse à l'ONU. C'est ainsi qu'en juin 1994, une votation a lieu pour la création

69. Une version très raccourcie et vulgarisée existe: Pietro Boschetti, *Les Suisses et les nazis: le rapport Bergier pour tous*, Carouge: Zoé, 2004.

70. Voir par exemple l'ouvrage polémique du professeur d'économie Jean-Christophe Lambelet, *Le mobbing d'un petit pays: onze thèses sur la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale*, Lausanne: L'Âge d'Homme, 1999.

71. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme en Suisse*, op. cit., pp. 49-50.

d'un contingent suisse de casques bleus. L'objet, combattu par l'UDC, sera refusé par 57 % des votants. Mais, en mars 2002, une initiative populaire fédérale « pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU », à laquelle s'oppose une fois encore l'UDC, est finalement acceptée à 54,6 %. L'« insularité » internationale de la Suisse, perçue comme étant l'un des piliers du *Sonderfall*, est donc remise en cause.

Mais le *Sonderfall* suisse se déclinait aussi au niveau économique, l'aisance matérielle ayant été érigée en l'un des traits de l'identité nationale⁷². La Suisse en effet, contrairement à ses voisins européens, avait été relativement épargnée par la crise économique jusqu'à la fin des années 1980. Ce n'est plus le cas durant les années 1990 et 2000, et le chômage, même s'il reste à un niveau beaucoup plus bas que dans le reste de l'Europe, devient une réalité plus manifeste. Un événement prend dans ce contexte une couleur emblématique. Il s'agit de la chute de la compagnie nationale d'aviation suisse Swissair, ce qu'on a appelé le *grounding*. Cette compagnie arborant la croix suisse était perçue par beaucoup comme un des éléments de l'identité nationale suisse et elle opérait depuis Zurich et Genève, symbolisant ainsi l'unité nationale. Or, en 1996, la compagnie annonce qu'elle supprime quasiment tous ses vols intercontinentaux au départ de Genève, provoquant une forte émotion en Suisse romande. Puis, en octobre 2001, Swissair se retrouve dans l'impossibilité de payer ses factures et l'ensemble de la flotte reste clouée au sol. Malgré l'injection de fonds publics, la compagnie reste déficitaire et sera finalement rachetée par une grande compagnie étrangère, l'allemande Lufthansa. Cette faillite, au sujet de laquelle un film à succès sera réalisé en 2006⁷³, a été vécue par des secteurs significatifs des élites et de la population comme le signe de la fin d'une certaine Suisse, et pour certains, très attachés aux symboles, comme une humiliation nationale.

Qu'il s'agisse donc de la tradition humanitaire rediscutée, des institutions ou de l'aisance économique fragilisées, cette série d'événements intervenant depuis le début des années 1990 vient ébranler une imagerie nationale valorisée dans le discours dominant et peut ainsi fournir, parmi d'autres motifs, des raisons de se reconnaître dans l'UDC, qui cherche à capitaliser sur ces questions.

72. *Ibid.*, p. 49.

73. *Grounding. Les derniers jours de Swissair*, de Michael Steiner.

UN CONTEXTE DE MOYENNE PORTÉE

L'histoire immédiate et le temps court ne suffisent pas à rendre compte des conditions de possibilités de la progression de l'UDC et, concernant notre objet, des engagements militants en son sein. Dès lors, et sans pouvoir ici développer cet aspect, nous nous contentons d'évoquer brièvement deux éléments structurels favorables, dans des conditions spécifiques, à la montée en puissance de ce parti et à l'attraction qu'il peut représenter auprès de potentiels militants.

Le premier élément sur lequel peut prendre appui l'offre politique du parti s'agissant d'un de ses thèmes de prédilection, l'immigration, est l'inertie du modèle de citoyenneté présent en Suisse. Cette question est dominée de longue date par une conception «ethno-culturelle» de la citoyenneté, qui, d'une part, conditionne l'acquisition de la nationalité par les étrangers à leur appartenance et à leur intégration communautaires, en opposition à une conception civique ou «civico-territoriale»⁷⁴, de type droit du sol, et d'autre part s'appuie sur une vision assimilationniste de la différence culturelle, exigeant des «migrants de s'adapter aux valeurs de l'espace national»⁷⁵. Cette construction idéologique, ainsi que les pratiques et institutions associées, conditionnent le possible politique et le débat public en Suisse, par-delà les clivages politiques et, surtout, bien au-delà des frontières de l'UDC. Cette conception particulière de la citoyenneté (à tendance ethno-culturelle et assimilationniste) structure largement l'imaginaire collectif helvétique et devient alors une ressource pour l'UDC, qui en fait une lecture exacerbée, quand il s'agit par exemple de contester au nom de la tradition, et donc d'une fidélité au modèle, toute velléité aussi minime soit-elle de l'amender. De même, et contre un discours enchanté sur «la Suisse et sa tradition humanitaire», supposée caractériser son rapport à l'altérité et aux étrangers, rappelons la prégnance dans la société helvétique d'une suspicion symbolique et pratique envers l'altérité. Il serait ici trop simple de n'associer cette suspicion qu'à la seule UDC ou aux partis labellisés comme xénophobes sur l'échiquier

74. Marco Guigni et Florence Passy, *La citoyenneté en débat. Mobilisations politiques en France et en Suisse*, Paris: L'Harmattan, 2006, pp. 28-35. Sans opérer une lecture figée de ce modèle, présenté comme un type idéal, mais posant le cas suisse comme se rapprochant précisément du type ethno-culturel, les auteurs soulignent la prégnance de cet «imaginaire identitaire» (p. 29), comme «configurations durables» (p. 32) structurant les pratiques et les discours, les débats, controverses et mobilisations autour de l'immigration.

75. Contreirement, par exemple, à la Grande-Bretagne, pluraliste et portée sur le multiculturalisme. *Ibid.*, p. 33.

politique, si l'on se réfère à l'attitude de la Suisse envers les réfugiés juifs pendant la guerre. Des travaux ont souligné que la construction nationale au XX^e siècle s'est en partie appuyée sur une conception relativement fermée de la société suisse et de son «identité nationale» face à diverses «altérités». Une telle conception est présente au cœur même de l'État, de sa législation et de ses pratiques administratives, par exemple dans le souci constant d'identifier et de contrer la «menace» de l'*Überfremdung*⁷⁶ (surpopulation étrangère), à quoi s'ajoute l'appréhension dominante des étrangers présents en Suisse en terme d'«utilitarisme migratoire»⁷⁷. Un tel contexte a des effets bien au-delà de la transaction immédiate entre un (futur) militant et l'UDC. Comment ne pas supposer qu'il autorise l'énonciation et facilite la réception et l'acceptation, dans des segments significatifs de la société suisse, du discours UDC sur les thèmes touchant l'«immigration», qui contribueront à son succès et, partant, à rendre le militantisme en son sein sinon légitime, du moins relativement banal.

Le second élément a trait aux *particularités du militantisme partisan* en Suisse, comme autant de contraintes structurant l'action des militants et des partis. En comparaison avec d'autres démocraties occidentales, la professionnalisation politique y est faible, même si l'existence d'un pur parlementarisme de milice relève de la fiction, que l'on considère les élus dans les législatifs⁷⁸ ou que l'on prenne en compte les appareils de partis relativement peu dotés en salariés. Cet état de fait se traduit par une série d'effets, parmi lesquels une moindre séparation entre base et sommet dans les organisations, ou du moins une plus grande porosité entre militants de base et

76. Pour un aperçu général, montrant notamment comment s'impose au début du siècle dans la lutte politique, la crainte de l'*Überfremdung*, voir Gérald et Silvia Arlettaz, *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1848-1933)*, Lausanne: Antipodes, 2004. Voir aussi Patrick Kury, *Über Fremde reden: Überfremdungsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz. 1900-1945*, Zurich: Chronos, 2003, et Yvonne Riano et Doris Wastl-Walter, «Immigration Policies, State Discourses on Foreigners, and the Politics of Identity in Switzerland», *Environment and Planning A*, vol. 38, 2006, pp. 1693-1713. Sur la présence d'une «xénophobie latente» au-delà des milieux labellisés «xénophobes» comme l'Action nationale d'alors, voir par exemple Marianne Ebel et Pierre Fiala, *Sous le consensus la xénophobie. Paroles, arguments, contextes (1961-1981)*, Lausanne: Institut de science politique, 1983. Dans un registre plus polémique, voir Anne Weill-Lévy, Karl Grünberg et Joelle Isler, *Suisse: un essai sur le racisme d'État*, t. 1 (1900-1942) et t. 2 (1942-2002): La discrimination, principe directeur de la politique d'immigration, Lausanne: Éditions Cora et Association romande contre le racisme, 1999 et 2003.

77. Alain Morice, «Choisis, contrôlés, placés». Renouveau de l'utilitarisme migratoire», *Vacarme*, N° 14, 2001. Ce texte concerne l'Union européenne, et non directement la Suisse.

78. Voir Oscar Mazzoleni, «Critique et légitimation de la professionnalisation parlementaire en Suisse», *Politix*, N° 75, 2006, pp. 165-184.

direction et/ou élus, et surtout, pour ce qui nous concerne, des carrières électives plus accessibles que dans un champ politique plus professionnalisé. À cela s'ajoute le contexte fédéraliste helvétique qui pèse sur l'organisation même des partis, restés à ce jour encore très repliés sur les cantons. Si une telle situation évolue lentement, notons que disposer d'un appareil plus structuré et plus centralisé que ses concurrents politiques, ainsi que de davantage de ressources pour mener campagne, devient un sérieux atout. C'est du reste en lien avec cette particularité que les campagnes d'envergure de l'UDC, offensives, relativement professionnalisées et organisées de surcroît au plan national, ont pu sembler inédites et procurer quelques avantages comparatifs dans le champ politique, notamment en terme de recrutement⁷⁹.

DEUX TERRAINS CONTRASTÉS

Nous avons opté pour une enquête sur deux cantons contrastés, Zurich et Genève. L'idée était de travailler d'un côté sur une section alémanique historique, puissante et au cœur du processus de radicalisation à droite de la « nouvelle UDC », et de l'autre sur une section romande en construction au moment de l'enquête, au succès politique récent et tributaire en grande partie de la dynamique nationale du parti impulsée par la tendance blochérienne, profitant donc des retombées d'un capital politique accumulé ailleurs. Le choix se justifiait également à nos yeux par de profondes différences entre les deux cantons, comme la perception différenciée des questions migratoires (suspicion plus prononcée dans l'aire alémanique du pays), ou quant au rapport au gouvernement cantonal : une participation à Zurich, une extériorité à Genève. Si le cas zurichois incarne au plan cantonal la tension repérable au plan national entre intégration à l'exécutif et posture oppositionnelle⁸⁰, la situation genevoise représentait une particularité, celle de l'impossibilité (toujours d'actualité) d'incarner cette dimension, propre à l'UDC nationale, de parti bourgeois historique : participer à la gestion du système en intégrant les exécutifs. Nous pensions aussi rencontrer des niveaux différents de stigmatisation des engagements

79. Voir Damir Skenderovic et Oscar Mazzoleni, « Contester et utiliser les règles du jeu institutionnel », in Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu (dir.), *L'Union démocratique du centre*, op. cit., pp. 75-106.

80. *Ibid.*

udécistes, pressentis moins forts à Zurich, vu l'ancrage bien établi du parti.

Ces intuitions sur les spécificités cantonales se trouvent en partie confirmées par quelques indicateurs chiffrés. Ainsi, une analyse secondaire des données sur les élections fédérales de 2003, recueillies par sondage postélectoral (Swiss Electoral Studies: SELECTS), vient attester des contrastes pressentis et renforce nos options⁸¹. Concernant le rapport suspicieux envers les étrangers, mesuré par deux questions d'attitudes, les résultats montrent clairement un effet contextuel cantonal, distinguant globalement les deux cantons quant à leur ouverture/fermeture à l'altérité. Pris dans leur ensemble, et concernant par exemple un durcissement des critères d'attribution de l'asile, nous trouvons ainsi 73,4% d'avis favorables au plan de la Suisse, 73,3% à Zurich, contre seulement 60,5% à Genève. Sur cette question, les votants UDC se distinguent fortement de l'ensemble, mais sans se démarquer entre Zurich (95,7%) et Genève (96,6%)⁸². Du point de vue de l'analyse contextuelle, on retiendra donc que, malgré cette proximité d'attitude des votants UDC à Zurich et à Genève, le choix des Genevois tranche plus par rapport à la majorité des votants de leur canton que celui des Zurichois, expliquant en partie le fort sentiment de stigmatisation présent à Genève chez les militants rencontrés. Concernant cette fois lesdites attitudes «antiestablishment», nous retrouvons des contrastes cantonaux entre partisans udécistes zurichois et genevois. Nous mesurons ainsi un lien entre la présence du parti dans les exécutifs cantonaux et la confiance accordée à ces autorités cantonales par les enquêtés déclarant une préférence partisane pour l'UDC. À Genève, où le parti n'est pas représenté dans l'exécutif cantonal, 21,3% de ces derniers déclarent une faible confiance dans le gouvernement, soit une proportion sensiblement égale à celle des abstentionnistes (21,5%), mais bien supérieure au total des sondés (13,5%), alors que seuls 2,6% des partisans de l'UDC sont dans ce cas à Zurich, beaucoup moins

81. Notre recherche dans le cadre du PNR 40+ comprenait un volet quantitatif fait d'analyses des données SELECTS, dans le but notamment de fournir des indications contextuelles sur l'UDC et ses supports électoraux en comparaison aux autres partis, dans ses dimensions nationale et cantonales. Voir Oscar Mazzoleni (avec la collaboration de Maurizio Masulin), «Valeurs conservatrices de droite et antiestablishment en Suisse. Les cas du canton de Zurich et du canton de Genève», Annexe au rapport final, PNR 40 +, *Rapports aux valeurs et engagements populistes de droite en Suisse*, 2006.

82. *Ibid.*, p. 7.

que les abstentionnistes (8,3%) ou que le total des sondés (4,5%)⁸³. Ces résultats, parmi d'autres⁸⁴, s'ils concernent certes non pas les militants mais les attitudes des votants et des abstentionnistes, et s'ils s'appuient sur des données dont on pourrait relativiser la validité⁸⁵, donnent toutefois des indications utiles sur les éléments contextuels conditionnant certains points abordés par la suite.

Pour mieux saisir le contexte des engagements que nous allons analyser, quelques données sur les spécificités cantonales s'imposent. Nous indiquerons brièvement quelques éléments historiques sur les partis cantonaux, leur position dans le champ politique et les rapports de forces locaux pour la période proche de l'enquête, d'éventuelles spécificités programmatiques et/ou idéologiques cantonales significatives, les liens des sections cantonales avec le niveau national, ainsi que, pour finir, de brèves considérations sur des aspects socioéconomiques mais aussi culturels susceptibles de nous aider à situer les logiques d'engagement.

ZÜRICH, ENTRE RUPTURE ET CONTINUITÉ

L'histoire de la section zurichoise de l'UDC est celle de la montée en puissance en son sein d'une ligne dure et radicalisée à droite, sous l'impulsion de la présidence de Christoph Blocher dès 1977, puis de la conquête, vers le milieu des années 1990, de l'hégémonie idéologique et politique sur le parti national. Elle est parachevée significativement par l'accès en 1996 d'Ueli Maurer à la présidence du parti national, présidence tenue jusqu'à cette date par un représentant de la section bernoise, considérée comme plus «modérée»⁸⁶. Un indicateur de cette radicalisation progressive transparaît dans le fait que, vers la fin des années 1960, la section zurichoise du PAB – deuxième section en taille au plan national

83. *Ibid.*, p. 12.

84. La mesure des «attitudes anti-establishment» est passée par diverses questions, comme le degré de satisfaction dans le fonctionnement du système politique et la confiance accordée à diverses autorités (partis, Parlement, Conseil fédéral).

85. Les grosses enquêtes quantitatives par sondages dits «sortie des urnes» sont confrontées notamment à des problèmes de représentativité de l'échantillon, du fait du poids croissant des refus de répondre à la sollicitation de l'enquête. Les personnes les plus éloignées de l'univers politique se retrouvent dès lors sous-représentées et les répondants d'une catégorie sociale présentent des spécificités qui les distinguent des non-répondants de la même catégorie. Voir à ce sujet Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Belcombe-en-Bauges: Éditions du Croquant, 2007, pp. 91-124.

86. Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland*, *op. cit.*, p. 134.

et ancêtre de l'UDC avant la fusion de 1971 – se positionne certes contre la nouvelle gauche et le mouvement étudiant, au nom d'une conception étroitement conservatrice du monde (*law and order*), mais également contre les discours xénophobes de l'Action nationale (AN), qui pesait avec force sur le paysage politique cantonal et national (l'initiative Schwarzenbach)⁸⁷. Ce qui fera plus tard un des axes décisifs de la «nouvelle UDC», la thématique de l'immigration, n'est ainsi pas prise en charge par le parti à cette date.

La radicalisation de la section zurichoise s'accompagne de ralliements de personnes significatives et/ou de structures issues des partis xénophobes tels l'Action nationale ou le Mouvement républicain suisse de James Schwarzenbach, scission de l'AN en 1971. Pour ne citer qu'un cas, mentionnons le journal bihebdomadaire *Schweizerzeit*, fondé par Ulrich Schlüer en 1979, alors membre du Mouvement républicain suisse et ancien secrétaire de Schwarzenbach. Schlüer ralliera l'UDC en 1981, avant d'être élu au Conseil national en 1995, tout en demeurant encore de nos jours rédacteur en chef du journal. Véritable «pourvoyeur d'idéologie» selon Skenderovic, *Schweizerzeit* fait circuler les orientations culturelles et idéologiques de ce qu'il nomme une «Nouvelle droite» intellectuelle non directement partisane, dont des textes de cette nébuleuse idéologique en provenance d'Allemagne. Sans que le journal ne devienne formellement un organe du parti, l'hégémonie idéologique de l'UDC n'en est pas moins réelle, même s'il publie parfois des contributions provenant d'autres forces politiques (Démocrates suisses [DS] et Parti radical démocratique [PRD]). Pour Skenderovic, ce journal a finalement servi de lieu de «transfert de personnes et d'idées des vieux partis populistes radicaux de droite vers la nouvelle UDC», tout en contribuant à faire circuler les nouvelles thématiques du courant zurichois du parti⁸⁸. Son audience, faible au départ avec un tirage de 2000 exemplaires⁸⁹, croît pour sortir de la marginalité (33 000 exemplaires en 2003)⁹⁰. Le journal se donne parfois les moyens de distribuer des numéros spéciaux à plus de 200 000 exemplaires, comme dans une campagne pour la

87. *Ibid.*, p. 128

88. Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland*, op. cit., p. 187.

89. Michaël Girod, «L'Union démocratique du centre: les raisons d'un succès», in Pierre Blaise et Patrick Moreau (dir.), *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Bruxelles: CRISP, 2004, p. 421.

90. Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland*, op. cit., p. 188.

restriction du droit d'asile en 1990, devenu alors un thème stratégique pour l'UDC⁹¹.

De même, sous l'impulsion de la section zurichoise du parti, l'UDC a progressivement gagné le contrôle de l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), créée en 1986 par Christoph Blocher et Otto Fischer, du PRD, à la suite du combat référendaire victorieux contre l'entrée de la Suisse dans l'ONU. Structure transpartis au départ et soucieuse un temps de respecter «une représentation équitable des diverses formations de droite au sein de [sa] direction»⁹², l'ASIN comprend encore en 1990 une minorité favorable à l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE). Après le refus, en votation de décembre 1992, de l'adhésion à l'EEE, la ligne «antieuropéenne et isolationniste» impulsée par l'UDC zurichoise l'emportera définitivement et provoquera le départ des minoritaires issus des autres partis bourgeois⁹³. Le poids de l'association ira crescendo, ce qui s'exprime par une croissance continue de ses membres⁹⁴. L'ASIN, outre la thématique isolationniste, fait campagne sur la question des dangers imputés à l'asile et utilise dès la fin des années 1980 la catégorie de «réfugiés politiques criminels»⁹⁵. Formellement indépendante des partis, elle deviendra, dès le début des années 1990 et de plus en plus clairement, une organisation large contrôlée par l'UDC, son «bras associatif»⁹⁶.

Quant au poids politique du parti mesuré à sa représentation électorale, l'UDC zurichoise a connu une forte progression à partir des années 1990, qui anticipe celle connue au plan national, avec, dans le camp bourgeois, une conquête au détriment du PRD.

En Ville de Zurich d'abord, sur les 125 sièges du législatif, le parti dispose de sept élus en 1990, 19 en 1994, 26 en 1998, 31 en 2002, avant de connaître un recul en 2006 (24 sièges), dû en grande partie à un nouveau système électoral. Sa construction politique s'effectue contre la gauche, mais s'opère aussi par une forte démarcation d'avec les autres partis de droite, principalement

91. *Ibid.*, p. 192.

92. Michaël Girod, art. cit., p. 424.

93. L'expression de parti bourgeois désigne couramment en Suisse les partis de droite. Ce qualificatif est assumé et utilisé par ces derniers pour s'autodésigner.

94. De 16 000 membres en 1992 à plus de 43 000 en 2004, *ibid.*, p. 426.

95. *Ibid.*, p. 423.

96. Michaël Girod, *L'Union démocratique du centre: les clés d'un succès*, Université de Lausanne: Faculté des sciences sociales et politiques, mémoire de DEA, 2001.

le PRD, ce qui lui bloque l'accès au Conseil de ville (exécutif), dont l'élection au système majoritaire nécessite des alliances.

Au niveau du canton, nous observons une progression similaire, qui fait du parti la première force politique depuis 1999. Sur 180 députés, l'UDC passe de 31 sièges en 1987 à 61 en 2003⁹⁷. Si elle progresse dans toutes les circonscriptions du canton, ce qui atteste de l'extension de son électorat hors de ses bastions traditionnels, le PS reste cependant la première force politique en 2003 dans les circonscriptions urbaines (Zurich et Winterthour principalement).

Comme pour les élections au Grand Conseil, l'UDC s'affirme au cours des années 1990 comme la force politique principale lors des élections fédérales au Conseil national, passant de 15,2 % en 1987 à 33,4 % en 2003⁹⁸. Le PRD perd continuellement des suffrages depuis 1979, alors que la droite radicale populiste (DS et PSL), malgré un sursaut en 1991, est marginalisée, une partie de son électorat semblant désormais se tourner vers l'UDC. Les résultats de l'UDC traduisent les progrès réalisés par l'UDC dans les milieux urbains: en ville de Zurich, le parti passe de 6 % des suffrages lors des élections fédérales de 1987 à 23,3 % en 2003, avec un score plus élevé encore dans les arrondissements «populaires» (Schwamendingen, 35,36 %, et l'arrondissement 9, 31,59 %.)⁹⁹.

Mais le positionnement du parti dans le champ politique n'est pas le même si l'on se place au niveau cantonal ou en Ville de Zurich. Au niveau cantonal, le Parlement et le gouvernement sont «bourgeois», et l'UDC a intégré de longue date l'exécutif, en lien avec son histoire et celle du PAB. La présence de deux puis, dès le printemps 2005, d'un seul conseiller d'État UDC n'empêche pourtant pas le parti de jouer double jeu, en refusant régulièrement le vote du budget d'un gouvernement pourtant situé à droite¹⁰⁰. On retrouve ainsi la tension entre participation et opposition, tension qui devient une ambiguïté productive sur laquelle le parti s'appuie pour parler à des publics divers, sensibles à des

97. 1987: 31 sièges (PS: 34; PRD: 46); 1991: 37 sièges (PS: 43; PRD: 50); 1995: 40 sièges (PS: 45; PRD: 46); 1999: 60 sièges (PS: 53; PRD: 35); 2003: 61 sièges (PS: 53; PRD: 29).

98. Sur les 34 sièges attribués au canton: 1979: 5; 1983: 5; 1987: 6; 1991: 8; 1995: 9; 2003: 12.

99. [www.wahlen.zh.ch].

100. La perte d'un siège lors d'une élection complémentaire en 2005, au profit du PDC, en raison du non-respect de la consigne de vote des instances dirigeantes du PRD par son électorat, a semble-t-il tempéré l'UDC dans sa critique trop ouverte des autres forces de droite.

rhétoriques plus ou moins combatives ou ajustées aux situations qui se présentent. En Ville de Zurich, cette ambivalence n'est pas nécessaire, car l'UDC ne dispose pas de représentation au sein de l'exécutif, qui est à majorité de centre gauche (PS et verts) depuis 1990. Cette dernière situation, de même qu'une majorité politique identique au législatif, la conduit à mener en Ville de Zurich une politique d'opposition décrite comme particulièrement agressive par ses concurrents et les commentateurs, bien plus systématique qu'au plan cantonal. Malgré sa forte progression électorale depuis les années 1990, on pourrait toutefois interpréter comme signe d'un certain isolement du parti en Ville de Zurich la difficulté qui subsiste, selon le témoignage d'un militant du parti, de s'afficher ouvertement UDC dans certains *Kreise* (arrondissement) décrits comme «rouges»¹⁰¹, comme si, dans ce contexte, le stigmatisme accompagnait encore le choix partisan udéciste.

La politique de l'UDC en Ville de Zurich, qui n'épargne pas les partis de droite jugés trop complaisants ou trop modérés face à la «gauche», incarne particulièrement la nouvelle ligne radicalisée du parti et trouve un terrain propice pour l'expérimenter en pratique. Même si, dans cette configuration l'UDC, a peu de chances de faire passer ses propositions au parlement de la ville, elle finit par peser sur les débats et contribue, sur certains dossiers, à faire glisser l'ensemble des forces politiques sur la droite. Un bon exemple est celui de la problématisation des «abus» en matière de prestations sociales, objet de focalisation permettant de contester la politique sociale menée par la ville (mais aussi le canton), désignée de manière péjorative par le qualificatif d'«industrie sociale»¹⁰². Cette campagne permanente sur les «abus» permet de relier une thématique néolibérale (critique de l'État social et de la distribution de prestations) à la classique suspicion xénophobe envers les étrangers, accusés de surconsommer ces prestations. En Ville de Zurich, l'UDC a longtemps réclamé la mise sur pied de détectives sociaux, censés repérer les abus en matière d'aide sociale et identifier ce qu'elle appelle les profiteurs/parasites sociaux (*Sozialschmarotzer*)¹⁰³. Mises sous pression, notamment par la médiatisation de

101. Entretien informatif avec un dirigeant du *Kreis* 3, 6 janvier 2005. Est notamment évoqué le cas de petits commerçants qui craignent de perdre une part de leur clientèle en s'affichant ouvertement pour l'UDC, même si selon lui cette pression diminue quelque peu avec la progression du parti.

102. *Der Zürcher Bote*, 18 novembre 2005, N° 46, p. 5.

103. *Der Zürcher Bote*, 5 mai 2006, N° 18, p. 6.

cas concrets, les autorités ont fini par accepter le principe de mise en place de détectives sociaux, tout en édulcorant le projet initial de l'UDC.

Au cours des années 1990, l'UDC de la Ville de Zurich problématise notamment les thèmes de la drogue, de l'insécurité et de l'immigration et se rend visible en recourant à des campagnes d'affiches d'un nouveau style¹⁰⁴ et en menant un intense travail politique auprès de la population. Les élections municipales de 1994 sont particulièrement illustratives de la politique d'opposition menée. La campagne utilise des affiches-chocs et instrumentalise des statistiques de la criminalité, style nouveau qui fera polémique. La majorité de gauche est désignée comme responsable de l'augmentation de la criminalité, de la situation en matière de drogue, d'impôts plus élevés, alors que les autres forces de droite sont désignées comme n'incarnant pas une vraie opposition: c'est le sens du slogan contre «la gauche et les gentils». En outre, la discipline interne au parti est forte, ce qui est perceptible lors des votes des membres de la fraction UDC au parlement de la Ville de Zurich. Notons aussi qu'en 1997, la section mène une campagne virulente, par pétition interposée, contre le projet d'allouer un espace spécifique aux musulmans dans le cimetière d'Alstetten, en Ville de Zurich, thématissant de manière précoce une suspicion envers l'islam qui prendra de l'ampleur par la suite¹⁰⁵, et que l'on retrouve énoncée spontanément par certains des militants que nous avons rencontrés.

L'UDC en Ville de Zurich se construit également par l'usage intensif des instruments de la démocratie semi-directe, en polarisant le débat sur des objets dont il serait fastidieux de faire la liste. En règle générale, elle ne gagne pas sur les lièvres soulevés quand elle part seule au combat¹⁰⁶, et certaines de ses initiatives communales se retrouvent invalidées¹⁰⁷. Mais elle parvient à l'emporter,

104. Alexandre Dézé et Michaël Girod, «Le Sonderfall en péril. Les figures de la menace dans les messages graphiques de l'UDC», in Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu (dir.), *L'Union démocratique du centre*, op. cit., pp. 107-120.

105. Skenderovic montre que l'UDC de la Ville de Zurich formalise dès 1999, dans un document programmatique (*Konzept für eine Zürcher Ausländerpolitik*, 1999, p. 24), une profonde suspicion envers l'islam, posant que l'immigration de musulmans crée des problèmes d'intégration et menace «les valeurs de base de l'Occident». Voir Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland*, op. cit., p. 164.

106. Par exemple, malgré de gros moyens engagés dans la campagne, elle ne parvient pas à empêcher, en décembre 1996, un programme de distribution contrôlée d'héroïne, accepté par 63 % des votants.

comme en 1997, lorsqu'elle gagne le référendum contre la participation de la Ville de Zurich, pour un montant de 50 000 francs, à un projet d'entraide de l'association Caritas destiné aux familles albanaises du Kosovo¹⁰⁷. Après une campagne offensive, le crédit est rejeté par 55,5 % des votants le 7 juin 1998, avec un refus de 73 % dans l'arrondissement populaire de Schwamendingen, quartier où l'UDC a le plus progressé électoralement. Tout laisse croire que l'usage des instruments référendaires a contribué à rendre visible le parti, condition nécessaire à sa progression électorale, mais aussi moyen de recrutement et de renforcement des identités militantes. Si l'on se penche avec un peu de recul sur la progression du parti, on constate que la politique menée en ville de Zurich a servi de laboratoire en matière de progression dans le champ politique, que ce soit par les thématiques soulevées ou par la forme de la communication politique, relativement inédite en Suisse (hormis celle prévalant dans les années 1930).

Quant à l'organisation et aux moyens à disposition du parti, évoquons brièvement quelques points. L'UDC est organisée par sections, plusieurs en ville de Zurich, regroupant en partie les douze arrondissements (*Kreise*) de la ville. Les observations par nos soins d'un certain nombre de séances des *Kreise* 3, 9, et 12 menées entre 2005 et 2006 tendent toutefois à relativiser l'image circulant en Suisse romande d'un parti très implanté sur le terrain et disposant d'une base militante importante et active. Faiblement fréquentées, les séances ordinaires du parti donnent du reste parfois lieu à l'expression, chez les militants actifs, d'un sentiment de frustration face au manque d'empressement des membres à s'impliquer davantage pour le parti et ses campagnes¹⁰⁹. Un sentiment du même ordre surgit du reste spontanément chez certains des militants qui nous ont accordé un entretien.

En comparaison avec les autres forces politiques zurichoises, l'UDC est le parti le moins ouvert aux femmes, comme l'attestent ces quelques chiffres pour les élections cantonales de 2003 : 19 %

107. (Note de la p. 4.) Une initiative lancée en juillet 1999 demandant la naturalisation par les urnes est déclarée non valide par le parlement de la ville (*Neue Zürcher Zeitung*, 2 novembre 2000), tout comme celle lancée en 1999, intitulée « Zurich n'est pas une ville d'immigration », qui entendait diminuer l'arrivée d'étrangers à Zurich (*Neue Zürcher Zeitung*, 22 novembre 2002) et qui demandait la fermeture des bureaux de conseil en langues étrangères pour les migrants.

108. Mais dans ce cas, le projet était aussi combattu par le PRD de la ville de Zurich. Voir *Neue Zürcher Zeitung*, 8 juin 1998.

de candidats sont des femmes (4% de plus qu'en 1999), chiffre qui chute à 10% concernant les élues du parti¹¹⁰. Sur l'ensemble des 1968 candidats à cette élection, 36% sont des femmes, chiffre qui atteint 49% au PS, 47% chez les verts, 29% au PRD, l'UDC avec ses 19% de candidates sur sa liste étant même dépassée par les DS et l'Union démocratique fédérale (UDE, respectivement 23% et 22%). Cette fermeture structurelle aux carrières politiques des femmes est parfois mentionnée spontanément comme problème par des militantes que nous avons rencontrées. Au moment de l'enquête, un groupe Femmes UDC se réunissait, avec des effectifs d'une vingtaine de personnes en ville de Zurich, et cherchait à recruter¹¹¹. Notons aussi que, pour les femmes, l'entrée dans l'UDC est très souvent précédée par une activité au sein des commissions scolaires. Ces dernières sont des structures de milice composées de non-spécialistes, souvent mais pas toujours représentants de partis politiques et disposant de compétences de direction et de surveillance de l'école au niveau communal¹¹².

Outre les activités proprement politiques, l'UDC zurichoise offre des activités plus récréatives, comme les grillades au niveau des sections, ou l'emblématique Club de moto UDC (Motorrad-Club SVP¹¹³), lieux de sociabilité contribuant à intégrer et renforcer l'adhésion des militants à l'organisation partisane. Nous ne

109. (Note de la p. 50.) Par exemple, une séance ordinaire du parti, à Schwamendingen, *Kreis 12*: «Présence de 12 personnes: moyenne d'âge élevée (50 et plus). Parmi eux, deux conseillers municipaux de la Ville de Zurich et Walter (élu au Grand Conseil – le prénom est bien sûr un pseudonyme, comme dans la suite du livre). Les autres sont pour la plupart des habitués, actifs au sein du parti (membre de la direction, secrétaire, etc.). (...) Comme dans le cas du *Kreis 3*, lors de plusieurs interventions de membres, j'ai senti des critiques plus ou moins ouvertes contre d'autres sections, leur activisme insuffisant. Apparemment le *Kreis 12* a été très actif pour la course au Conseil d'État. Un des membres, actif dans le parti, dira que «certains élus pourraient montrer leur tête quatre ou cinq fois par an lors de la tenue de stand» (Note de terrain, 5 avril 2005). Quant aux membres cotisants, ils sont 157, dans un *Kreis* où l'UDC fait son meilleur score en ville de Zurich, chiffre respectable même si son président «avoue que la section a de la peine à recruter» (Note de terrain, réunion de la direction UDC du *Kreis 12*, 19 avril 2005).

110. Au plan fédéral, aucune femme ne représente l'UDC parmi les douze élus du parti au Conseil national pour la législature 2003-2007. *Statistisches Jahrbuch des Kantons Zürich 2007*, Statistisches Amt des Kantons Zürich, p. 261.

111. Vingt-trois personnes exactement, au printemps 2005, selon la vice-présidente du groupe (Note de terrain, réunion de la direction UDC du *Kreis 12*, 19 avril 2005).

112. Cette instance fonctionne dans certains cas comme lieu de recrutement pour les partis qui cherchent à contrôler puis faire adhérer les membres de celle-ci sans affiliation politique. Selon un témoignage d'un militant du *Kreis 12*, les activités pratiques de beaucoup de militants du parti se confinent à la commission scolaire (Entretien avec Walter).

113. [<http://www.mcsvp.ch/>]. Certains militants nous ont parlé spontanément et avec passion de cette structure de loisir liée au parti.

saurions non plus oublier que la progression du parti, dans les années 1990, s'est accompagnée d'une théâtralisation de sa force par l'organisation annuelle du grand rassemblement de l'Albisgüetli, rassemblant depuis 1989 plus de 1300 membres du parti¹¹⁴. Alliant discours fleuve de Christoph Blocher sous la forme du meeting politique, ce qui n'est pas courant en Suisse, du moins devant un public si nombreux, et rendez-vous convivial autour d'un repas, cette institution inédite fonctionne à la fois vers l'intérieur du parti, pour en ressouder les liens d'appartenance, et vers l'extérieur, pour en affirmer publiquement la puissance. Du reste, la présence d'un conseiller fédéral d'un autre parti (si possible le président de la Confédération) est courante et le rendez-vous annuel est désormais largement commenté par les médias. Certains des discours prononcés à cette occasion par Blocher ont fait l'objet d'une diffusion par écrit dans tous les ménages du pays, attestant du rôle propagandiste, bien au-delà des cercles internes, conféré par les stratèges du parti à ce meeting atypique¹¹⁵.

L'effort de propagande de la section zurichoise suppose enfin des ressources financières importantes, mises à sa disposition notamment par l'entrepreneur Blocher et l'importateur de voitures Walter Frey, conseiller national et président de l'UDC en ville de Zurich de 1984 à 2001. Ces ressources sembleraient avoir diminué au moment de l'enquête, ce qui aurait freiné la capacité propagandiste et référendaire en ville de Zurich¹¹⁶. La propagande s'appuie de plus sur un usage stratégique des médias, qu'ils soient généralistes ou propres. Outre sa capacité souvent évoquée à retenir l'attention des médias généralistes, le parti peut compter sur une presse partisane, l'hebdomadaire *Zürcher Bote*, mais aussi, sur des organes proches ou contrôlés par le parti, comme le déjà cité *Schweizerzeit*, ou encore sur des publications formellement commerciales et

114. Michaël Girod, *L'Union démocratique du centre: les clés d'un succès*, op. cit.

115. Par exemple, Christoph Blocher, *Les sept secrets de l'UDC (strictement confidentiel)*, 2000, 19 p. Outre la critique de la classe politique, décrite comme mue par la quête sans principes de postes («le troisième secret de l'UDC: occuper des thèmes plutôt que des postes confortables», p. 8), le discours prend un caractère profondément idéologique, notamment lorsqu'il utilise une stratégie argumentative de rétorsion pour retourner contre «les socialistes» l'accusation de proximité avec l'extrême droite, adressée parfois à l'UDC: «Ces mêmes socialistes qui, aujourd'hui, lancent si facilement leurs reproches de fascisme feraient bien d'être conscients qu'avec leur adoration de l'État universel, la référence permanente au collectif et le mépris de la liberté individuelle, ils sont bien plus proches d'une vision fasciste du monde que nous. Ce n'est pas un hasard si les hordes brunes se sont appelées les «nationaux-socialistes.» (p. 7).

116. *Tages Anzeiger*, 27 mai 2006.

non politiques, à diffusion locale ou régionale et parfois gratuites, mais dont la ligne éditoriale n'est pas sans lien avec le parti¹¹⁷. Cette capacité propagandiste effective est ressentie par certains militants comme insuffisante pour contrebalancer l'alignement supposé des médias généralistes sur «la gauche» (*Tages Anzeiger*) ou sur le concurrent qu'est le PRD (*Neue Zürcher Zeitung*), alignement ressenti comme préjudiciable au parti¹¹⁸.

L'environnement de l'enquête est aussi fait de dimensions socioéconomiques, dont nous évoqueront uniquement quelques éléments en rapport avec les thématiques mobilisées par les militants lors des entretiens, et susceptibles de nous aider à mieux saisir leur positionnement symbolique et pratique.

Sans surprise, le canton de Zurich a connu ces dernières années des transformations de ses activités économiques. Le nombre d'exploitations agricoles a baissé de 16% entre 1996 et 2006, affectant surtout des exploitations de moins de 20 hectares qui tendent à disparaître. Il subsiste encore quelques activités agricoles en ville de Zurich, notamment dans les arrondissements 3, 9 et 12, mais cela reste marginal. La transformation du tissu économique a significé, comme dans nombre de cités analogues, une perte massive d'emplois dans le secteur secondaire ces vingt dernières années, après un pic au début des années 1970, au profit d'activités du tertiaire, principalement la banque, les assurances mais aussi les services dans le domaine de la santé et du social¹¹⁹. Concernant le taux de chômage, les zones urbaines et périurbaines du canton dépassent la moyenne nationale et cantonale, pour atteindre en 2004 des taux variant par exemple entre 4,1 et 5% en ville de Zurich, alors qu'une commune mi-agricole, mi-résidentielle comme Uetikon am See connaît entre 2 et 3,1% de chômeurs. Le taux est généralement plus élevé chez les étrangers, du fait de leur place dans la division sociale du travail: en 2004, sur les 37000 chômeurs du canton, 41% ont un passeport étranger. Mais les questions du chômage et surtout de la surreprésentation des non-détenteurs du passeport helvétique, ne sont pas vraiment mobilisées par le parti, contrairement à la focalisation stratégique sur l'aide sociale.

117. Voir Michaël Girod, *L'Union démocratique du centre: les clés d'un succès*, op. cit., qui cite notamment la *Neue Bülacher Tagblatt* ou le *Vorstadt* (*Die Wochenzeitung für Zurich Nord*).

118. Point de vue défendu notamment par un conseiller municipal du *Kreis 3*, note de terrain, 7 février 2005.

119. Ce dernier a connu une croissance de plus de 50% de 1985 à 2001.

Compte tenu de cette configuration, nous avons décidé de ne pas enquêter en milieu agricole, préférant nous concentrer sur des zones urbaines et périurbaines, même si quelques militants de notre échantillon proviennent de communes mixtes, où de telles activités agricoles sont présentes, ou pratiquent eux-mêmes de telles activités. Les militants que nous avons rencontrés sont donc issus de cinq *Kreise* zurichoises, de la ville de Winterthour ainsi que d'autres communes moins urbaines du canton, sans être totalement agricoles. La majorité provient des *Kreise* 3, 9 et 12.

Ces zones urbaines et périurbaines, d'où proviennent l'essentiel des militants interrogés, ont connu de fortes transformations ces dernières décennies, que ce soit en termes économiques, urbanistiques et de composition de population. Le développement de Schwamendingen (*Kreis* 12), pour n'évoquer que le cas le plus frappant, zone périphérique au nord de la ville de Zurich, dont l'extension géographique est le fruit de la dissolution progressive des frontières avec la campagne, est étroitement lié à celui d'Oerlikon. Ce dernier, un pôle industriel, a suscité un appel de main-d'œuvre et a poussé un grand nombre de travailleurs suisses et étrangers à venir s'installer en ville de Zurich, à l'instar de Giorgio (chapitre 6), qui vient du Tessin. Même si la structure de la population s'est modifiée au fil des décennies par l'établissement de migrants, la plupart de ceux qui vivent aujourd'hui à Schwamendingen ont des revenus modestes, un capital scolaire limité, une propension plus forte à toucher l'aide sociale¹²⁰ et vivent dans des logements relativement vétustes. Alors qu'au début des années 1980, Schwamendingen fait partie des arrondissements de la ville où le pourcentage des étrangers est le plus bas (14,1 %), l'augmentation du nombre d'étrangers dans le quartier est supérieure à l'augmentation moyenne en ville de Zurich au cours des années 1990, pour atteindre 37 % aujourd'hui (30 % pour l'ensemble de la ville). Les *Kreise* 9 et surtout 3¹²¹ sont plus composites, tout en comprenant en leur sein une importante population issue des classes populaires et une proportion de personnes au bénéfice de l'aide sociale supérieure à la moyenne de la ville.

120. *Neue Zürcher Zeitung*, 15 juin 2001.

121. Le *Kreis* 3 est confronté à un processus de gentrification qui se caractérise par l'arrivée de nouveaux résidents au statut socioéconomique supérieur (classe moyenne supérieure) dans un quartier traditionnellement plutôt ouvrier.

La structure de la population étrangère du canton se modifie également, passant initialement d'une forte majorité de travailleurs italiens ou espagnols à des contours aujourd'hui beaucoup plus diversifiés culturellement, avec dorénavant en première position des ressortissants provenant des pays de l'ex-Yougoslavie¹²². Dans tous les entretiens menés avec des militants UDC vivant à Schwamendingen, et dans les autres arrondissements «populaires», il ressort que la thématique des étrangers, notamment ceux désignés comme «balkaniques», est spontanément présente dans leur discours, associée à la question de l'insécurité, thématique et lien évidemment entretenus par l'appareil du parti¹²³.

Dans la mesure où l'aide sociale est thématisée par l'UDC comme problème et se retrouve aussi évoquée dans les entretiens, quelques éléments à ce sujet ne sont pas inutiles¹²⁴. Dans les années 1990 et comme dans toutes les grandes villes de Suisse, le nombre de personnes touchant l'aide sociale a fortement augmenté. Entre 1999 et 2002, le nombre s'est stabilisé, pour concerner 39 700 personnes en 2003, soit 3 % de la population du canton. Les jeunes, les familles nombreuses du centre des villes et les personnes qui élèvent seules des enfants sont surreprésentés dans les statistiques de l'aide sociale, de même que les personnes ayant une formation scolaire basse. Les personnes étrangères sont fortement touchées¹²⁵, ces populations cumulant tendanciellement les handicaps sociaux. En ville de Winterthour, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a doublé depuis 1996, à hauteur de 2967 personnes en 2005¹²⁶. En ville de Zurich, 6,6 % de la population est dépendante en partie ou totalement de l'aide sociale en 2005, avec de fortes disparités suivant les arrondissements, respectivement 7,1 %, 9 % et

122. Si l'on prend en compte l'origine géographique pour l'ensemble du canton, selon les données du recensement fédéral de 2000 : Italie (21,1 %), Allemagne (11,1 %), Turquie (6 %), Portugal (5,1 %) et l'ex-Yougoslavie (26,4 %). Voir «Die ausländische Bevölkerung im Kanton Zürich. Ergebnisse der Volkszählung 2000 für den Kanton Zürich», Statistisches Amt des Kantons Zürich, 5/2003, p. 5.

123. Un des axes de l'UDC de Wiedikon (arrondissement 3) pour les municipales de 2006, par exemple, était de diminuer le pourcentage d'étrangers à 25 % pour l'ensemble de la ville de Zurich. Voir le document intitulé «Surpopulation étrangère à Zurich-Wiedikon».

124. Chiffres tirés des statistiques officielles du canton de Zurich contenues dans «Sozialhilfe – das letzte Auffangnetz in der Not», N° 11, 2005. Pour la ville de Zurich : «Sozialhilfe in der Stadt Zurich», Conférence de presse des autorités sociales de la ville de Zurich, 5 avril 2006.

125. Suite à une interpellation au Grand Conseil d'un élu UDC (Claudio Schmid), le Conseil d'État évoque 40 % des bénéficiaires étrangers en 2004. *Neue Zürcher Zeitung*, 19 mai 2006.

126. *Neue Zürcher Zeitung*, 24 juin 2006.

10,6%, pour les *Kreis* 9, 3 et 12. Comme au niveau cantonal, le nombre de bénéficiaires étrangers de l'aide sociale en ville de Zurich est important, pour les mêmes raisons socioéconomiques, puisqu'il correspond à 50% d'entre eux; 62% de l'ensemble des bénéficiaires sont des personnes seules. La focalisation spontanée à plusieurs reprises en entretien sur les «abus» des étrangers trouve ici une de ses causes: le parti joue un rôle décisif pour désigner sans cesse ces populations comme faisant «problème», en reprenant ces chiffres bruts sans évidemment en opérer une lecture sociologique et dépassionnée.

Enfin, d'un point vue idéologique et contextuel externe au parti, signalons une présence récurrente à Zurich de penchants xénophobes organisés, mobilisant des déclinaisons radicales de la thématique de l'*Überfremdung*, et dont l'offre a toujours rencontré une partie de la population. Le canton a été en effet un des bastions historiques du mouvement contre la «surpopulation étrangère» apparu dans les années 1960. Un indice peu connu: le Parti démocratique du canton, force politique pourtant «centriste», lancera en 1965, et ce avant l'Action nationale contre l'emprise étrangère du peuple et de la patrie (dite AN et née en 1961 dans le canton), la première initiative fédérale xénophobe qui n'aboutira pas et précipitera sa disparition¹²⁷. De même, sur les sept sièges nationaux obtenus en 1971 par le Mouvement républicain suisse de Schwarzenbach, quatre proviendront de Zurich, où le score du parti atteint à cette date plus de 11 %. Garder à l'esprit ce qui s'apparente finalement à une tradition historique de suspicion envers les étrangers, dont les effets dépassent les conjonctures singulières et les partis particuliers (AN puis UDC), aide à mieux saisir les prises de position de militants rencontrés, notamment ceux d'un certain âge¹²⁸. L'UDC a donc pu prendre appui sur cette «culture politique» partagée par une fraction de la population, tout en l'activant et l'entretenant.

127. *Dictionnaire historique de la Suisse*. Alors que l'UDC de 1971 intègre les sections glaronnaise et grisonne du Parti démocratique, les restes de la section zurichoise du parti rejoindront le PRD. Voir aussi Peter Niederhäuser et Anita Ulrig (éds), *Fremd in Zürich – fremdes Zürich? Migration, Kultur und Identität im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich: Chronos, 2005, p. 187.

128. Nous avons par exemple rencontré un militant UDC (Giorgio; voir chapitre 6) ayant appartenu pendant les années 1960 à l'Alliance des indépendants, parti centriste aujourd'hui disparu, qu'il quittera du fait de l'opposition de ce dernier à l'initiative xénophobe de l'Action nationale, sans plus militer par la suite avant d'intégrer l'UDC dans les années 1990, avec la question des étrangers au cœur de ses motifs d'engagement.

GENÈVE, UNE SECTION EN CONSTRUCTION DANS UN UNIVERS HOSTILE

L'UDC genevoise a été créée en novembre 1987, à un moment où l'hégémonie de la «nouvelle UDC» radicalisée à droite n'est pas encore établie. Du reste, à Genève, ce créneau politique très marqué à droite est alors occupé par le Parti Vigilance qui vient de réaliser un score exceptionnellement élevé aux élections cantonales de 1985 (voir plus loin). Ainsi, jusqu'à sa première percée électorale de la fin des années 1990¹²⁹ et ses premiers sièges en 2001, le parti n'échappe pas aux scores groupusculaires et se trouve dans l'incapacité de stabiliser le sigle de l'organisation¹³⁰, au point qu'il n'est pas pris au sérieux, comme l'atteste cette description péjorative du journal *Le Temps*: «... l'UDC qui tente épisodiquement de réunir sous sa bannière les suffrages en déshérence du défunt mouvement xénophobe Vigilance»¹³¹. Tout laisse croire que la véritable percée intervient dans le sillage de la dynamique nationale: dix sièges d'un coup en 2001 aux élections cantonales, dont une majorité de personnes peu connues ou sans assises politiques. En 2003, avec 18,3%, l'UDC devient le premier parti de droite du canton aux élections du Conseil national devant le Parti libéral, mais en deuxième position derrière les socialistes (24,8%), ce qui lui confère deux élus sur onze. Par la suite, la dynamique de croissance sera freinée au plan cantonal par la création, à l'approche des élections cantonales de 2005, du Mouvement Citoyens genevois (MCG), dont les leaders viennent de quitter avec fracas l'UDC. Ce concurrent imprévu, qui conquiert d'un coup neuf sièges au Grand Conseil, freine drastiquement la marge de progression de l'UDC envisagée après le score de 2003: elle plafonnera désormais à onze sièges. Cette concurrence semble toutefois circonscrite au plan local, puisque, au plan fédéral, l'UDC conservera une nette avance et deviendra en 2007 le premier parti du canton (21,1%) devant les socialistes (18,04%), alors que le MCG réalisera un score très modeste (2,51%).

Contrairement à une idée reçue, les créateurs de l'UDC ne proviennent pas de la mouvance d'extrême droite incarnée à Genève

129. Aux élections fédérales de 1999, elle obtient 7,5% des suffrages et rate le siège pour 53 bulletins (*Le Courrier*, 17 août 2001). Sans compter que, pour cette échéance, le parti rencontre des difficultés à réunir les 200 signatures nécessaires au dépôt d'une liste, selon *Le Temps*, 27 août 1999.

130. Sous son nom propre, 1,64% aux élections cantonales de 1989, puis 1,1% aux élections fédérales de 1991, puis dans des regroupements jusqu'en 1997.

131. *Le Temps*, 17 août 1999.

principalement par Vigilance. Parmi les fondateurs sont évoqués les noms de Carlo Lavizzari, promoteur immobilier et président du Servette Football Club, qui financera pendant un temps le parti, de Didier Tornare, notaire, ou d'Éric Lehmann, alors journaliste lié au quotidien aujourd'hui disparu *La Suisse* et à la TSR¹³². Ce n'est qu'à la suite de la disparition de Vigilance, au début des années 1990, qu'une partie des militants de ce parti rejoindront l'UDC. Les très faibles scores réalisés par l'UDC lors des premières échéances électorales cantonales de 1989 et fédérales de 1991 l'auraient conduite à se doter d'une image plus locale et à composer avec d'autres forces¹³³. Il faudra attendre les élections fédérales de 1999 pour que le sigle UDC ressurgisse ouvertement, dans un contexte national de forte expansion et de nouvelle légitimité du parti. Entre-temps, des anciens militants influents de Vigilance auront rejoint les rangs UDC, notamment depuis 1995.

La présence dans l'UDC d'anciens militants ou dirigeants de Vigilance, comme la proximité de certains de ses thèmes de campagne avec ceux de l'ancien parti, justifient un rapide détour sur ce dernier. Créé en 1964 pour initialement s'opposer à une pièce de théâtre jugée amoral et lutter contre le dit «bétonnage» de Genève, Vigilance se profilera surtout sur la thématique de l'immigration, agitée dans le cadre des initiatives xénophobes des années 1970¹³⁴. Ancré exclusivement à Genève, le parti connaîtra des hauts et des bas sur le plan électoral, avec un minimum de 5,4% des voix aux élections fédérales de 1971 et un sommet à 18,9% aux élections cantonales de 1985 (19 sièges sur 80), et disposera d'un élu aux Chambres fédérales de 1975 à 1987 (meilleur score en 1983: 12,2%). Il convient de mettre en rapport ce résultat avec le meilleur score de l'UDC au Conseil national: 21% en 2007.

132. Entretien informatif avec Jacques Pagan (22 novembre 2004), membre depuis 1988 et président du parti au moment de l'enquête. Selon son témoignage, l'ancien conseiller fédéral UDC Adolf Ogi, de l'aile «modérée» du parti, aurait appuyé symboliquement la démarche.

133. «On a essayé de mettre en veilleuse l'UDC pour mettre en avant d'autres étiquettes. (...) Nous sommes un parti du cru, et il fallait pas effrayer les gens», explique Jacques Pagan (entretien cité), pour rendre compte des listes auxquelles l'UDC a été associée plus ou moins ouvertement durant les années 1990, avec peu de résultats: «Unis pour Genève» en 1993, liste commune avec le Mouvement populaire genevois, provenant du Parti Vigilance dissous peu avant (2,29%); et «Respect de la volonté populaire» en 1997 au niveau cantonal (4,45%), «Le Rassemblement. Restons Suisses et libres» en 1995, au niveau fédéral (2,24%).

134. François Saint-Ouen, «Vers une remontée du national-populisme en Suisse? Le cas des vigilants genevois», *Annuaire suisse de science politique*, 1986, pp. 211-224.

Comme tout parti constitué inéluctablement de diverses sensibilités, Vigilance connaîtra des tensions internes, notamment en raison de la participation de son président, Éric Bertinat, futur secrétaire de l'UDC genevoise de 2002 à 2010, à un meeting du Front national à Paris en 1987¹³⁵. Les tensions au sein de Vigilance ne se réduisent pas à cet événement et iront par la suite en s'accroissant. Le parti perdra la moitié de ses sièges aux élections cantonales de 1989 (neuf députés), puis progressivement implosera sous l'impact de ses dissensions internes, pour se dissoudre en 1990 et laisser dans son sillage d'éphémères structures. Tout se passe comme si l'UDC parvenait finalement, au début des années 2000, à rassembler et à capitaliser les voix dispersées auparavant sur les listes éparées, comme celle du Parti des automobilistes (6,3 % aux élections cantonales de 1989) ou celle traditionnellement marginale à Genève, des Démocrates suisses (2,43 % en 1995), ou encore celles pas toujours aisées à classer (comme le Parti anti-magouille: 2,03 % en 1993). Saint-Ouen évoque le « caractère instable et pour ainsi dire cyclique, fait d'irruptions spectaculaires et de somnolences relatives » de partis « national-populistes », dont Vigilance, qui, « faute de réussir à s'intégrer au système politique helvétique (...) ne parviennent guère à durer », prospérant toutefois sur « des dispositions durables, bien que souvent latentes, d'une partie au moins de l'opinion et de l'électorat »¹³⁶. Dans la configuration nationale de la percée de la « nouvelle UDC », ce diagnostic doit dès lors être quelque peu infléchi: l'UDC réactivera certes ce vieux fonds, mais gagnera aussi de nouveaux électeurs dans le sillage de la dynamique nationale. L'histoire de la section genevoise, avant l'enquête, connaît finalement trois moments: celui de la fondation et des deux premiers échecs électoraux retentissants, celui de la marginalité mal assumée, où l'on conserve la structure tout en s'affichant publiquement différemment, celui de l'essor progressif, enfin, dont les ressorts sont largement externes à la configuration locale.

Ces moments font surgir deux catégories de militants: ceux qui ont soutenu et maintenu le parti dans l'adversité, et ceux qui y ont adhéré dans sa phase ascendante, à un moment où l'engagement en son sein devenait pensable car plus « attirant ». Si, des tous

135. Cet engagement a été critiqué par ladite « aile centriste de Vigilance ». *Le Temps*, 8 juin 2002. Fragilisé, Éric Bertinat quittera Vigilance en 1988.

136. François Saint-Ouen, « Vers une remontée du national-populisme en Suisse? », art. cit. p. 212.

premiers militants, peu ont persévéré et restent actifs en son sein au moment de l'enquête, ceux qui ont rejoint l'UDC vers le milieu des années 1990, sur la dynamique nationale mais antérieurement aux succès électoraux genevois, bénéficient du coup d'une légitimité historique¹³⁷. Le recrutement n'est du reste plus nécessairement identique dès lors que la marque UDC devient porteuse dans le champ politique local. Le succès soudain, ainsi que, pour certains, l'anticipation des postes à prendre dans un avenir proche, transforment les logiques d'adhésion. À la suite de la percée électorale, renforcée en automne 2003, les rétributions militantes peuvent désormais devenir fort concrètes et prendre la forme de mandats électifs. Des conflits internes surgiront du reste dans la préparation de la liste pour les élections cantonales de 2005 : les instances dirigeantes du parti chercheront alors à transformer la « qualité » de sa députation en poussant vers la sortie certains parmi les élus de 2001 qui s'étaient retrouvés alors en position éligible du seul fait de leur appartenance ou de leur dévouement pour le parti, indépendamment de leurs « compétences »¹³⁸. Des remises à l'ordre internes, comme les ambitions politiques non assouvies du futur leader du MCG, Éric Stauffer, alors adhérent de fraîche date de l'UDC après un passé d'élus local au sein du Parti libéral quelques années auparavant, sont à l'origine de l'apparition du parti concurrent MCG, peu avant les élections cantonales.

Abordons maintenant par quelques touches la question de la position de l'UDC dans le champ politique genevois. Au moment de sa percée en 2001, le canton sortait de la seule législature (1997-2001) à majorité « de gauche » (51/100) de son histoire, limitée cependant dans son action par un exécutif à majorité de droite. Cette majorité législative inédite, tout comme les problèmes induits par cette forme de « cohabitation », seront vertement stigmatisés par l'UDC lors de sa campagne électorale de

137. Notons que lors des conflits affectant le parti au printemps 2010, et qui s'est conclu par l'exclusion de Soli Pardo, ancien président de la section de novembre 2007 à décembre 2009, ce dernier a invoqué ostensiblement son statut de « fondateur de l'UDC-Genève » (journal de la section, *Place Publique – Lettre mensuelle*, N° 3, 2010, p. 2).

138. Lors d'un Cercle de réflexion du 26 mai 2005, un dirigeant du parti cantonal avec qui nous discussions évoque alors « les tensions à Genève découlant du fait que certains élus, peu compétents » selon lui (il utilise ce terme ou un autre proche), « s'accrochent à leurs sièges du Grand Conseil, alors que la direction du parti ne veut pas les reconduire, afin de mettre à la place des « personnes maîtrisant mieux les dossiers ». Il ajoute qu'il y a une césure entre les historiques du parti qui ont traversé le désert des années 1990, et pour qui ce parcours difficile et les sacrifices devraient obligatoirement être payés en retour, et les nouveaux venus, « plus brillants » (Notes de terrain).

2001, parlant de démission de la droite. Cette situation lui offre l'occasion d'apparaître comme la force du renouveau face aux partis en place tenus pour coresponsables de cet état de fait¹³⁹.

De manière générale, et compte tenu de l'histoire de la droite genevoise, l'UDC se retrouve relativement marginalisée et parfois même déconsidérée dans le camp bourgeois¹⁴⁰. Malgré ses scores de 2001 et 2003, l'UDC reste globalement à l'écart du regroupement de droite du canton, l'Entente (PRD, PL et PDC). Cette distance découle d'une part du fait que l'UDC prend en partie le relais de la tradition «populiste de droite» ou d'«extrême droite» dont nous avons parlé, qui s'était toujours fortement démarquée des forces majoritaires à droite, qui le lui rendaient bien. D'autre part, comme force nouvelle dans un espace encombré, l'UDC ne peut s'implanter qu'en se profilant sur la ligne porteuse de la «nouvelle UDC». L'orientation radicalisée de cette dernière est confortée à Genève, du point de vue udéciste, du fait que mis à part le Parti libéral, le positionnement des partis composant l'Entente est moins à droite que celui de leurs équivalents nationaux, autorisant d'autant plus la critique de ces sections cantonales comme n'incarnant plus ou pas suffisamment «la vraie droite».

Une telle configuration rend dès lors improbable l'intégration de l'UDC à l'Entente. Pourtant, la stratégie de la section genevoise cherche dès le début à sortir de la marginalisation et à s'imposer comme partenaire à droite, soit en faisant pression sur l'Entente pour orienter ses choix politiques¹⁴¹, soit en cherchant à négocier,

139. «La dilapidation des fonds publics est une caractéristique de l'État de gauche et gauchisant que nous subissons, avec une majorité rouge-rose-verte au Grand Conseil et un centre droit sans relief à l'exécutif», affirmait le parti dans sa propagande électorale de l'automne 2001 («Élection au Grand Conseil 2001-2005», [<http://www.udc-ge.ch>], consulté le 20 février 2003).

140. Avant même sa percée de 2001, un compte rendu journalistique suggérait l'existence d'un «mépris» du camp bourgeois pour le nouveau venu. En discours indirect, le journaliste rapportait le diagnostic d'un parlementaire vaudois de l'UDC évoquant le «mépris officiel affiché par les partis de l'Entente à l'égard de la section genevoise», qui à l'entendre leur ferait «peur» (*24 Heures*, 17 août 2001).

141. Elle menace par exemple de présenter son propre candidat pour un siège dans un exécutif si le candidat retenu par l'Entente n'est pas assez «à droite». André Reymond sera ainsi candidat pour l'UDC à l'élection complémentaire au Conseil d'État de mars 2003, dans le cadre d'une triangulaire PS, PRD (au nom de l'Entente) et UDC, après que les prétentions de cette dernière n'aient pas été reconnues par les autres forces de droite. Voir *Le Temps*, 9 janvier 2003. Partant seule au combat, l'UDC connaît l'échec: 8,8% contre 49,4% pour Charles Beer du PS et 41,8% pour François Longchamp du PRD. André Reymond diagnostique lui-même la marginalisation de son parti, dans une interview justifiant sa candidature: «Nos collègues de l'Entente ne nous font pas de cadeaux, ils ne nous prennent pas au sérieux (...) Il va falloir qu'ils comprennent qu'ils doivent travailler avec nous.» (*Le Courrier*, 28 février 2003).

sans succès, la présence sur le ticket de droite pour l'exécutif d'un candidat UDC¹⁴², soit en visant une alliance plus substantielle avec ce regroupement¹⁴³. Au moment de l'enquête, l'UDC est donc en tension entre d'une part sa propre affirmation idéologique et politique indispensable à sa construction, ne manquant par exemple pas de dénoncer les « démissions » ou les « compromissions » de ses concurrents de droite avec la gauche (sur les finances cantonales, l'Europe, l'immigration, la sécurité, etc.), et d'autre part l'envoi de signes de bonne volonté à l'Entente pour parvenir à une forme ou l'autre de collaboration. Toutefois, la stratégie relativement conciliante envers l'Entente qui en résulte, même si elle n'infléchit pas l'attitude condescendante de cette dernière¹⁴⁴, renforce les dissensions internes. Ces efforts sont parfois lus comme ouvrant un espace « à droite », dans lequel se serait engouffré le MCG, au sens où le terrain de la « protestation » lui aurait été abandonné¹⁴⁵.

Sur le plan municipal maintenant, le moment de l'enquête est marqué par le décalage entre la surface électorale croissante du parti et sa difficulté à s'implanter localement, dans les communes. Cela s'explique en partie par l'apparition récente de cette « nouvelle UDC » à Genève. Mais cela est aussi dû au stigmate qui entoure le parti, freinant d'éventuels sympathisants à franchir le pas de l'engagement militant coûteux en termes d'affichage public de son appartenance. Tout donne à penser que la construction de l'organisation est freinée par la mauvaise image qui entoure le parti. Les fortes difficultés à constituer les listes pour les élections municipales en sont un indice, confirmé par le diagnostic du secrétaire de la section, Éric Bertinat : l'affirmation publique de l'appartenance à l'UDC pose encore vraiment problème¹⁴⁶.

142. Et ce en 2001 déjà, avant même d'avoir des élus, se réclamant du score de 7,45 % atteint aux élections fédérales de 1999 : *Le Temps*, 27 juin 2001.

143. *Le Temps* du 23 décembre 2004 fait état de divergences internes sur cette question, et mentionne une aile favorable à une alliance électorale avec l'Entente. Sur une telle ligne, les propos de Jacques Pagan sont ainsi rapportés : « Nécessité fait loi. Si l'on veut agir dans l'intérêt général, les 10 % de l'électorat dont nous disposons ne suffisent pas. Une alliance électorale avec l'Entente est nécessaire. Car, en fin de compte, il n'y a rien de pire que de revendiquer une responsabilité et ne jamais l'assumer. »

144. Un PDC relativement « centriste », opposé par exemple en automne 2006, et contre le mot d'ordre du parti national, à la LAsi entérinant une nette restriction du droit d'asile, semble mettre son veto à tout compromis avec l'UDC. Les libéraux, plus à droite, sont moins fermés aux discussions avec l'UDC.

145. Tensions observables par exemple lors d'une Assemblée générale de la section genevoise, à la suite de la première percée du MCG. (Note de terrain, 13 octobre 2005).

Au début de l'enquête, le parti dispose de trois sections, une à Genève Ville, une à Vernier et une à Onex, mais n'a des élus que dans les deux premières. À la fin de notre terrain, en juin 2006, deux nouvelles sections avaient vu le jour, l'une à Meyrin, l'autre à Carouge¹⁴⁷. En ville de Genève, l'UDC dispose pour la législature 2003-2007 de neuf conseillers municipaux, sur un total de 80, et sur les 36 détenus par la droite. L'UDC est ainsi doublement marginalisée et minoritaire: face à la gauche qui détient la majorité à l'exécutif depuis 1991 et au législatif depuis 1995, et dans ses rapports aux autres forces de droite, puisque ici aussi elle est exclue de l'Entente. Les militants rencontrés manifestent régulièrement un sentiment de malaise, se percevant politiquement et culturellement minoritaires dans une ville «de gauche», dont la marge de manœuvre par rapport au canton, sans être maximale, n'en est pas moins significative, surtout pour ce qui touche la culture, l'aménagement et la réduction du trafic, ou encore l'octroi de subventions aux associations. Concernant ce dernier aspect, l'UDC s'est particulièrement offusquée que la Ville de Genève puisse subventionner le Forum social lémanique, coorganisateur en juin 2003 des grandes manifestations internationales contre le G8 à Évian¹⁴⁸, qui ont donné lieu à des affrontements avec la police et occasionné des dégâts matériels importants. Pour autant, et contrairement à l'UDC en ville de Zurich, le parti n'est pas en mesure de peser sur la politique de la ville par des campagnes politiques efficaces, en raison d'un manque de moyens militants et probablement financiers.

Le rapport au parti national appelle lui aussi quelques remarques. Nous l'avons dit, la réputation nationale précède la

146. (Note de la p. 62.) «On a beaucoup d'appels, ça klaxonne, «mais faites une liste, on vote pour vous», et on est sûr qu'on passe, mais on n'a pas de candidat, on les trouve pas. Je me suis pas mal investi en 2001 aux municipales, on a organisé des apéros, c'était un fiasco. Et pourtant on a été dans des communes où on a reçu beaucoup de téléphones. Mais dans les communes, les gens ne se montrent pas.» Entretien informatif avec Éric Bertinat, 4 janvier 2005. L'image négative du parti rejaillit du reste lors de nombreux entretiens, tout comme elle constitue parfois un axe de défense de ses dirigeants, face à la presse, pour justifier par exemple le peu de femmes retenues sur la liste en vue des élections cantonales de 2001: «Il y en aurait eu davantage, selon les dires du président, si les patrons s'étaient montrés moins hostiles à ce qu'elles se déclarent ouvertement UDC», rapporte un journaliste de *24 Heures*, 17 août 2001.

147. Notes de terrain, cercle UDC du 1^{er} juin 2006.

148. L'UDC intervient à diverses reprises au Grand Conseil sur le G8, notamment sur la «responsabilité pénale et civile des organisateurs anti-G8 (avril 2003), l'attribution de subventions (juin 2003) ou «l'indemnisation des victimes du G8» (novembre 2003). Voir «L'activité du Groupe UDC au Grand Conseil», [www.udc-ge.ch] (consulté le 29 novembre 2004).

construction locale. L'existence de ce capital politique national initial nous est encore rappelé par une même anecdote rapportée par plusieurs militants: celle d'avoir personnellement adhéré en s'adressant directement au secrétariat national du parti, qui a ensuite dirigé le candidat vers la section cantonale. De plus, la jeune section genevoise bénéficie, au moins depuis la fin des années 1990, à notre connaissance, d'un appui symbolique et pratique du parti national, dans la mesure où il est stratégiquement important pour ce dernier d'implanter en terre romande une section alignée sur la ligne dure zurichoise. Des ténors nationaux se déplacent ainsi à Genève pour appuyer la jeune section en vue des échéances électorales, comme en août 2001 où les conseillers nationaux Ueli Maurer, Jean Fattebert et Luzi Stamm participent à la conférence de presse lançant la campagne électorale¹⁴⁹, ou, plus marquant encore, lorsque Christoph Blocher vient animer un meeting public du parti genevois en vue des élections fédérales de 2003¹⁵⁰. De même, la tenue à Genève le, 19 août 2000, de l'Assemblée des délégués, instance législative du parti national, signifie symboliquement l'entrée en bonne et due forme de la section genevoise dans la structure nationale¹⁵¹. Il peut arriver aussi qu'un leader national vienne cautionner un représentant genevois, comme quand Ueli Maurer, alors président du parti, désigne avec bienveillance dans une interview Jacques Pagan comme le «leader cantonal» à Genève, qu'il cite au côté de noms plus connus, comme Yvan Perrin de Neuchâtel et Oscar Freysinger du Valais, attribuant ainsi un certificat de légitimité de la part des instances nationales au président genevois¹⁵². Cet appui est d'autant plus significatif qu'il contraste avec ce qui apparaît comme le faible poids du parti genevois au niveau national, au moment de l'enquête, et notamment la relative discrétion de ses deux parlementaires fédéraux, du moins si l'on compare à la surface politique et médiatique d'autres leaders de l'UDC romande.

149. 24 Heures, *Le Temps*, *Le Courrier*, 17 août 2001.

150. Devant une assistance d'environ 80 personnes acquises au leader national, les candidats locaux ne sont guère interpellés, l'essentiel des questions étant adressées à Christoph Blocher. (Note de terrain, 25 septembre 2003).

151. Cette assemblée a été contestée et perturbée par la tenue d'une manifestation des organisations de gauche, antiracistes, etc. Voir *Le Temps*, 28 septembre 2000. Cet épisode a particulièrement marqué une militante rencontrée, qui le cite comme exemple du stigmate qu'elle ressent en tant que membre de l'UDC; et de mentionner le «jet de pots de fleurs» qui a accompagné cette manifestation (Entretien avec Aline, voir chapitre 8).

152. *Le Matin*, 9 octobre 2004.

Peu avant, toutefois, la section genevoise a été remise à l'ordre par le parti national, du fait de la présence en son sein d'une personnalité associée à l'extrême droite, l'avocat Pascal Junod, alors secrétaire du parti cantonal, ancien candidat aux élections fédérales de 1999 et accusé de conserver parallèlement à son engagement partisan des liens avec des cercles intellectuels très marqués à l'extrême droite¹⁵³. À la suite d'une campagne de presse, la direction du parti suisse menace à l'automne 1999 de se séparer de la section cantonale entière si le controversé secrétaire n'est pas exclu, ce que la section refuse formellement de faire, avant que l'intéressé ne démissionne de son propre chef en décembre¹⁵⁴. L'affaire rebondit en septembre 2000, lorsque le Comité directeur de l'UDC suisse intervient de nouveau pour mettre de l'ordre à Genève, arguant que Pascal Junod influencerait toujours en sous-main le parti, alors qu'il n'en est formellement plus membre¹⁵⁵. Cette affaire illustre la pesanteur de l'ancrage d'une partie de l'UDC Genève dans les restes de l'extrême droite genevoise (Vigilance et autres), du moins à ce moment-là. Surtout, la controverse qui a connu une certaine visibilité médiatique contribue à connoter négativement la jeune section. Associée à une image d'extrême droite ou de complaisance face à «l'extrémisme», l'UDC genevoise traînera un temps ce handicap, comme un parti qui sent le souffre, ce que confirment encore au moment de l'enquête les présentations de certains militants rencontrés, se démarquant spontanément de l'extrême droite ou du caractère d'extrémistes qui leur est imputé¹⁵⁶. Notons qu'au moment où nous avons réalisé notre enquête, les tensions de 1999-2000 avec le parti national semblaient apaisées. L'identification des militants genevois à ce dernier comme l'admiration proférée envers sa ligne et son efficacité organisationnelle nous sont apparues comme très fortement partagées. Tout au plus avons-nous parfois rencontré une distance

153. Ont été évoqués : le Cercle Thulé, le Cercle Proudhon, l'Association des Amis de Robert Brasillach, ou encore différentes structures ou publications proche de la Nouvelle Droite française et allemande, ainsi que des milieux négationnistes. Pour plus de détails, voir Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland*, op. cit., pp. 255-273.

154. Selon *24 Heures*, 11 septembre 2000, opérant un historique du conflit.

155. *Tribune de Genève*, 1^{er} septembre 2000. L'affaire semble se résoudre après une séance du comité directeur du 27 septembre, si ce n'est que le parti cantonal restera un temps sous surveillance. Voir *24 heures* et *Le Temps*, 28 septembre 2000.

156. Cette image négative est aussi ouvertement démentie dans la presse, comme quand Éric Ischi, candidat à l'exécutif de la Ville de Genève au printemps 2003, définit son parti : «Nous sommes des modérés, nous ne voulons plus d'extrémistes. L'image qui colle à l'UDC genevoise ne reflète pas la réalité des gens qui la composent. Nous continuons d'être taxés de xénophobes, or c'est faux.» (*24 Heures*, 1^{er} avril 2003).

très relative quant à l'orientation ultralibérale du parti, certains cherchant à définir la spécificité de la section genevoise par une orientation moins libérale que celle de la ligne officielle. Nous y reviendrons.

Reste qu'à l'extérieur, l'image publique du parti demeure globalement négative, même si les succès de 2003 relativisent modestement cet aspect. Si le cas zurichois n'échappait pas totalement à des mécanismes analogues de stigmatisation, celle ressentie à Genève est d'une ampleur bien plus large. Cette image freine finalement la propension à adhérer (du moins, pour qui ne subordonne pas son adhésion aux nouvelles opportunités électorales ouvertes par la progression pressentie du parti), complique l'affichage en public d'une telle appartenance partisane, tout comme elle renforce un certain ostracisme de ses concurrents à droite dans l'arène parlementaire.

S'agissant de l'organisation du parti, un aspect est décisif: au moment de l'enquête, la section est en pleine construction. Nous avons évoqué le décalage entre surface électorale et implantation militante dans les communes, très limitée en 2003, apparemment plus avancée quelques années plus tard¹⁵⁷. Le caractère de construction du parti se lit aussi sur l'évolution affichée des effectifs, même si de tels chiffres sont toujours sujets à caution. Le secrétaire du parti parle par exemple de 150 membres à jour dans leurs cotisations lors de son entrée en fonction en juin 2002 et de 450 en janvier 2005¹⁵⁸, alors que les chiffres communiqués aux médias tournent autour de 300 pour la période 2001-2003¹⁵⁹. Plus significative est l'estimation du nombre de militants assumant des tâches petites ou grandes. Dans l'ensemble, et plus encore qu'à Zurich, les dirigeants fortement engagés mentionnent et parfois déplorent le peu de forces vives susceptibles de prendre en charge les innombrables activités ou responsabilités¹⁶⁰. Les personnes actives sont en effet et comme partout moins nombreuses que les membres, comme l'indique ce témoignage de 2005: «Une grande

157. Dix sections communales sont annoncées en mai 2010 sur le site du parti cantonal: une pour Genève Ville, neuf pour le reste du canton.

158. Entretien informatif avec Éric Bertinat, 4 janvier 2005.

159. «300 membres cotisants» selon le président Jacques Pagan, gonflant très probablement les chiffres en vue des élections de l'automne, *Le Temps*, 17 août 2001.

160. Évoquant la difficulté de stabiliser une «section jeunes», Jacques Pagan diagnostique par exemple que celle-ci serait «grisée par les succès électoraux sans fournir les efforts nécessaires pour bâtir». (Entretien informatif du 22 novembre 2004).

partie des membres cotise, point final. Et puis sur ces 450, on va dire, il y a une centaine de personnes qui viennent une fois ou l'autre à une assemblée générale, téléphonent, écrivent, donnent signe de vie, s'intéressent. Et puis sur ces 100 personnes, on a grosso modo une soixantaine de gens qui sont là, sur qui on peut compter.»¹⁶¹ Au moment de l'enquête, les lieux de rencontre principaux des militants, plus que les sections communales et mis à part le Comité central composé d'une trentaine de personnes, semblent se limiter aux espaces centraux du parti, tels l'Assemblée générale et le Cercle de réflexion¹⁶². Le parti reste par ailleurs assez masculin dans sa composition, du moins si l'on ne prend en compte que les personnes affichées publiquement. Il ne compte pas de femmes dans sa direction (présidence, vice-présidence et secrétariat), et la liste pour les élections cantonales de l'automne 2001 ne comporte que trois femmes sur les 22 candidats, écart encore accentué au lendemain du scrutin : une femme sur dix élus¹⁶³. Au moment de l'enquête, les femmes du parti n'étaient pas organisées dans une structure spécifique, ce qui est en revanche le cas au début de 2010¹⁶⁴. De même, la «section jeunes», à l'existence aléatoire, oscillait entre fondation, disparition et refondation.

Quant aux moyens financiers, ils sont à notre connaissance sans équivalent à ce qu'ils ont pu être dans la section alémanique, dans la période de son implantation en ville de Zurich particulièrement. Ainsi, la capacité de propagande, si elle a été décrite comme non négligeable pour les échéances cantonales de 2001 et fédérales de 2003 (nombreuses annonces publicitaires dans les médias)¹⁶⁵, demeure le reste du temps sans commune mesure avec les campagnes réalisées à Zurich. Contrairement à la section zurichoise, l'UDC genevoise n'a par exemple jamais été en mesure, pour se construire, d'impulser sur la scène locale une campagne propre sous la forme d'un référendum ou d'une initiative populaire. Le parti participe cependant aux récoltes de signatures de campagnes nationales, telles, au moment de l'enquête, celles visant, au début

161. Entretien informatif avec Éric Bertinat, 4 janvier 2005.

162. Séances mensuelles autour d'une conférence d'un membre ou d'un invité externe, suivies d'un débat, ainsi que d'un moment plus informel autour d'un repas.

163. La représentation des femmes n'évolue guère en 2005 : cinq femmes sur 29 candidats en 2005, une élue sur onze.

164. Selon le site web de la section, consulté le 6 mai 2010.

165. Jacques Pagan reconnaît que la section a bénéficié d'une aide du parti national, en précisant qu'elle a dû rembourser la somme avancée.

2005, les Accords bilatéraux de la Suisse avec l'Europe¹⁶⁶. Outre son site internet, l'UDC dispose d'un organe de presse, le journal *Place Publique*, mais ce dernier connaît un tirage limité et une parution irrégulière et, selon plusieurs témoignages, peine à être alimenté en articles¹⁶⁷. Le parti genevois ne dispose par non plus d'un relais puissant de propagande équivalent au *Schweizerzeit* alémanique et, suscitait au moment de sa percée, on l'a dit, une appréciation fort condescendante ou passablement critique de la presse généraliste.

Tournons-nous maintenant brièvement vers quelques spécificités genevoises qui peuvent nous aider à mieux saisir le contexte d'action et éclairer certains motifs évoqués par les militants rencontrés.

D'un point de vue socioéconomique, le canton, aux activités essentiellement tertiaires, connaît un traditionnel fort taux de chômage, si on le compare à celui du pays. Si le taux suisse en décembre 2003 est de 4,1 %¹⁶⁸, le taux genevois est de 6,9 %, avec de très fortes disparités entre, pour ne citer que les extrêmes, les grandes communes davantage touchées comme Genève (8,9 %), Carouge (7,2 %), Vernier (7 %), etc., et de petites communes agricoles et/ou résidentielles comme Choulex (1,8 %), Cartigny (2 %) ou la riche Genthod (2,7 %)¹⁶⁹. Le taux de chômage chez les étrangers est plus important que celui des Suisses: en 2003, les chômeurs étrangers représentent 46,4 % des chômeurs totaux, alors que la proportion d'étrangers est de 38,6 %. Comme à Zurich pourtant, la sur-représentation des étrangers dans les statistiques du chômage ne fait pas l'objet d'un discours ni de campagnes spécifiques du parti. Genève se distingue ensuite au niveau Suisse par une législation cantonale qui permet à une personne ayant épuisé ses indemnités de chômage de rouvrir un nouveau droit aux indemnités dans le cadre des «emplois temporaires cantonaux (ETC)», emplois subventionnés d'une année dans l'administration ou le monde associatif. Ce système, après avoir été longtemps attaqué idéologiquement par la droite genevoise, UDC comprise, sera supprimé

166. Le premier concerne l'intégration aux Espaces Schengen et Dublin (suppression des contrôles aux frontières notamment), le second l'extension de la libre circulation des personnes aux dix nouveaux pays membres de l'Union européenne.

167. Entretien informatif avec Éric Bertinat, 4 janvier 2005.

168. « La situation sur le marché du travail en décembre 2003/moyenne de l'année 2003 », communiqué de presse du SECO, 8 janvier 2004.

169. À partir de [<http://www.geneve.ch/statistique/>].

dans une nouvelle loi cantonale sur le chômage, approuvée en votation en décembre 2007¹⁷⁰.

Quant aux demandes d'aide sociale, dont l'attribution dépend à Genève de l'Hospice général, elles ont crû comme dans toutes les grandes villes de Suisse ces dernières années, augmentant par exemple en 2004 de près de 20 %¹⁷¹. Un Cercle de réflexion était du reste consacré auxdits dysfonctionnements de l'Hospice général et à sa supposée pratique généreuse en matière de distribution de prestations, présumée engendrer un « tourisme social » en provenance de lieux moins prodigues¹⁷². Le cadrage de la séance mais surtout les interventions de la salle ont démontré l'importance d'une lecture en termes d'abus, en cela fidèle à la rhétorique du parti national, plus que permis une analyse mettant l'accent sur les causes structurelles de cette situation, causes du reste timidement énoncées par le conférencier. Mais, contrairement à Zurich, la section genevoise ne semblait pas en mesure de produire une campagne politique sur ce thème, confinant principalement cette rhétorique sur les abus et le « tourisme social » à l'interne, dans l'entre-soi.

La proportion d'étrangers dans la population est à Genève supérieure à la moyenne nationale (21,7 % en 2003), pour atteindre 38,6 % en moyenne cantonale. Le taux est de 44,1 % en ville de Genève, atteint son maximum dans la commune de Vernier (47,6 %), alors qu'il est sans commune mesure dans les communes agricoles de la campagne, avec un minimum de 13,7 % à Avusy. À cela s'ajoute une proportion elle aussi supérieure à la moyenne nationale de personnes disposant, en plus du passeport national, d'une nationalité étrangère: si donc l'on tient compte des Suisses ayant une autre nationalité (les binationaux: 16,3 %), 54,4 % des résidents genevois sont détenteurs d'un passeport étrangers¹⁷³. Cette configuration singulière, de même que la présence dans la section de Suisses naturalisés, pousseront d'ailleurs l'UDC genevoise à se démarquer d'une motion de la conseillère nationale UDC Hutter visant à étudier l'éventuelle interdiction de la binationnalité, avec pour conséquence de contraindre les détenteurs de

170. *Le Courrier*, 17 décembre 2007.

171. « À Genève comme ailleurs, l'aide sociale explose », *Swissinfo.ch*, 21 décembre 2004.

172. Cercle de réflexion du 15 avril 2005.

173. Selon un communiqué de l'Office cantonal de la statistique, 6 janvier 2006, sur la base de chiffres du recensement fédéral de 2000.

plusieurs passeports à choisir une seule nationalité¹⁷⁴. À cela s'ajoute une spécificité dans la structure de l'emploi de ce canton limitrophe à la France: la présence de travailleurs frontaliers est relativement importante, et a connu une extension dans la période entourant l'enquête, favorisée en partie par l'entrée en vigueur des Accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne¹⁷⁵. Cette question du travail frontalier surgit spontanément dans le discours de militants rencontrés¹⁷⁶, y compris par des voies détournées, quand il s'agit par exemple de déplorer la dégradation de l'environnement imputée à l'augmentation de la circulation due aux déplacements des pendulaires frontaliers¹⁷⁷. Le caractère potentiellement transfrontalier du canton et de l'agglomération genevoise peut aussi faire surgir des formes de ressentiment chez quelques militants sur le fait que certains membres influents du parti résideraient de l'autre côté de la frontière.

Genève est d'abord un canton-ville. Cette caractéristique pèse fortement dans la culture politique locale, même si la division formelle des compétences confie de gros dossiers au canton (la police, l'aide sociale, la politique en matière de chômage, etc.). Cette culture politique urbaine fait que le canton comme la ville sont perçus comme relativement «avancés» en matière culturelle, sociale, de développement d'équipements collectifs tels les crèches, de distribution de subventions, etc. Un témoin¹⁷⁸ qualifie le style politique dominant sur Genève (du moins en agglomération) de «gauche-éclo-culture», dont la figure emblématique pourrait être Patrice Mugny, conseiller administratif (exécutif) des verts. Ce style que d'aucuns qualifieraient de «progressiste» déplaît plutôt à

174. «... la section genevoise a demandé à Ueli Maurer le retrait de la motion Hutter jugée inutile et inopportune», Communiqué de presse du 14 octobre 2004.

175. Selon l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT), les années 2003-2006 ont connu une croissance annuelle moyenne des permis de 12,4% (soit +5245 personnes en moyenne par an). Voir «Frontaliers du canton de Genève en 2007», OCSTAT, 25 mars 2008. Fin 2005, selon les mêmes sources («Frontaliers du canton de Genève en 2005»), 51 300 personnes étaient en possession d'un permis de frontalier.

176. Par exemple lors du Cercle de réflexion du 24 mars 2005, consacré à la politique en matière de chômage, où la thématique de la concurrence sur l'emploi surgira d'abord de la salle, avant que la conférencière ne le reprenne.

177. Dans le cadre du Cercle de réflexion du 24 février 2005, consacré à la présentation d'un nouveau projet routier de traversée du lac Léman par voie de tunnel (dite «traversée de la rade», pierre d'achoppement en ville de Genève), une intervention dans la salle conteste le conférencier en déplaçant le problème: «45 000 frontaliers qui passent la frontière matin et soir» avec des voitures polluantes...

178. Entretien exploratoire du 3 novembre 2004 avec Jean Batou, historien et acteur politique à Genève dans le cadre du Parti Solidarités.

l'UDC¹⁷⁹. La relative tolérance des squats et autres activités culturelles alternatives, qui prévalait avant le début de l'enquête¹⁸⁰, pourrait aussi constituer un indice de cette culture politique singulière, au point qu'elle est à plusieurs reprises évoquée comme problème par les militants sollicités pour l'enquête. Le canton se distingue également quant à son rapport à une institution longtemps centrale dans la construction identitaire nationale, l'armée: en novembre 1989, Genève est le seul canton, avec le Jura, à accepter le principe de la suppression de l'armée proposée par l'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée¹⁸¹. Cet élément contextuel fait sens quand on sait que les cercles de réflexion de l'UDC se tiennent dans un lieu à forte charge symbolique militaire, la Maison du général Dufour.

Finalement, l'UDC genevoise, alignée pour l'essentiel sur la «nouvelle UDC», intervient dans un contexte apparemment défavorable sur une série d'aspects, du moins si l'on compare par rapport à la situation nationale: une Entente dominante à droite, qui reste plutôt modérée, un État social plus développé qu'ailleurs en Suisse, des votants manifestant plus de libéralisme culturel sur les thèmes de l'immigration qu'en moyenne nationale et qu'à Zurich¹⁸², des signes d'une distance plus grande à certaines décisions relevant de la logique néolibérale¹⁸³, une attitude plus favorable à l'intégration européenne¹⁸⁴, ou encore une acceptation

179. Pour ne citer qu'un exemple de discours des instances dirigeantes du parti déplorant le climat politique dominant à Genève: «La subventionnisme aiguë et incontrôlée profite notamment à des organisations marginales, aux orientations d'utilité publique contestables, qui font vivre les copains (...). Ces organisations gravitent pour la plupart autour de la question des étrangers...» («Élections au Grand Conseil 2001-2005», art. cit.).

180. Du moins jusqu'à 2004, date d'un durcissement des autorités en la matière. Sur l'institutionnalisation par les autorités politiques des squats sous la forme de contrats de confiance tripartite (autorités, occupants et propriétaires), voir Luca Pattaroni et Lisa Togni, «Logement, autonomie et justice. Du bail associatif et de quelques autres compromis en matière de logement social à Genève», dans Luca Pattaroni, Vincent Kaufmann, Adriana Rabinovich, *Habitat en devenir: enjeux politiques, sociaux et territoriaux du logement en Suisse*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2009, pp. 113-138.

181. Suisse: 35%, Zurich: 38%, Genève 50%. De même, en 1993, les votants genevois s'opposent à 58% à l'achat de nouveaux avions de combats (Initiative «contre l'achat de F/A-18»; Suisse: 42%; Zurich: 43%).

182. Par exemple, novembre 2002, l'initiative UDC «contre les abus du droit d'asile» recueille 38% de oui (49,9% pour la Suisse, 50% à Zurich). En septembre 2004, les votants genevois acceptent à 67,8% la naturalisation facilitée de la deuxième génération d'étrangers, refusée au plan national (Suisse: 43,2%, Zurich: 44,4%); de même concernant la naturalisation automatique de la troisième génération (Genève: 70,9%; Suisse: 48,4%; Zurich: 48,9%).

183. Par exemple, en septembre 2002, la libéralisation du marché de l'électricité rencontre moins d'adeptes à Genève (37%) qu'en Suisse (47%) ou à Zurich (49%).

affirmée des droits des femmes¹⁸⁵. Un tel contexte place l'UDC en position minoritaire dans le canton, y inclus face aux autres partis bourgeois, tout en lui ouvrant un espace potentiel de contestation à droite, espace convoité également depuis 2005 par son concurrent direct, le MCG. Le relatif libéralisme culturel de la ville, et par répercussion du canton, ne doit toutefois pas faire oublier que l'enquête a eu lieu dans le sillage d'un certain durcissement politique à droite, consécutif aux événements advenus dans le cadre des manifestations contre le G8 en juin 2003. Les critiques portées à cette occasion envers le Conseil d'État et sa gestion de la crise, notamment en matière de répression policière, n'ont pas manqué, et tout particulièrement dans les franges les plus à droite du Parti libéral et bien sûr à l'UDC. En ce sens, et sur certains dossiers, telle la fiscalité¹⁸⁶, l'UDC genevoise n'est pas systématiquement isolée dans l'espace genevois.

C'est dans ces contextes que divers types de militants rejoignent l'UDC. Les chapitres suivants rendent compte de cette diversité.

184. (Note de la p. 71.) Le 6 décembre 1992, Genève accepte par 78,1 % l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE), alors qu'elle est rejetée au niveau Suisse (49,7 %) et à Zurich (48,5 %). SELECTS 2003 indique aussi que, si 62,7 % des interviewés du canton de Genève se montrent favorables à l'intégration de la Suisse à l'Europe (Suisse: 43,8 %; Zurich: 39,2 %), les électeurs de ce canton manifestant une préférence pour l'UDC ne sont plus que 15 % à approuver l'adhésion (Suisse: 11,4 %; Zurich: 8,8 %). Voir Oscar Mazzoleni (avec la collaboration de Maurizio Masulin), « Valeurs conservatrices de droite et antiestablishment en Suisse... », art. cit., p. 7.

185. En septembre 2004, les votants genevois plébiscitent l'assurance maternité que l'UDC combattait par référendum, avec un score de 79,5 % de oui, alors que l'acceptation est bien moins nette au niveau suisse (55,4 %) ou à Zurich (54,5 %).

186. Comme l'atteste l'acceptation par 65 % des votants en septembre 1999 d'une initiative du Parti libéral prévoyant une diminution de 12 % des impôts cantonaux.

3. LES «POPULAIRES»

Les individus dont les carrières sont décrites ci-après ont en commun d'appartenir aux catégories populaires, tout comme leurs parents, et donc d'être en situation de reproduction sociale¹⁸⁷.

Les enquêtés de ce type partagent un rapport au politique peu compétent que leurs caractéristiques sociales rendaient probable¹⁸⁸. Ils présentent également une attitude de distance certaine à l'égard du libéralisme socioéconomique, même si l'on trouve des traces d'antifiscalisme dans le discours tenu au sujet des «abuseurs» étrangers, ainsi que du ressentiment antifonctionnaires, ces derniers étant perçus comme des privilégiés. Un autre point commun apparaît dans l'absence d'ouverture, même timide, au libéralisme culturel. On rencontre par exemple peu d'euphémisations tactiques des propos émis sur les minorités sexuelles. Ces enquêtés partagent encore une perception relativement figée de la Suisse, comme pays «où l'on écoute le peuple». Et de ce point de vue, pour ces engagés, seule l'UDC représente une exception dans l'offre politique disponible. Mais les «populaires» n'accordent pas pour

187. Les catégories populaires sont définies ici, à la suite de Marcel Maget («Problèmes d'ethnographie européenne», in *Ethnologie générale*, Paris: Gallimard, 1968, pp. 1247-1388) et d'Olivier Schwartz (*La notion de «classe populaire»*, Habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin, 1998), à partir d'un certain nombre de caractéristiques sociologiques rendant compte de l'occupation d'une position dominée dans l'espace social: une position subalterne dans la division du travail, un revenu modeste et une petitesse du statut social. De ce fait, aucun des enquêtés de cette catégorie n'est lui-même indépendant. Les enquêtés comme leurs parents partagent aussi les propriétés «culturologiques» que Maget et Schwartz adjoignent à leurs critères sociaux, et notamment l'éloignement de la culture savante, même si l'autre propriété culturologique qu'ils relèvent, à savoir la participation à un mode de vie marqué par l'entre-soi et la forte distinction entre le monde populaire et le monde des «autres», sous la forme d'une opposition «eux/nous», n'a pas pu être attestée de manière systématique.

188. Daniel Gaxie, *Le cens caché*, op. cit.

autant une confiance illimitée à leurs propres élites : ils ne sont pas complètement convaincus de ne pas pouvoir repérer aussi, dans leur propre parti, des rapports intéressés à l'institution partisane et à la quête du pouvoir politique, ou des contradictions entre déclarations et comportements. Enfin, la centralité de la « fierté » suisse présente dans ce groupe vient faire écho aux positions sociales dévalorisées occupées par ces militants (ouvriers, petits employés), héritiers de positions sociales elles aussi dévalorisées¹⁸⁹. Leur critique des élus, sous de multiples formes, peut donc être interprétée comme une critique de ceux qui gèrent symboliquement la manière dont leur position sociale est définie.

Parmi ces militants issus de et appartenant aux catégories populaires, on peut repérer trois sous-types. Les deux premiers regroupent des parcours classiques d'ouvriers et de petits employés ayant fait la majorité ou la totalité de leur carrière pendant les trente glorieuses, soit des parcours marqués par une certaine stabilité dans l'emploi, mais différents quant à leur orientation politique passée : d'une part des militants qui, malgré un rapport peu investi à la politique, se sont toujours définis politiquement comme « de droite », et d'autre part des militants qui au contraire se sont à un moment donné reconnus dans la gauche. Un troisième type de parcours renvoie aux militants qui appartiennent aux catégories populaires, mais qui s'apparentent à ce que Gérard Mauger a décrit, dans un autre contexte, comme de la « marginalité populaire », au sens où la trajectoire professionnelle est marquée par une grande instabilité, de fréquentes périodes de non-emploi et de dépendance des services sociaux, et de fréquentation de sous-cultures marginales¹⁹⁰.

LES MEMBRES DES CATÉGORIES POPULAIRES EN REPRODUCTION SOCIALE STRUCTURÉS À DROITE

Comme les autres militants membres des catégories populaires en reproduction sociale, ces militants partagent un rapport au politique peu investi, comme l'atteste le fait qu'ils ne votaient pas

189. Olivier Masclat explique de même au sujet des électeurs populaires du Front national en France que leur « affirmation de l'appartenance nationale » leur sert à « tenter de rappeler leur plus haute valeur statutaire » (Olivier Masclat, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris : La Dispute, Collection Pratiques politiques, 2003, p. 87). Nous revenons sur cet aspect au chapitre 9.

190. Gérard Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris : Belin, 2006.

nécessairement avant leur adhésion à l'UDC. Le sous-type se distingue par la présence de dispositions «de droite», qui se traduiront par une structuration de valeurs spécifiques. Ces dispositions seront mobilisées par l'offre UDC, qui se présentera alors pour ces militants comme la seule offre politique pensable, et qui fournira un certain nombre de rétributions à leur engagement. Pour illustrer ce type, nous nous baserons principalement sur le cas de Pierre, militant UDC à Genève, tout en convoquant accessoirement les cas de Stephan, militant à Zurich, et de Robert, militant lui aussi à Genève.

UN RAPPORT AU POLITIQUE PEU INVESTI

Pierre, conducteur d'autocars à la retraite, la septantaine, entre à l'UDC Genève vers la fin des années 1990. S'il participait aux votations, il n'élisait presque jamais avant de rencontrer l'offre électorale puis organisationnelle UDC. On est donc en présence d'un rapport au vote distant. Fils d'un ouvrier du secteur public, membre du PRD, et d'une mère au foyer, Pierre évoque pourtant la présence de la politique chez ses parents, de par l'engagement de son père («J'ai vécu avec [*son père PRD*], j'ai entendu tout»).

Tous les militants «populaires» du sous-type n'étaient pas forcément des abstentionnistes de l'élection. Ainsi, chez Stephan, la présence d'une forte socialisation religieuse dans le protestantisme, auquel il continue aujourd'hui d'adhérer fortement, au point que cette matrice religieuse structurée engendre l'ensemble de ses prises de position, favorise un rapport au vote naturel, investi et régulier¹⁹¹. Électeur régulier avant son engagement à l'UDC dans la première moitié des années 1990, l'orientation à droite de Stephan a fluctué entre les différents partis représentant cette orientation, à l'exclusion du PDC¹⁹² (AdI et PRD principalement, puis UDC, UDF).

Si certains de ces enquêtés pouvaient donc élire et voter régulièrement, aucun d'entre eux n'a eu par le passé un engagement formel à droite et n'est donc un transfuge de parti de droite classique ou d'extrême droite. Leurs pratiques de vote, de même que les

191. Sur le lien entre pratique religieuse et participation électorale, voir notamment Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris: Presses de Sciences Po, 1977.

192. Le PDC est un parti catholique.

logiques qui les fondent, doivent largement à des dispositions, mobilisées par l'offre, dont il importe de dire quelques mots.

LA MATRICE DE DROITE

Ce qui semble déterminant dans la structuration à droite de Pierre, c'est l'éducation autoritaire qu'il a reçue de son père. Ce dernier, orphelin de père et de mère, avait lui-même connu la sévérité et le dur labeur lors de ses placements. Cette matrice autoritaire n'est pas rejetée après coup, puisque Pierre juge que c'était juste (« pour vous dresser le poil, comme disait mon père »), et engendre toujours ses prises de position, lorsqu'il déplore par exemple la perte du respect de l'autorité envers les enseignants :

Mon père a été orphelin de père et mère. Et ici à Genève, l'État l'a placé dans le canton de Vaud chez un paysan, où il en a vu pire que pendre; parce qu'on l'a exploité, faut dire le mot (c'est lui qui l'a dit, c'est pas moi). Et il lui est resté quelque chose (...). Je vous cache pas, jusqu'à l'âge de 9 ans, nous avons vousoyé nos parents. À 9 ans, ça a commencé à... Voilà. Mais ça, c'est la même chose, on avait le respect des maîtres, et tout ça. Et les notes, à l'école, ben c'était 6, le maximum. Alors pour la conduite, on pouvait rentrer avec un 6 ou un 5. À 4, on était condamnés [*rire*], le samedi après-midi, à aller avec le «rablet», à aller désherber, on avait 1200 m² de jardin. Eh ben, c'était notre boulot, là, pour nous apprendre. Alors voilà! Pour vous dire. Mais je ne le critique pas, c'était juste. Il nous a fait comprendre que voilà, dans la vie... Et ça, je lui en suis très reconnaissant.

Cette éducation à la dure contribue à structurer sa vision du monde profondément organisée par la valorisation de l'ordre: qu'il s'agisse de la dénonciation des étrangers qui trichent, de son exaspération à l'idée que des étrangers puissent devenir gendarmes, du fait qu'il explique en détail toutes les démarches légales qu'il faut entreprendre pour pouvoir organiser un stand de l'UDC dans son quartier, ou encore de l'idée exprimée, alors qu'il est sollicité à synthétiser ses convictions, qu'il faut «revenir en conformité avec la Constitution, quelle qu'elle soit». De même, son passage par l'armée, dans l'immédiat après-guerre, comme simple soldat, lui évoque des souvenirs positifs. Congruent avec son appartenance

volontaire entre 20 et 30 ans à une société de tir, son rapport à l'armée est une adhésion certes tempérée à l'institution militaire, du moins dans son fonctionnement passé¹⁹³, et manifeste la conviction de sa nécessité pour la « formation du caractère », qui doit néanmoins s'opérer sans excès (« Bon, sans tomber dans l'hitlérisme, quand même »).

Pierre n'a jamais manifesté d'aspiration à l'indépendance (« Je me suis jamais mouillé là-dedans [*acheter son propre car*] Monsieur, ouh là là. »), mais n'a non plus jamais été syndiqué. En revanche, toute son activité professionnelle, comme son incorporation militaire et une partie de ses loisirs, se rapportent aux véhicules et à « ce qui roule » : chauffeur de car dans une compagnie privée, sillonnant l'Europe, chauffeur également à l'armée, actif pendant ses loisirs dans des clubs de modèles réduits de train et une association de défense d'une ligne de chemin de fer touristique à vapeur. On peut penser que ce monde « ouvrier » des chauffeurs qu'il a côtoyé est une sous-culture politique spécifique valorisant des valeurs conservatrices. Une partie significative de ses prises de position en entretien tourne du reste autour des entraves à cette mobilité qu'il valorise : outré par les amendes de stationnement, les taxes sur l'essence, le maire de Genève de gauche boycottant l'inauguration du Salon de l'auto, etc.

On peut trouver parmi les enquêtés correspondant à ce sous-type d'autres logiques sous-tendant la présence de dispositions politiques orientées à droite. Ainsi, chez Stephan, inscrit dès son adolescence dans un univers protestant « radicalisé » qui prendra progressivement l'inflexion d'un protestantisme évangélique pentecôtiste, c'est une lecture religieuse du monde qui engendre systématiquement pratiques et prises de position politiques. Son rapport au monde est entièrement constitué autour de ce principe organisateur (une croyance que d'aucuns n'hésiteraient pas à désigner comme « fondamentaliste » protestante), au surplus assumé et analysé comme tel par Stephan. Ainsi, qu'il s'agisse de sa conception conservatrice du rôle des femmes (à la maison pour s'occuper des enfants), de son opposition à l'avortement ou aux droits des

193. Pierre enchaîne, scandalisé, sur les nouvelles pratiques instaurées ces dernières années par l'armée de sanctionner financièrement les retards des recrues ou soldats sous forme d'amendes, qu'il met implicitement en lien (« ... faire du pognon. De nouveau, une fois de plus. ») avec les amendes d'ordre en matière de circulation, critiquées ailleurs dans l'entretien.

homosexuels, de sa valorisation du travail et de l'effort comme devoir moral, tous les aspects de son rapport au monde sont engendrés par une lecture singulière de la foi qui le fait se dresser contre ce qu'il désigne comme la montée du relativisme des valeurs, la déresponsabilisation des individus en quête de leur bonheur personnel et de leur confort, et la montée de l'individualisme. Stephan et sa femme, avant leur engagement à l'UDC, quitteront l'Église réformée officielle, du fait qu'elle s'éloignerait trop du message biblique et se montrerait trop tolérante envers les transformations sociales qu'ils récusent, pour entrer dans une Église libre. Au cours de la carrière de Stephan, rien ne viendra relativiser ces dispositions : elles seront renforcées par son entourage proche, notamment son beau-frère, « très croyant » et qui l'a marqué. Son trajet professionnel, dans l'univers de la vente (apprentissage) puis comme employé de banque qui se meut dans un milieu très « conformiste » en Suisse, ne vient pas non plus perturber cette structuration initiale, d'autant plus que le passage de la vente à la banque signifie une promotion objective et subjective.

Au contraire, si Pierre a connu lui aussi une éducation religieuse et a fréquenté le temple protestant tous les dimanches jusqu'à l'âge de 15 ans, et s'il est toujours croyant, nous ne retrouvons pourtant pas chez lui une matrice religieuse aussi puissante que celle de Stephan. La religion ne prend chez Pierre qu'une place parmi d'autres dans la structuration de ses dispositions. Du reste, il a, sur ce plan-là, toujours été en tension : son père était d'origine protestante et sa mère française catholique¹⁹⁴, et il a lui-même contracté un premier mariage mixte du point de vue religieux, avec une Tessinoise vendeuse dans le commerce de détail, catholique, issue d'un milieu paysan pauvre. À aucun moment Pierre n'argumente explicitement en termes religieux, même si nous pourrions imputer certaines réflexions sur la perte d'un monde passé, idéalisé et fait d'honnêteté, à cette socialisation religieuse initiale :

Mais vous savez, quand on pense, quand on était gamins, Monsieur, le soir, la mamie, elle mettait le bidon à lait derrière la porte de l'appartement, avec la soucoupe dessus, et les sous dans la soucoupe. Parce que le laitier passait à 4 heures et demie,

194. Ce qui à l'époque ne passe pas inaperçu dans une Genève protestante encore fortement ancrée dans les clivages religieux.

5 heures du matin. Et il a jamais rien manqué, Monsieur, jamais rien ! Maintenant, vous retrouvez même pas le bidon !

Les dispositions à droite des enquêtés correspondant à cette carrière-type ont donc été diversement constituées et confortées tout au long du parcours de vie. De ce point de vue, on peut supposer que les enquêtés de ce type présentent, pour paraphraser Daniel Gaxie¹⁹⁵, une sorte d'aspiration à l'ascension sociale par procuration, malgré leur appartenance aux catégories populaires, qui peut avoir joué pour conforter ces dispositions de droite. Ainsi, après des études universitaires, le fils de Pierre est devenu directeur d'un important établissement scolaire du canton, un poste bien placé dans la hiérarchie sociale. Pierre s'est par ailleurs remarié avec une femme ayant fait des études universitaires, cadre dans une banque. De même, parmi les quatre enfants de Stephan, l'un est devenu vice-directeur d'une banque privée.

Pour revenir au cas de Pierre, il reste à observer comment ses penchants à droite se déploient dans une structuration spécifique de valeurs, qui pourront trouver abri au sein de l'UDC en même temps que l'organisation contribuera à les façonner.

INDIFFÉRENCE AU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE ET ABSENCE D'OUVERTURE AU LIBÉRALISME CULTUREL

Pierre, on l'a dit, n'a jamais manifesté d'aspiration à l'indépendance. Plus généralement, il présente une certaine indifférence vis-à-vis de la thématique du libéralisme économique, pourtant défendue par l'UDC. On ne retrouve pas dans son discours de propos hostiles à l'intervention étatique, même lorsqu'il est explicitement sollicité sur ce thème, indiquant de manière mesurée que « certaines choses » doivent « rester à l'État », alors que d'autres peuvent « être privatisées », sans fournir d'exemple pour ces dernières. De même, s'agissant du chômage, il récuse le lieu commun utilisé comme consigne (« certains disent que les chômeurs sont au chômage parce qu'ils le veulent bien »), en arguant qu'il connaît personnellement des chômeurs qui subissent réellement le chômage.

195. Daniel Gaxie, « Des penchants vers les ultra-droites », in Annie Collovald et Brigitte Gaiiti, *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris : La Dispute, 2006, pp. 223-245.

Quant à son rapport à ce que l'on peut désigner comme le libéralisme culturel, Pierre se montre tout à fait hostile sur des thèmes relevant de cet aspect. Si sa valorisation de l'ordre se manifeste notamment sur la question des étrangers, accusés de tricherie pour obtenir le droit d'asile ou pour être répertoriés comme frontaliers, cette question est aussi articulée avec celle du chômage, les étrangers en étant tenus pour responsables. Pierre emprunte ainsi au registre économiciste sa suspicion envers les étrangers¹⁹⁶. Ainsi, en réponse à une consigne lui demandant quels événements politiques l'ont marqué, Pierre énonce :

Nous avons 16000 chômeurs. Du jour au lendemain : 46000 frontaliers qui passent la frontière tous les matins, qui la repassent le soir, qui viennent travailler ici. Et les citoyens – je dis pas les Suisses, je dis les citoyens, ici – vont timbrer au chômage. Et ça, je sais pas vous, votre idée, mais ça, c'est quelque chose qui me reste là.

Ce thème des étrangers comme concurrents sur le marché du travail revient alors qu'il parle de sa profession d'autocariste :

C'est encore assez bien défendu, la profession. Parce que vous avez les étrangers qui peuvent pas venir vous prendre le travail ici, charger des clients ici. Mais vous avez des fois des clients qui ont leur voiture, ils vont de l'autre côté, parce qu'il y a une différence de prix, c'est clair, vous pouvez pas faire autrement. D'abord là, on est tués avec des taxes de toutes sortes. Quand on voit, Monsieur, l'essence.

Le discours hostile aux étrangers tenu par Pierre doit toutefois être relativisé par son comportement effectif : il est en effet remarié depuis vingt cinq ans avec une Chilienne, réfugiée politique.

196. Nous avons ailleurs distingué entre un registre économiciste et un registre culturaliste de suspicion envers les étrangers, qui peuvent du reste se combiner dans un même discours ou chez une même personne. Relève d'un registre économiciste la perception des étrangers comme coût pour la société ou le groupe d'appartenance, mais aussi comme concurrence sur le marché du travail ou dans l'octroi de prestations sociales. Le registre culturaliste renvoie quant à lui à une lecture identitaire du monde social, considérant l'immigration, l'asile et les étrangers comme une menace pour la préservation d'un ordre de pratiques (« nos coutumes ») et de valeurs associées au groupe d'appartenance (« nous les Suisses »). Voir Philippe Gottraux et Cécile Péchu, « L'engagement militant : une complexité de valeurs », *op. cit.* p. 189.

Robert, quant à lui, exprime de manière récurrente des propos hostiles aux étrangers sur de multiples aspects, fait aussi montre d'une certaine empathie sur la difficulté du déracinement et de l'adaptation, sur la base de sa propre expérience professionnelle en Afrique. Pour Stephan, c'est une islamophobie, à rapporter à son positionnement religieux radical, qui est à l'origine de son hostilité à l'égard des étrangers.

Si l'altérité que représentent les étrangers est perçue comme menaçante pour le maintien de l'emploi, l'altérité que représentent les minorités sexuelles provoque une grande aversion chez Pierre. Réagissant à une photo représentant une Gay Pride, Pierre fait montre d'une profonde hostilité envers les orientations sexuelles différentes :

Alors là, ça ! Avec moi, faut pas toucher, ça. *[Silence]*. Parce que si vous voulez vraiment le fond de ma pensée, ben moi, si on doit tous les ramasser et les foutre dans un camp. Fini. (...) Que ça soit des animaux, les insectes, tout ce que vous voulez, c'est toujours un féminin avec un masculin, voilà. Et ça, c'est de la déviation, c'est... Là, moi, je peux pas.

On retrouve cette hostilité, certes moins violemment exprimée, chez Stephan, qui argumente sur la base de la Bible. Chez nos enquêtés, elle se conjugue avec une vision relativement traditionnelle des rôles sociaux attachés aux sexes. Ainsi, Pierre indique qu'il lui arrive de passer l'aspirateur parce que, dans un couple, « on est là aussi pour s'aider », associant donc implicitement cette tâche aux femmes. De même, il fait un lien entre le travail salarié des femmes et la montée des incivilités :

Oui, non, mais j'entends travailler comme les femmes sont obligées, plus ou moins, de travailler, maintenant. Ce qui fait le... Comment est-ce qu'il faut vous dire ? Ce qui fait la qualité, maintenant, des adolescents, parce qu'ils sont laissés à eux-mêmes, beaucoup trop. Avant, on sortait de l'école à 11 heures, à 11 h 05 on était à la maison. Il y avait quelqu'un, la maman était là. À 4 heures, c'était pareil.

On doit bien sûr noter tout ce que cette vision traditionnelle des rôles sociaux selon les sexes, ainsi que l'hostilité aux orientations

sexuelles différentes, doivent aux spécificités culturelles des catégories populaires, pour qui les valeurs de virilité sont importantes, en raison de leurs conditions sociales d'existence¹⁹⁷.

UN SENTIMENT DE DÉGRADATION ET LA NATION COMME VALEUR REFUGE

Pierre a le sentiment que le monde qui l'entoure se dégrade sous maints aspects. Cela s'exprime à travers des propos soulignant l'augmentation des incivilités des adolescents laissés à eux-mêmes, ou encore la montée de l'insécurité pour les personnes âgées et les femmes «qui n'osent plus prendre le bus». Cet aspect est même le premier à être évoqué lorsqu'on lui demande de raconter comment il en est arrivé à s'engager en politique. Le monde passé est évoqué sur un mode idéalisé, qu'il s'agisse de l'honnêteté des citoyens ou encore de leur capacité à accepter la contradiction sans en venir aux coups, comme le montre cet extrait où il évoque son école de recrues comme lieu de ses premiers souvenirs politiques :

Eh bien, après le repas, le soir, il y avait des discussions. Et les camarades, il y en a qui n'étaient pas... Qui étaient vraiment antagonistes au point de vue politique, mais jamais il y a eu les coups, jamais il n'y a rien eu. On s'expliquait, c'est tout. C'était quelque fois peut-être un petit peu... Mais ça allait pas plus loin. Maintenant, vous pouvez plus, maintenant.

La nostalgie transperce aussi dans les propos de l'enquêté évoquant le village fait de fermes et de villas que constituait autrefois sa commune, aujourd'hui devenue une ville de la banlieue de Genève aux nombreux ensembles d'immeubles. Sans oublier ce que cette nostalgie doit, chez cette personne d'un certain âge, à des mécanismes généraux propres au vieillissement¹⁹⁸, et non exclusivement à des logiques politiques ou idéologiques, force est de constater qu'elle est présente, sous différentes formes, chez tous les enquêtés des catégories populaires en reproduction.

Ce sentiment de décadence, induisant une forme de nostalgie, côtoie par ailleurs dans les valeurs des enquêtés une nette fierté

197. Pierre Bourdieu, *La distinction*, *op. cit.*, pp. 444-448.

198. «L'appréciation du passé, la dépréciation du présent», Vincent Caradec, *Vieillir après la retraite. Approche sociologique du vieillissement*, Paris : PUF, 2004, p. 168.

d'être Suisse et un attachement à la nation. Ainsi, Pierre, comme d'autres, réagit très positivement à une photo montrant la *Landsgemeinde* à Glaris, soulignant qu'elle symbolise le fait que «chez nous, le citoyen devrait commander, et le Conseil fédéral mettre en marche les décisions des citoyens». Cette valorisation du système de démocratie directe suisse dans son principe est néanmoins tempérée par le constat que, dans son fonctionnement effectif, les décisions des citoyens ne sont pas toujours suivies par le Conseil fédéral. Pierre cite à ce propos les votations sur l'Europe, à laquelle il est farouchement opposé (le vote contre l'Europe compte parmi les événements politiques qui l'ont le plus marqué). Il réagira par ailleurs très violemment à l'évocation des discussions sur le rôle joué par la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, parlant implicitement du rapport de la Commission Bergier¹⁹⁹ :

On a critiqué la Suisse, parce qu'elle en a pas assez fait, ou au contraire, elle était avec Hitler... Et, Monsieur, je pense qu'il faut avoir un sacré toupet pour parler comme ça, parce que si je ne m'abuse, la Suisse – alors qu'elle n'était pas obligée, je précise – a quand même versé déjà 2 milliards à l'État hébreu. Bon. Quel est l'autre pays, en Europe, qui a fait quelque chose... Même pas la France, parce que la France, elle les fichait dedans, alors. Alors j'estime que celui-là, le bonhomme qui a parlé comme ça, celui-là, on devrait le foutre quelque temps à réfléchir à l'ombre.

Ces militants structurés à droite présentent donc un ensemble de valeurs spécifique, qui mêle indifférence au libéralisme économique, hostilité au libéralisme culturel, sentiment de dégradation du monde et forte fierté d'être Suisse. Leurs dispositions et leurs valeurs, si elles résultent de leurs socialisations, ne viendront s'actualiser que par la rencontre avec l'offre politique de l'UDC, offre dont il nous faut maintenant comprendre pourquoi elle apparaît, aux yeux des enquêtés, la seule acceptable parmi les offres des diverses formations politiques de droite.

199. De son nom officiel, Commission indépendante d'experts, mis en place par le Conseil fédéral pour étudier le rôle de la Suisse pendant la guerre. Voir chapitre 2.

L'IMPOSSIBLE AUTRE DROITE

Pierre reconnaît dans l'UDC un parti habilité à «rétablir les choses comme elles devraient être». L'adhésion à cette formation vient donc apaiser son sentiment très prononcé d'une forte dégradation de la situation. L'explication qu'il donne de son désintérêt passé pour la politique, avant sa rencontre avec l'offre UDC, met d'ailleurs en rapport cette dégradation de la situation avec sa politisation :

Ça [*la politique*] m'a jamais touché. Jamais. Pour moi, la politique, c'était... Mais les choses allaient mieux que maintenant, il faut bien le dire.

Cette base «réactionnaire», au sens d'aspiration à un retour à un ordre passé idéalisé et disparu, l'empêche de rencontrer les partis de la droite classique, et ce tout particulièrement à Genève où le PRD et le PDC affichent une orientation relativement moins à droite que celle des partis nationaux. Pierre ne peut pas non plus se rapprocher du Parti libéral, plus à droite, en raison du caractère «élitiste» de cette formation et de sa composition sociale (professions libérales, banquiers, «bonnes familles» genevoises, etc.). Il y a chez Pierre également un rapport à la politique fortement marqué par un ancrage local, dans sa commune et dans son quartier. Tout se passe comme si l'engagement politique de Pierre venait répondre à la dévaluation de ses ressources d'autochtonie²⁰⁰. Pierre manifeste constamment en entretien son intérêt et sa connaissance fine de la vie locale. Ce sont les expériences vécues dans cet espace de vie immédiat qui le poussent à ne guère supporter les changements sociétaux et/ou de mœurs, ou qui le conduisent à évoquer avec nostalgie le vieux village de sa commune, en profonde mutation urbanistique et sociale. Sur cette base, il devient impossible pour Pierre de rejoindre l'un ou l'autre des partis de la droite classique, depuis longtemps aux affaires et jugés coresponsables des transformations décriées en cours. Pierre ne peut que se rabattre sur une offre politique nouvelle, et l'UDC n'étant pas présente sur sa commune au moment de son adhésion, il sera l'un des protagonistes de la création d'une section locale.

200. Jean-Noël Retière, «Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire», *Politix*, 2003, N° 63, pp. 121-143. L'auteur désigne ainsi la possession de ressources découlant du fait de connaître et d'être reconnu dans son espace local, et en fait un élément important de la politisation ouvrière.

Il y a aussi chez Pierre une dimension proprement protestataire²⁰¹ de l'engagement, qui le met de ce point de vue en phase avec un parti qui instrumentalise cet aspect-là. Pierre critique ainsi à plusieurs reprises les hommes politiques et/ou l'univers politique. Cette critique peut du reste s'adresser y compris à certains de ses collègues de parti, quand il désigne ouvertement, pour s'en démarquer et pour les critiquer, les « carriéristes » de son propre camp, qui « cherchent à être députés »²⁰².

Mais l'offre UDC peut également présenter pour certains enquêtés de ce type une dimension protestataire d'une autre tonalité, très morale : ainsi, pour Stephan, c'est le fait que l'UDC présente une offre de conservation, voire de restauration d'un passé fortement idéalisé (de la Suisse, de l'ordre social traditionnel) qui fait écho à son refus pessimiste d'un ordre du monde qui se défait. C'est parce que les autres partis de la droite classique, PRD ou PDC, sont plus ouverts que l'UDC aux valeurs individualistes, sur le plan culturel – ils sont par exemple favorables à la dépénalisation de l'avortement, même le PDC qui est historiquement un parti catholique – que l'offre UDC apparaît comme la seule attractive. Encore faut-il noter que Stephan signale une proximité intellectuelle supérieure avec le petit parti qu'est l'Union démocratique fédérale (UDF²⁰³). Mais c'est la position favorable de l'UDC dans le champ politique et son efficacité politique qui l'amènent finalement à choisir ce parti et l'empêchent d'adhérer à une structure trop marginale.

L'offre d'adhésion à l'UDC constitue donc pour les enquêtés de ce type le seul envisageable à droite, soit parce que les autres partis sont perçus comme responsables d'une situation dégradée ou ne s'adressant pas aux catégories populaires, soit parce que les valeurs

201. « Le vote protestataire est un vote dans lequel s'exprime avant tout une opposition au système politique et social et à l'offre politique dominante. L'électeur protestataire vote davantage « contre » que « pour ». À côté du vote de soutien à la personnalité d'un candidat, à son expérience, à sa compétence ou encore à son programme politique, existe un vote où s'expriment davantage des rejets, des refus que des soutiens. », Pascal Perrineau, « Vote protestataire », in Pascal Perrineau et Dominique Reynié (dir.), *Dictionnaire du vote*, Paris : PUF, 2001, p. 771. En transposant la notion, nous préférons parler de « dimension protestataire » de l'engagement plutôt que d'« engagement protestataire », en ce que cette dernière formulation tendrait à accréditer l'image réductrice d'un engagement entièrement tendu vers la protestation, avec toutes les dénnotations et connotations normatives associées.

202. Note de terrain, Cercle de réflexion de l'UDC Genève, 24 février 2005. Il critique en fait ce jour-là un futur élu qui scissionnera peu après pour fonder le Mouvement Citoyens genevois (MCG), n'ayant pas été retenu pour figurer sur la liste UDC des élections cantonales.

203. Parti d'obédience religieuse, « fondamentaliste » protestant, ouvertement hostile à l'avortement et aux droits des homosexuels.

individualistes qu'ils défendent viennent contredire une matrice religieuse d'engendrement des dispositions et des prises de position. Il reste à comprendre comment cette offre rencontrera des disponibilités d'engagement et fournira un certain nombre de rétributions à l'activisme en son sein.

SOLLICITATION, DISPONIBILITÉS ET RÉTRIBUTIONS DE L'ENGAGEMENT

Les modalités de rapprochement de l'UDC prennent la forme soit de la sollicitation, soit de la démarche autonome. Ainsi, les deux enquêtés genevois se sont spontanément et individuellement adressés à l'UDC; au contraire, à Zurich, Stephan adhère dans le sillage de sa femme Claudia, qui elle-même franchit le pas sur proposition expresse de l'UDC, alors qu'elle était membre hors parti de la commission scolaire de son quartier²⁰⁴. Quant aux rétributions retirées de l'engagement, aucun des enquêtés de ce type ne possède ou ne souhaite briguer de mandat électif, ce qui est sans aucun doute à rapporter à leur faible compétence politique objective et subjective. Les rétributions sont de ce fait essentiellement des rétributions liés à la fierté d'apporter sa pierre à la construction d'une organisation, des rétributions d'intégration sociale, de gain de compétence ou, dans le cas de Stephan, à la forte matrice religieuse, des rétributions liées à la satisfaction retirée du fait de se mettre en accord avec Dieu – qui veut que nous «prenions des responsabilités» et «que nous transmettions aussi la parole» – et donc avec lui-même. Mais revenons sur le cas de Pierre.

Pierre dit faire une démarche solitaire d'adhésion, «vers 1997-1998», soit après la première progression du parti aux élections fédérales de 1995, mais avant sa percée sur Genève. L'effet de l'offre doit ici être pensé comme venant de la centralité du parti: il adhère d'abord à «l'UDC de Blocher». Il associe également son engagement à la disponibilité créée par sa retraite, notamment la fin des contraintes occasionnées par ses déplacements hors de Suisse exigés par son métier de chauffeur: «Avant que je sois à la retraite, c'était pratiquement pas possible de faire partie de quelque chose.»

204. Notons que Claudia pense rétrospectivement qu'elle aurait pu tout autant accepter une sollicitation du PRD, attestant par là le flou de la structuration idéologique préalable à son engagement à l'UDC.

Si Pierre adhère initialement à l'UDC sur la base de l'image du parti national (effet Blocher), son inscription militante pratique est d'abord, pour ne pas dire essentiellement, locale (organisation et présence sur les stands, convocation des séances de la section, etc.). Sa modeste compétence politique le pousse pourtant à exclure l'idée de se présenter aux élections communales (« je suis comme ça, j'aime pas me mettre en avant, ça m'intéresse pas, ça »), alors qu'il est une cheville ouvrière de la création de la section dans sa commune. Son âge avancé explique en partie cette option, mais un rapport dans le passé semblable à l'armée, à laquelle il adhère, l'anime : il n'a jamais voulu grader, avec le sentiment qu'il est à sa place comme soldat : « Je suis resté simple pioupiou, chauffeur, c'est tout ! [Rire.] Là-bas non plus, les histoires de grades m'ont jamais intéressé. » Tout se passe comme s'il déléguait à d'autres, à l'armée comme en politique, la capacité de direction ou de protagonisme public.

Pierre manifeste toutefois une certaine fierté à participer activement à la construction de la section locale du parti, tout comme il évoque ouvertement les contacts que son engagement permet : « Ouais, le fait d'être en groupe. Voyez, un exemple tout frais, je vous ai dit : je suis en train de préparer un voyage²⁰⁵, c'est mon idée pour ma section. » Ces rétributions symboliques et d'intégration sociale s'accompagnent d'une autre gratification d'importance, le réconfort que représente pour lui le fait de ne pas être seul à déplorer l'état du monde et à se battre pour la « restauration » d'un ordre idéal :

Eh bien, comment est-ce qu'il faut vous dire ?²⁰⁶ Ça me calme, en ce sens que je me rends compte qu'il y a quand même des gens qui cherchent à rétablir les choses comme elles devraient être.

DES MILITANTS CONQUIS À LA GAUCHE

Nous nous pencherons ici sur le cas d'une personne conquise à la gauche par l'UDC : Benoît, qui habite dans un grand ensemble

205. Voyage en Alsace, qui n'aura pas lieu, faute d'un nombre suffisant d'inscriptions, mais qui lui donne l'occasion de replonger dans son passé professionnel : le voyage en car, du côté de l'organisation cette fois.

206. La consigne était : « Qu'est-ce que ça vous a apporté le fait de vous engager en politique et à l'UDC, qu'est-ce que ça vous apporte ? Dans tous les sens du terme possibles... »

d'immeubles de la banlieue de Genève. Nous analyserons tout d'abord son rapport à la politique, pour montrer que son investissement passé à gauche a été de faible intensité et qu'il présentait un certain nombre de dispositions propres à faciliter son engagement par la suite dans ce parti de droite très particulier qu'est l'UDC. Certaines de ses valeurs, notamment sa distance par rapport au libéralisme économique, gardent néanmoins la trace de sa précédente orientation politique. Nous nous attarderons ensuite sur les aspects de sa carrière, qui permettent d'expliquer sa disponibilité à l'engagement et d'éclairer les rétributions qu'il a pu en retirer.

UN ENGAGEMENT À GAUCHE DE FAIBLE INTENSITÉ

Benoît eut à un moment de son parcours un rapport à des organisations de gauche, mais qui est demeuré assez distendu. En effet, Benoît, la septantaine, salarié pendant trente ans à la Compagnie des transports publics genevoise (TPG), a été syndiqué dès son embauche dans cette entreprise parapublique, au début des années 1970, et a rejoint deux ans plus tard le Parti du travail (PdT)²⁰⁷, sur sollicitation d'un collègue syndiqué dirigeant la section d'entreprise, collègue qui lui « a fait prendre conscience de la vie ». Il conservera la carte de ce parti pendant vingt-six ans, jusqu'en 1998. À la fin des années 1970, des amis du PdT lui suggèrent de s'engager à la Ligue suisse des droits de l'homme (LDH). Il deviendra visiteur de prison pour cette association à partir de 1986, incité à le faire à la suite de sa participation à une manifestation pour défendre un requérant d'asile zaïrois menacé d'expulsion²⁰⁸. En dehors de son engagement associatif à la LDH, qu'il poursuit toujours au moment de l'entretien, les pratiques politiques de Benoît semblent avoir toujours été de faible intensité : il votait très irrégulièrement, allait « de temps en temps » à une réunion du PdT et distribuait « parfois » des tracts dans les boîtes aux lettres. Alors même qu'il est syndiqué et que l'entreprise où il travaille connaît plusieurs grèves durant les années 1990, Benoît n'y prend pas part. De manière plus générale, la compétence politique limitée de Benoît, malgré une bonne connaissance des événements historiques internationaux, a certainement favorisé un investissement politique peu intense.

207. Il s'agit en Suisse du Parti communiste.

208. En dehors de cette manifestation, Benoît dit n'avoir manifesté qu'une seule fois, pour le 1^{er} Mai.

Le passé militant à gauche de Benoît est donc faiblement investi, même si ce dernier et la position professionnelle dominée occupée laisseront des traces sur son rapport critique au libéralisme économique, comme nous le verrons plus loin. Il n'en reste pas moins qu'il adhérera à l'UDC en 2004. Pour comprendre ce fait, il faut le rapporter d'une part à certaines autres dispositions de Benoît que l'on peut qualifier de droite, d'autre part à la manière dont, sur la base de ces diverses dispositions, s'agencent ses prises de position et enfin à la position qu'occupe alors l'UDC dans le champ politique genevois et suisse.

LA PRÉSENCE DE DISPOSITIONS «DE DROITE»

Benoît est en effet issu d'une famille nombreuse (dix enfants, dont deux morts en bas âge) de pieds-noirs français. Lui-même participe à la guerre d'Algérie, lors de son service militaire qui dure vingt-huit mois. Il fait aujourd'hui toujours partie d'une fédération d'anciens combattants de la guerre d'Algérie et assiste à certaines de ses réunions. Il explique qu'après la guerre d'Algérie, ses sentiments sont antigauillistes et qu'il y avait alors en lui, «comme [chez] la plupart des pieds-noirs, un esprit de révolte». Pourtant, la révolte de Benoît ne se traduit pas au niveau politique, puisque alors il ne vote pas ni ne s'engage politiquement. Il n'en est pas moins fortement marqué par cette expérience. Les parents de Benoît sont catholiques pratiquants. Lui-même est croyant, s'adaptant au contexte local après son installation dans le canton de Genève en pratiquant sa foi à la paroisse protestante voisine, où il s'engage activement, donnant «des coups de main» et faisant du bénévolat à l'hôpital. Il deviendra récemment conseiller de paroisse. Son père était officier de marine dans la marine marchande et la marine de pêche, et lui-même, après avoir fait une école de marine, travaillera pendant deux ans sur un bateau jusqu'à son service militaire. À la fin de ce dernier, et après une formation, il travaillera comme douanier pendant deux ans. Exerçant à la frontière avec la Suisse, il démissionnera bientôt pour occuper un poste d'ouvrier en Suisse, mieux rémunéré, retournera temporairement dans la marine puis travaillera comme ouvrier dans différentes entreprises en France et en Suisse, avant de se marier avec une ouvrière suisse, de s'installer à Genève et d'entrer aux TPG. Son parcours professionnel montre donc l'exercice de deux professions marquées par l'importance de

la discipline et de l'ordre, la marine et la douane²⁰⁹. C'est aussi le cas parmi les membres de sa famille: son fils (il a deux enfants) exerce le métier de policier municipal dans une commune de la banlieue de Genève, deux de ses sœurs se sont mariés avec des militaires de carrière et l'un de ses frères a fait carrière dans la marine. Benoît garde encore aujourd'hui une grande nostalgie pour son premier métier de marin²¹⁰, la nostalgie d'un monde où règne la solidarité et la discipline:

Y a un plat unique, y a la propreté, la discipline. Vous devez avoir une cohésion beaucoup plus forte qu'à terre.

De plus, Benoît vit aujourd'hui le fait qu'il ait quitté la marine non comme un choix, mais comme la conséquence directe de l'indépendance des colonies françaises: rappelant qu'il est «né, élevé» en Algérie, il explique qu'après l'indépendance, la flotte a diminué de trois quarts, causant son départ de la marine. Quelques mois plus tard, Benoît reprend cette explication en mettant de plus l'accent sur la concurrence des navires étrangers:

La France gardait les lignes mais les sous-traitait à des navires étrangers, en affrétant des navires étrangers, en faisant venir des équipages *étrangers [insistance]*. Les bateaux battent pavillon grec par exemple, et ils travaillent pour une compagnie française. Les équipages français sont sur le flanc, à pointer au chômage à Dunkerque ou à Marseille.

Au total, diverses caractéristiques sociales de Benoît ont pu donner lieu à des dispositions qui peuvent expliquer son passage de la gauche à la droite. Outre le fait qu'il était peu investi à gauche, Benoît est croyant pratiquant et ancien pied-noir, caractéristiques dont on sait qu'elles augmentent les probabilités de se situer à droite²¹¹. Son parcours professionnel et ceux de plusieurs membres

209. Sur le poids des professions d'ordre dans la propension à se positionner à droite, voir Daniel Gaxie, «Des penchants vers les ultra-droites», art. cit.

210. À la question de savoir ce qu'il ferait différemment dans sa vie professionnelle s'il pouvait remonter le temps, Benoît répond: «Je retournerais dans la marine.»

211. Voir Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, op. cit. et Annick Percheron, «La mémoire des générations: des 'porteurs de valises' aux 'soixante-huitards'», in Annick Percheron, *La socialisation politique*, Paris: Armand Colin, 1993, pp. 173-189.

de sa famille proche sont marqués par des métiers valorisant l'ordre et la discipline. Il s'agit pour sa part du métier de marin, qu'il a fortement investi affectivement et dont il peut construire rétrospectivement l'abandon en liant ce dernier à des causalités – l'Algérie, la concurrence étrangère – qui lui permettent de se rapprocher des thématiques hostiles aux étrangers véhiculées par la propagande de l'UDC. Il n'en reste pas moins qu'en dehors de ses précédentes fidélités à gauche, d'autres éléments de son parcours semblent discordants par rapport à son engagement politique: de nationalité française, c'est sous l'effet de la peur qu'a provoquée chez lui, au début des années 1970, l'initiative Schwarzenbach²¹², qui visait à limiter le nombre d'étrangers en Suisse, qu'il prendra la nationalité suisse.

Benoît possède donc aussi des dispositions susceptibles de se traduire politiquement par des prises de position à droite. Ce sont ces prises de position que nous allons maintenant observer, sur les thèmes du libéralisme économique et du libéralisme culturel, ainsi que sur la nation, pour repérer ce qu'elles doivent à ses diverses dispositions.

DES PRISES DE POSITION MARQUÉES PAR DES DISPOSITIONS CONTRADICTOIRES

S'agissant du libéralisme économique, les prises de position de Benoît sont marquées par une certaine tension entre sa précédente identification à la gauche et son ralliement à l'UDC. S'il se montre, dans la lignée du discours de l'UDC à Genève, préoccupé par le problème des finances et des dettes publiques, et s'il évoque, de manière d'ailleurs très mesurée, la limitation des coûts des services publics, on ne retrouve pas chez lui un discours hostile aux services publics ou antifonctionnaires, comme le montre sa réaction à une photo d'une manifestation de défense du service public:

On a laissé tout ce qui est peu rentable à l'État, et puis tout ce qui est rentable, ça va vers le privé. Ça crée des attroupements, ce qui est tout à fait légitime, chacun défend ses intérêts, mais

212. Initiative populaire «Contre l'emprise étrangère», du parti nationaliste Action nationale, qui prévoyait de plafonner la proportion de travailleurs immigrés à 10% (avec expulsions à la clé, la population étrangère étant alors de 16%). Le texte a été rejeté par 54% des votants en 1970.

enfin... Faut être vigilant pour maintenir, perpétuer, ça et là, au fil des ans, cette sécurité de l'emploi. Car l'homme a besoin de sécurité, de s'endormir paisiblement, en sachant que demain matin, il partira à son travail, qui lui procurera les moyens de vivre décemment du fruit de son travail.

Son discours allie ainsi une dénonciation des logiques structurelles qui conduisent aux déficits financiers dans les services publics et une affirmation du droit à la sécurité de l'emploi. Il indiquera par ailleurs que les services publics sont « une réalité utile et nécessaire pour que la société fonctionne » et reconnaîtra aux fonctionnaires un droit légitime à la manifestation, puisque « chacun doit défendre son bifteck », prise de position favorable aux mobilisations collectives peu courante chez les militants UDC que nous avons rencontrés. Cette distance de Benoît par rapport au libéralisme est certes plus marquée que la simple indifférence à son égard que manifestaient les membres des catégories populaires en reproduction structurés à droite comme Pierre. Elle apparaît par exemple dans la désignation de la politique de Tony Blair comme « libérale à n'en plus finir », ou encore dans la dénonciation du fait que sa fille a été « exploitée » dans les emplois qu'elle a occupés. De même, sa perception du chômage ne se fait pas dans le registre de la dénonciation des chômeurs et il se montre au contraire en désaccord avec le lieu commun utilisé comme consigne (« Certains disent que les chômeurs le sont parce qu'ils le veulent bien ; qu'en pensez-vous, personnellement ? »):

Il se peut que ça et là se glissent quelques brebis galeuses, quelques personnages professionnels, faisant de cette institution-là une profession, afin de ne pas regagner le domaine de l'emploi. Mais je persiste à dire, à mon avis, que ça ne peut être qu'une minorité de gens.

En ce qui concerne le libéralisme culturel, l'effet de la précédente identification de Benoît à la gauche est bien moins nettement visible. La suspicion envers les étrangers est ainsi présente spontanément en entretien pour dénoncer sur un mode économiste « l'envahissement » de « faux réfugiés » vivant « aux crochets de la société qui travaille », des « rapaces » abusant des aides sociales, opposés aux « citoyens suisses, de souche, purs » n'osant pas faire

valoir leurs droits. Cette thématique développée par l'UDC trouve un terreau favorable dans sa «révolte» subjective d'ancien pied-noir et se projette également sur son environnement proche, lorsqu'il décrit l'immeuble situé en face de chez lui comme «occupé qu'avec des Noirs, et des Yougos, et des Albanais», qu'il juge très négativement²¹³, mais qu'il oppose pourtant à «des voisins albanais qui sont formidables». Au-delà de cette figure rhétorique fréquente qui consiste à essentialiser certains groupes ou nationalités tout en mettant en même temps l'accent sur le fait que parmi eux se trouvent des personnes que l'on apprécie, il n'en reste pas moins que la suspicion envers les étrangers dont fait largement montre Benoît (il évoquera aussi des «communautés qui ont pris un coup de soleil sur le cigare») est dissonante par rapport à l'affirmation dans le même temps et dans l'absolu de valeurs de tolérance et de considération de la diversité comme une richesse, qu'il rapporte à son affiliation à la franc-maçonnerie, sans mentionner explicitement les étrangers. L'effet de la précédente identification de Benoît à gauche n'a donc laissé sur ce thème que des traces.

Pour ce qui est des minorités sexuelles ou encore de la vision des rôles hommes-femmes, Benoît est là aussi bien loin de faire preuve de libéralisme culturel. Il tient ainsi un vigoureux discours d'hostilité aux minorités sexuelles, abordant spontanément la votation sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, qui l'a visiblement heurté :

Moi, j'étais contre, j'ai voté contre! Il y avait ça, Schengen, et puis quelle était... Le PACS! Mais s'il vous plaît, écoutez! *[Il tape sur la table.]* Moi, je couche avec vous, on fait un bébé, ben c'est parce qu'on a fait l'amour! C'est quoi, deux femmes, deux gouines, qui... ou deux pédés? L'humanité, elle n'a pas été construite comme ça. Un enfant né, il est venu de l'union de deux êtres de sexes opposés.

Donc vous étiez contre...

Contre le PACS! Maintenant, ils sont pédés, ils sont gouines, c'est leur problème, je vais les laisser vivre! Je vais quand même pas leur mettre le couteau sous la gorge, on n'est pas en Union

213. Benoît dira au sujet de son appartement, alors que l'enquêtrice s'extasie sur la vue qu'il a depuis ses fenêtres, «il n'y a que ça de bien ici», confirmant l'idée que, pour lui, son environnement résidentiel est dégradé.

soviétique, ici! Bon. Mais, de là à revendiquer le droit d'adopter des enfants, d'institutionnaliser... Ça a été voté par la gauche en Espagne: droit au mariage, droit à tous les avantages sociaux, et compagnie, d'adopter des enfants, et compagnie! Non, mais, où va-t-on! Non, s'il vous plaît!

Ce discours s'accompagne d'une vision traditionnelle des rôles hommes-femmes, dans laquelle par exemple l'homme se doit de payer les sorties à sa compagnie. Par ailleurs, même s'il trouve «louable» qu'un homme puisse faire le ménage, cela ne doit pas remettre en cause ce qui constituerait les essences masculines et féminines: «un homme doit rester un homme» et «sa femme rester une femme». Dans cette logique, il réagit de façon très hostile à la vue de deux photos sur lesquelles apparaissent des hommes portant une queue-de-cheval («je peux pas supporter ça») ou des boucles d'oreilles. Là encore, la valorisation de la virilité dans les catégories populaires est certainement à la base de ce discours.

Chez Benoît, la perception d'une forme de dégradation du monde est présente, comme chez les enquêtés populaires orientés à droite, mais de manière beaucoup plus mesurée. On trouve chez lui un sentiment de dégradation du fonctionnement du champ politique qui est au départ de sa réorientation idéologique, comme nous le verrons, et il décrit, on l'a vu, l'évolution des mœurs. Mais ce sentiment de dégradation ne traverse pas l'entier de son discours. En revanche, on retrouve bien chez lui une forte valorisation de la nation. Il évoque ainsi le «devoir», «l'obligation qu'on a de servir la nation», le «besoin impérieux de la défense des valeurs civiles, militaires et religieuses». Il valorise aussi fortement le passeport²¹⁴, qui «se mérite, se garde, se soigne, se range», comme symbole d'un État et de ses valeurs. Enfin, il décrira les fondements de la société par une devise apparemment forgée par lui, «honneur, famille, patrie». Cette forte valorisation de la nation doit sans doute à son passé de marin – la marine portant des valeurs proches de celles de l'institution militaire – tout comme à son expérience de pied-noir. Elle s'exprime sur un mode général plutôt que focalisé sur la Suisse, probablement en raison de la double nationalité de Benoît: même s'il indique qu'il est «devenu plus Suisse qu'un vrai Suisse», il utilise parfois des expressions marquant

214. En réaction à une photo montrant le passeport suisse.

une certaine distance, telles « ce pays » ou « ils » pour désigner la Suisse et ses habitants, et il dira même avoir envisagé, en 2000, de retourner s'installer en France. Les dispositions contradictoires de Benoît engendrent donc des prises de position parfois marquées par des tensions, s'agissant du libéralisme économique ou encore de son discours sur les étrangers. Mais ces dispositions sont spécifiques et n'auraient sans doute pas pu rencontrer une offre d'engagement dans un autre parti de droite.

UN PARTI QUI « N'EST PAS AUX AFFAIRES »

Dans le contexte genevois, l'engagement à droite de Benoît n'aurait pas pu se faire dans n'importe quel parti. En effet, au-delà de la thématique des étrangers, c'est aussi le positionnement de l'UDC comme parti protestataire et qui se présente comme populaire qui va lui permettre de se reconnaître dans ce dernier. Benoît, lorsqu'il est sollicité sur les raisons de son départ du PdT en 1998, évoque plusieurs aspects. Tout d'abord, il ne se reconnaît plus dans la nouvelle génération de syndicalistes aux TPG, membres du PdT, alors que son « mentor », qui l'avait fait adhérer, est décédé : « Il n'y avait plus les vieilles branches, les vieux briscards, qui étaient quand même l'ossature même, qui donnaient envie d'adhérer à quelque chose. » Benoît évoque par ailleurs l'effondrement du communisme à l'Est, dont Beaud et Pialoux ont montré l'impact important qu'il avait pu avoir sur les modalités de la politisation ouvrière²¹⁵ : « J'ai vu le mur de Berlin tomber, l'état de décomposition de l'URSS, j'ai vu que c'était pas tout beau. » On comprend aussi que ce qui séduisait alors Benoît dans le PdT, c'était également le fait que ce parti soit dans une dynamique de succès et qu'il ait une dimension protestataire :

C'est-à-dire, ça commence à être en perte de vitesse, ça commence un peu (...)

J'ai pas été convaincu de la démarche, voyez, un certain tassement, il n'y avait pas cette même hargne qu'au début. Par exemple, le PdT, le Parti socialiste étaient deux partis qui comptaient dans l'opposition, mais les conditions étaient différentes, aussi, ils

215. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris : Fayard, 1999, p. 354.

avaient une marge de manœuvre, une crédibilité, une aura beaucoup plus grande qu'ils ne l'ont aujourd'hui (...).

Le fait que Benoît valorise ainsi la «hargne» dont il crédite le PdT montre probablement l'importance de la fonction tribunitienne du PdT pour lui²¹⁶. Or, dans le canton de Genève, au moment de sa démission du PdT, la gauche (PdT, PS et verts) est temporairement majoritaire au Grand conseil, l'organe législatif du canton, de 1997 à 2001; de même, en ville de Genève, la gauche est majoritaire au législatif (conseil municipal) depuis 1995 et elle est majoritaire à l'exécutif (conseil administratif) depuis 1990. Benoît ne se retrouve plus dans un parti qui finalement prend une part importante dans la gestion de la politique municipale et cantonale, comme l'atteste le récit de son engagement en tout début d'entretien :

J'étais plutôt à gauche, moi. Et puis, au fil des ans, j'ai vu que ça a glissé dans le «petchi», et de tous les partis au pouvoir, en politique, le seul qui n'était pas là-dedans, aux affaires, c'était l'UDC. Alors j'ai dit: ma fois, on va tenter de voir chez eux. Et là-dedans, j'ai retrouvé des gens qui étaient, comme moi, à gauche, et même des postes à la députation, et qui ont été déçus par un tas de faits; notamment les finances, le trou social, le laisser-aller, le... Un petit peu la «Kombination», quoi, un peu comme les ritals. Genève est devenue une succursale, peu de Paris, on s'accommode de copinages, qu'on retrouve un peu de partout, à la place des Augustins, et j'en passe, et des meilleurs.

On voit bien comment la perception de l'UDC comme parti qui «n'est pas aux affaires» rend possible l'engagement de Benoît en son sein, qui par ailleurs s'appuie sur le contexte français pour fustiger «la gauche-caviar», «cette bande de socialos, là, pourris, là». Pour Benoît, qui déplore que «chacun se soucie de sa réélection, ménage le chou, la chèvre», l'UDC peut apparaître, avec son positionnement spécifique dans l'espace politique, comme un parti susceptible de porter son humeur protestataire²¹⁷. De ce

216. Georges Lavau, «Le Parti communiste dans le système politique français», in Frédéric Bon, Monique Fichelet et Raymond Fichelet (dir.), *Le Communisme en France*, Paris: Presses de la FNSP, 1969.

217. Au niveau national, l'UDC constitue en effet un parti de gouvernement tout en se présentant comme un parti d'opposition, et à Genève elle est dans l'opposition. Voir chapitre 2.

point de vue, il n'aurait pas pu rejoindre les partis de droite traditionnelle que sont à Genève le PRD, le PDC ou le Parti libéral, la plupart du temps au pouvoir au plan cantonal et qui ont dirigé la Ville de Genève jusqu'au début des années 1990 : pour Benoît, ces partis sont eux aussi aux affaires. La dimension protestataire de l'engagement de Benoît pourrait aussi se lire dans le fait qu'il n'hésite pas à qualifier d'extrême droite son nouveau parti²¹⁸, tout comme il lui accorde une confiance provisoire, ce qui pourrait conditionner la pérennité de son engagement²¹⁹. Il est également conforté dans son mouvement par le fait qu'un ancien élu du PdT au Grand Conseil a rejoint l'UDC.

Mais la perception de l'UDC comme parti « qui gagne » a aussi été importante dans la décision d'adhésion de Benoît en 2004, sensible déjà par le passé à la très relative dynamique de succès du PdT. Cet aspect apparaît clairement dans la manière dont Benoît rend compte de son acte d'adhésion :

C'est-à-dire, ne voyant pas grand-chose, j'ai commencé à faire une petite traversée du désert, d'une année ou deux, voire même trois. Et puis, à un certain moment, il y a une période assez proche, j'ai vu une certaine poussée de l'UDC. Une certaine campagne de publicité de l'UDC, par voie de presse. Alors, j'ai découpé un bout de journal, concernant l'UDC, je l'ai rempli, j'ai envoyé.

RETRAITE ET DISPONIBILITÉ MILITANTE

Les dispositions en elles-mêmes ne suffisent pas à expliquer l'acte d'engagement de nos militants. Il faut pour le comprendre le resituer dans leurs différentes sphères de vie, pour analyser comment il peut fournir des rétributions qu'ils valorisent.

S'agissant de Benoît, un fait retient de ce point de vue l'attention : c'est quatre ans après sa retraite qu'il adhère à l'UDC, en renvoyant le coupon d'un journal. Compte tenu de ses fidélités précédentes (syndicalisme et PdT jusqu'en 1998, activité dans la franc-maçonnerie à la fin des années 1980 et au début des années

218. « Dernièrement je me suis présenté comme député à l'extrême droite. Pour vous dire! »

219. Il indique d'emblée être dans une posture de « *wait and see* ».

1990), il est probable que la retraite introduit une rupture dans la structuration de son univers de vie (proximités syndicales, politiques et amicales). De plus, divorcé depuis 1985 de sa femme, une ouvrière d'origine paysanne avec qui il a eu deux enfants, Benoît donne plusieurs signes durant l'entretien de son sentiment de solitude. Les engagements de Benoît sont finalement à reconstruire, et il va s'employer à les réorienter, les diversifier et les intensifier. S'il va «de moins en moins» à la Ligue des droits de l'homme, il devient en 2000, au moment de sa retraite, président du Club des aînés de son lieu d'habitation (pendant dix-huit mois), ainsi que bénévole des cantines scolaires de la commune voisine, sans compter ses activités paroissiales déjà évoquées. En 2002, il prend la vice-présidence de l'Association des intérêts de son quartier, ce qui le place dans une position de délégué face aux autorités municipales, position dont il retire une certaine fierté. De ce point de vue, son engagement politique n'est qu'un engagement parmi d'autres²²⁰. Mais c'est un engagement qui lui procure des rétributions symboliques importantes: il sera sur la liste de l'UDC aux élections cantonales, et montre sa fierté d'être candidat «à la députation». Il deviendra de plus membre du bureau de la section UDC de sa commune. Son engagement constitue donc une promotion sociale symbolique à un moment, celui de la retraite, où il est dans une certaine invisibilité sociale.

LA MARGINALITÉ POPULAIRE

Nous analyserons ici le cas de Paul, qui habite lui aussi dans un grand ensemble d'immeubles de la banlieue de Genève. Paul se différencie des cas précédents par une appartenance à une forme de marginalité populaire, marquée par des sorties fréquentes de l'emploi, des pratiques de violence ou de petite délinquance. Nous montrerons qu'il présente un rapport au politique très peu investi, avant d'analyser comment les dispositions qu'il acquiert au cours de son parcours de vie l'orientent plutôt vers la droite, mais avec une inflexion contestatrice, ce qui là aussi désigne l'UDC comme seul parti envisageable pour un investissement politique dont il retire, en raison de sa position, de nombreuses rétributions.

220. À la question «Que vous a apporté votre engagement à titre personnel?», sa réponse est: «Mon engagement en quoi?»

ATTENTION INTERMITTENTE ET SÉLECTIVE À LA POLITIQUE

Paul, la soixantaine, au parcours professionnel chaotique (de l'apprentissage de serrurier à concierge, en passant par des longues périodes de chômage, pour être au moment de l'entretien à la charge des services sociaux) présente comme les autres militants populaires un rapport au politique peu investi. Avant son adhésion à Genève en 2003, il votait occasionnellement, mais précise n'avoir élu que très exceptionnellement, et même avoir une fois déchiré et renvoyé sa carte de vote à la municipalité. Il mentionne un père ouvrier qui a fait un passage éclair à « Renens socialiste » mais qui ne parlait jamais politique à la maison : « ... il ne parlait pas de politique. C'est vrai que nos parents ne parlaient pas. » Dans ce rapport au vote distant émergent apparemment des votes sur des enjeux, probablement ressentis comme importants par Paul, et donc à l'origine de sa participation irrégulière. Paul mentionne ainsi les échéances particulières qui l'ont marqué : son approbation de l'initiative xénophobe de Schwarzenbach, ainsi qu'un objet concernant ses deux passions, la moto et la voiture (il a été membre actif d'une association de *bikers* possesseurs de Harley et de plusieurs structures liées à la promotion des voitures américaines) : le vote sur le port obligatoire de la ceinture de sécurité et du casque à moto²²¹.

Ses pratiques de vote très irrégulières montrent néanmoins des prises de position situées à droite, dont il nous faut éclairer ici les conditions dispositionnelles de possibilité tout en cherchant à les spécifier.

UNE MARGINALITÉ POPULAIRE DE DROITE

Chez Paul, comme c'était le cas pour Pierre, nous avons une matrice de dispositions où les valeurs d'ordre, dans leurs multiples déclinaisons, sont au principe des positionnements symboliques et pratiques. Paul a connu également une éducation autoritaire qui a dû peser sur sa valorisation de l'ordre. Parents divorcés alors qu'il a 3 ans, il est depuis éduqué par son père et sa nouvelle compagne (sa « mère adoptive »), qui l'a physiquement maltraité. De cette matrice peu favorable à l'épanouissement, autoritaire et parfois

221. Il s'agit de la votation du 30 novembre 1980 sur la modification de la Loi fédérale sur la circulation routière. La modification a été acceptée d'une courte majorité (51,6%).

violente, Paul gardera un rapport d'évidence à l'affrontement et à la violence, dans sa pratique (expérience de bagarres) comme dans ses déclarations, par la compréhension manifestée, au moins dans le discours, au traitement physique des différents ou conflits :

Quand je suis arrivé ici à Genève, on m'a dit: «Tu dois pas taper les gamins, tes propres gamins.» J'ai dit: «Quoi?» Il me dit: «Oui, ils peuvent aller aux flics.» J'ai dit: «Alors écoute: d'ici que mon fils aille aux flics, il aura un long chemin à faire. Parce que mon gamin, s'il fait le con, je vais te dire, c'est mon pied dans le cul, ou c'est une baffé. Moi, ça marche comme ça.» J'ai dit: «Chez moi, quand j'ai fermé la porte, si je veux foutre une tannée à ma femme parce qu'elle m'a fait une saloperie ou n'importe, je le fais.» Ou elle, si elle veut me foutre dessus parce que j'ai fait le con, c'est notre problème, tant qu'on n'ameute pas toute la baraque.

Nous trouvons aussi dans le trajet de Paul nombre d'indices qui structurent ses dispositions d'ordre. Étant enfant, ses parents s'occupaient accessoirement de la conciergerie d'un petit immeuble, et dans ses péripéties de travail, Paul sera pendant plusieurs années concierge professionnel dans un grand ensemble de la banlieue genevoise, avant d'être licencié pour insultes envers son supérieur hiérarchique. À ce rapport à la conciergerie, activité objectivement et à sa petite échelle située du côté du respect de l'«institution», s'ajoute une proximité avec les professions ou activités du maintien de l'ordre. Paul a des proches engagés dans la police (cousin policier, mais aussi sa fille et son beau-fils), mais a surtout mal vécu son éviction de l'armée quelques années après l'école de recrues («J'ai beaucoup regretté, j'en ai même souffert»), tout comme il a visiblement mal supporté de ne pas avoir réussi à intégrer la police :

Quand t'as passé à l'armée, t'apprends la discipline, à t'habiller, à te lever tôt, à faire ceci, à faire cela. On est commandés, du matin au soir, on nous disait ce qu'il faut faire. Et ça y allait, parce qu'on sait que si on le faisait pas, on est punis. Donc cette époque-là, formidable. Puis vous sortez de l'école de recrues, bon, moi, j'ai voulu entrer à la police, la gendarmerie. Mais comme je suis nul en orthographe, alors j'ai été recalé, quoi! *[Rire.]* Et mon père, depuis ce moment-là, m'en a voulu.

Du côté de ses passions et loisirs, tout vient confirmer et renforcer ces dispositions structurées autour du respect de l'ordre. Paul est passionné de longue date par les signes d'une certaine Amérique, au point d'afficher dans son intérieur un drapeau sudiste, « *South will survive* ». Les motos Harley Davidson, les grosses et vieilles voitures américaines, ainsi que la musique country sont autant de référents dans son univers symbolique et pratique (engagement dans des clubs ou associations). Se faisant appeler le Shériff dans le milieu qu'il côtoie, Paul rencontre et renforce dans ces lieux fréquentés, probablement bien marqués à droite, du moins culturellement, des inclinations à une lecture autoritaire du monde.

Ces quelques éléments nous font finalement penser que les dispositions de Paul sont profondément marquées à droite, mais dans une inflexion paradoxale et ambivalente. Contrairement à Pierre, qui avait fait un trajet continu dans son métier, Paul vit une forte instabilité professionnelle marquée par des passages temporaires dans la marginalité sociale qui frise par moment la délinquance (bagarres, prison pour non-paiement de pensions alimentaires, etc.). Ces expériences de vie le positionnent dans un rapport fait à la fois d'un respect global pour l'ordre social (par exemple: « Pis l'ouvrier, s'il [*le patron*] disait: « Viens donner un coup de main ici », on disait: « Oui, Monsieur »; on disait pas: « Va chier, j'ai pas envie! »), et d'une certaine contestation, sur la marge, de ce même ordre, qui se lit notamment dans ses multiples conflits violents avec ses supérieurs au travail, débouchant sur des licenciements. Ainsi, sous certains aspects, la trajectoire de Paul ressemble à celle de marginaux d'origine populaire qu'analyse Gérard Mauger²²².

AUTODÉSIGNATION D'EXTRÊME DROITE ET REPÈRES DE CLASSE

La situation de Paul est différente de celle de Pierre ou de Benoît, dans la mesure où son militantisme à l'UDC s'accompagne d'une autodésignation assumée comme « d'extrême droite »²²³...

222. Gérard Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, op. cit.

223. Même si Benoît indique à un moment du second entretien que nous avons mené avec lui qu'il s'est « présenté comme député à l'extrême droite », il ne s'autodésigne pas sous cette étiquette.

[...] j'ai plutôt tendance d'être, comment il faut vous le dire, bon, on dit extrême droite, légèrement extrême droite, pas l'extrême droite de ce que nous avons vécu il y a soixante ans.

Un tel positionnement subjectif représente pour sûr un obstacle de taille à une potentielle attirance pour les forces de la droite genevoise classique, PRD ou PDC. Et comme pour Pierre, la politisation de Paul, limitée au demeurant, est rapportée implicitement au passage d'un monde certes dur mais bien vécu, à un monde dégradé :

Nos parents nous ont élevés très dur, l'apprentissage, c'était très dur, mais moi, je dis qu'on était heureux. C'est pour ça que la politique nous serait pas venue à l'esprit. Ces choses sont venues parce que la vie, la dégradation de la situation, quand vous voyez ce qu'on voit à présent, moi, ça fait peur! *[Et de poursuivre sur les «incivilités» et «les étrangers».]*

Au surplus, tout laisse croire que Paul ne peut se reconnaître que dans un parti perçu comme «populaire», ce qui, comme pour Pierre, l'éloigne évidemment du PL. Nous retrouvons aussi dans son engagement la présence d'une dimension «protestataire», mais qui prend en partie une autre forme que celle des autres types de militants populaires : une posture protestataire qui s'appuie sur une certaine dimension sociale. À cet égard, il est frappant de constater que de ces trois enquêtés, il est le seul à se représenter comme «ouvrier», dans un passage où il ironise sur le fait que s'il s'était intéressé à la politique par le passé, il aurait pu rejoindre le PS (qu'il confond avec les communistes), de par son rôle de défense de «l'ouvrier» :

Mais je suis sûr que si j'avais été un politicien plus vite, je serais pas à l'UDC... Enfin l'UDC n'existait pas, c'est très nouveau. Mais je suis sûr que moi, je ferais partie des connards de communistes! Ah non! Franchement! De l'époque. Parce que qu'est-ce qu'on disait, le socialiste, c'était l'ouvrier. On le dit toujours, mais à présent, on appelle ça le socialisme caviar, alors... Mais tandis qu'à l'époque, on disait, le socialisme, c'était vraiment pour l'ouvrier.

Cette boutade, si elle ne fait de loin pas de Paul un «ex de gauche», indique du moins des repères de classe, que l'on retrouve

aussi quand il attribue pour l'essentiel la responsabilité du chômage aux patrons et notamment aux banques²²⁴:

Mais je pense qu'à la base, en gros, on fait pas exprès d'aller au chômage. Les responsables, c'est les patrons, en fait. Les entreprises qui ferment à tour de bras, même comme les PTT, prochainement, les télécoms, et tout, et puis ça fait... Ou les banques. Et puis ils se font des millions sur les dos des employés.

Cette inflexion sociale présente chez Paul vient complexifier son rapport à la droite. C'est le seul parmi les cas analysés ici qui construit une opposition timide entre dominés et dominants, sur le plan socioéconomique, pour critiquer certains dominants. Connectée au monde politique, cette lecture débouche sur une vision sélective des responsabilités, où le PRD est la cible privilégiée. L'UDC, et notamment certains de ses leaders pourtant en liens étroits avec le monde économique, échappent à la critique. Son parti apparaît alors plutôt comme la force politique salvatrice, capable de corriger une situation déplorée:

Il y a aussi des grosses affaires qui se déclenchent dans ce pays. Des histoires de pognon des gens élevés. Donc la vie, la société change. Alors je pense que nous autres, UDC, sommes un tout, tout petit peu pour les garde-fous, si on peut dire; pour éviter que ça aille trop loin. Genre Swissair, ex-Swissair, par exemple. Ça, c'est un exemple flagrant. Et c'est quoi? C'est les radicaux qui ont laissé foutre le camp. Puis ces gens-là, on leur donne du pognon pour qu'ils s'en aillent. Et résultat, on est de nouveau en catastrophe, on vend notre aviation...

Son rapport à la nation vient en revanche immédiatement rappeler une franche appartenance à la droite. Paul adhère en effet à l'Association pour une Suisse indépendante et neutre, et ce près de dix ans avant d'intégrer l'UDC. Il conviendrait de se demander ce qui le pousse à rejoindre une telle officine nationaliste, dont il a fréquenté les assemblées à plusieurs reprises. Mais une telle identification oriente la suite de sa carrière politique, en rendant d'autant

224. Appelé à commenter une maxime attribuant caricaturalement la responsabilité de la situation de chômeur à l'individu: «Certains disent que les chômeurs le sont parce qu'ils le veulent bien; qu'en pensez-vous, personnellement?»

plus impensable le ralliement à d'autres forces de droite décrétées complaisantes envers l'Europe, tout en l'introduisant progressivement à l'univers idéologique de l'UDC. Cette matrice nationaliste est importante²²⁵, et nous retrouvons du reste chez Paul, tout comme chez nos autres enquêtés ouvriers, un très fort sentiment de fierté nationale, qui s'exprime notamment dans l'injonction à «ne pas avoir honte d'être Suisse», et qui vient faire écho à la position sociale dévalorisée qu'il occupe. À cet égard, il n'est pas anodin que son discours, marqué par le sentiment d'une dégradation de la situation, s'exprime sur le thème de la crainte d'une perte de valeur de l'image de la Suisse:

Il y a trente ans en arrière, la Suisse et un permis avec une croix blanche, ça avait de la valeur. Tandis qu'à présent, ça a toujours de la valeur, de toute façon; mais on est moins... On est contestés...

On comprend ainsi que la possession du passeport suisse pouvait être considérée par Paul comme une ressource, ressource qu'il estime dévaluée de nos jours.

Nous l'avons vu, les dispositions de droite de Paul sont néanmoins à nuancer par la présence d'une certaine inflexion sociale dans ses propos, qui peut aussi se manifester dans la prise de position de Paul au sujet des services publics. S'il reprend de façon générale le discours de l'UDC sur la nécessité d'économies budgétaires, sans véritablement argumenter, Paul se positionne toutefois franchement contre la privatisation des services publics:

Je suis aussi totalement, enfin opposé, je suis qu'un petit grain de sable, à la libéralisation des services publics. Moi, je dis: un service public, il doit rester un service public; il doit pas devenir privé, comme on veut le faire de plus en plus.

De ce point de vue, Paul se place ainsi en porte-à-faux par rapport au discours néolibéral tenu par son parti, probablement sans en avoir réellement conscience, du fait de sa faible compétence politique. S'agissant du libéralisme culturel, Paul fait montre,

225. Il use du reste de l'étiquette: «... puis ce pays qui est train de se vendre. Comme je vous ai dit, je suis quand même très nationaliste à la base. Mon pays, c'est mon pays, on nous a appris comme ça. Et moi, si on me dit: 'Il faut aller au combat demain', demain, je suis au combat.»

comme Benoît ou Pierre, d'une suspicion envers les étrangers, d'une faible tolérance aux minorités sexuelles et d'une vision essentialiste des identités sexuelles.

Le thème des étrangers est en effet très présent dans son discours, qui le mentionne à plusieurs reprises alors même qu'il n'a pas été directement sollicité par le chercheur. Il associe sa perception d'une dégradation de la situation à la présence d'étrangers qui seraient trop nombreux et responsables des incivilités, indiquant que la Suisse est «bientôt la légion étrangère». Sans surprise hostile au droit de vote des étrangers au niveau local, il se dit par ailleurs, sur la question des réfugiés, «un tout petit peu raciste». Il conteste par ailleurs, le label de «réfugiés politiques», pour avancer qu'il s'agit de «réfugiés économiques» attirés par l'eldorado suisse. Cette déclinaison économique de la suspicion envers les étrangers trouve son principe chez Paul dans la mise en parallèle – et en concurrence – de la souffrance des étrangers avec celle des Suisses, et singulièrement de la sienne:

C'est pas un manque d'humanité, parce que je suis sensible à l'humanité, aux gens qui souffrent. Il y en a beaucoup, dans le monde; des Suisses aussi, parce qu'il faudrait quand même peut-être pas l'oublier. On a tendance à parler de toujours mettre les étrangers, tout ça, avant; mais on oublie de mettre que les Suisses, on serait étonné de savoir des Suisses qui... j'en ai connus, et moi, j'ai à un moment passé un peu par là aussi, c'est que vous avez des gens qui couchent aussi dehors.

Les propos de Paul sont aussi teintés d'hostilité à l'égard des minorités sexuelles. S'il précise connaître personnellement des homosexuels hommes ou femmes, il parle néanmoins de ces derniers en termes «d'erreurs de la nature» et il devient d'une rare passion à l'évocation de la Gay Pride, qu'il nomme «dépraille», et pour laquelle il en appelle verbalement à la répression violente («des choses comme ça, moi, j'installe des mitrailleuses le long du chemin, et je joue à Hitler»).

Même s'il se montre plus ouvert sur la répartition des tâches ménagères au sein du couple, qu'il trouve «humainement normale», ce que l'on peut rapporter à la fois à son statut d'homme célibataire et au fait qu'il ait occupé des fonctions de concierge, Paul partage, s'agissant des enfants, une perception essentialiste du rôle des femmes, visible aussi dans le fait qu'il se qualifie de «gonzesse»

pour s'être occupé, enfant, de la fille adoptive de sa belle-mère. On retrouve donc ici aussi une forte prégnance de virilisme.

«DU BEURRE DANS LES ÉPINARDS»

Des trois militants populaires en reproduction sociale, Paul est le seul à occuper un mandat électif, au niveau communal, non pas tant parce qu'il manifestait une ambition politique particulièrement développée, mais parce qu'il a été sollicité un peu par hasard pour figurer sur la liste électorale, dans un contexte où les candidats ne se pressaient pas au portillon. Maints indices montrent toutefois que son élection vient compenser symboliquement une situation sociale dévalorisée, ce qu'il exprime du reste lui-même :

Je suis devenu ce que je suis à présent, c'est peut-être... Des fois, je me dis, est-ce que c'est peut-être, entre parenthèses, une récompense de ma vie, un peu, de tout ce que j'ai vécu et que j'ai bavé, d'avoir peut-être réussi politiquement, d'être élu. Est-ce que c'est une réussite, une sorte de cadeau ? Je sais pas.

Il est fier de son mandat («on est des élus, nous»), se sent valorisé auprès de ses connaissances et manifeste désormais une perception implicitement plus positive de la fonction politique qu'auparavant, puisque, une fois élu, il s'achète «des chemises» et des «pantalons de ville» et commence à mettre la cravate. Surtout, son élection vient le rétribuer à hauteur d'une revanche symbolique sur son père qui l'aurait toujours rabaissé :

Comme il m'a toujours dit que j'étais un incapable, que j'ai pas réussi chez les flics, et puis que tout à coup, à 62 ans, je rentre en politique, surtout en politique, dans un parti, et tout, élu... Lui, je vous mens pas, je crois pas que je dois me tromper, mais mon père, il en serait mort. Ah, il aurait fait une crise cardiaque ! Il aurait dit : «C'est pas possible, celui-là là !» Il disait toujours que j'étais un incapable, que j'étais ci, que faire le con, que gna gna gna, hein ! Et puis tout d'un coup il se trouve voilà élu, et tout, non, il aurait fait une crise cardiaque, alors.

Son engagement est aussi l'occasion de sortir d'un isolement qu'un divorce quatre ans plus tôt n'est pas venu arranger («je suis

un peu seul, quoi»). Enfin, Paul est le seul à évoquer ouvertement les rétributions matérielles de son engagement, en rapport à sa situation professionnelle et financière difficile. Il anticipe, avant même d'adhérer, «des petits avantages» et «des petits coups de pouce» susceptibles de dériver de l'engagement politique, et surtout juge les «jetons de présence» de son activité municipale comme apportant «du beurre dans les épinards», au point de critiquer le montant trop élevé à reverser au parti sous forme de cotisations. Bref, des trois, Paul est bien celui qui trouve dans son engagement la plus large palette de rétributions, symboliques et matérielles²²⁶.

Au-delà des traits communs aux militants appartenant aux catégories populaires en reproduction sociale que nous indiquions au début de ce chapitre, l'analyse permet de revenir sur deux autres points transversaux à ces enquêtés. D'une part, nous retrouvons chez ces militants, malgré leurs différences, un commun sentiment que le monde qui les entoure se dégrade sous maints aspects. Dans ce registre sont évoqués la forte progression de la violence et des incivilités, largement imputées à l'immigration, la dégradation de la situation économique du pays, la perte des repères culturels traditionnels, l'affaiblissement des croyances religieuses du groupe d'appartenance, etc. L'accent peut être mis sur l'un ou l'autre de ces traits, ou sur plusieurs, dans des configurations diverses qui varient selon les personnes. Ce sentiment de dégradation traduit un rapport particulier aux transformations que connaît le monde social: le «changement» est globalement rejeté, sur un mode parfois mi-résigné (désabusement de Stephan), mi-combatif, et ce rejet devient souvent un des motifs d'engagement évoqué – «Il faut bien réagir» – pour peser ou simplement pour témoigner son désaccord. Ce sentiment, frisant parfois une perception en termes de décadence, même s'il peut se retrouver parmi les autres catégories de militants de notre échantillon, paraît unifier ces personnes issues des catégories populaires, certes avec des différences de forme et d'intensité²²⁷. Un commun pessimisme, mais décliné diversement, les anime donc, qui s'avère producteur d'un ressentiment

226. Il évoque aussi la possibilité de fournir des petits jobs à son fils en difficulté d'insertion professionnelle.

227. Il faudrait également intégrer le poids que peut prendre pour les enquêtés d'un certain âge (Benoît, Pierre et Paul) la nostalgie d'une époque révolue, celle de leurs meilleures années. La présence de perceptions opposant un avant et un maintenant découle évidemment de l'âge. Voir Vincent Caradec, *Viellir après la retraite*, *op. cit.*

susceptible de se diriger vers diverses cibles, pour peu que l'offre politique mobilise ces dispositions. Ce n'est peut-être finalement pas un hasard si ce pessimisme s'adosse à un profond sentiment de fierté d'être Suisse. Tout se passe comme si, dans cet univers décrit et ressenti comme dégradé, la nation devenait une valeur refuge (et l'appartenance nationale une ressource), parfois la dernière à laquelle on s'accroche.

Autre point commun à ces militants, à rattacher cette fois-ci aux spécificités de l'offre UDC, la dimension protestataire de leur engagement, au sens où ce dernier témoigne aussi d'une opposition à l'offre politique dominante. Selon les personnes, cette dimension prend différentes formes, qu'il s'agisse d'une critique générale de l'univers politique (Pierre et Robert), d'une dénonciation morale d'une offre politique gagnée aux valeurs individualistes (Stephan), de la recherche d'un parti qui ne soit pas «aux affaires» (Benoît) ou encore qui soit du côté des «ouvriers» (Paul). Elle s'exprime aussi dans la distance dont ils font montre par rapport à leur propre parti, plus ouvertement exprimée que chez les militants des autres types.

Les militants populaires en reproduction sociale se distinguent par ailleurs de traits dominants courants dans d'autres catégories de militants UDC mieux situés dans l'espace social et/ou en situation d'indépendance. Nous ne trouvons en effet pas chez eux d'aspiration à l'indépendance ni de valorisation du travail individuel adossée à une vision méritocratique du monde²²⁸, ce qui tranche avec nombre d'autres enquêtés de notre corpus, en adéquation sur ce point avec l'idéologie officielle du parti, foncièrement méritocratique et libérale²²⁹.

Enfin, s'ils se retrouvent sur ce dernier point, leur position face au libéralisme économique diffère néanmoins selon le sous-type auquel ils appartiennent. Alors que les militants structurés à droite présentent une simple indifférence à son égard, ceux qui viennent de gauche ou appartiennent à une certaine marginalité populaire vont présenter une véritable distance par rapport à ce qui est la ligne du parti en ce domaine, affirmant expressément leur attachement au service public. De manière générale, les critiques que les militants populaires font à la gestion de l'État social concernent

228. Voir chapitre 6.

229. Particulièrement présente chez les «méritants» (chapitre 6).

essentiellement le fait que les aides soient aussi distribuées aux étrangers, perçus comme des « rapaces » qui « abusent » (Benoît), et non le principe même de la redistribution ²³⁰.

230. Olivier Masclat fait le même constat s'agissant des électeurs populaires du Front national en France, dans *La gauche et les cités...*, *op. cit.*, p. 92.

4. LES DÉCLASSÉS

Les militants de ce type sont des personnes d'origines sociales diverses, dont le trait commun est une expérience de déclassement intergénérationnel, c'est-à-dire de déclassement par rapport à la famille d'origine (y compris frères et sœurs, eux non déclassés). Elle aboutit à l'occupation de positions subalternes, souvent de petits employés, ou parfois de postes à statut intermédiaire, mais situés plus bas dans la hiérarchie sociale que ceux des membres de leur famille. Ce sont d'une manière ou d'une autre des personnes en situation d'insatisfaction par rapport à leur situation socioprofessionnelle.

Dans le contexte français, une étude a distingué deux types de déclassés²³¹ : ceux dont le père a été le premier de la lignée à obtenir une position de cadre, et ceux qui appartiennent à une lignée solidement ancrée dans les couches supérieures. Nous n'avons pas repris cette distinction, bien que, parmi nos entretiens, nous ayons des déclassés aux parcours sociaux objectifs correspondant à ces deux types, pour deux raisons. D'une part le contexte suisse est fondamentalement différent du contexte français, le déclassement structurel d'une partie significative d'une génération n'étant pas attesté en Suisse²³². D'autre part, l'aspect le plus clivant tenait aux

231. Camille Peugny, *Le déclassement*, Paris : Grasset, 2009. Les premiers ont un fort sentiment d'injustice, raisonnent en termes structurels, se considèrent comme une « génération sacrifiée », et l'auteur qualifie leur attitude de « rébellion ». Les seconds vivent au contraire leur déclassement sur le mode de l'échec personnel, ce qui se traduit par une attitude de « retrait » (dans le monde professionnel, dans le rapport à leurs parents, etc.).

232. De plus, si les déclassés du premier type ont en France, dans un contexte de démocratisation scolaire, obtenu des diplômes universitaires qu'ils n'ont pu convertir sur le marché du travail en raison de leur dévalorisation, nos enquêtés dont les pères ont été les premiers à quitter les catégories populaires n'ont pas obtenu de diplômes supérieurs, dans un contexte suisse de faible accès à la maturité et aux études universitaires. La « rébellion » des déclassés du premier type identifié par Peugny s'appuyait grandement sur des espoirs entretenus par le système scolaire puis déçus par le marché du travail, ici inexistant pour nos enquêtés à l'ascendance similaire.

rétributions retirées de l'engagement. Nous avons donc de ce point de vue distingué deux sous-types. Pour les militants du premier, la carrière politique joue le rôle de compensation symbolique et parfois matérielle au déclassement subi. L'engagement politique permet alors d'occuper une position sociale valorisée, en regard d'une insertion professionnelle qui les situe en situation d'échec au sein de leur famille. Pour les militants du second sous-type, que leur déclassement a placé dans un relatif isolement, l'engagement fonctionne avant tout comme lieu d'intégration sociale. Il leur permet d'échapper ainsi à des formes de marginalité sociale.

LA CARRIÈRE POLITIQUE COMME COMPENSATION

Pour analyser la manière dont s'articule l'engagement à l'UDC comme forme de compensation d'un trajet de déclassement social, nous nous attarderons sur le parcours de Thierry, un trentenaire militant à Genève. Mais nous évoquerons aussi de manière secondaire le cas de Walter, militant de Zurich de 50 ans. Tous deux ont comme particularité de détenir des fonctions de responsabilité au sein des instances de l'UDC et des mandats électifs. S'agissant de Thierry, nous aborderons d'abord la socialisation politique quelque peu contradictoire qui fut la sienne pour comprendre comment il en vient à rencontrer l'offre politique de l'UDC. Nous montrerons ensuite que cet engagement constitue une alternative à un investissement dans le monde professionnel, dans lequel il occupe des positions situées en bas de la hiérarchie sociale et qui l'amènent à hautement valoriser les rétributions de l'engagement politique.

UNE SOCIALISATION POLITIQUE CONTRADICTOIRE

Thierry, après un apprentissage de commerce dans la banque, a alterné pendant plus de quinze ans des périodes de chômage et divers emplois en position subalterne. Il est de longue date intéressé par la politique, ce qu'il tient notamment de son père, élu communal sans étiquette dans une petite commune du canton de Genève, et il votait à la place de sa mère alors qu'il était mineur. Son père est technicien en électronique grâce à une formation réalisée en cours du soir, après l'obtention d'un diplôme préalable du niveau de l'apprentissage, et sa mère, d'origine française, est demeurée au foyer. Les discussions politiques ne sont visiblement

pas rares dans le cadre familial, dans lequel le visionnage du journal télévisé est un « rituel ». S'agissant de l'orientation de ses préférences politiques, Thierry subit une socialisation politique quelque peu contradictoire. Il classe d'abord son père, lors d'un premier entretien, dans « la mouvance socialiste » mais, sollicité quelques mois plus tard sur ce positionnement paternel, il nuancera en expliquant que, si les socialistes « sont plutôt proches de ses idées (...), le fait c'est plutôt qu'il est très indépendant. » Et, de fait, la pratique familiale lors des élections est de voter de manière non partisane, en remplissant un bulletin vierge avec des noms de personnalités de divers partis, en sélectionnant de préférence « les femmes et les jeunes ». Thierry reproduira par la suite cette pratique jusqu'à son engagement à l'UDC. Mais son grand-père paternel, qui était employé des Transports publics genevois et syndiqué, a été quant à lui engagé à Vigilance²³³ et candidat pour ce parti dans sa commune. Thierry a également des discussions politiques avec ce dernier, qui trouvera « formidable » son engagement à l'UDC, considérant Blocher comme « le plus merveilleux des hommes qu'il y ait sur terre ». Même s'il tient alors à indiquer que sa démarche politique est « vraiment personnelle », que lors d'un second entretien il indique qu'il n'a pas pensé à son grand-père en s'engageant et qu'il dit le trouver parfois « trop à droite », l'influence de son grand-père sur sa socialisation politique est plus que probable²³⁴. Thierry reçoit par ailleurs une éducation catholique, apparemment peu intense (ses parents ne sont pas pratiquants) et il se définit au moment de l'entretien comme agnostique. Si sa socialisation politique primaire est contradictoire, la manière dont il vit sa socialisation secondaire dans le monde professionnel le rapproche plutôt de la droite. De son apprentissage comme employé de commerce, Thierry dira :

Je l'ai fait dans la banque, donc, qu'on le veuille ou non, on est un peu baigné quand même dans le mode de pensée libéral.

Il travaillera après son apprentissage deux ans dans la banque, avant de se retrouver au chômage, dans un contexte de restructuration

233. Voir chapitre 2.

234. Lorsqu'on lui demande de dater la candidature de ce dernier, Thierry opère une soustraction de seize ans à partir de la date de sa propre première candidature pour l'UDC, ce qui prouve qu'il a déjà réfléchi au parallèle entre sa candidature et celle de son grand-père.

bancaire. Son parcours professionnel est ensuite marqué par l'instabilité et les «petits boulots», la plupart du temps dans le secteur privé et dans la vente, mais il occupera aussi ponctuellement des emplois administratifs dans le secteur public ou parapublic (État de Genève, Swisscom). Mais ces passages dans le secteur public sont de courte durée et ils ne marquent pas ses dispositions au point de produire de la compréhension pour ce dernier. Invité à s'exprimer sur une photo de manifestation du secteur public, Thierry critique les fonctionnaires qui «se permettent encore de râler» alors que «la fonction publique a déjà passablement de chance», comparant la situation des fonctionnaires à celle des vendeuses de supermarché, en mobilisant l'exemple d'une enseigne où il a lui-même travaillé. À l'évidence, Thierry s'identifie plutôt aux salariés du privé²³⁵ et cette socialisation secondaire le fait plutôt pencher à droite²³⁶.

Néanmoins, outre sa pratique électorale non partisane, Thierry indique qu'au niveau des votations populaires et jusqu'à son engagement politique, il suivait tantôt les mots d'ordre de la droite, tantôt ceux de la gauche, suivant les objets soumis au vote et selon une logique de «défense d'intérêts personnels», même s'il indique aussitôt douter de la pertinence de ce terme. Il montrera ensuite par les exemples mobilisés qu'il prenait en compte les changements que les votations pouvaient induire pour lui ou pour ses proches, dans une réflexion montant de ces cas particuliers au général. C'est ainsi qu'il votait à gauche «pour certaines questions sociales». Mais si les objets soumis à votation devaient «aller dans le sens contraire de [sa] profession», et il se réfère ici à la banque, «alors là, [il] avait plutôt tendance à voter à droite». Cette ambivalence idéologique se lit aussi dans sa participation, au début des années 1990, à une manifestation contre un défilé militaire en ville de Genève, convoquée par les milieux pacifistes et la gauche, bien qu'il ait été «embarqué» par un ami antimilitariste plus que mû par une réelle conviction.

Les socialisations de Walter sont moins contradictoires. Le père de Walter, ingénieur en génie civil, est un membre haut placé du

235. Pour autant, on ne retrouve pas chez lui de prises de position favorables au libéralisme économique. Voir ci-après.

236. Daniel Boy et Nonna Mayer ont noté depuis longtemps déjà qu'en France, les salariés du privé votaient beaucoup plus à droite que leurs homologues du public. Voir Daniel Boy et Nonna Mayer, «Que reste-t-il des variables lourdes?», in Daniel Boy et Nonna Mayer (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris: Presses de Science Po, 1997, pp. 128-131.

PRD grison, mais issu du monde paysan aisé, et Walter indique que malgré son choix partisan divergent de celui de son père, il n'a «aucun problème de discussions» avec lui s'agissant de la politique. Sa mère, présentée comme apolitique, vient quant à elle d'un milieu de petits artisans orientés à droite. Et de fait, chez Walter, on retrouve comme chez Thierry une forte valorisation de la politique dans l'univers familial, qui contribue à expliquer que lorsqu'il s'agira de compenser le déclassement social subi, on se tourne alors vers le monde de la politique. Mais il faut prendre en compte les spécificités de l'offre politique que constitue l'UDC pour comprendre pourquoi ces militants se dirigent vers ce parti.

UN PARTI DE DROITE MAIS POPULAIRE

En écho à sa socialisation politique contradictoire, Thierry indique que c'est l'aspect «populaire» de l'UDC qui le séduit, excluant l'hypothèse d'une adhésion dans un autre parti de droite :

La gauche a quelque part, mis la mainmise idéologique sur les syndicats, en disant: «Voilà, c'est nous les défenseurs des travailleurs... et la droite, c'est le défenseur des patrons.» Je crois pas que ça soit si simple. Et peut-être mon adhésion à l'UDC, et pas au Parti libéral ou au Parti radical, c'est justement parce que je pense que l'UDC est un parti de droite, mais populaire... peut-être le seul parti de droite populaire. On voit bien ça dans la base du parti, et en tout cas pour Genève, c'est-à-dire qu'il y a quand même, effectivement, il y des gens qui représentent, on a des élus avocats, ou de profession libérale; mais on a quand même des gens qui sont... Qui viennent du milieu ouvrier, on en a beaucoup. (...) Les idées de droite ne sont pas toujours contraires aux intérêts des travailleurs. Sinon, ça se saurait. Puis rien n'irait.

Il insiste d'ailleurs sur le fait que son grand-père, membre de ce qu'il considère comme «l'ancêtre de l'UDC», Vigilance, a comme lui toujours eu «une notion sociale très forte», en tant que syndicaliste. L'offre politique que représente l'UDC sur Genève, telle qu'elle est perçue par Thierry, n'est ainsi pas incompatible avec des dispositions forgées par l'occupation de positions subalternes et l'identification au statut de «travailleur». Dans le même ordre d'idées, sollicité par l'enquêtrice pour désigner une personne du

parti dont il se sent proche, Thierry utilise le critère de la sensibilité sociale de la personne choisie, la désignant comme «un homme qui est socialement relativement ouvert» et non pas un ultralibéral. Il est également intéressant de mentionner la manière dont Thierry explique sa décision de s'engager à l'UDC, car elle montre combien sa démarche doit aux thématiques sécuritaires et anti-immigrés que développe ce parti, et fait écho à un sentiment subjectif de «dégradation» de la ville et du pays, dont les étrangers seraient responsables, même si Thierry, relativement compétent politiquement, euphémise son propos. Il explique en effet :

C'est en m'apercevant que les choses allaient de mal en pis en Suisse, en particulier à Genève, au niveau des relations entre les gens, au niveau de la propreté, des incivilités et ce genre de choses. La Suisse qui était un pays soi-disant si sûr (enfin pas soi-disant, qui l'était), on a beaucoup perdu. Même si j'ai pas eu à subir personnellement, j'ai bien vu que la situation s'est dégradée. Alors est-ce que c'est une question de nostalgie? Je ne pense pas. Je pense que si on a pu avoir quelque chose, on devrait pouvoir compter dessus encore. Alors d'où mon engagement.

Revenant plus loin sur le contact avec un responsable de l'UDC qui l'incite à adhérer, et qui a lieu alors qu'il est vendeur dans un magasin de tabac et journaux dans le quartier des Pâquis, quartier populaire de Genève, Thierry juge que ce contexte a été favorable à l'entrée en discussion sur des questions politiques liées à l'UDC : sans donner plus de détails sur ces discussions, il précise pourtant qu'il s'agit d'un quartier à la «population assez hétérogène, qui cause passablement de problèmes»²³⁷. Thierry mettra sur le compte de son absence de la ville de Genève pendant sept ans, puisqu'il vit et occupe différents emplois dans une commune de banlieue, une prise de conscience des changements et de la «dégradation» du centre de Genève lorsqu'il retourne y travailler après ce laps de temps. Finalement, c'est donc à la fois parce qu'il perçoit l'UDC comme un parti populaire, un parti «social» bien que de droite, mais aussi parce qu'il est sensible aux thématiques

237. Sa focalisation sur l'immigration comme problème transparait aussi sur un commentaire qu'il a laissé sur internet s'agissant d'un viol collectif ayant eu lieu dans un grand ensemble de la banlieue genevoise : il mobilise un raisonnement et un lexique propre à une lecture très marquée à droite de ces questions (imputation de «racisme anti-Blanc»).

sécuritaires et anti-immigrés, que Thierry peut se reconnaître dans l'UDC.

Il est, de plus, aujourd'hui en phase avec nombre de valeurs prônées par l'UDC. Il évoquera notamment son attachement à la famille qu'il présente comme sa «valeur principale». S'il dit envisager une certaine inversion des rôles traditionnels et qu'il conçoit que l'homme puisse rester à la maison pour s'occuper des enfants, il a cependant voté contre l'assurance maternité, qui relèverait d'une «politique de l'arrosier» n'aidant pas seulement les ménages défavorisés, et se montre hostile aux crèches (une «collectivisation de la garde des enfants»), leur préférant une prise en charge des enfants par des «mamans de jour». Quant aux homosexuels, s'il accepterait à la limite qu'ils aient le droit de se marier, «si ça peut leur faire plaisir», il se montre franchement hostile à leur visibilité, qu'il juge être du «prosélytisme» et récuse leur droit à l'adoption. Par ailleurs, ses prises de position sur d'autres thèmes le mettent en phase avec le discours du parti: il se dit par exemple «très fâché» et «blessé» par les critiques faites à la Suisse quant à son rôle durant la Seconde Guerre mondiale et s'affiche hostile aux accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne, qui selon lui renforceraient le chômage en raison de l'accroissement de la concurrence de salariés étrangers.

Ce n'est pas l'aspect de droite populaire qui joue pour Walter. Son adhésion à l'UDC, au début des années 1990, se fait via sa participation à la commission scolaire. Outre le fait qu'elle s'inscrit de manière harmonieuse dans son histoire politique familiale marquée à droite²³⁸, cette adhésion vient faire écho à une suspicion profonde envers les étrangers, qui surgit de manière structurante et répétée dans son discours et se décline aussi bien sur un registre économiciste (les étrangers «concurrents») que culturaliste (les étrangers «violents»), et qui va notamment jusqu'à opposer très ouvertement de vrais Suisses aux «Suisses de papier», implicitement vus comme profiteurs et culturellement distincts. Thierry et Walter se distinguent donc dans la manière dont ils choisissent de s'engager à l'UDC: si pour Thierry, dans le contexte genevois, le choix d'un autre parti de droite semble impossible car insuffisamment «populaire» à ses yeux, ce critère n'oriente de loin pas le

238. Bien qu'actif au Parti radical, son père ne trouve rien à redire à l'engagement de son fils à l'UDC.

choix de Walter. Mais une autre variable intervient pour comprendre leur engagement: leur identification à l'UDC doit aussi beaucoup aux succès de ce parti.

UNE CARRIÈRE POLITIQUE COMPENSATOIRE DE LA TRAJECTOIRE SOCIALE

Thierry, avec sa succession de petits boulots, est en déclassement social et professionnel réel par rapport à sa famille d'origine, puisqu'il présente son père comme ingénieur et que sa sœur a globalement reproduit la position parentale: informaticienne de formation, elle est mariée à un analyste-programmeur. Thierry, lui, vit maritalement avec une femme divorcée, employée de commerce. Il est en instabilité professionnelle objective et en partiel échec sur ce plan, situation qui se double d'ailleurs d'un sentiment de dévalorisation de soi. Thierry indique ainsi :

Moi, j'ai un CFC de commerce. Alors études, je sais pas si on peut parler d'études.

On peut rapprocher le sentiment subjectif de «dégradation» qu'évoque Thierry pour expliquer son engagement à l'UDC de sa trajectoire sociale objective. Mais si son engagement vient faire écho à son déclassement, c'est aussi par les rétributions qu'il lui offre. Il adhère en effet à l'UDC en 2002, neuf mois avant les élections municipales, et environ un an après avoir été approché par un responsable de l'UDC dans le quartier des Pâquis où il travaillait alors. Dans l'intervalle, le parti a fait sa percée sur la scène politique genevoise, gagnant dix sièges d'un coup au Grand Conseil (voir chapitre 2). Thierry est immédiatement pressenti pour figurer sur la liste de candidats de sa commune. Il accepte et est élu. Son engagement politique peut être de fait considéré comme une réponse à son déclassement. Il retire en effet des rétributions bien réelles de son engagement, passant d'une absence de visibilité sociale et du partiel échec professionnel à une posture de personnage public, doté d'un statut valorisant d'élu. Il gagne par ailleurs une reconnaissance dans le parti, devenant aussitôt le leader de la section de sa commune, qu'il contribue du reste à créer, et étant rapidement propulsé dans les instances internes de direction au niveau cantonal. Thierry valorise par ailleurs les savoir-faire qu'il a

acquis dans son engagement: «défendre un sujet», «prendre la parole en public», ou encore animer un groupe et encadrer les autres élus – autant de nouvelles compétences qu’il vit comme un enrichissement, alors qu’il souffre visiblement de ne pas avoir fait d’études²³⁹. L’engagement politique vient donc ici prendre la place d’un investissement professionnel faible et que Thierry juge peu intéressant. Il ambitionne d’ailleurs explicitement de faire une carrière politique, s’est présenté à la présidence du parti cantonal et, lorsqu’on lui demande comment il s’imagine dans dix ans, Thierry énumère les différents mandats locaux – municipaux et cantonaux – qu’il espère obtenir. Mais son engagement lui permet aussi, alors qu’il est en échec professionnel par rapport à son père, de se démarquer dorénavant clairement, mais avec succès, de ce dernier, en étant désormais en mesure de prendre le dessus dans les discussions politiques:

Les discussions politiques sont devenues plus difficiles, depuis mon adhésion à l’UDC, avec lui. Alors qu’elles étaient toujours très intéressantes avant, elles sont devenues plus difficiles. Mais je suis devenu de mieux en mieux, donc j’arrive à le contrer de plus en plus facilement.

À l’évidence, l’engagement politique comporte pour Thierry de multiples rétributions, en termes symboliques et d’acquisition de compétences, d’autant plus valorisées qu’il est en situation d’échec et de déclassement sur le plan professionnel.

Walter, quant à lui, est en déclassement avéré par rapport à sa famille. Son père était un ingénieur civil à la surface sociale importante et son frère est physicien, alors qu’il dispose lui-même d’une formation intermédiaire bien moins prestigieuse de laborant. On doit toutefois relativiser son déclassement professionnel en tenant compte de son engagement militaire et du grade de major atteint, un grade symbole d’un positionnement social supérieur, sans même parler de son statut de copropriétaire d’une écurie de chevaux de course. Lorsqu’il adhère à l’UDC, en 1989, il lui importe de savoir que son père radical voit néanmoins cet engagement d’un bon œil. Il fera une carrière politique dans les années 1990 en étant élu au parlement de la Ville de Zurich, puis au Grand

239. «C’était pas ma formation, en tant qu’employé de commerce».

Conseil, et sera candidat non élu au Conseil national et président de son *Kreis*. Walter, qui aime, en entretien, montrer qu'il côtoie des personnalités d'envergure nationale, qu'il présente comme des amis, et qui parle de « sa » section, doit sa reconnaissance sociale avant tout à son engagement. La politique en fait un personnage proprement public, déterminant ce qu'il nomme sa « loyauté partisane », outre le fait qu'il a été politisé et « formé » par l'UDC²⁴⁰.

Pour ces enquêtés, la carrière politique qu'ils mènent grâce à leur engagement à l'UDC joue donc un rôle de compensation du déclassement social subi. Pour d'autres « déclassés », l'engagement fournira plutôt un lieu d'intégration sociale.

L'ENGAGEMENT COMME LIEU D'INTÉGRATION SOCIALE

Nous détaillerons ici le parcours d'Éric, adhérent de l'UDC Genève environ un an avant les élections fédérales de 2003, tout à fait représentatif d'une logique d'adhésion reposant sur la volonté d'intégration sociale, en rapport avec une trajectoire de déclassement social. Mais nous aborderons également en contrepoint le parcours de Jean, pour montrer comment cette logique d'engagement peut se décliner quelque peu différemment s'il s'agit de personnes compétentes politiquement. Nous aborderons donc d'abord le parcours de déclassement social d'Éric, pour montrer qu'il se double subjectivement dans son cas d'un sentiment d'autodévalorisation, l'amenant à ambitionner de rejoindre par tous les moyens le cercle des élites dont sa position objective l'éloigne. L'engagement à l'UDC intervient dans ce contexte, sur un mode non idéologique, comme insertion sociale gratifiante.

240. On pourrait aussi évoquer un cas similaire d'engagement politique compensatoire de déclassement, celui de Gérard, jeune militant en situation scolaire défavorable, par rapport à des aspirations professionnelles ambitieuses (carrière diplomatique), et dont le père travaille comme traducteur à l'ONU. Compte tenu de son jeune âge (à peine 20 ans) et du caractère encore indéterminé de son trajet scolaire (il tente de repasser un baccalauréat en école privée), il est prématuré de diagnostiquer un déclassement social avéré. Alors que le parti a le vent en poupe, il sera très rapidement propulsé sur les listes de candidats au Grand Conseil et dans les instances dirigeantes des jeunes UDC Genève, à un moment où le parti manque de jeunes. Mais plus que la reconnaissance qu'offrent ces fonctions, Gérard valorise surtout le fait qu'elles lui permettent d'acquérir des connaissances politiques en vue de son projet de carrière diplomatique. L'engagement, à l'UDC, mais aussi dans des associations satellites comme Young for Fun et l'ASIN, est pour lui une occasion de se familiariser avec l'univers politique qui, intellectuellement comme professionnellement, l'attire.

LE DIPLÔME, «C'EST PAS TERRIBLE»

Éric naît au milieu des années 1970 dans un pays du tiers-monde, et il est adopté à l'âge de 15 mois par un couple de Genevois de la classe moyenne ne pouvant avoir d'enfants. Ses parents sont issus des milieux populaires. Du côté paternel, son grand-père était gendarme motorisé et sa grand-mère travaillait dans un cinéma de la banlieue genevoise. Du côté maternel, son grand-père était chauffeur poids lourds et sa grand-mère femme au foyer. Mais le père d'Éric connaît une relative ascension sociale. Après un apprentissage de peintre en bâtiment, il se reconvertit dans la banque, obtiendra un certificat fédéral de capacité (CFC) en cours du soir, gravira progressivement les échelons dans l'établissement bancaire où il fera toute sa carrière pour terminer comme fondé de pouvoir. Quant à sa mère, elle a travaillé dans différentes grandes surfaces de Genève dans la gestion du stock d'une marque réputée de produits de beauté.

Ses parents semblent avoir des ambitions scolaires pour Éric et pour son jeune frère, lui aussi adopté. Après l'école primaire, ils l'inscrivent dans un collège privé catholique assez onéreux du canton de Genève. Mais à 16 ans, probablement en raison de résultats insuffisants pour prétendre à une maturité, il intègre une école de commerce et obtient à 18 ans un diplôme, inférieur au CFC, ce qu'il commente en posant un diagnostic dévalorisant : «C'est pas terrible.» Mais Éric ne renonce pas pour autant à faire des études, et, une fois accompli son service militaire, il tentera de préparer la maturité en cours du soir, sans pour autant réussir à aller au terme de cette formation.

En parallèle, Éric a commencé à travailler à temps partiel pour la compagnie d'aviation Swissair, où il occupera pendant cinq ans des emplois subalternes. Puis il travaillera six mois au service informatique de la banque dans laquelle travaille son père, probablement grâce à l'intervention de ce dernier. Ce poste ne lui convient pas et il retourne travailler à l'aéroport, toujours à un poste subalterne. Dans le cadre de son travail, il sera victime d'un grave accident et, après une longue convalescence, il occupera des emplois temporaires pendant deux ou trois ans dans l'hôtellerie. Au moment de l'entretien, il ne travaille plus et touche l'assurance invalidité en raison des suites de son accident.

Éric est donc en net déclassement social par rapport à sa famille ; par rapport à son père, bien sûr, mais aussi par rapport à son jeune

frère qui, lui, a obtenu une licence en HEC, travaille dans la banque et ambitionne une carrière aux États-Unis. De plus, sa famille compte d'autres figures de la réussite sociale, qu'il évoque durant l'entretien : un oncle professeur d'architecture en Australie, et une tante par alliance travaillant à la direction du World Economic Forum de Davos. Ce déclassement social objectif se double d'un fort sentiment de dévalorisation. Outre son jugement sur son diplôme de commerce («C'est pas terrible»), Éric nous donne d'autres indices de ce sentiment de dévalorisation. Ainsi, sollicité par son parti peu de temps après son adhésion pour se présenter lors des élections au parlement municipal de la Ville de Genève, il refuse, se jugeant incompetent notamment du fait qu'il n'a pas de diplôme à la hauteur du mandat :

Alors bon, moi, j'ai... On m'avait... Peu de temps après mon adhésion, on m'avait demandé si j'étais d'accord de me présenter sur une liste pour être au Conseil municipal. Et puis j'avais refusé pour deux raisons : la première, c'est que j'ai pas, donc, la maturité ; et puis deuxièmement, j'ai pas fait de licence universitaire. Donc à mon avis, pour entrer en politique, si on veut être éligible, il faut quand même un minimum d'études. Pour savoir de quoi on parle, et puis pour pouvoir suivre un peu ce qui se passe. Ça, c'est la première raison. Puis deuxième raison, comme je suis étranger d'origine, je préfère me retrouver plutôt en arrière, plutôt qu'être en avant. Donc je suis resté un simple sympathisant. Ça va pas plus loin. Donc je refuse de me présenter au Conseil municipal ou bien au Grand Conseil.

Éric se dévalorise aussi du fait de son origine, lui qui est métis et qui indiquera sur sa page web qu'il est de type «hispanique». Cette autodévalorisation liée à son manque de diplôme et à son origine l'empêche non seulement de figurer sur les listes de candidats, mais aussi de se montrer en public lors d'un stand du parti, alors qu'il est sollicité pour le faire. Il est probable que ses échecs scolaires successifs l'ont profondément marqué, lui qui fréquentera plus tard en auditeur libre des cours d'histoire à l'Université de Genève. Cette situation comme sa perception exacerbée expliquent sa fascination, tout au long de l'entretien, pour la réussite sociale.

Jean, quant à lui connaît, aussi un déclassement social objectif. Son père, réfugié d'origine hongroise, licencié en sciences

économiques, a terminé sa carrière comme adjoint de direction dans une société d'assurances et sa mère a occupé des emplois de cadre moyen. Or, Jean a beaucoup tardé dans ses études: obtenant une maturité scientifique, il se lance dans un cursus de biologie avant de se réorienter en lettres, et il lui faudra neuf ans pour terminer sa licence, à l'âge avancé de 33 ans, vivant toujours à cette date au domicile parental. Après une année de chômage, il travaillera pendant quelques mois comme rédacteur d'ouvrages de conseils pratiques dans une maison d'édition, avec un statut précaire de pigiste. Il occupera ensuite pendant quelques mois un emploi de représentant dans une société de sécurité, chargé de vendre des systèmes de télésurveillance. Au moment de l'entretien, il est employé dans une grande librairie appartenant à une chaîne internationale, au service logistique. S'il vit ce dernier emploi, alors qu'il travaillait auparavant au service commercial de la librairie, comme une «rétrogradation», Jean ne présente pas ouvertement, contrairement à Éric, de sentiment de dévalorisation²⁴¹ ni surtout de fascination pour la réussite sociale.

L'ATTRAIT DE LA RÉUSSITE SOCIALE

Éric est en effet fasciné par la réussite sociale, quelle que soit la forme qu'elle prenne: professionnelle, économique, politique ou intellectuelle. Ainsi, il est membre depuis 2003 de l'association Suisse-Israël. Or, c'est alors qu'il travaille comme chauffeur de navette entre l'aéroport et les hôtels chic de la ville qu'il semble avoir fait la connaissance d'Israéliens de confession juive. Et il fait part de plus de sa volonté de se convertir au judaïsme, de manière très nette parce qu'il associe spontanément la communauté juive à l'élite politique, intellectuelle et économique:

Alors bon, je veux dire, officiellement, la communauté israélienne, en Suisse, elle est estimée à 18 000 personnes. Alors bon, quand vous travaillez, quand vous allez justement à l'UDC, vous adhérez à des associations, vous pouvez vous apercevoir qu'il y a

241. On peut penser que la détention d'un titre universitaire l'éloigne d'un tel autodénigrement, mais aussi supposer que, mieux doté en ressources qu'Éric, il contrôle face à l'enquêteur l'expression d'un sentiment de dévalorisation lié au déclassement. Sur l'expression pas toujours aisée face à un enquêteur de la réalité du déclassement, voir Camille Peugny, *Le déclassement*, op. cit., pp. 80-83.

quand même passablement de gens qui sont de confession israélite, mais qui sont pas membres d'une communauté. Et puis bon, ça, c'est la première chose, donc il y a beaucoup plus de juifs que ce qu'on pourrait penser, si vous prenez la politique, par exemple, en France, vous avez Fabius, vous avez Jack Lang, vous avez... Ouais, vous avez toutes ces personnes qui sont juives. Si vous allez au Congrès aux États-Unis, il y a aussi un lobby juif qui est assez puissant. Il y a passablement de sénateurs, ou de représentants qui sont de confession israélite, si on regarde le gouvernement, etc. Et puis c'est une religion qui est assez élitiste. Si vous prenez l'islam, c'est plutôt pour des gens qui ont, je dirai, qui ont des problèmes, ou bien qui ont... Si vous prenez l'exemple de Mike Tyson, qui a fait de la prison, une fois qu'il sort de prison, il se convertit à l'islam. Si vous prenez par exemple Mohammed Ali, non, c'était Cassius Clay, aussi, qui a eu des histoires avec la justice, puis après il se convertit à l'islam. Beaucoup de gens qui ont des échecs dans la vie finissent par se convertir à l'islam. En revanche, j'ai l'impression que le judaïsme, c'est différent. Je veux dire, moi, je connais un peu des jeunes qui ont fait l'université, c'est... Il y a des élèves, à l'université, qui sont d'origine israélite, qui sont très brillants. Que ce soit en droit, ou bien en médecine, en économie, c'est des gens qu'on retrouve plus tard au sommet de l'État. Que ça soit Ruth Dreifuss, Brunschwig Graf, etc. Alors voilà, quoi. Donc moi, je suis attiré par ce côté un peu élitiste.

De manière intéressante, la dévalorisation de l'islam dont fait montre Éric n'est pas construite sur un argument religieux, différentialiste ou lié à une quelconque menace culturelle, comme chez d'autres engagés à l'UDC, mais lue comme le judaïsme sous l'angle du couple réussite-échec. Cette même attirance pour l'élite se lit dans le fait qu'Éric voulait au départ faire son école de recrues à Isonne, considérée en Suisse comme l'école de recrues la plus dure, et qu'il lie sa volonté de se convertir au judaïsme à son souhait d'entrer dans l'armée israélienne, généralement valorisée par la hiérarchie de l'armée suisse. Il ambitionnait de devenir lieutenant, mais renoncera finalement après avoir été ostracisé par les autres recrues en raison de sa couleur de peau, et sera réformé. L'attrait de l'élite le fait encore adhérer à la Geneva Irish Association, qu'il associe spontanément à la diplomatie irlandaise, et qui se réunit dans la commune résidentielle et chic de Cologny, précise-t-il. Éric

a d'ailleurs accroché un drapeau de cette commune sur un des murs de son appartement et, durant l'entretien, il se met à rêver à voix haute de son prochain hypothétique mariage, qu'il imagine se dérouler à Cologny, l'année suivante. Questionné sur les personnes de l'UDC dont il se sent proche, la fascination d'Éric pour un tel lieu resurgira à nouveau, lorsqu'il fera part de son admiration pour un élu du parti, «avocat et qui vit à Cologny». Enfin, Éric indique que «*[son]* cœur (...) vacille entre l'UDC et le Parti libéral», un attrait pour ce dernier qui s'explique non seulement pour des raisons idéologiques, mais très certainement aussi par l'image élitaine que ce parti véhicule sur la scène politique genevoise.

Les engagements d'Éric, parmi lesquels l'engagement à l'UDC comme nous le verrons, sont donc à mettre en lien avec sa fascination pour la réussite. Contrairement à ce que l'on pourrait entendre chez d'autres membres de l'UDC, cette réussite ne passe pas nécessairement par le mérite individuel²⁴², mais avant tout par l'intégration et l'appartenance aux groupes qu'il associe à l'élite. C'est ainsi qu'il n'est pas peu fier de montrer ses cartes de membre au chercheur. Mais son engagement ne peut se comprendre que si l'on prend également en compte la manière dont s'est effectuée sa socialisation politique.

UNE SOCIALISATION POLITIQUE PEU MARQUÉE

Les parents d'Éric ne lui transmettent pas une orientation politique claire. Si son père a toujours aimé suivre le journal télévisé suisse, et si ses parents votent régulièrement, en revanche ils considèrent l'orientation du vote comme relevant d'un choix personnel que l'on ne communique pas, et Éric ignore leur positionnement politique. Il indique simplement leur réticence face à son choix d'engagement à l'UDC, qu'ils «n'apprécient pas vraiment», au point de le dissuader d'adhérer à un parti extrémiste, «mal vu», susceptible de lui faire «perdre des amis». Relancé lors d'un second entretien sur l'orientation politique de ses parents, il précise quelque peu, tout en restant sur un mode hypothétique, que sa mère vote «peut-être socialiste parce qu'elle aime bien la Suède» et que, «comme *[son]* père travaille dans une banque, *[il]* pense qu'il vote plutôt libéral». Son frère voterait quant à lui à droite, sans qu'Éric ne soit en mesure de préciser pour quel parti. On ne parlait

242. Notamment chez les «méritants» (chapitre 6).

visiblement pas de politique à la maison, et Éric ne parvient pas à citer une rencontre ou un événement qui l'aurait ouvert à la politique. D'ailleurs, sa compétence politique est limitée: s'il s'intéresse à l'histoire et est capable d'évoquer précisément des événements historiques sans se tromper sur les dates, il confond élection et votation et éprouve de la peine à présenter ses convictions politiques.

De cette socialisation politique peu marquée, Éric retient visiblement le devoir de se prononcer, lui qui a toujours voté et élu régulièrement. Mais ses suffrages allaient à la gauche et au PS avant son engagement à l'UDC. Il justifie aujourd'hui ce choix de la manière suivante:

Alors bon, évidemment, quand on a 14, 15, 16 ans, on est entre jeunes, entre nous, et puis on est... Je veux dire, il y a le Paléo Festival, il y a les camps de vacances, on a plutôt une tendance socialiste, qui est normale. Et puis bon, avec l'âge, si on commence à gagner de l'argent, on a des enfants, on aime bien la sécurité, et puis le... Et puis voilà, quoi. Et puis c'est vrai que l'UDC a des convictions qui sont, à mon avis, assez judicieuses, quoi. Par rapport aux autres partis. Alors voilà.

Au-delà de l'argument de sens commun, très souvent avancé à droite, d'une évolution naturelle de l'orientation politique liée à l'âge, on comprend que, pour Éric, ce positionnement aujourd'hui à droite vient prendre le rôle d'un des attributs sociaux de passage à l'âge adulte²⁴³. L'engagement à l'UDC devient ainsi un signe «d'installation» dans la vie, en quelque sorte un signe d'une «réussite» qui ne sourit pas à Éric dans les autres domaines de son existence.

Jean, quant à lui, a eu une socialisation plus nettement marquée et orientée à droite. Son père est en effet présenté comme économiquement de droite, mais favorable à la défense des acquis sociaux. Surtout, c'est un réfugié politique hongrois, profondément anticommuniste, dont le frère aîné est décrit vigoureusement par Jean comme un militaire de carrière, profession qu'il aurait embrassée pour assouvir sa vocation de «traquer le communiste

243. On notera que si Éric vit effectivement hors du domicile familial, il ne dispose pas de ces deux autres attributs de l'âge adulte que sont le fait de travailler et d'avoir une famille, alors qu'il les valorise fortement (sur les trois attributs du passage à l'âge adulte, voir Olivier Galland, «Adolescence, post-adolescence, jeunesse: retour sur quelques interprétations, *Revue française de sociologie*, vol. 42, N° 4, 2001, p. 632).

partout à travers le monde». Quant à sa mère, elle est proche du PRD et fille d'un homme d'affaires saint-gallois, par le passé élu au Conseil municipal de sa ville sur les listes du parti de centre droit aujourd'hui disparu, l'Alliance des indépendants. De plus, les emplois que Jean a occupés peuvent avoir facilité son orientation à droite. En effet, l'éditeur pour lequel il a un temps travaillé est connu pour ses positions politiques réactionnaires et son emploi suivant, lié à la sécurité, n'est pas non plus anodin, alors que peu de temps après il adhèrera à l'UDC essentiellement sur la thématique sécuritaire. Pourtant, Jean indique aussi une sensibilité de gauche précédant son adhésion à l'UDC. Son récit évoque un passé «gauchiste» aux contours imprécisément définis et Jean se remémore s'être défini comme «antimilitariste», faisant part de velléités d'engagement au Parti socialiste. Mais, s'il a adopté avant son adhésion à l'UDC des positions de gauche sur plusieurs votations, il n'en reste pas moins qu'alors il n'élit pas. Et lorsqu'il évoque cette identité de gauche qui aurait été la sienne, identité qu'il qualifie polémiquement de «gauchiste» à partir de son positionnement idéologique présent, il l'associe quasi exclusivement à sa posture antiraciste d'alors. Même s'il présente un rapport compétent et très intellectualisé à la politique, en raison de sa socialisation et de ses capitaux scolaires, on peut affirmer que le rapport de Jean avec la gauche était de faible intensité, comme celui d'Éric.

UN CHOIX PARTISAN SOUS INFLUENCE

Le déclassement social d'Éric se traduit aussi par un relatif isolement, et l'engagement à l'UDC prendra pour lui la forme d'une insertion sociale valorisante. Éric adhère à l'UDC entre les élections cantonales de 2001 et les élections fédérales de 2003, à la suggestion d'anciens supérieurs à l'armée, qu'il a recontactés. Il motive sa démarche par le fait qu'il ne trouvait pas de travail (cette adhésion se situe probablement après son accident), espérant que l'adhésion à l'UDC lui ouvre des portes :

Non, ils m'ont dit que si je trouvais pas de travail, au lieu de rien faire toute la journée, ça serait peut-être une bonne chose pour moi que de... que d'adhérer à l'UDC. Me faire des amis, avoir des connaissances, éventuellement, pouvoir être pistonné, par rapport à un emploi, peut-être à l'État, ou...

À une question explicite de l'enquêteur, Éric reconnaît que son adhésion n'a rien d'idéologique ou de politique, mais qu'elle est motivée par l'idée de rencontrer des gens qui ont vécu et qui pourraient l'aider personnellement :

Non, mais c'est des gens qui sont quand même nettement plus âgés que moi, qui ont quand même une bonne expérience de la vie, qui sont... Qui ont un niveau de vie qui est relativement élevé, donc qui ont des enfants, qui sont mariés, ils ont passablement voyagé, etc. Je pense que c'est des gens qui pouvaient m'apporter passablement.

Cette adhésion non idéologique est encore confirmée par le fait qu'il concède au chercheur qu'une adhésion au PS aurait été concevable si elle lui avait été conseillée par ses supérieurs militaires. Et, sollicité par l'enquêteur en fin d'entretien sur ce que lui apporte son militantisme, il explique :

Alors bon, je veux dire, hormis l'UDC, je vous ai montré les associations, mon but, c'est de me faire des amis, et puis de passer du bon temps. Donc avec le temps, c'est vrai que je me suis fait des amis à l'UDC, et puis bon, je les ai sur mon natel [*téléphone portable*], je peux les appeler, on peut se voir et boire un verre. Mais sinon, en dehors des amis, il y a pas... Il y a pas grand-chose. Le seul problème, c'est que bon, il y a pas... Je dirai qu'il y a 75 % des adhérents à l'UDC, des membres actifs, qui ont plus de 65 ans. Donc j'ai souvent affaire à des vieux. Mais bon, c'est des gens sympas, mais bon, c'est pas très... Ma foi, c'est pas toujours facile.

L'engagement à l'UDC est ainsi conçu explicitement comme un moyen d'intégration sociale pour quelqu'un qui dira, lors d'un second entretien, « ne pas avoir grand-chose à faire la journée, si ce n'est voir un ami qui est également à l'AI [*assurance invalidité*] pour son œil ». Éric se définit comme un simple « sympathisant » à l'UDC, même s'il insiste sur le fait qu'il est bien « membre actif », et non « membre passif », alors que cette possibilité est formellement ouverte à l'UDC. Sans aucune ambition politique, Éric limite ses activités militantes à des tâches internes de secrétariat (photocopies ou mises sous plis de documents) et à la fréquentation

des assemblées générales et des séances du Cercle de réflexion du parti. Il a refusé, comme nous l'avons vu, une sollicitation de son parti à se présenter lors des élections municipales à Genève. Et, même s'il évoque de manière un peu contradictoire le fait qu'il pourrait éventuellement envisager de briguer un mandat électif au sein d'une petite commune du canton de Genève, il ne vise pas une carrière politique, contrairement aux membres UDC du sous-type précédent.

À l'inverse d'Éric, c'est bien d'une adhésion idéologique qu'il s'agit pour Jean, puisqu'elle va lui permettre d'exprimer son positionnement subjectif à l'extrême droite. En effet, Jean connaît une véritable conversion²⁴⁴, qui le conduit à un retournement idéologique, après le meurtre d'une de ses collègues par son compagnon, un ressortissant turc. Ce meurtre constitue pour lui une rupture biographique d'importance, tant dans sa vie psychologique (Jean fait une dépression) que sentimentale (il perd cette amie) et professionnelle (il perd son travail). Tout l'entretien est traversé par une dichotomie entre l'avant et l'après: un «avant» où Jean se définit comme de gauche et antiraciste, et un «après» où il se définit comme «d'extrême droite»²⁴⁵. Mais son engagement est, comme pour Éric, en lien avec une volonté d'intégration sociale. S'il a retrouvé un travail au moment où il s'engage, en septembre 2001, après avoir lu l'interview d'une élue UDC consacré à «la sécurité des jeunes femmes», Jean est célibataire et semble relativement isolé. L'engagement lui fournit un milieu de sociabilité et surtout, alors qu'il est en dépression, joue le rôle de ce qu'il appelle une «structure contenant qui [l']empêche de passer à l'acte», et qui, au passage, «a modéré [ses] points de vue, extrémistes, droite». Jean présente ainsi son engagement comme une alternative aux «psychiatres» et aux «curés». De plus, s'il n'ambitionne pas réellement de faire une carrière politique – son activité partisane restant relativement modérée –, il souhaite travailler pour l'État, évoquant notamment (et de manière peu réaliste, vu sa formation en lettres) le tribunal des prud'hommes. Il est possible qu'il espère bénéficier pour ce faire de son engagement à l'UDC, comme c'est le cas pour Éric.

244. Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris: Méridiens-Klincksiek, 1994, pp. 214-216.

245. Il dit avoir fréquenté les skinheads avant son adhésion à l'UDC.

UN RAPPORT DE DÉLÉGATION AU PARTI

Si l'engagement à l'UDC d'Éric s'explique par sa volonté de côtoyer l'élite et d'intégrer des réseaux sociaux, certaines de ses valeurs rentrent en phase avec celles prônées par le parti, même si sur la plupart des sujets Éric entretient un rapport de remise de soi au parti pour prendre position.

Éric est assez ambivalent lorsqu'il évoque ses convictions à la demande du chercheur. Sollicité notamment sur les services publics, il s'affiche néanmoins « pour le néolibéralisme, vraiment le plus sauvage », indiquant qu'il se sent « proche du système économique américain » et revendique une proximité au parti libéral finalement plus grande sur ce point qu'à l'UDC. Mais cet affichage libéral se présente sans véritable argumentation. Il côtoie du reste dans l'entretien l'affirmation d'une attirance pour le système suédois, vanté en raison de son système d'assurance maternité :

Sinon, les valeurs, bon, j'aime pas trop la gauche, tout ce qui est communisme, tout ça, j'aime pas trop. Je préfère le néolibéralisme américain. Sinon, concernant le socialisme, j'aime bien le socialisme de Suède, qui est assez progressiste, et puis qui est assez bien ; qui a rien à voir avec le communisme. Donc faire des enfants, avoir une assurance maternité qui est longue, et puis qui est assez bien payée. Et puis la possibilité que ça soit les hommes ou les femmes qui prennent congé, ou bien les deux, en alternance.

L'attrait conjoint d'Éric pour les modèles suédois et américain n'est pas aussi contradictoire que cela peut paraître de prime abord, pour peu qu'on le replace dans sa propension à valoriser toutes les formes de réussite. Le modèle américain, souvent présenté comme un modèle de réussite économique, trouve de ce fait un écho favorable chez Éric. Il fera d'ailleurs part à l'enquêteur de son admiration pour Condoleezza Rice, qu'il considère comme un modèle²⁴⁶, ce qui peut être vu comme de l'enthousiasme pour le parcours universitaire et politique d'une femme, qui plus est Noire, et donc minoritaire dans son pays. Le modèle social suédois a quant à lui longtemps été considéré comme un modèle de réussite en Europe. Il rencontre par ailleurs les préoccupations d'Éric qui valorise la famille.

246. Notes de terrain, Cercle de réflexion de l'UDC du 14 avril 2005.

Si Éric peut se retrouver partiellement dans les positions néolibérales de son parti, son expérience du racisme vécue à l'armée ne suffit pas à le mettre en porte-à-faux avec l'UDC sur la question des étrangers. Spontanément et à plusieurs reprises, il précise ne pas avoir souffert dans son parti de son appartenance à une « minorité visible »²⁴⁷. Pour autant, et sans que cela ne constitue un axe structurant son discours, sa lecture de la thématique des étrangers rencontre par moments l'offre politique du parti. Sa propre situation économique semble ainsi au principe d'une forme économiciste de suspicion surgissant par association dans ses propos. En effet, sollicité sur les chômeurs qui auraient choisi volontairement cette situation, Éric réfute cette idée de sens commun qui nous servait de stimulus, pour préférer évoquer le grand nombre d'étrangers et de frontaliers, qui prendraient le travail des Suisses, et faire part de sa position en faveur de la préférence nationale, un argument que l'on retrouve souvent chez les militants UDC à Genève :

Alors moi, ce que je pense, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui sont pas Suisses qui occupent des postes que des Suisses devraient occuper. Donc je pense pas que les gens se complaisent dans le chômage, mais je pense que la préférence n'est pas appliquée, malheureusement. C'est ma seule conviction.

Pourtant, se référant à son origine, Éric est passablement emprunté sur la question des naturalisations, et indique qu'il s'en est remis au parti sur cette question pour décider de son vote en 2004 :

Écoutez, moi, j'ai plusieurs paramètres, je veux dire, moi, j'ai... Mon opinion se forme par rapport à mes, à ce qui... Donc moi, j'ai mes parents qui sont Suisses, j'ai fait mon service militaire, j'ai un passeport suisse, j'ai... Alors voilà, donc je suis assez tolérant par rapport, je dirai, à la naturalisation, et puis voilà. Mais j'ai pas vraiment d'opinion propre. Je pourrais pas vous dire. Je m'aligne, encore une fois, sur le... Donc on procède à un vote, qui est interne à notre section, et puis je m'aligne sur la majorité.

247. Éric n'emploie pas cette formule, mais se décrit comme « de couleur », attribut qui vient s'ajouter dans son discours à une absence de formation universitaire, pour justifier son refus de se présenter aux élections municipales, de peur « d'être ridicule et de [se] présenter pour rien ». Voir ci-dessus.

Tout se passe comme si cette remise de soi permettait aussi à Éric de réduire le malaise perceptible dans son discours, lui qui s'engage dans un parti doté d'une image péjorée quant à son rapport aux « minorités », et ce contre l'avis de ses parents qui craignent que leur fils ne paie le coût d'un tel choix partisan sulfureux.

On peut retrouver également dans le discours d'Éric des éléments qui ne sont pas sans rappeler un positionnement à l'extrême droite, même si, croyons-nous, sa compétence politique modeste relativise la dimension idéologique de ce dernier. Incité à évoquer ses valeurs, Éric mobilise ainsi le fameux pétainiste :

Alors bon, les valeurs, moi, il y a des valeurs qui sont subjectives, et puis il y a des valeurs qui nous sont imposées par la force des choses. Donc je pense, que bon, la valeur qui m'est imposée, c'est le... Mon leitmotiv, c'est toujours le même : c'est le travail, la famille et puis la patrie. Donc je rejoins ces valeurs qui nous sont communes à tous au sein de l'UDC.

Éric ne développe guère, et l'usage de cette formule chargée est immédiatement suivie de l'évocation de son projet de mariage. Par ailleurs, Éric a un goût prononcé pour les aspects militaires. Ce n'est ainsi pas un hasard si une de ses motivations à se convertir au judaïsme est de faire partie de l'armée israélienne. De même, Éric a adhéré à Greenpeace. Or, cette adhésion, qui pourrait de prime abord sembler paradoxale, est tout autant motivée par son attirance pour les activités de commando caractérisant cette association écologiste que par son goût pour la nature, par ailleurs bien présent puisqu'il devient membre en 2002 d'une des sections valaisannes du Club alpin suisse. C'est probablement cette fascination pour les activités commando, associée à son intérêt pour Israël, qui le conduit à coller sur son téléviseur un autocollant du groupe Kahane Net²⁴⁸, un groupe sioniste d'extrême droite et violent, ayant par exemple à son actif une fusillade dans une mosquée à Hébron.

En même temps, lorsqu'il évoque la stigmatisation dont fait l'objet l'UDC, Éric l'associe au positionnement à l'extrême droite de l'UDC. Mais plus qu'à un positionnement idéologique, Éric semble se référer à une évaluation relative de la position de l'UDC

248. Notes de terrain. Le logo en est une étoile de David avec un poing fermé.

dans le champ politique genevois, en rapport aux autres formations politiques :

Bon, le seul problème, je dirai, c'est qu'on est... On est à l'extrême droite. Donc les extrêmes sont jamais bons, on va dire. Si on prend le communisme, ça a jamais marché. Et puis bon, le fascisme, que ça soit en Allemagne, ou en Italie, c'est des régimes qui ont pas marché non plus. Donc nous, en étant extrême droite, c'est vrai que c'est pas... Des fois, c'est pas toujours facile. Et puis voilà.

Mais ça, c'est les autres qui disent que vous êtes d'extrême droite.

Mais on est d'extrême droite. Il y a pas de parti plus à droite que nous. Donc il y a le Parti radical, il y a les libéraux, puis les PDC, ils sont centre droite. Mais on a pas de... On est vraiment, on est extrême droite.

Il reste peu clair sur ce point, et on a du mal à dire s'il se revendique idéologiquement de l'extrême droite. Au-delà de cet aspect et de son rapport au libéralisme et aux étrangers, qui permettent de comprendre son identification à l'UDC, Éric apparaît sur plusieurs points en porte-à-faux par rapport à son parti. Ainsi, il soutient en entretien le principe de l'assurance maternité, contrairement à son parti, même si là encore il s'aligne sur les positions de ce dernier lors du vote de 2004, dans une logique de remise de soi doublée d'une fidélité partisane motivée par des considérations un brin embrouillées sur le rapport de forces politiques (« pour qu'on puisse gagner les élections »). Sa prise de position de principe s'explique par sa forte valorisation de la famille, mais aussi par une réelle attitude « progressiste » s'agissant des rapports hommes-femmes. Ainsi il salue la situation de quasi-parité dans le champ politique suédois, en défendant l'occupation par les femmes de postes à responsabilité au sein de la société. Le seul reproche qu'il fera à l'UDC durant l'entretien concerne les rapports de genre, en signalant le peu d'ouverture de son parti aux femmes : « C'est qu'ils sont un peu misogynes. » De même, s'agissant des homosexuels, il s'affiche comme favorable au mariage civil, mais opposé à l'adoption. Il rejoint sur ce point les convictions de beaucoup de jeunes engagés à l'UDC, sauf si une matrice religieuse vient contrecarrer ce plus grand libéralisme culturel. Il a de plus un rapport distant

au passé de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale et ne s'est pas senti blessé par le Rapport Bergier, approuvant au contraire le fait que la lumière ait été faite sur ces événements. Cette posture dépassionnée sur le passé de la Suisse et sa critique le rapproche d'autres militants de l'UDC naturalisés.

Au final, les convictions d'Éric semblent assez peu affirmées sinon contradictoires, ce que l'on doit bien sûr rapporter à sa modeste compétence politique. Il donne vraiment l'impression qu'il aurait aussi bien pu adhérer ailleurs, comme il le mentionne d'ailleurs, s'il avait rencontré une autre offre politique au moment où il cherchait un lieu d'intégration sociale valorisant. De ce point de vue, les ressorts idéologiques, aussi confus soient-ils, suivent plutôt que ne précèdent l'adhésion d'Éric, ce qui n'est somme toute pas si rare dans le rapport au militantisme et s'explique par la logique qui a présidé à son engagement.

Jean, au contraire, n'aurait pas pu adhérer à un parti de gauche, en raison d'abord des modalités de sa conversion biographique. Ce sont bien le positionnement topographique de l'UDC, à l'extrême droite du champ politique genevois, et la rhétorique partisane d'hostilité aux étrangers, qui vont lui permettre de s'identifier à ce parti. L'étranger prend en effet pour Jean la figure du criminel, alors que des préoccupations sécuritaires reviennent sans cesse dans ses propos. Mais, comme pour Éric, il constitue aussi un concurrent sur le marché du travail, et Jean développe également un discours de préférence nationale, critiquant sur ce point le recrutement du personnel de son entreprise et se présentant en son sein comme un «syndicaliste pour Suisses». En raison de son positionnement assumé à l'extrême droite, Jean n'aurait pas pu non plus adhérer à un parti de droite classique. De plus, alors qu'Éric indiquait une proximité avec le Parti libéral, Jean se distingue explicitement des ultralibéraux de l'UDC, s'identifiant à la tendance moins libérale existant en son sein. Contrairement à Éric, Jean est par ailleurs relativement en phase avec les autres positions défendues par son parti, qu'il s'agisse par exemple de l'interprétation de l'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale ou encore de son hostilité aux crèches ou au partenariat enregistré entre personnes de même sexe.

L'engagement à l'UDC de ceux que nous avons appelé les déclassés vient donc s'inscrire dans leur trajectoire comme une forme de compensation des positions sociales peu valorisantes

qu'ils ont atteintes par rapport au reste de leur famille, et singulièrement de leurs parents. Les déclassés, qui recherchent alors une véritable carrière politique leur permettant d'engranger des rétributions matérielles et symboliques dans une autre sphère de vie que la sphère professionnelle, sont caractérisés par le fait que la politique est présente et fortement valorisée dans le milieu familial. L'engagement est alors une occasion de faire ses preuves aux yeux de ces « autrui significatifs », et notamment des pères. De manière significative, pour les déclassés sans ambition ni mandat politiques, on ne retrouve pas cette forte valorisation de la politique et de l'engagement dans le milieu familial. Très isolés socialement, ces militants recherchent avant tout un lieu d'intégration sociale et des espaces de sociabilité, qu'il s'agisse de chercher à rejoindre par tous les moyens les cercles d'élite dont leur position objective les éloigne, comme pour Éric, ou qu'il s'agisse de trouver une structure « contenante » des effets psychologiques des déboires subis, comme pour Jean.

Le sentiment subjectif d'autodévalorisation explicite du parcours professionnel n'accompagne pas toujours le déclassement objectif chez les militants que l'on a considérés. C'est le cas chez les deux militants dont nous avons détaillé les parcours, Thierry et Éric, mais il n'est pas présent dans les entretiens de Walter ou de Jean. Cela est d'autant plus paradoxal que Walter et Jean sont justement issus de lignées bien établies appartenant aux couches supérieures, et qu'on aurait donc pu penser qu'ils auraient un sentiment plus vif d'autodévalorisation que nos deux autres enquêtés, dont le père a été le premier à obtenir une position de cadre²⁴⁹. Au-delà de l'aspect méthodologique qui veut que dans cet exercice de mise en scène de soi qu'est l'entretien provoqué par le chercheur, tous ne disposent pas des mêmes ressources pour contrôler l'interaction et taire éventuellement un sentiment d'autodévalorisation, on doit relever deux éléments. D'une part, Jean dispose d'une licence universitaire, dans le contexte suisse où seule une minorité détient ce diplôme. D'autre part, si Walter est bien en déclassement avéré, sa carrière politique réussie dure depuis quinze ans et des compensations sociales (écurie de courses) et militaires sont bien présentes. Ces aspects viennent ici probablement atténuer un sentiment subjectif d'autodévalorisation du parcours professionnel. Mais, au vu

249. Camille Peugny, *Le déclassement*, op. cit., pp. 97-108.

des positions objectives atteintes au regard de celle des autres membres de la famille, et en dépit de son absence dans le discours recueilli, tout laisse à penser qu'il est présent dans la structuration identitaire de ces enquêtés. Quant à nos deux autres enquêtés, comment expliquer leur sentiment subjectif d'autodévalorisation professionnelle bien visible? On l'a dit, ils n'ont pas de diplôme, alors même que, pour au moins l'un des deux, Éric, l'investissement scolaire de leur famille en leur faveur a été important, ce qui peut expliquer qu'ils portent un regard négatif sur leur parcours professionnel, ici non compensé par un diplôme encore prestigieux ou par d'autres aspects de leurs trajectoires.

En lien avec cette déception quant au parcours professionnel effectué, on retrouve dans le discours de tous les déclassés la perception des étrangers comme potentiels concurrents sur le marché du travail. Mais le déclassement objectif et l'autodévalorisation subjective ne sont pas à eux seuls des éléments suffisants pour expliquer l'engagement à l'UDC de ces militants. Les autres éléments de leur socialisation, notamment politique (aucun ne vient de famille clairement identifiée à une orientation de gauche, sauf Thierry, mais son grand-père appartenait à Vigilance), et les circonstances de l'offre politique, doivent aussi être considérés pour en rendre compte.

On a pu, dans le contexte français, émettre l'hypothèse d'une relation entre le déclassement social et l'engagement à droite de militants qui n'appartiennent pas aux catégories supérieures et/ou d'indépendants, ces dernières étant toujours les plus présentes dans ce genre d'organisations. Sur la base d'une enquête quantitative par questionnaires auprès des participants au congrès de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) de 2004, Florence Haegel²⁵⁰ montre ainsi que si le recrutement d'employés par ce parti est loin d'être négligeable (26 % de l'échantillon, soit le double des adhérents employés au PS, selon des résultats provenant d'une autre enquête), ces employés adhérents de l'UMP se distancient toutefois des traits sociologiques de cette catégorie, tendanciellement plutôt en ascension sociale et à dominante féminine. Ce qui semble caractériser «ces employés (pas comme les autres) engagés à l'UMP» serait une propension à subir le déclassement,

250. Florence Haegel, «La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP», *Revue française de science politique*, vol. 59, N° 1, 2009, pp. 7-27.

supérieure du moins à celle mesurée chez les employés dans l'ensemble de la société²⁵¹. Notre enquête n'opérant pas de sociographie quantitative des militants UDC, rien ne nous permet de confirmer ce résultat. Pourtant, Jean, Thierry et Éric s'apparentent bien à cette situation d'employés déclassés. Pour autant, si une enquête quantitative mettait au jour une surreprésentation des employés déclassés au sein des militants UDC, cela ne voudrait pas pour autant dire que, parmi les employés déclassés, l'UDC les attirerait davantage que les autres partis²⁵².

Hormis ce problème, il faut se garder d'homogénéiser la catégorie des « déclassés », au sens où il y a différentes manières de vivre le déclassement intergénérationnel, selon les parcours sociaux. Tout laisse à penser que ces attitudes différentes doivent se traduire par des conséquences différentes en termes d'attitudes politiques²⁵³, les effets des trajectoires professionnelles agissant de plus en composition avec les autres éléments de socialisation et en fonction du contexte.

251. Les 10 % des employés UMP ont un père ouvrier, contre 43 % pour l'ensemble de la catégorie employés ; 17 % proviennent des catégories supérieures, contre 5 % ; 49 % détiennent un bac, contre 28,6 % ; etc. Art. cit., p. 25.

252. On ne saurait ainsi confondre un raisonnement en termes de « taux de composition » des militants UDC, avec un raisonnement en termes de « taux de pénétration » du militantisme UDC parmi les déclassés, ici les déclassés employés. Pour un raisonnement similaire s'agissant de l'analyse du vote Front national, voir Annie Collovald, « Le populisme : la catégorie de toutes les illusions mal fondées », *Contretemps*, N° 8, septembre 2003, pp. 28-29.

253. Pour le cas français, Camille Peugny a montré, on l'a dit, des attitudes de « rébellion » ou de « retrait », en fonction de l'ancienneté de l'ancrage familial dans les catégories supérieures, même s'il tend dans la partie quantitative à homogénéiser les attitudes politiques des déclassés, en concluant à un attrait relatif de leur part pour l'extrême droite. Cf. Camille Peugny, « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane » *Revue française de sociologie*, vol. 47, N° 3, 2006, pp. 443-478 et *Le déclassement*, op. cit., chapitre 3.

5. LES JEUNES ANTIEUROPÉENS

Il s'agit ici d'engagements précoces de jeunes, intervenant avant ou aux alentours de l'âge de la majorité, et dont le ressort principal de l'adhésion est la question européenne, accessoirement celle de l'immigration. Ces jeunes sont par ailleurs issus des catégories populaires ou moyennes, et en reproduction ou ascension sociale. On est ici en présence d'une véritable micro-unité de génération²⁵⁴ : des jeunes aux caractéristiques sociales spécifiques nés dans la première moitié des années 1980, opposés au rapprochement de la Suisse avec l'Union européenne et engagés à l'UDC.

On peut parler dans leur cas d'une micro-unité de génération présentant la conjonction de quatre aspects. L'adhésion intervient d'abord au même moment du cycle de vie de ses militants : entre 15 et 18 ans, à un moment donc de transition vers l'âge adulte, où le militantisme à l'UDC va être perçu comme une des expériences initiatiques d'entrée dans ce nouvel âge. Ensuite, ces militants appartiennent à la même cohorte : ils sont nés à la même période, et partagent donc des expériences similaires, et notamment la centralité des débats sur l'Europe et sur les relations de la Suisse aux organisations internationales durant leur prime adolescence. Puis l'adhésion de ces jeunes militants intervient entre la seconde moitié des années 1990 et le début des années 2000, moment où l'UDC connaît une forte progression, et où les rétributions que

254. Julie Pagis insiste ainsi sur le fait qu'en raison des caractéristiques sociales antérieures différentes des individus, un même événement, dans son cas Mai 68, ne produira pas une seule génération de soixante-huitards, mais plusieurs micro-unités générationnelles différentes dans leur devenir. Voir Julie Pagis, *Les incidences biographiques du militantisme en Mai 68. Une enquête sur deux générations familiales : des «soixante-huitards» et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales (Vitruve et Ange-Guépin)*, thèse de doctorat de sociologie, Paris : EHESS, 2009.

l'on peut retirer de son militantisme, en termes de postes à responsabilité ou de mandats électifs, sont importantes. Enfin, parce qu'ils viennent des catégories populaires et moyennes, leur engagement dans un parti de droite n'a pas le caractère d'évidence que confère la détention de ressources sociales plus importantes, alors qu'aucun d'entre eux n'a de père ou mère membres de l'UDC. De ce fait, l'événement catalyseur de leur engagement, le rapport à l'Europe, reste central dans leur rapport au parti, choisi parce qu'il est le seul à avoir des positions antieuropéennes²⁵⁵.

Ces engagements se déclinent en effet principalement sur l'attachement identitaire à la Suisse. Contrairement à la catégorie précédente des déclassés, ces personnes ne sont pas sur une pente déclinante: leur ambition politique, bien présente, ne joue pas d'abord un rôle de compensation face à une insatisfaction socioprofessionnelle. Elle se vit plutôt sur le mode de l'aspiration naturelle à la carrière politique, ce qui présuppose le partage par ces militants de la conception instituée et dominante de l'engagement politique: faire de la politique, c'est être élu. Nous présenterons ici deux sous-types: le premier est caractérisé par une rupture partielle de ces militants par rapport à leur tradition familiale, elle-même en tension entre la gauche et la droite, et l'autre regroupant au contraire des personnes inscrites dans une claire continuité par rapport à la tradition familiale.

RUPTURE PARTIELLE PAR RAPPORT À LA TRADITION FAMILIALE

Nous analyserons ici le cas de Nathalie, une militante de l'UDC du canton de Genève ayant adhéré au tout début des années 2000, pour montrer comment son engagement à l'UDC se lit dans le conflit qui s'instaure avec son père sur la question européenne, et comment il se situe aussi en cohérence avec les dispositions qu'elle acquiert dans sa socialisation secondaire (études, petits jobs). Nous analyserons aussi la manière dont s'articulent ses valeurs, celles-ci étant marquées par exemple sur le plan du libéralisme économique par sa socialisation initiale paternelle. Mais Nathalie est pourtant

255. Nous n'incluons donc pas dans ce type les jeunes de militants de l'UDC qui peuvent également avoir été sensibles aux débats antieuropéens durant leur adolescence, mais qui appartiennent aux catégories sociales supérieures, telle Birgit (chapitre 7). Dans son cas, l'engagement suivra la pente naturelle d'une lignée engagée à l'UDC depuis plusieurs générations, et son adhésion à l'UDC se comprend d'abord au vu du fort libéralisme économique qui structure cette dernière.

en phase sur de nombreux points avec la ligne du parti. Nous essayerons de comprendre comment ses dispositions vont l'amener à se diriger vers l'offre que constitue l'UDC, en montrant en particulier que ses ambitions de carrière trouveront des possibilités d'expression au sein de l'UDC genevoise alors en phase de décollage. En complément, nous évoquerons le parcours d'Ulrich, militant à l'UDC dans le canton de Zurich, dont la logique est proche.

UNE SOCIALISATION FAMILIALE CONTRADICTOIRE

Nathalie est une jeune femme née au début des années 1980, sur le point de terminer ses études au moment de l'entretien. Elle est fille unique, issue d'un milieu populaire, et vit dans la banlieue de Genève. Son père est un immigré italien venu en Suisse à la fin des années 1960, devenu conducteur aux Transports publics genevois, et issu d'une famille nombreuse de milieu paysan. Sa mère est secrétaire, d'origine fribourgeoise. Ses grands-parents maternels sont venus s'installer dans le canton de Genève en tant que personnel de maison dans une famille bourgeoise (jardinier et gouvernante), avant de travailler comme concierges dans la banlieue genevoise. Sa mère s'intéresse peu à la politique, «suit les idées des gens» et Nathalie ne connaît pas ses orientations. Le père de Nathalie, en revanche, la fait accéder à la politique. Les nouvelles télévisées sont regardées et commentées régulièrement en famille, et Nathalie présente son père comme quelqu'un de très curieux et informé, sans pour autant être engagé politiquement :

Mais il était au fait de tout, quoi. Il était, oui, il lisait beaucoup, il était... C'est pas quelqu'un qui avait beaucoup d'éducation, enfin, de formation, mais il aimait lire, il aimait se renseigner sur les choses, et il avait toujours un avis sur tout. Tout ce qui se passait dans le canton, même dans le pays.

Elle décrit son père comme «très à gauche», sans jamais préciser ce qu'elle entend par là, comme non croyant, et le qualifie de «citoyen du monde par excellence», ce qui, dans l'univers de Nathalie, fait d'attachement à la nation, n'est pas anodin. Nathalie fait remarquer qu'en dépit d'un séjour de plus de trente ans en Suisse, son père refusera toujours d'envisager la naturalisation, alors qu'il devient Français, après son installation aux Antilles, peu

de temps après sa retraite. Quant à son épouse, qui bientôt le rejoindra sous les tropiques, elle la présente comme peu intéressée par la politique (bien qu'aux Antilles, elle s'inquiète de ne pouvoir continuer à voter en Suisse) et surtout discrète sur ce point. Mais Nathalie perçoit sa mère comme très attachée à la Suisse, tout comme elle-même, et pour évoquer sa propre valorisation du pays Nathalie use de l'expression significative d'«attachement à la terre». Malgré ce manque d'information sur les orientations politiques de sa mère, plusieurs éléments du récit de Nathalie donnent à penser qu'elle lui a transmis de manière informelle des dispositions susceptibles de favoriser une orientation politique à droite. Ainsi, Nathalie découvre après son engagement à l'UDC que son grand-père maternel était radical, et ses grands-parents fribourgeois étaient catholiques pratiquants.

Tout laisse à penser que l'engagement de Nathalie à l'UDC constitue une forme sinon de rupture, du moins de provocation sur le plan politique par rapport à son père, tout en lui offrant le moyen plus ou moins conscient de défendre sa mère, qu'elle présente comme «la dominée par excellence», à son corps défendant²⁵⁶. On retrouve plusieurs indices de ce conflit avec son père. Nathalie s'intéresse au football, puis devient même arbitre, pour entrer en dialogue avec lui. Elle prend un chien lorsqu'il part aux Antilles, ce qu'il lui refusait auparavant²⁵⁷. Et, très tôt, ce conflit survient aussi dans le registre politique. Or, Nathalie, par son attachement à la Suisse, se positionne clairement du côté de sa mère²⁵⁸. Elle ne se pense personnellement qu'à partir de la famille de sa mère, expliquant :

On est issus d'une famille de Fribourgeois, catholiques, qui sont arrivés dans la Genève protestante...

Ulrich, né en 1984, a quant à lui connu une socialisation primaire elle aussi partiellement marquée à gauche: alors que son père, ancien maçon salarié, est décédé relativement tôt, il présente

256. L'usage de l'expression «dominée par excellence» par Nathalie, qui par ailleurs partage une conception fort conservatrice des rapports de genre (voir ci-après), prête à interrogation, notamment quant à la tension traversant cette personne sur ces questions.

257. Durant son temps libre, elle promène aussi des chiens de la SPA.

258. Elle établit au passage une filiation politique entre elle et son grand-père maternel, expliquant que «c'étaient les radicaux de l'époque (...) c'est les radicaux qui seraient UDC maintenant, en fait, je pense».

sa mère, assistante en pharmacie de formation et aujourd'hui aide-soignante, comme « antipolitique et plutôt de gauche », lui aussi, sans clarifier cette qualification. Il précise qu'il ne discute pas politique avec elle pour éviter les conflits, car ils n'ont « pas du tout le même avis ». Mais on doit aussi noter la présence d'un oncle paternel, membre d'une Église évangélique, avec qui il discute de religion et qui lui transmet un positionnement conservateur sur les questions de société, ce qui semble confirmé par le fait qu'Ulrich parle de cet oncle comme ayant été important pour sa conversion religieuse, sur laquelle nous reviendrons.

LA QUESTION DE L'EUROPE COMME MOTIF

Ce sont les thèmes mêmes sur lesquels Nathalie s'oppose avec son père qui vont l'amener à adhérer à l'UDC. Lorsqu'elle prend sa carte, le jour de ses 18 ans, précise-t-elle, c'est le positionnement de l'UDC sur l'Europe qui va décider de son choix :

Vous avez parlé à plusieurs reprises de l'Union européenne, donc est-ce que c'est le thème qui vous a...

Oui. En fait, c'est vite vu, moi c'était le seul et unique thème qui me passionnait vraiment, alors dans les partis – c'est comme ça que j'ai fait mon choix, en fait – dans les partis de l'Entente, j'ai pris toutes les plaquettes au niveau politique extérieure, et puis j'ai regardé ceux qui étaient contre l'Union européenne, en fait.

Elle explique en effet spontanément, dès le début de l'entretien, que son adhésion résulte d'une « révolte » contre certaines choses, et, appelée à préciser, elle mentionne deux éléments de contexte, l'initiative « Oui à l'Europe »²⁵⁹, ainsi que l'initiative « pour une réglementation de l'immigration »²⁶⁰. Elle sera très passionnée par moments sur la question européenne, parlant, concernant certains accords bilatéraux entre la Suisse et l'Europe, de « la libre circulation,

259. Initiative populaire fédérale issue des rangs des militants proeuropéens, critiques de l'attentisme des forces politiques du pays sur le dossier de l'intégration de la Suisse à l'Union européenne; elle sera rejetée à 76,8 % en votation, le 4 mars 2001.

260. Cette initiative populaire fédérale, dite « initiative des 18 % », cherchait à atteindre à 18 % la population étrangère résidant en Suisse. N'émanant pas de l'UDC mais d'un comité de personnalités, dont une figure argovienne du PRD, elle sera rejetée par 63,8 % des votants le 24 septembre 2000.

Schengen et toutes ces cochonneries». L'Europe signifie pour elle une «perte d'identité», menaçant la diversité des «peuples»:

[le fait] de mettre tout le monde dans un même bloc, de faire tomber les frontières, d'avoir une monnaie commune, d'avoir un déplacement de pers... Pour moi, c'était une... Ça se résumait en perte d'identité, en fait. C'était ça, surtout. Moi j'aimais le fait qu'il y ait des peuples différents, avec des langues différentes, avec des monnaies différentes, c'était une diversité qui était intéressante. Et pour moi, l'Union européenne, c'était tout le contraire.

Dans le même esprit, elle perçoit la Suisse comme un *Sonderfall* politique, menacé par l'intégration européenne:

La Suisse est toujours hors de l'Union européenne. C'est parce que c'est le seul pays qui a une structure... Enfin elle a une structure tellement différente de celle de l'Union européenne, en fait, politiquement, qu'elle aura du mal à, et elle aura toujours du mal à accepter de s'adapter, en fait. Parce que nous qui avons toujours connu cette démocratie semi-directe, avec un pouvoir au peuple, et tout, l'Union européenne, ça nous paraît, enfin en tout cas à moi, ça me paraissait quelque chose qui était complètement hors de mon entendement. Je pouvais pas concevoir qu'on délègue des compétences, et qu'on ait ensuite plus le droit de revenir avec un pouvoir de décision, en fait. C'est aussi pour ça que je suis très attachée à la Suisse; c'est qu'elle a un système totalement extraordinaire. Dont on devrait être fiers, en fait.

Appelée à résumer ses convictions, elle explique qu'elle est très attachée à «la Mère Patrie», dans l'abstrait, et dans le cas particulier à son propre pays, la Suisse:

Enfin moi, ce que je veux, c'est défendre mon pays en tant que tel, je veux défendre les valeurs – peut-être des valeurs un peu trop conservatrices, mais... Et moi je, oui, je suis un peu trop, aussi, partisane du statu quo, j'aime pas trop le changement, donc c'est vrai que j'ai un peu de mal à accepter que la Suisse se transforme, en fait (...). Mais moi, j'aimerais défendre certaines traditions, qu'on est... Oui, je sais pas, c'est tellement... Moi je crois profondément à l'attachement à un pays, quoi. Enfin, on a un

père, une mère, et un pays; ça devrait être comme ça... Et on devrait tous se retrouver sous la bannière d'un pays, déjà, pas de trente-six mille, c'est très futile d'avoir... J'ai aussi un peu de peine à comprendre qu'on puisse avoir plusieurs nationalités, en fait. Pour moi, ça me choque en général.

Or, son père a une double nationalité, après avoir acquis la nationalité française (ce que sa mère se refuse à faire), et elle le présente de plus comme très attaché à sa citoyenneté européenne, lui qui a d'ailleurs souhaité l'adhésion de la Suisse à l'Europe. Nathalie s'oppose sur cette question de la double nationalité à la ligne de l'UDC genevoise, favorable à cette possibilité, rejoignant ici une position présente parmi les *hard liners* du parti au niveau national²⁶¹. Elle est néanmoins en accord avec son père sur la question du droit de vote des étrangers, puisque tous deux s'y opposent, Nathalie utilisant pour la seconde fois de l'entretien un vocable («cochonneries») échappant au registre politique: «J'y vis, j'y vote»²⁶² et toutes ces cochonneries.»

La centralité de la question européenne pour Nathalie se lit aussi dans un autre fait. Une fois engagée et devenue élue communale, cette thématique qui l'avait poussée à adhérer risquait de disparaître de ses activités politiques au jour le jour. Ainsi, pour éviter de ne plus avoir l'occasion «de penser activement à la politique extérieure, qui était [*son*] truc cher, préféré», elle adhère à l'Association des jeunes pour l'indépendance de la Suisse (AJIS)²⁶³, dont elle deviendra bientôt l'une des responsables nationales, s'impliquant dans les campagnes contre les Accords de Schengen ou encore contre l'adhésion de la Suisse à l'ONU en 2002.

Quant à Ulrich, même si son opposition à l'adhésion de la Suisse à l'Europe et à l'ONU est décisive dans son engagement, c'est la question des étrangers et de l'asile qu'il présente comme la raison première de son engagement. Il se remémore les discussions sur ce thème avec ses camarades à l'école. Ses arguments sont centrés sur la question des coûts financiers que représenteraient les immigrés, sur leur supposée propension à la criminalité, mais aussi

261. Voir chapitre 2.

262. Nom donné à une initiative cantonale de la gauche visant l'extension des droits politiques aux étrangers.

263. Anciennement appelée «Young4Fun», cette association proche de l'UDC est en fait la structure de jeunesse de l'ASIN.

et surtout sur un rejet de l'islam, qu'il évoque immédiatement lorsqu'on lui présente une photo du passeport suisse. Son engagement à l'UDC sera suivi de ce qu'il nomme une «renaissance» chrétienne et il adhèrera à une Église évangélique. Les principes chrétiens protestants fondamentalistes structurent ses valeurs et son discours au moment de l'entretien.

UNE SOCIALIZATION SECONDAIRE

FAVORISANT DES DISPOSITIONS À DROITE

L'adhésion de Nathalie à l'UDC marque donc une opposition à l'orientation politique de son père, notamment sur la question de l'Europe et sur l'attachement à son pays. De plus, alors que Nathalie le classe à gauche, elle-même explique qu'elle s'est toujours sentie de droite, de manière «innée», précisant que, pour elle, le clivage gauche-droite est «un clivage qui existe vraiment». Si nous avons vu que ce positionnement pouvait résulter d'une transmission maternelle informelle au moment de sa socialisation primaire, la manière dont elle vit par la suite ses insertions professionnelles d'étudiante renforcent les dispositions conservatrices qui semblaient déjà primer chez elle. Ainsi, dès 16 ans, Nathalie commence à travailler. Elle restera quatre ans chez McDonald's, où elle deviendra manager, c'est-à-dire responsable d'une équipe, développant ainsi des dispositions à la direction. Elle garde un souvenir ébloui de ce travail, et notamment du fait qu'elle dirigeait alors, «à 20 ans», une équipe de 35 personnes. Parmi les autres petits emplois qu'elle occupe par la suite, elle sera employée d'une entreprise de sécurité, emploi qu'elle occupe toujours au moment de l'entretien. Surtout, menant avec succès des études de droit, Nathalie se prépare à une carrière en franche ascension sociale par rapport à ses parents. Aspirant à un brevet d'avocate, elle se destine à une carrière «dans les domaines bancaires et fiscaux», ou éventuellement dans «le droit contractuel, les droits des obligations». La profession qu'elle envisage, et à laquelle elle se socialise dans ses études par anticipation, peut certainement être décrite comme orientée à droite, les juristes bancaires et fiscaux étant plus à droite que les juristes en général, eux-mêmes, et singulièrement en Suisse, déjà tendanciellement à droite.

La socialisation secondaire d'Ulrich favorise également la présence de dispositions de droite. Pour expliquer son engagement à

l'UDC Zurich au tout début des années 2000, il évoque la présence de la politique à l'école professionnelle (il fait un apprentissage de commerce puis une école professionnelle de commerce), où il précise que «la plupart étaient UDC». De plus, Ulrich travaille dans une compagnie d'assurances depuis juillet 2005, un milieu professionnel tendancielllement orienté à droite. Après son engagement, il épousera une jeune femme assistante en pharmacie avec qui il est en accord politique.

UNE MILITANTE UDC «ATYPIQUE»

Nathalie garde pourtant une trace de sa socialisation à gauche reçue de son père. Elle explique ainsi être une militante UDC «atypique», par exemple en n'étant «pas spécialement fan» de Blocher, en raison de sa méthode de communication et de ses messages chocs, mais aussi parce qu'elle s'oppose à l'aile «zurichoise, donc l'aile hyperéconomique». De fait, elle évoque la Suisse comme un «pays d'ouvriers», lexique peu courant à droite, et, appelée à se prononcer sur la question des fonctionnaires, elle se positionne en leur faveur, du moins quand il s'agit des salariés de la poste, des infirmières ou des policiers, plaçant néanmoins les enseignants dans «une catégorie à part» qui échappe à sa bienveillance. D'ailleurs, sur la défense de la poste, elle a voté «comme la gauche», concède-t-elle, mais aussi en mobilisant le registre de la nation : «La poste, c'est la Suisse.»²⁶⁴ Ce moindre libéralisme économique doit tout de même être nuancé par le fait que son mandat de conseillère communale l'amène à se positionner concrètement pour une réduction de la dette publique, et donc à voter avec le groupe UDC le ralentissement des investissements.

On doit par ailleurs rapporter à son âge, et également à sa formation juridique, le fait que, contrairement à la ligne officielle de l'UDC, elle approuve l'octroi de droits aux couples de même sexe, même si cette ouverture demeure relativement timide, Nathalie

264. Allusion à l'initiative populaire «Services publics pour tous», issue des rangs syndicaux, refusée par 53,5 % le 26 septembre 2004. Notons que ce taux d'acceptation de 46,5 % est supérieur à ceux traditionnellement obtenus par une initiative à contenu social et issue de la gauche. Cela indique du même coup que la mobilisation sur le «oui» a dépassé le réservoir «naturel» de voix de la gauche. Cet élément contribue à nos yeux à relativiser la transgression que constituerait pour un militant de droite le soutien à un tel texte. L'identification de la poste à l'imaginaire national a en ce sens pu servir de motif au soutien d'une partie des votants, sans que cela ne passe d'abord ni nécessairement par un positionnement clair de défense du service public.

restant opposée au mariage et à l'adoption. Enfin, elle dit s'être « toujours un peu interrogée sur l'utilité » de l'armée – ce qui n'est pas très courant à l'UDC – dans la mesure où la Suisse est un pays neutre, même si elle explique au bout du compte être favorable à son maintien, au motif que « c'est tellement traditionnel », tout en mobilisant des arguments répandus justifiant cette institution (occasion de « connaître le pays », d'apprendre une autre langue nationale ; « une espèce de rite de passage »).

Néanmoins, malgré l'image qu'elle a d'elle-même de militante atypique, Nathalie est en phase avec son parti sur de nombreux points. Ainsi, elle se montre hostile à l'égalité entre les sexes, qu'elle trouve « stupide », évoquant alors la nature (« par la nature, on n'est pas pareils ») et explique que les femmes aspirent à la « protection de l'homme ». Elle se décrit elle-même comme « supertraditionnelle » et, si elle reconnaît aux femmes un passé de domination, elle l'estime désormais résolu grâce à l'égalité constitutionnelle. Elle s'est positionnée en 2004 contre l'assurance maternité, faisant même partie du comité référendaire, au prétexte que les femmes doivent assumer « le choix » de la maternité. Et l'on doit rappeler son positionnement sur la politique extérieure et son fort nationalisme, qui la mettent au diapason de son parti. Ce nationalisme se conjugue avec un certain sentiment de dégradation, que l'on retrouve chez d'autres militants UDC, Nathalie évoquant une prospérité qui s'en va et des traditions qui se perdent. La Suisse devrait de plus, pour elle, être défendue contre d'incessantes critiques, qu'elle impute à une forme de jalousie due à son enviable prospérité, argument souvent présent chez d'autres militants UDC rencontrés. Interrogée sur l'image de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, elle explique :

On n'arrête pas de s'excuser pour tout, donc... On pourrait reprocher tout et n'importe quoi à la Suisse, elle continuerait à s'excuser, même quand elle a rien à se reprocher. (...) De toute façon, on souffrira toujours d'avoir été un pays prospère ; on nous le reprochera toujours, et on s'en servira toujours pour nous soutirer – pas nous soutirer de l'argent, mais pour nous faire nous sentir le plus coupable possible. C'est vrai qu'il y a des inégalités entre certains pays, mais bon. Mais est-ce qu'on doit avoir honte d'avoir construit certaines choses, d'avoir bâti certaines choses, d'avoir eu le niveau de vie qu'on a eu ?

Enfin, s'agissant des étrangers, outre son soutien à l'initiative dite des 18 %, Nathalie se positionne explicitement pour le modèle suisse de la citoyenneté, qu'elle lit en termes de « droit du sang ». La naturalisation doit se faire selon elle sur la base de l'intégration et de la volonté, et non seulement elle était opposée à la réforme des mécanismes de naturalisation des deuxième et troisième générations²⁶⁵, mais de plus elle estime l'octroi de la nationalité suisse trop généreuse, « déjà trop cool » selon ses propres mots. Elle est pourtant opposée aux naturalisations par le peuple, contrairement à la ligne de son parti.

Ulrich n'a au contraire pas gardé la moindre trace d'une socialisation à gauche de la part de sa mère. Au moment de l'entretien, c'est la matrice religieuse évangélique qui structure ses valeurs et prises de position, donnant lieu à un positionnement très conservateur sur toutes les questions de société (opposé à l'avortement – il a mené campagne contre la solution des délais –, au partenariat enregistré entre les personnes de même sexe, qualifiant l'homosexualité de « maladie » dénoncée par « la Bible », hostile à la recherche sur les cellules souches, contre les crèches et l'assurance maternité, pour l'homme « chef de famille » comme l'indique la Bible, hostile à l'œcuménisme, qui correspondrait au « mélange » annoncé par la Bible pour la fin des temps, etc.). Au moment de l'entretien, Ulrich est d'ailleurs engagé dans plusieurs associations chrétiennes fondamentalistes, et notamment des associations luttant contre l'avortement comme Pro Life ou l'Aide suisse pour la mère et l'enfant. Mais il dit avoir eu cette lecture des questions de société avant sa conversion religieuse, déjà à l'époque de son adhésion à l'UDC. Contrairement à Nathalie, il fait montre aussi d'un très grand libéralisme économique, reprenant sur les services publics la posture de l'UDC, se positionnant pour un État minimal, évoquant la question des coûts et de la diminution de la dette. Ce positionnement est idéologique : il associe le service public au communisme. Outre l'effet de sa conversion religieuse, on peut penser que sa socialisation professionnelle dans le commerce est aussi à l'origine de ce libéralisme économique, un milieu dans lequel la croyance dans les vertus de la main invisible du marché est fort répandue.

265. Voir chapitre 2.

DES DISPOSITIONS CARRIÉRISTES QUI S'ÉPANOUISSENT À L'UDC

Finalement, les valeurs de Nathalie sont donc globalement ajustées aux prises de position de l'UDC, malgré quelques divergences. Mais on doit aussi, pour comprendre son engagement, prendre en compte le fait que, pour elle, faire de la politique signifie avoir des responsabilités. Elle adhère au début des années 2000, le jour même de ses 18 ans, en se rendant à un stand du parti. Même si elle dit être entrée à l'UDC au départ pour militer à la base et affirme n'avoir « jamais été spécialement portée sur le devant de la scène », elle évoque néanmoins « la chance » qu'elle a eu d'adhérer dans un parti en train de naître, ce qui lui a permis d'avoir « *[sa]* place tout de suite ». Dès son arrivée, elle est élue au bureau du parti cantonal, est candidate au Grand Conseil un an après, pour finalement être élue conseillère communale.

Ses dispositions à la direction, qui se manifestaient aussi, comme on l'a vu, dans le domaine professionnel, se retrouvent dans ses autres engagements. Ainsi, à l'AJIS, après un court laps de temps durant lequel elle occupe des fonctions au niveau cantonal, elle est rapidement propulsée au comité national. Elle explique son engagement à responsabilité par l'« envie de faire plus de choses », et apprécie de figurer parmi ceux qui doivent représenter l'association, intervenir dans des débats publics, ou encore « beaucoup » écrire :

Moi, j'étais déléguée du canton de Genève. Et puis, en fait, y a quelqu'un qui est venu me relayer, et je suis montée à la vice-présidence, en fait. Parce que je... Oui, c'était bien de rester cantonal, mais j'avais envie de faire plus de choses. C'est vrai que le président, vice-président, secrétaire, c'est vraiment les trois qui représentent, en général, qui vont dans les débats, qui écrivent beaucoup, donc on est... C'est plus sympa, quoi.

De même, elle fait partie du comité dirigeant d'une association de prévention du suicide chez les jeunes, une association s'affichant apolitique. Il semble donc que Nathalie apprécie ses engagements du fait des responsabilités qu'ils lui confèrent, tout comme elle valorise les compétences qu'ils lui permettent d'acquérir. Interrogée sur ce que lui a apporté son engagement à l'UDC, elle explique ainsi :

Je serais pas la même personne, si j'avais pas été engagée; ça m'a appris plein de... Ça m'a ouvert, déjà, tout un tas de domaines, dans lesquels je serais pas spontanément allée, en fait. (...) Donc ça m'a ouvert à plein de sujets; ça m'a fait rencontrer du monde, de tous bords; et pis alors ça m'a appris, plus pratiquement, ça m'a appris à être... Déjà, ça m'a appris à parler en public, enfin plus ou moins; ça m'a appris à faire de la rédaction, beaucoup plus, enfin écrire beaucoup; ça m'a appris un peu à faire la synthèse des choses; et puis au niveau des... Enfin personnellement, ça m'a permis d'être plus tolérante – parce que forcément, quand on est censé se critiquer, si... Il faut être... Il faut tolérer beaucoup plus de choses, enfin il me semble. Et puis... Ah oui, et puis l'autocritique, aussi. On apprend à se regarder... Enfin forcément, quand on parle en public, ou des choses comme ça, on doit accepter un retour, et ça permet, oui, d'avoir un regard un peu plus critique sur soi-même, aussi.

D'ailleurs, au moment de l'entretien, Nathalie hésite entre faire une carrière professionnelle ou s'engager complètement dans une carrière politique:

Pour l'instant je suis pas trop sûre de savoir si je veux axer tout sur la carrière, ou si je veux avoir un travail, pour avoir un travail et vivre, et peut-être me lancer dans des mandats politiques plus... peut-être plus conséquents. Je sais pas. Faudra voir. Si j'ai un travail qui me plaît vraiment, je me lancerai plutôt là-dedans à fond, et puis je pense que malheureusement j'assumerai pas les deux, enfin... Et soit j'ai un travail qui me prend moins de temps, ou qui me prend en tout cas moins l'esprit, et puis j'essaierai de... je continuerai la politique.

Dans tous les cas, il est clair que Nathalie apprécie les rétributions que lui offre le militantisme, des rétributions qu'elle retire d'un engagement à un niveau de responsabilité mais qui n'existeraient pas s'il s'agissait d'un simple engagement de base. En ce sens, c'est aussi parce que l'UDC est un parti en construction, offrant des postes de responsabilité à pourvoir, que Nathalie s'y plaît.

Pour Ulrich aussi, l'engagement signifie une prise de responsabilités. Alors qu'il adhère juste avant ses 18 ans, il sera peu de temps après sollicité pour prendre des responsabilités, progressivement à

tous les échelons des jeunesses du parti. Cette prise de responsabilité s'explique de deux façons. Du point de vue de l'offre, tout d'abord, lorsqu'il accepte des mandats à la section jeunes du parti, celle-ci est à Zurich quasi inactive. La sollicitation d'Ulrich très peu de temps après son arrivée est ainsi à mettre sur le compte d'un manque de personnel militant. Quant à ce qui pousse Ulrich à accepter le mandat, il explique, sur un mode idéologique et tactique, que son engagement actif permet de placer un « conservateur » dans les instances de direction, pour ne pas abandonner ces dernières à des militants trop libéraux culturellement à ses yeux. Mais Ulrich ne restera pas à l'UDC : si, au moment de l'entretien, il motive le choix de ce parti par le fait qu'il s'agit d'un parti « encore chrétien », il le quittera en 2006 à la suite de son désaccord, d'origine religieuse, avec les prises de position de son parti sur la question de la recherche sur les cellules souches et sur l'ouverture des magasins le dimanche. Il adhérera ensuite à l'UDF et fera là aussi montre de ses dispositions à la direction : il s'attellera à construire une section des jeunes UDF dans le canton où il est parti s'installer. Pour Ulrich comme pour Nathalie, donc, l'engagement est naturellement pensé comme la détention de mandats, au moins au niveau de la structure partisane.

UN ENGAGEMENT EN CONTINUITÉ AVEC LA TRADITION FAMILIALE

Si, pour certains jeunes sensibilisés au discours de l'UDC à partir de ses prises de position sur l'Europe, l'adhésion est en tension avec la socialisation politique familiale (elle-même composite, entre influence de gauche et de droite), pour d'autres jeunes également venus à la politique sur la question de l'Europe, l'engagement s'inscrit plus clairement dans un contexte familial de proximité à l'UDC. Étant donné l'histoire de l'implantation de l'UDC en Suisse et sa naissance récente dans le canton de Genève, il s'agit ici exclusivement de militants de Zurich. On présentera le parcours de Hans, tout en évoquant celui d'Ursula, à la logique similaire. On montrera comment son adhésion relève de la réappropriation d'un passé familial paysan, une réappropriation qui se cristallise au moment des votations sur l'Europe. Et, comme pour les militants du sous-type précédent, l'engagement politique est pensé comme une activité à un niveau de direction, avec la possibilité clairement envisagée de briguer des mandats électifs.

La logique de continuité familiale de ces militants fait que tendanciellement, les écarts de ces derniers avec la ligne politique de l'UDC demeurent minimes.

UNE SOCIALIZATION FAMILIALE À L'UDC

Hans est né en 1980, dans un milieu populaire. Son père est boucher et deviendra bientôt petit indépendant, et sa mère est vendeuse dans une grande surface, à la Migros. S'ils ne sont pas engagés, ils votent tous deux pour l'UDC. Ils divorceront et sa mère se remariera avec un homme que Hans situe au centre-gauche. Mais pour Hans, qui vivra alors avec son père, c'est bien l'orientation de ses parents à l'UDC, qui relève visiblement d'une tradition ancrée dans sa famille paternelle, qui marquera sa socialisation.

Ses grands-parents paternels ont en effet une grande ferme en Engadine, et Hans indique qu'ils «étaient tous UDC». Son parrain est de plus président UDC d'un village des Grisons, et «président d'une association pour la conservation de la langue traditionnelle rhéto-romane», alors que l'épouse de ce dernier est membre de la commission scolaire en tant que représentante de l'UDC. Hans est très clair quant à l'influence de sa famille paternelle, ce qu'il manifeste notamment en indiquant: «Mes racines sont en Engadine». Son engagement doit être compris comme ancré dans cette socialisation du côté de la famille paternelle, comme une réappropriation de cette tradition familiale. Ce n'est pas un hasard si, en tant que membre de l'UDC, il se perçoit comme «lobbyiste» pour les agriculteurs et les petits indépendants, c'est-à-dire les professions de ses grands-parents paternels et de son père boucher au statut d'indépendant, en faisant explicitement référence à son histoire familiale. Cet ancrage subjectif de Hans dans sa famille paternelle se comprend aussi au regard d'une relation compliquée avec sa mère, avec qui, comme on l'a déjà noté, il ne vit pas, et à qui il reproche d'avoir travaillé lorsqu'il était petit. Hans reprendra d'ailleurs le métier paternel, puisqu'il fait un apprentissage de boucher, avant de travailler en tant que tel dans des grandes surfaces.

Ursula, pour sa part, vient aussi d'une famille de droite où l'UDC est présente. Son père, qui a commencé sa vie professionnelle comme électricien auto avant de connaître une forte ascension sociale pour occuper aujourd'hui un poste de chef de service dans une grande société d'assurances, n'est pas engagé mais est intéressé

par la politique et orienté à droite, oscillant entre l'UDC et le PRD. Surtout, il vient d'une famille où le grand-père, lui aussi agriculteur, est également très intéressé par la politique et également proche des mêmes partis. Un oncle de la famille est d'ailleurs lui-même membre de l'UDC. Sa mère, qui après être restée au foyer pour élever ses enfants, est maintenant directrice de garderie, est quant à elle peu intéressée par la politique, mais elle vient d'une famille elle aussi marquée à droite. Enfin, le jeune frère d'Ursula adhèrera à l'UDC à l'âge de 14 ans, dans le sillage de sa sœur.

On peut se demander si les racines paysannes de Hans ne jouent pas un rôle dans son engagement à l'UDC, qui prolongerait en quelque sorte, dans un contexte urbain et de manière abstraite, «l'imaginaire paysan» et les valeurs qui l'entourent, comme l'importance de la famille ou l'attachement à la terre et au pays. Cela ressort très clairement de l'entretien de Hans, dans la manière qu'il a de reconstruire une filiation et une identité politiques.

L'EFFET DE GÉNÉRATION DES VOTATIONS SUR L'EUROPE

Si Hans vient d'une famille proche de l'UDC, l'effet de sa socialisation familiale sera renforcé par son expérience scolaire, dans un contexte où la question européenne et plus généralement les questions de politique extérieure sont à l'agenda politique en Suisse. Pour expliquer ce qui l'a amené à s'engager en politique, il évoque les discussions à l'école sur l'ONU et les casques bleus²⁶⁶ lorsqu'il avait 14-15 ans, et son opposition à un professeur de gauche. Surtout, il parle d'un de ses amis, lorsqu'il avait 12 ans, de 3-4 ans son aîné et membre du PDC, mais farouchement opposé à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne et à l'ONU, avec qui il avait des discussions politiques au moment même du vote très conflictuel de 1992 sur cette première question. L'adhésion de Hans à l'UDC à 14-15 ans se fait très visiblement sur ces enjeux de politique extérieure, comme il l'explique :

266. En 1992, la Suisse refuse par référendum l'adhésion à l'Espace économique européen, de même qu'en juin 1994, par 57% des votants, la création d'un contingent suisse de casques bleus, présenté par les opposants, dont l'UDC, comme une étape dans l'adhésion du pays à l'ONU.

Vous m'avez dit qu'à l'école il y a eu cet événement avec cet enseignant. Pourquoi vous êtes-vous dit, à 13 ou 14 ans, que ce que cet enseignant disait ne devait pas jouer? Vous auriez aussi pu vous dire le contraire et dire que c'est la vérité.

Cela vient du fait que, très tôt, avec mon collègue, nous étions les deux à proprement parler, deux solitaires, mais ensemble on s'entendait bien, on s'asseyait chez lui devant l'ordinateur, il était un peu plus âgé que moi, il était trois-quatre ans plus âgé et il avait accroché une affiche contre les casques bleus, une affiche contre l'EEE et on en a discuté. À 12 ans, j'ai pris conscience de tout ça et, à 13-14 ans, c'était avec le professeur et je me suis dit que quelque chose ne collait pas, si mon camarade dit que c'est comme ça. Ensuite, j'ai demandé à entrer chez les jeunes UDC.

La question européenne reviendra à plusieurs reprises dans son discours, lui qui estime qu'avec la politique agricole, la politique étrangère est son domaine de prédilection. Elle apparaîtra en première position à chaque fois qu'on lui demande d'évoquer ses convictions politiques :

Quelles sont pour vous vos convictions politiques ou idéologiques personnelles?

[Hésitation.] Ma conception, c'est aucune adhésion à l'Union européenne. C'était toujours ainsi. Bon on m'a peut-être dit cela une fois quand j'avais 12 ans et j'ai approuvé: «Oui, oui c'est sûrement ainsi.»

Et il précisera aussi que son souvenir politique le plus marquant est la votation «Oui à l'Europe» qui s'est déroulée en 2001. Il avait même envisagé, si le oui devait l'emporter, d'arrêter tout militantisme tant il était hostile à cette option.

Si Hans est hostile à l'Europe, c'est surtout parce qu'elle signifie, pour lui comme pour Nathalie, centralisme et perte de liberté de décision :

Le centralisme est étranger à notre culture et étranger à notre pensée politique. Pour cela, l'Union européenne est exactement le contraire de nous. Elle est dirigée de manière centralisée: à un seul endroit on tire les ficelles et, chez nous, les cantons sont pratiquement, pas à cent pour cent, mais pratiquement libres. Il y a

vingt-trois lois législations fiscales et ainsi de suite. De même, la loi scolaire, elle est pratiquement différente à chaque endroit. C'est notre manière de vivre et c'est notre manière de faire la politique. Pour cela, pour moi, le problème avec l'UE, c'est que nous ne pourrions plus dire librement ce que nous voulons ou comme nous l'aimerions.

Cette hostilité à l'Europe se conjugue avec un fort «patriotisme», que Hans différencie explicitement du «nationalisme». Il estime que la Suisse a un système «unique au monde» et se montre fier de son pays, également en raison de ses succès économiques:

La conviction d'appartenance à un État et la fierté d'appartenir à cet État. C'est pour moi le patriotisme. Si je dis que je suis patriote, je dis que je suis fier de notre pays, des événements, *des avantages que nous avons construits, notre progrès*²⁶⁷. C'est cela la fierté dans notre pays, dans mon pays.

Ici comme ailleurs dans l'entretien, il utilise beaucoup les expressions «nous», «notre pays», «notre peuple», «notre maison», comme pour signifier son appartenance à la communauté nationale. Or, cette Suisse est perçue comme menacée par l'adhésion à des entités ou des organisations internationales, mais aussi par la modernité et par le mélange des cultures, qui feraient disparaître la culture et les traditions suisses. Par culture, lorsqu'il développe, il cite essentiellement la défense des traditions nationales et folkloriques, telles la fête nationale du 1^{er} Août ou la fête des corporations. Mais on voit poindre aussi dans son discours une peur du «mélange» des cultures qui n'évite pas le glissement vers une lecture en termes d'apparence physique et de différences visibles (pour ne pas dire «raciales»), ainsi que l'idée d'un monde où les sociétés sont plus ou moins «avancées».

Si, par exemple, vous *regardez* dix personnes, vous les mettez les unes à côté des autres, je suppose, aussi loin que je sache, *de ces dix personnes ce sont peut-être deux ou tout au plus trois personnes qui ont véritablement une origine suisse. Tout se mélange*. D'un côté ce n'est certainement pas mauvais, mais on doit aussi dire

267. Souligné par nous.

«Maintenant on doit arrêter», cesser avec ce mélange; mais, au contraire, nous devons affirmer «Voilà notre culture, nous croyons à ceci et à cela», et si les cultures se mélangent, je vois un danger, on dit que l'on a 100 ans d'avance sur l'islam, sur l'Iran, sur l'Irak. Mais eux ont encore leur culture, ils savent encore à quoi ils croient, ou Israël, on peut trouver bien ou mauvais, mais ils ont encore leur culture, ils croient à ceci et cela, ils font les choses comme ci et comme ça, comme c'était fait avant. Et, chez nous aussi, on doit chasser cette idée que tout ce qu'il y avait avant est mauvais, nous modernisons tout le temps. Nous ne devrions peut-être pas oublier les origines et, lorsque les cultures se mélangent, on oublie le point de départ, la manière dont tout a commencé.

Cette Suisse particulièrement menacée en ville, en raison du «mélange des cultures», est en revanche préservée à la montagne. Outre la question européenne, cette méfiance par rapport aux étrangers et au multiculturalisme est aussi un des ressorts de l'adhésion de Hans, qui indique avoir été vers 13 ans compréhensif par rapport à l'extrême droite, même s'il estime aujourd'hui que cette dernière constitue une menace pour la culture suisse et sa nature démocratique («nous sommes un peuple libéral»):

Avant mon opinion était certainement plus à droite que maintenant, cela est bien possible, pas [*hésitation*] de choses fascistes ou radicales de droite, cela certainement pas, mais je sais qu'à 15 ans je me disais: «Puisque la police ne fait rien contre les étrangers, on a besoin des radicaux de droite». Mais je l'ai dit à 14 ou 15 ans: «Oui, cela ne va pas, ils détruisent tout et à l'école ils tabassent, il faut avoir quelqu'un pour dire que ça ne va pas»; et «La police ne fait de toute façon rien, c'est de la merde», etc. Précisément la naïveté, lorsqu'on ne connaît absolument pas la réalité. Maintenant bien entendu, je pense que les radicaux de droite sont une saloperie, ainsi de suite, et simplement la pensée démocratique, ce déplacement politique je l'ai fait aussi à 14 ans. Je n'aurais pas le droit d'être dans ce parti si j'avais encore la façon de penser de mes 13 ans.

Ursula, qui devient sympathisante à 16 ans et qui adhère formellement à l'UDC à 17 ans, en 1999, peu de temps avant la votation «Oui à l'Europe», indique aussi être entrée dans ce parti sur la question de l'Europe. Elle dit son accord avec l'UDC sur les

thèmes centraux du « droit d'asile », de « la politique étrangère », de « la politique de sécurité » et de « la politique des étrangers ». S'agissant de la politique de sécurité, il faut noter que, bien qu'ayant fait un apprentissage de commerce dans la banque et travaillant au moment de l'entretien dans une grande banque helvétique, elle se destine à entrer dans la police ; pour augmenter ses chances, elle a fait son service militaire mais s'est blessée, ce qui hypothèque finalement le projet qui lui tient à cœur.

UN ENGAGEMENT SYNONYME DE CARRIÈRE ÉLECTIVE

Si Hans et Ursula entrent à l'UDC sur la question de l'Europe, les rétributions qu'ils peuvent retirer de leur militantisme sont importantes pour comprendre la pérennité de leur engagement, alors qu'ils occupent des postes à responsabilité et envisagent une carrière politique. Cette potentielle carrière politique ne vient pas compenser un déclassement social, même si elle peut constituer une occasion d'ascension sociale.

Hans, deux ans après son adhésion, devient caissier des jeunes de son district. Il cumulera ensuite avec la direction des jeunes UDC du canton de Zurich avant d'en devenir le président pendant une courte période, tout en étant élu également président d'une des sections locales. Il sera par ailleurs candidat sur les listes UDC pour le Conseil national. Cette prise de responsabilités se fait sur sollicitation. Mais Hans l'apprécie, et envisage explicitement de « faire carrière en politique » :

Vous avez utilisé le mot « carrière ». Vous voulez faire une carrière politique ?

Je pense qu'on peut toujours nier vouloir faire une carrière politique, mais je pense que, dans la situation dans laquelle je me trouve, à l'échelon où je suis, je suis président du plus grand parti de jeunes de Zurich et, avec 350 membres, c'est aussi la plus grande section de toute la Suisse. Dans cette situation, on ne peut pas nier peut-être une fois devenir parlementaire municipal ou élu du Grand Conseil. Si quelqu'un disait qu'il ne le veut pas, il mentirait un peu.

Hans est réflexif sur ses responsabilités de président des jeunes UDC Zurich, et entend imprimer sa « marque personnelle » dans

sa manière de diriger la section, ce qui indique aussi un souci d'inscrire cette prise de responsabilité dans le temps long d'une carrière politique.

Pour Hans, qui est boucher comme son père, mais qui n'entend pas le rester, et qui suit une formation continue de commerce, l'engagement peut constituer ainsi une possibilité d'ascension sociale. Mais Hans envisage aussi à l'inverse le réinvestissement dans sa carrière professionnelle des compétences acquises grâce à son militantisme, lui qui se destine à être commercial :

Beaucoup voulaient être président, mais ils n'ont jamais réussi. Jusqu'à maintenant, j'ai profité de cette chance. Jusqu'à maintenant cela m'a beaucoup apporté. J'ai beaucoup appris, j'ai appris à traiter avec les médias, j'ai appris à traiter avec les gens. J'ai peut-être appris à accepter un plus grand rôle de direction. Tout cela est aussi très important pour la carrière professionnelle.

Mais, au-delà de ces aspects, les différents mandats exercés par Hans s'expliquent aussi par une conception du militantisme qui envisage ce dernier non pas comme un militantisme de base ou de terrain, mais comme une prise de responsabilité naturelle.

C'est aussi le cas pour Ursula. Elle occupera rapidement des postes à responsabilité à l'UDC : secrétaire des jeunes UDC de sa commune à 19 ans, elle en deviendra présidente à 21 ans, tout en étant également membre de la direction de la section adulte de sa commune, de son district et de son quartier. Elle intègre de même la commission de sécurité des jeunes UDC au niveau cantonal et la commission électorale de la section adulte au niveau de sa commune. Sur la sollicitation du conseiller national Schlüer, elle prendra par ailleurs des responsabilités au sein de la SIFA (*Sicherheit für Alle*²⁶⁸), une organisation consacrée aux questions de sécurité, formellement indépendante des partis mais contrôlée par l'UDC. Faisant partie de la tête de liste pour le parlement municipal de sa ville lors des élections de 2006, elle se voit, comme Hans, occuper des postes électifs à l'avenir. Mais, plus qu'un désir d'ascension sociale, pour quelqu'un qui s'imagine par la suite tantôt policière, tantôt mère de famille demeurant au foyer, il s'agit là d'une conception de l'engagement qui insiste sur le « devoir » que l'on a

268. Sécurité pour tous.

envers le parti de s'investir. Et, de fait, Ursula donne tout son temps à son parti, ne dormant même souvent que quatre heures par nuit pour militer. Elle met du reste sur le compte de ce manque de temps la rupture avec son ami. Cela ne signifie pas pour autant qu'Ursula n'apprécie pas les rétributions que lui procure son militantisme, notamment le fait de côtoyer des personnalités, ce qu'elle estime être «une expérience très précieuse pour une jeune personne».

UN MILITANT GLOBALEMENT AJUSTÉ AUX PRISES DE POSITION DU PARTI

Entré sur la question de l'Europe, Hans est ajusté aux prises de position de l'UDC sur les thèmes qu'il estime centraux, essentiellement la politique étrangère et la politique agricole. De même, comme les autres «jeunes antieuropéens», il défend une conception traditionnelle des rapports de genre. S'il est contre l'assurance maternité, c'est surtout parce que pour lui une mère doit s'occuper de son enfant jusqu'à ce qu'il ait 3 ans, prise en charge féminine fragilisée par la généralisation de l'assurance maternité qui, à ses yeux, favoriserait le travail des femmes. S'il concède que puisse exister une certaine répartition des tâches au sein de la famille, les tâches ménagères reviennent néanmoins aux femmes :

Dans la cuisine et encore passer l'aspirateur, ce sont deux choses qui appartiennent à la femme.

En revanche, il fait état ouvertement de quelques points de désaccord avec son parti, que l'on doit mettre sur le compte de son sentiment d'appartenance aux couches populaires et qui le met en tension avec certaines des prises de position néolibérales de l'UDC. Il était ainsi, et contrairement au mot d'ordre de son parti, hostile à l'ouverture des magasins le dimanche dans les gares, acceptée de justesse en votation populaire en novembre 2005, d'abord parce que, en tant que salarié boucher travaillant dans une grande surface, il s'identifiait aux travailleurs du secteur qui pourraient subir de plein front cette nouvelle contrainte. Il ne mobilise pas des arguments étroitement religieux, comme Ulrich, pour s'opposer à cet objet, mais avance que le dimanche appartient aux familles. Plus généralement, c'est en se référant à son statut de

salarié qu'il estime être en désaccord avec son parti sur le «droit du travail», lui qui distingue deux groupes au sein de l'UDC, «les travailleurs» ou «le peuple» d'un côté, à qui il s'identifie, et les «aristocrates» ou les «managers» de l'autre. Il dit d'ailleurs être parfois classé pour cela à la gauche du parti. On comprend aussi que c'est parce qu'il a le sentiment d'appartenir aux couches populaires qu'il a pu rencontrer l'offre d'engagement que constituait l'UDC. En effet, s'il distingue deux groupes sociaux au sein de son propre parti, il identifie globalement l'UDC comme le parti «du peuple» et «de la classe moyenne», alors que le PRD serait un parti de «managers», catégorie qui ne trouve pas grâce à ses yeux. Et quand il évoque la figure de Blocher, c'est son origine modeste qu'il retient :

Je pense que j'ai mon poids du côté du travail, du côté de l'artisan, du côté des PME/PMI; et nous sommes aussi un parti du peuple, nous sommes le parti du peuple, cela est fixé dans notre nom, le parti de la classe moyenne, et pour moi nous ne sommes pas le parti des managers qui ne regardent que leurs biens matériels. Pour cela nous avons le PRD. Nos gens sont plus la classe moyenne, du peuple. On dit aussi, «Oui, mais le conseiller fédéral Blocher était aussi un aristocrate, un manager gâté», mais son attitude était malgré tout liée à là d'où sont ses racines, une famille de pasteur, une famille qui a eu la vie dure. Cette conviction, à mon avis, il la porte avec lui au Conseil fédéral. C'est son monde. Il a beaucoup travaillé et cela a porté ses fruits.

Pour autant, Hans ne semble pas, mis à part cette question de l'ouverture des commerces le dimanche, faire montre d'une réelle distance au libéralisme économique prôné par son parti. L'atteste par exemple le fait que, s'il a de la compréhension pour les infirmières qui manifestent (mais pas pour les enseignants), il estime néanmoins que l'État doit faire des économies sur les dépenses de santé. Plus généralement, il en appelle à «démanteler l'État» pour «ressusciter à nouveau la responsabilité individuelle». Quant aux chômeurs, même s'il conçoit qu'il y a des «chômeurs honnêtes», il mobilise sans retenue l'expression de «moutons noirs» pour signifier la présence structurelle d'abus dans ce domaine, raisonnement qu'il étend au sujet de l'assurance invalidité en usant sans recul de l'expression de l'UDC, «l'invalidité feinte» [*Scheininvalidität*].

Hans est donc là aussi globalement ajusté aux prises de position de son parti, malgré sa modeste position sociale et quelques traits atypiques dans ses propos et prises de position pouvant s'apparenter à une forme limitée de distance au discours libéral.

On retrouve une tension similaire chez Ursula : une adéquation globale aux orientations du parti sur les points qui motivent son adhésion (pour elle, l'Europe, la sécurité et l'immigration), mais quelques notes dissonantes qui viennent faire écho à son idiosyncrasie. C'est d'abord sur la question socioéconomique qu'elle semble légèrement décalée. Elle indique se sentir « plus engagée socialement » et ne fait pas montre d'une hostilité de principe et farouche aux fonctionnaires, peut-être du fait qu'elle aspire à intégrer le corps de police à l'avenir. La cause des fonctionnaires, le refus du « démantèlement » des services publics, trouve grâce à ses yeux, mais elle désapprouve toutefois le mode d'action qu'est la manifestation, elle qui n'a « jamais » manifesté dans sa vie et n'envisage aucunement de le faire. À la vue du stimulus d'infirmière protestant contre la « casse du service public », elle affirme ainsi :

Oui, je ne peux pas non plus... [*hésitation*] je ne trouve pas non plus juste que de tels services soient démantelés, je comprends les gens ici [*sur la photo*], mais je pense simplement que c'est le mauvais chemin. Je suis d'avis qu'ils obtiennent moins de cette manière que s'ils rédigeaient un bon article, les gens le liraient au calme, mais comme ça [*manifestations*], il y a plus de troubles qu'autre chose. Et que les services publics soient démantelés oui, je ne trouve pas ça juste non plus, mais pour certaines choses, j'ai parfois le sentiment qu'on ne peut plus participer aux décisions.

Relancée par l'enquêteur sur son apparent décalage avec la position officielle de son parti sur ces questions, Ursula est relativement empruntée et essaie néanmoins de trouver des raisons aux propositions de l'UDC de réaliser des coupes budgétaires dans les services publics. Dans cet effort de justification, elle demeure toutefois dans l'abstrait, comme si jouait d'abord ici une logique de fidélité partisane. Plus franche cependant est son opposition à la ligne de son parti concernant le partenariat enregistré entre les personnes de même sexe. Ursula y était favorable et l'a approuvé en votation, ayant des amis homosexuels, précise-t-elle, même si elle

se dit hostile au droit à l'adoption et précise ne pas apprécier «l'exhibition» publique des minorités sexuelles.

Les «jeunes antieuropéens» présentent donc un certain nombre de spécificités. Ils sont entrés à l'UDC entre le début des années 1990 et le début des années 2000, d'abord sur la question européenne, et plus largement sur l'engagement de la Suisse dans les instances internationales. Cette question est centrale dans leur engagement, et la multiplication des votations sur cette thématique à cette période a été fondatrice pour des jeunes issus des catégories populaires et moyennes d'une fraction de génération politique opposée à l'adhésion²⁶⁹. On doit ici souligner l'importance de la socialisation par les pairs, à l'école, dans ce rejet de l'Europe. Ce dernier est associé à un fort attachement identitaire à une Suisse idéalisée, perçue comme menacée dans sa culture, ses équilibres et fonctionnements politiques par l'adhésion aux organisations internationales, comme, accessoirement, perturbée par les «flux» migratoires en provenance de cultures «différentes».

Ces militants sont aussi tous, même lorsqu'ils ont dû se réapproprier une socialisation politique contradictoire, très conservateurs sur les rapports hommes-femmes. La division des tâches doit être traditionnelle, et la place d'une mère est auprès de ses enfants et non au travail. Cette vision n'est pas forcément due à une reproduction du modèle familial: certaines des mères de ces jeunes ont travaillé. En revanche, cette conception conservatrice des rapports de genre n'exclut pas la présence d'une relative ouverture au libéralisme culturel, décalée par rapport au parti, qui s'exprime timidement par une approbation du droit des minorités sexuelles à contracter un partenariat enregistré.

S'agissant de la défense du libéralisme économique, retenons que cet élément programmatique de l'UDC ne passionne pas ces jeunes militants, du moins pas au point d'être évoqué comme un motif d'engagement. Sans qu'il ne soit rejeté globalement, et en dépit d'un récit où la justification de la ligne du parti n'est jamais

269. On peut penser que cette thématique a été à ce moment-là à l'origine de deux générations comportant probablement chacune plusieurs fractions générationnelles: l'une de jeunes favorables à l'Union européenne et se mobilisant pour l'adhésion, l'autre de jeunes opposés à celle-ci, se créant de manière réactionnelle, à un moment où le discours dominant identifiait la jeunesse comme acquise à la cause européenne. Sur la manière dont un événement, ici la guerre d'Algérie et Mai 68 en France, peut former une génération, de pour ou de contre, ou plusieurs, de pour et de contre, voir le très bel article d'Annick Percheron, «La mémoire des générations: des «porteurs de valise» aux «soixante-huitards»», art. cit.

absente, une relative distance à son égard s'exprime parfois par touches, sur des éléments plus ou moins significatifs. Ainsi, on retrouve des traces d'une socialisation politique à gauche, comme chez Nathalie, quand celle-ci n'a pas été rejetée en bloc à la suite d'une conversion religieuse comme pour Ulrich. Chez les militants dont l'engagement s'inscrit en continuité avec la socialisation politique familiale, de telles distanciations sur ce thème peuvent éventuellement surgir par moments, comme si jouait là l'effet de la position sociale, repérable notamment dans le type d'activité professionnelle effectuée ou dans l'aspiration à intégrer le service public.

On l'a dit, l'engagement à l'UDC des militants de ce type est pensé comme allant de pair avec la détention de mandats, au moins au niveau de la structure du parti. Mais il ne s'agit pas de compenser un déclassement. Se « donner » à son parti est plutôt perçu comme un devoir, qui peut éventuellement être d'origine religieuse comme pour Ulrich. Cela ne signifie pas pour autant que les rétributions à l'engagement sont accessoires pour ces militants, qui les valorisent au contraire fortement. L'engagement devient une sorte d'école de vie, qui permet de côtoyer des personnalités politiques plus âgées et d'acquérir des compétences diverses reconvertibles sur le marché du travail, ou bien utiles pour une future carrière politique.

Peu de choses séparent en vérité les deux sous-types que nous avons distingués, de partielle rupture par rapport à la tradition familiale ou au contraire de continuité avec cette dernière. Tout au plus doit-on remarquer que pour les militants zurichois, pour qui l'UDC est présente d'une manière ou d'une autre dans l'univers familial, l'engagement vient signer une valorisation de leurs racines paysannes. Ainsi, si la base paysanne de l'UDC se rétrécit, et si ces militants urbains ne sont pas eux-mêmes actifs dans ce secteur d'activité, cette tradition paysanne, que l'UDC brandit stratégiquement dans son offre politique, se retrouve appropriée symboliquement, de manière certes quelque peu abstraite et idéalisée, pour constituer un élément d'identification de la part de petits-enfants d'agriculteurs.

6. LES MÉRITANTS

Les «méritants» placent au centre de leur rapport au monde l'effort et le mérite individuels, au point que cela structure l'essentiel de leurs prises de position, y compris politiques. Ils manifestent en prolongement une aversion de voir le fruit de leur labeur ponctionnés par l'État, l'impôt ou par les divers «consommateurs d'aides», parmi lesquels, si ce n'est en premier lieu, les étrangers.

Pour eux, leur ascension sociale ou l'amélioration significative de leur situation²⁷⁰ est le résultat de leurs accomplissements individuels. Pour certains, c'est le maintien du statut et/ou du patrimoine acquis (éventuellement hérités) qui résulte d'un combat personnel difficile face à un risque de déclassement social. S'être fait tout seul ou se maintenir tout seul, par son travail et en «donnant de sa personne», est un leitmotiv du type. Parfois, les trajets sont marqués par des hauts et des bas : des trajets laborieux, en dents de scie, alternant période prospère, difficultés économiques (faillite ou licenciement) et rebondissements favorables (reconversions réussies, création d'entreprise) : il s'agit donc de situations où l'adversité a été finalement surmontée, ce qui accentue aux yeux de ces personnes leur sentiment de mérite. De tous les enquêtés, c'est dans cette catégorie que l'on rencontre le plus de militants partageant ouvertement une conception méritocratique du monde²⁷¹, souvent étroitement économique. Le ratio entre capital économique et capital culturel penche du reste chez eux du côté du premier : leur «réussite» s'évalue à l'aune du statut socioéconomique, plus que du capital culturel.

270. Cette valorisation de l'effort et de la réussite individuels s'opère parfois par procuration : ce sont alors les situations de proches qui sont désignées comme exemple, que ce soit dans la trajectoire des enfants, ou celle de parents proches.

Ce sentiment d'un effort accompli, souvent dans la douleur, conduit à percevoir les résultats des sacrifices consentis (statut, promotion, patrimoine accumulé, etc.) comme de légitimes et indiscutables récompenses, et du même coup à ressentir comme injuste l'octroi d'avantages ou de prestations à des personnes jugées non méritantes²⁷². C'est pourquoi ces personnes partagent une puissante allergie aux prélèvements étatiques, un «antifiscalisme»²⁷³ plus ou moins prononcé, qui peut aller jusqu'à remettre en cause la progressivité de l'impôt. De même, ce sentiment de l'effort accompli peut se muer en un ressentiment antifonctionnaires, ces derniers étant perçus comme vivant sur le dos de leur propre travail et mérite. Ces militants sont donc libéraux économiquement parlant, souvent plus portés sur la défense de leurs intérêts immédiats que sur la proclamation des grands principes généraux de la doctrine, ce qui peut se traduire par une affirmation sans complexe du lien entre leur engagement politique et la nécessité de défendre directement par ce biais leurs intérêts propres. Toutefois, en fonction du degré de compétence politique, ce libéralisme prendra parfois une tournure plus sophistiquée, sous la forme d'une justification théorique des prises de position.

271. (Note de la p. 165.) Nous désignons comme méritocratique une conception de la justice et du rapport individu-société qui opère un plaidoyer pour l'effort et la responsabilité individuelle et, indissociablement, profère l'idée que le statut social de l'individu découle de fait, ou devrait découler, de la reconnaissance de ses efforts et mérites. Des raisonnements analogues ont été développés dans Fabrice Plomb, Francesca Pogliani Mileti, Riccardo Tondolo et Frantz Schultheis (2002), *Elementary Forms of Right-Wing Populism: Facing Socio-Economic Changes in Today's Switzerland. Interim Country Report on Qualitative Findings – Switzerland*, Deliverable 2 for the project «Socio-Economic Change, Individual Reactions and the Appeal of the Extreme Right» (SIREN), European Commission, p. 42; et dans Fabrice Plomb et Francesca Pogliani Mileti, «Individual Expressions of Right-Wing Extremism. Understanding the Affinity to Radical Populism in Observing the Changes in the World Field. The Case of Switzerland», Jörg Flecker (éd.), *Changing Working Life and the Appeal of the Extreme Right*, Londres: Ashgate, 2007, p. 223.

272. Des chercheurs, qui mettent en rapport prises de position sur des questions sociales et politiques diverses (telle la distribution des prestations sociales) et conceptions de l'ordre social sous-jacentes, ont pu désigner cette vision du monde comme une «conception du libre marché». Dans une telle conception, «l'octroi des droits est basé sur la règle de l'équité ou, en d'autres termes, sur le critère du mérite (...). Grâce à leur investissement dans le travail, les individus sont supposés être autonomes, indépendants et méritants. Ce raisonnement implique que l'ordre social est menacé par le manque de motivation à travailler et par l'allocation de ressources non méritées.» Christian Staerklé, Christophe Delay, Lavinia Gianettoni, Patricia Roux, *Qui a droit à quoi? Représentations et légitimation de l'ordre social*, Grenoble: PUG, 2007, p. 86. Nous préférons la qualifier ici de méritocratique, pour insister sur la centralité de la notion de mérite individuel, et également pour marquer une relative différence avec la conception propre aux «libéraux», dont nous parlerons dans le chapitre suivant.

273. Daniel Gaxie, «Des penchants vers les ultra-droites», *op. cit.*

De cette matrice générale, structurée autour d'une vision du monde méritocratique, il convient de distinguer trois sous-catégories. Les deux premières comprennent des méritants *en ascension sociale*, soit qui accèdent à l'indépendance, soit qui connaissent une progression statutaire significative en tant que salarié; la troisième renvoie aux méritants qui luttent *contre le déclassement par l'effort*, avec un relatif mais toujours fragile succès.

MONTER PAR L'EFFORT

On a ici des personnes qui ont amélioré leur situation, désormais ressentie subjectivement sinon comme une réussite, du moins comme meilleure qu'auparavant. Nous nous centrerons d'abord sur la situation de Gerhard, qui parvient à retrouver le statut d'indépendant de ses parents. Nous évoquerons aussi Antoine, fils d'ouvrier devenu patron de PME, et Urs, contremaître d'origine ouvrière qui se mettra à son compte peu avant la retraite. Nous présenterons ensuite le trajet ascensionnel de Martine, d'origine populaire et devenue cadre dans une multinationale sans détenir les titres scolaires habituellement exigés pour ces postes. Nous aborderons accessoirement aussi celui de Giorgio, ouvrier qualifié qui gravit les échelons au sein d'une entreprise suisse de prestige, dans le contexte des trente glorieuses, et de Lukas, qui grimpe l'échelle des qualifications par de coûteuses formations en cours d'emploi.

RETROUVER LE STATUT D'INDÉPENDANT DE SES PARENTS

Gerhard, la soixantaine, est militant à Zurich depuis 1990 et a toujours côtoyé un environnement où le statut d'indépendant appartenait au champ du possible. Il est né d'une famille de cinq enfants dont les parents ont cumulé des activités professionnelles variées, toutes non salariées (propriétaires de restaurant, de commerce de bois et de charbon, puis finalement d'une petite entreprise de transport)²⁷⁴. Gerhard a effectué un apprentissage de mécanique automobile, suivi des cours de perfectionnement et de spécialisation dans cette branche, pour ensuite se reconvertir par

274. Il présente ses parents comme mus par un «désir d'indépendance», intervenant très tôt après leur scolarité.

formation continue vers des activités liées à l'enseignement et l'expertise de la conduite, avant de devenir indépendant à l'âge de 36 ans en créant sa propre entreprise familiale d'auto-école. Ce trajet professionnel qui l'a vu travailler dans des secteurs étroitement liés à l'automobile – y compris, pendant près de dix ans, dans le public, comme expert au Service de la circulation routière du canton – débouche finalement vers l'indépendance. Pourtant, sa place dans la fratrie ne faisait pas de lui l'héritier naturel de l'entreprise familiale de transport, qui a été reprise par son frère aîné. L'accès à l'indépendance semble représenter pour lui un moyen de retrouver le statut d'indépendant de ses parents, dans une famille où son frère aîné et un de ses beaux-frères sont eux-mêmes indépendants. Son statut de petit indépendant a du reste été précédé, on l'a dit, par une relativement longue transition dans le service public, présentée par l'intéressé lui-même comme un moyen, au moment de fonder une famille, d'avoir «une place de travail plus sûre avec des horaires de travail réguliers». Le retour au privé, après ce passage dans l'autre bord, prend dès lors toute sa signification. Il parvient ainsi, après une parenthèse salariée, à s'inscrire lui aussi dans ce qui apparaît comme une véritable tradition familiale de petits indépendants²⁷⁵.

Au contraire, Urs, maçon de formation, près de 80 ans, entré à l'UDC au début des années 1990, issu d'une famille pauvre et dont le père était également maçon, mais socialiste et syndicaliste, ne trouvait pas dans son entourage cette évidence de l'entreprise. Son accession tardive à l'indépendance, quelques années avant la retraite qu'il prendra à 70 ans, est précédée d'une longue activité de contremaître, après une rupture précoce et franche avec l'univers idéologique paternel, qui se manifeste en entretien par d'incessants signes d'hostilité envers les «rouges» et les syndicalistes²⁷⁶. Par rapport à son origine, Urs connaît donc une franche ascension sociale, qu'il présente comme le résultat d'un dur labeur, tout au long de l'entretien²⁷⁷.

275. Gerhard mentionne aussi les parents de sa femme, propriétaires d'un restaurant.

276. «J'étais toujours contre et quand j'ai travaillé sur le chantier comme contremaître, j'étais confronté fortement à ça. Et un syndiqué est arrivé à nouveau sur le chantier qui voulait discuter avec les gens, et je lui ai dit «Va-t'en, tu n'as rien à chercher, ici c'est moi le chef.»

277. Il est significatif qu'à une consigne portant sur la figure de Blocher, l'élément saillant qu'il retient est son succès entrepreneurial (plutôt que politique), fruit de l'effort, qu'il dit comprendre pour avoir lui aussi travaillé dur: «Je respecte tous ceux qui me prouvent qu'ils ont accompli quelque chose dans leur vie. Il a beaucoup, beaucoup accompli. Il n'a pas amené l'entreprise là où elle est en travaillant huit heures par jour, ce n'est pas possible. Je connais cela. [Suit immédiatement une description de la longueur de ses propres journées de travail.]»

Gerhard n'est pas issu d'une famille militante ni même politisée, contrairement à d'autres militants de Zurich rencontrés, notamment Urs. Petits indépendants, les parents de Gerhard n'ont apparemment jamais vécu dans la facilité ni le luxe. Gerhard insiste sur la dureté de leur vie laborieuse, imputant ainsi leur absence d'intérêt pour la politique au manque de temps, quand nous le sollicitons sur la présence de discussions politiques en famille, inexistantes dans son cas :

Non, non jamais. Mes parents avaient aussi une entreprise et ils devaient travailler, depuis tôt le matin jusqu'à tard le soir, et n'avaient pas de temps pour la politique.

Les premières années, lorsqu'il se met à son compte, Gerhard reproduit quelque peu ce schéma, car il souligne que ses activités professionnelles le mobilisent pleinement au point d'empêcher tout engagement partisan :

Je n'étais absolument pas engagé politiquement, non. Je n'avais vraiment pas de temps avec l'entreprise.

Ses préoccupations d'alors tournent autour de ses activités professionnelles, si l'on inclut également dans cette catégorie ses divers engagements au sein des associations de défense de sa corporation. Il n'en reste pas moins que l'ensemble de son récit est traversé par ce souci du temps : pour expliquer le rapport à la politique de ses parents et celui qu'il reproduit durant un moment de sa vie, mais aussi pour souligner, comme on le verra, le caractère coûteux du don de soi pour la cause UDC, dès lors qu'il franchit le pas d'adhérer tout en demeurant petit entrepreneur.

Valorisation de l'effort et du don de soi

Ce qui frappe, c'est qu'à la consigne introductive de l'entretien le poussant à raconter son rapprochement de la politique, Gerhard évoque spontanément son « entreprise » :

Oui, tout d'abord, j'ai dû monter mon entreprise, je n'avais naturellement pas de temps. Mais j'ai dû regarder ce qui se passait et ce qui ne me plaisait pas. Et ensuite je me suis dit : « On ne peut

pas simplement se plaindre, on doit aussi proposer quelque chose.» Je suis arrivé dans la politique de cette façon.

Gerhard présente donc son adhésion comme motivée par le besoin de peser sur des questions qui lui déplaisent plutôt que de se lamenter, sans plus de précisions, mais tout en associant implicitement ses insatisfactions à son champ d'activité proche. La suite de l'entretien clarifiera quelque peu l'extension de ces problèmes. Ils ne se limitent pas aux seuls intérêts économiques de l'entreprise, mais touchent également des thématiques comme la «sécurité routière» ou la mobilité, qu'il perçoit comme devant être abordées dans le sens de «l'intérêt général», dans une conception de l'engagement vécue sous l'angle du dévouement :

Je voulais simplement aider, en proposant quelque chose du côté de ma profession, en matière de sécurité routière, parce que j'exerce ce métier et tout cela m'a beaucoup motivé.

Mais ce don de soi ne peut se comprendre s'il n'est pas mis en lien avec sa valorisation récurrente de l'effort, qu'il présente comme un acquis de sa socialisation familiale, dont il tiendrait, par exemple, le fait qu'il n'avait jusqu'à récemment²⁷⁸ jamais vraiment pris de vacances :

Les parents ont toujours travaillé. Nous n'avons jamais eu de vacances et cela m'a aussi poussé à travailler de cette manière.

Où Gerhard rejoint le type des méritants, c'est bien dans cette manière, tout au long de l'entretien, et en rapport à des thématiques diverses, d'affirmer ouvertement ou implicitement les valeurs du travail, dans une acception large. Il ne comprend pas notamment qu'on puisse faire la fine bouche quand on est au chômage, lui qui, dans une telle situation hypothétique qu'il n'a pas connue, accepterait ce qu'il trouverait ou ce qu'on lui proposerait («Parce que, moi, je ferais n'importe quel travail»)²⁷⁹. Dans le même registre socioéconomique, Gerhard récuse la légitimité des mobilisations des salariés du service public opposés aux coupes

278. Le décès d'un frère surchargé, fonctionnant de même, le pousse à découvrir les vacances à près de 60 ans.

budgétaires, manifestations qu'il juge indécentes en regard de leur bonne situation («Je ne sais pas ce qu'ils ont à manifester, car ils vont bien»). Puis il opère une comparaison explicite avec l'univers du privé, où se mêlent raisonnements généraux et personnels, pour glisser enfin sur le sacrifice financier que représente pour lui le fait de partir en vacances :

[Énérvé.] Oui, nous, les privés, nous devons aussi *[nous s'ajuster à de moindres recettes]*, les petites et moyennes entreprises! S'il n'y a pas grand-chose qui se passe, je dois vivre selon mes moyens et je ne peux pas dépenser ce que je veux, mais je dépense encore où je peux, jusqu'à que cela s'améliore de nouveau! C'est simplement comme ça. (...) Vous pensez à combien cela me coûte, lorsque je pars en vacances? Une fortune. Pas de recettes et je paie malgré tout les impôts! Mais pas de recettes et seulement des dépenses, pas de recettes. Des vacances me coûtent deux ou trois fois plus que celui qui reçoit un salaire.

Cette évidence de l'effort, que «les privés» comme lui accepteraient naturellement, se lit aussi au-delà du domaine économique. Il explique alors l'homosexualité, qu'il juge anormale, par un effet de contexte, en l'occurrence la situation de «prospérité» de notre société. Une fois de plus, une pratique qu'il réproouve est ramenée à un déficit d'effort propre à une société de bien-être, déficit pour le coup posé comme structurel, sociétal :

Oui, je dis toujours que c'est une maladie de la prospérité. Comme chez les Romains et les Grecs avec les eunuques. Précisément, ça allait bien et on a fait de telles choses.²⁸⁰

Plus généralement, la valorisation plus ou moins explicite du travail, et du même coup de l'effort, s'opposent, dans sa représentation du monde, à une attitude qu'il croit répandue, celle de la

279. (Note de la p. 170.) Gerhard est de plus un des rares de l'échantillon à se montrer en accord explicite avec la maxime testée en entretien («Certains disent que les chômeurs le sont parce qu'ils le veulent bien»), imputant implicitement aux médias une part de responsabilité dans cette affaire («Ils le montrent à la télévision: aujourd'hui un chômeur reçoit tout autant qu'un autre qui travaille. Alors pourquoi devrait-il encore travailler?»), et concluant que les chômeurs sont «éduqués dans ce sens».

280. Dans le même passage, la «prospérité» trop facile expliquerait également la mode de la consommation de cocaïne.

revendication sans contrepartie²⁸¹ ou, selon ses mots, une propension à « consommer » que l'on retrouverait dans tous les domaines de la vie sociale, y inclus politique. Une consigne sur ses propres pratiques militantes fait surgir cet aspect. Elle le pousse à se plaindre du peu d'empressement de ses collègues de parti à assumer des tâches telles que la présence sur les stands, et du fait que ce sont toujours les mêmes qui les supportent :

C'est plutôt un problème, parce que la base... Il y en a toujours quelques-uns qui participent, mais ce sont toujours les mêmes. Les gens veulent bien consommer, mais pas travailler.

En économie comme ailleurs, dans le secteur public comme en politique, l'idée est que le sacrifice se perd (« Ils [*les gens*] ne veulent plus empoigner quelque chose et devoir travailler et devoir être là et ainsi de suite »). La perception comparative de ses propres efforts renforce ce diagnostic désabusé. En s'engageant, Gerhard a su en effet dépasser ce qu'il présente comme son perpétuel manque de temps. Il se plaît du reste à insister sur le coût temporel²⁸² de son militantisme politique, et effectue un parallèle entre ce dernier et ses activités professionnelles :

Oui, c'est comme au travail. J'ai travaillé pour en arriver là. Je m'engage. Chez moi, le client est roi et ainsi de suite. Cela devrait aussi être ainsi dans la politique.

Le désabusement qui transparait à plusieurs reprises dans son récit signifie bien chez lui une critique de la perte du goût de l'effort. Gerhard opère des comparaisons entre un avant et le présent, exprimant un sentiment plus ou moins prononcé de dégradation de la situation. Il décrit un avant, certes dur, où l'« on devait empoigner les choses », et un présent implicitement dévalorisé par l'évocation emblématique de l'attrait des sorties « en disco » :

281. Cette idée resurgit lorsqu'il décrit une Suisse idéale, où droit et devoir son inséparables : « ... que chacun devrait pouvoir travailler, mais aussi devoir, parce qu'il y en a qui ne veulent plus travailler ».

282. Une activité à 50 %, selon lui, au plus fort de son activité militante, lorsqu'il cumulait deux mandats électifs.

Oui, c'est parce que les gens vont tellement bien. Nous devons... je suis né pendant la guerre, et après la guerre, c'était dur, on n'avait rien, on devait travailler, nous à la campagne de toute façon, on devait empoigner les choses et participer déjà comme enfant. Aujourd'hui, on dit «Le travail des enfants est interdit», nous devons aussi tout faire, à cette époque, personne ne parlait du travail des enfants, c'était totalement normal. Et ça, c'est le changement, aujourd'hui on ne veut plus que sortir, aller partout en disco, ce genre de chose n'existaient absolument pas chez nous. Et c'est cela qui s'est modifié.²⁸³

Finalement, cette matrice de l'effort acquise de longue date engendre chez Gerhard une diversité de prises de position sur des thématiques diverses et variées, tout en désignant, en creux, les situations, les pratiques ou les groupes dévalorisés à ses yeux. Dans une telle configuration de dispositions, l'estime de soi passe évidemment par l'idée d'échapper soi-même à la description pessimiste du monde qui l'entoure: comme méritant, Gerhard n'a, lui, jamais abdiqué («J'ai travaillé pour en arriver là»).

Une rencontre aisée avec l'offre UDC

Gerhard, surpris qu'on lui demande l'orientation de son vote, signale qu'il a «toujours» voté pour les partis bourgeois. Il aura fallu cependant des circonstances particulières pour que, pris par ses obligations professionnelles, il puisse se rapprocher de l'UDC en 1990. Il signale du reste lui-même le rôle décisif qu'a joué dans son adhésion un ami rencontré dans son secteur d'activité, membre de l'UDC et dont le père était président de l'Association zurichoise des moniteurs d'auto-école, alors que lui-même a eu aussi des responsabilités dans cette association. C'est donc par sollicitation expresse et par son appartenance à un réseau de défense des intérêts professionnels qu'il franchit le pas, pour finir élu local quelques années plus tard, avant d'accéder au Grand Conseil. Ses engagements dans des groupes d'intérêt liés à sa profession, qu'il présente comme antérieurs à son militantisme partisan, trouvent dans ce dernier comme un prolongement logique.

283. Réponse à une relance sur le pourquoi de l'attitude consummatrice en politique qu'il venait d'évoquer.

Gerhard ne motive pas explicitement en entretien son engagement par le partage des orientations idéologiques dominantes de l'UDC et se contente d'affirmer qu'«à cette époque [*c'était*] le seul parti qui voulait changer quelque chose», sans donner plus de précisions. On l'a vu, les éléments qu'il met en avant sont d'abord liés à la défense, au plan politique, de ses préoccupations professionnelles comprises au sens large (incluant, au-delà de ses seuls intérêts de petit patron, la mobilité, la sécurité routière, etc.).

Urs, quant à lui, motive son entrée à l'UDC directement à partir des thématiques centrales du parti, essentiellement une lecture ouvertement xénophobe de la réalité. Cela ne surprend pas tant il revendique fièrement une adhésion passée à l'Action nationale. Plus spécifiquement, ce qui insupporte Urs et le pousse à adhérer, c'est un prétendu pillage par les étrangers, menaçant «nos œuvres sociales», de la richesse nationale, dont il se sent personnellement et directement producteur, comme Suisse («nous»). Ce motif prend la forme pour le coup d'un concentré de chauvinisme du *welfare*²⁸⁴:

Pendant longtemps, je n'ai plus fait de politique (...). Seulement maintenant, avec tout ce que l'on voit, avec tout ce qui se passe, je ne pouvais plus être spectateur. Les générations passées qui ont vécu la guerre, on ne peut pas simplement rester spectateurs, notre génération a amené la Suisse à quelque part, aussi financièrement, on avait assez de tout. Nous ne pouvons plus rester spectateurs, c'est pour cela que j'ai adhéré au parti, dans le parti qui essaie de faire quelque chose contre ce gaspillage d'argent. Nous avons créé les œuvres sociales [*Sozialwerk*], les œuvres sociales sont bonnes et maintenant l'ensemble de l'étranger, les requérants d'asile vivent de nos œuvres sociales, et c'est du reste ce que l'on entend aussi lorsqu'on va en Autriche.

Pour revenir à Gerhard, nous retrouvons cependant dans ses propos des raisonnements en étroite synergie avec la ligne dure du parti zurichois. Il déploie ainsi une suspicion envers les étrangers très marquée, ouvertement xénophobe par moments, sans que nous ne puissions clairement établir si ces attitudes précèdent ou

284. Concept de Kitschelt, dans Herbert Kitschelt et Anthony McGann, *The Radical Right in Western Europe*, op. cit., au principe de certains attachements aux courants populistes de droite.

suivent son adhésion²⁸⁵. Ce n'est pas chez lui l'expression d'un chauvinisme du *welfare* comme chez Urs, mais ce qui frappe néanmoins, c'est le caractère spontané de ces affirmations, sans que des consignes l'orientent sur cette thématique, ce qui atteste de l'importance de cette suspicion dans sa vision du monde. Ainsi, la vue d'une photo du général Guisan le conduit à justifier la nécessité de l'armée, en termes classiques de protection face à une menace extérieure, pour immédiatement glisser sur la menace intérieure, réduite à celle d'étrangers naturalisés, homogénéisés et essentialisés, aux comportements violents :

Le général Guisan. Oui, nous avons besoin d'une armée, parce que chaque pays en a besoin. Vous voyez, il y aura toujours des guerres. On ne sait jamais. J'affirme que, si nous continuons ainsi, nous aurons une fois besoin de l'armée pour rétablir l'ordre dans notre pays, si nous les naturalisons tous de la sorte et en provenance d'États qui sont dangereux. Ils commencent aussi ici. Vous voyez tout ce qui se passe, ces chauffards, si un type prend la place de parc de quelqu'un, il se fait descendre et ainsi de suite. Tout cela se passe déjà tous les jours. Et ça continue. Parce qu'ils sont, dans leur sang et leur chair, ils ont cette tactique et pas la nôtre. Ils ont grandi dans des clans et tout se règle au pistolet : « Fait cela ou sinon je te tue. »

Le même genre d'association de prime abord surprenante surgit à la vue de la photo d'une cérémonie interconfessionnelle. Elle l'incite à marquer ses distances politiques (plus que religieuses) avec l'Église qu'il a quittée « depuis longtemps » parce qu'elle n'a « pas [*insistance*] à faire de politique », en l'occurrence à soutenir les requérants d'asile²⁸⁶.

De même, Gerhard rencontrera l'UDC dans une conception valorisée de la nation. Une anecdote riche de sens suffira ici à l'illustrer. Montrant à l'enquêteur, après l'entretien, des photos de la cérémonie de la fête nationale du 1^{er} Août, que lui et d'autres

285. Les effets socialisateurs de l'engagement n'étant plus à démontrer. Voir chapitre 9.

286. Sont visés ici les soutiens logistiques trouvés par des requérants déboutés auprès des Églises, sous la forme de refuge : « On le voit maintenant à Bâle, où les requérants d'asiles, sont accueillis, où ils sont encore protégés avec le commerce de la cocaïne et ainsi de suite. Cela ne va pas, cela va trop loin. Il faut savoir séparer, ce qui a vraiment besoin de l'asile et ce qui n'a pas besoin de l'asile [*was wirklich Asyl braucht und was nicht Asyl braucht*] ». L'utilisation du « *was* » est révélatrice, dans la mesure où il réfère à des choses et non à des personnes.

organisent avec l'association de quartier, il fait remarquer, comme pour s'en offusquer, que l'ancien président de cette association de quartier, membre du PDC, partait en vacances lors du 1^{er} Août. Cette lecture comparative de l'investissement différencié dans les symboles patriotiques indique au moins un univers de préoccupation qui le met en phase avec l'offre discursive de son parti.

Donc, finalement, même si les motifs avancés par Gerhard pour rendre compte de son engagement ne s'appuient pas ouvertement, contrairement à d'autres militants tel Urs, sur les thématiques les plus communes du parti, nous retrouvons pourtant ces éléments à d'autres moments de l'entretien, attestant d'une rencontre entre ses propres préoccupations et les orientations du parti.

Des rétributions électives déniées

Le fort engagement au sein de l'UDC et au sein de l'Association des arts et métiers répond d'abord, chez Gerhard, au souci de défendre les intérêts sectoriels des petits indépendants. Pour autant, Gerhard se voit assez vite récompensé par l'accès à la carrière politique: élu municipal, puis surtout député, ce qui à Zurich n'est pas anodin compte tenu du poids du parti et des luttes internes pour les places. Nous ne retrouvons en revanche pas chez lui de fierté particulière pour ses nouvelles fonctions, mais plutôt une réticence à ce que l'on puisse raisonner en termes de «rétributions». Il vit subjectivement son engagement sur le mode d'un sacrifice citoyen, nécessaire, et réagit du reste vertement à une consigne explorant ce terrain:

Et avec les connaissances ou la reconnaissance? Votre engagement politique personnel a-t-il... ? [Il coupe l'enquêteur.]

Vous ne devez pas exiger de reconnaissance. On doit être un idéaliste et s'investir comme je l'ai fait toute ma vie, sinon cela ne va absolument pas. Vous ne devez pas attendre qu'un merci arrive ou quelque chose d'autre. Il faut simplement le faire.

Cette dénégation de l'intérêt personnel propre à l'engagement politique, dénégation courante en soi²⁸⁷ mais ici vigoureusement exprimée, vient renforcer chez lui son profond sentiment d'être un vrai méritant: déjà surchargé professionnellement au point de ne pas prendre de vacances jusqu'à une période récente, il redouble

son activité professionnelle par un engagement militant lourd, désormais perçu comme normal («Il faut simplement le faire»). Il n'en reste pas moins que, comparativement à d'autres, son adhésion dépasse l'engagement de témoignage, tel celui d'Urs, et se pose comme un moyen de peser sur la réalité. En ce sens, Gerhard n'est pas dépourvu d'ambitions politiques, ce qui n'est pas le propre de tous les méritants (voir Giorgio et Jacques).

Aux frontières de ce sous-type, le trajet d'Antoine mérite d'être évoqué en ce qu'il contraste avec ceux de Gerhard et d'Urs. Méritant montant par l'effort, Antoine l'est objectivement, en ce qu'il a connu une forte ascension sociale, plus que subjectivement, lui qui demeure discret sur ses mérites propres. Suisse naturalisé et fils d'une famille ouvrière française sympathisante gaulliste, il dirige aujourd'hui une moyenne entreprise de quelques dizaines de salariés dans le secteur des nouvelles technologies. Son adhésion à l'UDC à Genève à la fin de l'année 2003 s'opère par défaut, après un passage éclair décevant au Parti libéral qu'il avait en premier lieu pressenti après avoir «regardé un peu les programmes», mais où il ne s'est pas senti à sa place, contrairement à l'UDC :

...j'ai été accueilli, les gens se sont intéressés à moi, c'est... la possibilité de faire quelque chose, alors qu'au Parti libéral, je sentais qu'il y avait des cercles, des cercles de gens, dans lequel il était très difficile de pénétrer. Alors qu'à l'UDC, c'est très, très facile de rentrer, là on m'a accueilli bras ouverts. Voilà.

Si Antoine motive sur le fond sa soudaine envie de faire de la politique, à près de 60 ans, par une insatisfaction face à «une situation qui évolue mal» et à un «constat de dysfonctionnement»²⁸⁷, c'est d'abord dans l'idée de ne pas «subir» et de pouvoir agir comme élu. Il fait preuve en ce sens d'une ambition politique,

287. (Note de la p. 176.) Gaxie avait ainsi relevé en 1977 le fait que les rétributions de l'engagement sont souvent inconscientes et déniées, même s'il préfère en 2005 parler de scotomisation des rétributions, soit une défense psychologique contre la perception de cette réalité pénible (reconnaître que «servir est aussi se servir»), notion visant à rendre compte de la «succession, alternance ou simultanéité des phases de dénégation et d'explicitation» au cours de la carrière des militants. Mais nous ne sommes pas ici en présence d'une explicitation, mais bien d'une dénégation. Daniel Gaxie, «Économie des partis et rétributions du militantisme», art. cit. et «Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective», art. cit.

288. Il précisera plus loin, sur relance, le contenu associé à ces propos vagues : «L'insécurité, les gaspillages d'argent public, les scandales... Les constats qu'on fait tous, quoi.»

mais relative puisque, s'il se voit lui-même aisément dans une commission, à travailler «sur un dossier», il peine à se projeter dans le rôle de «tribun» («j'ai pas du tout envie de me mettre en avant»). Il sera du reste retenu pour figurer sur la liste du Grand Conseil, à une date où les places sont désormais chères et convoitées dans le parti genevois, sans connaître le succès de l'élection.

Son mode particulier d'entrée à l'UDC, un peu par défaut, explique en partie sa relative modération politique face aux orientations du parti, qui s'exprime notamment dans l'absence en entretien d'un discours hostile aux étrangers²⁸⁹, ou par son refus explicite de se positionner «contre les fonctionnaires», alors qu'il se prononce pour une rationalisation du service public. Pour autant, Antoine peut se reconnaître dans sa nouvelle formation politique dans l'affirmation d'une rhétorique sur les abus, ainsi que dans une préoccupation récurrente pour la «discipline» qui ferait défaut, notamment à l'école.

On le voit, la pente sociale fortement ascendante n'est pas en soi une explication suffisante d'un engagement. Dans le cas d'Antoine, la quête d'un lieu politique susceptible de répondre à ses ambitions politiques relatives reste décisive. Antoine saute sur l'offre politique, s'en accommode et se l'approprie, pour exprimer finalement des opinions relativement modérées et/ou entachées d'euphémisation.

LA PROMOTION D'UNE SALARIÉE DES TRENTE GLORIEUSES

Cas emblématique de «méritant salarié», Martine, élue municipale, milite à l'UDC Genève depuis 2003, alors que son intérêt pour la politique précède de peu son adhésion. Son univers est traversé de part en part par le sentiment d'avoir œuvré toute sa vie à construire une situation personnelle qu'il importe désormais de préserver et de protéger. Sur un plan professionnel, Martine, cadre dans une entreprise transnationale, connaît en effet une ascension sociale significative par rapport à son milieu d'origine modeste ainsi que dans son trajet professionnel propre. Elle naît dans l'immédiat après-guerre de parents est-allemands qui fuient à l'Ouest au début des années 1950. Son père était boulanger, salarié précise-t-elle, alors que sa mère, issue d'une famille paysanne nombreuse, spoliée par le

289. Sa femme d'origine libanaise, «tout à fait contre» l'UDC, qui craint pour la réputation de son mari en raison de son choix partisan, doit également peser.

régime « communiste » de la RDA, est restée au foyer, mis à part une période difficile à leur arrivée en RFA, où elle a travaillé en usine. Martine a effectué un apprentissage de commerce en RFA avant d'intégrer au début des années 1970, comme secrétaire polyglotte²⁹⁰, la multinationale où elle travaille encore aujourd'hui, pour atteindre progressivement un poste de cadre, dépourvu de fonctions de direction.

Subvenir sans dépendre et protéger son bien

Son adhésion à l'UDC est précédée d'une évolution idéologique, qui se traduit autant sur le plan pratique de la participation (elle dit ne pas voter régulièrement avant son adhésion) que de ses orientations de valeurs. Sans avoir été politisée par le passé (elle signale son manque d'intérêt passé pour la politique), elle rapporte pourtant ne pas avoir compris, à la fin des années 1960, l'engagement à droite de son frère instituteur, au sein de la CDU, car elle baignait à cette époque dans une ambiance de gauche, un peu par mode, précise-t-elle :

Je crois, les gens de gauche, ils étaient plus à la mode, à l'époque. Donc c'était vraiment 68, surtout les jeunes. Et j'étais un petit peu dans ces milieux-là, sans parler politique.

Elle impute cependant sa réorientation idéologique, sans précisément la dater, à la transformation de sa propre situation socio-économique, singulièrement son accession à la propriété, qu'elle attribue à son labeur :

Oui, là [*élections fédérales de 1999*] j'ai voté UDC. Mais mon virage, mon glissement vers la droite, c'est aussi venu avec les années de travail, le fait de pouvoir habiter dans une maison, mais seulement par le travail de mes mains, je dirai, et de vouloir protéger ce que j'ai. Et souvent on observe ce glissement chez les gens.²⁹¹

290. Elle acquiert la maîtrise des langues grâce à des séjours en France, en Angleterre, puis part en Afrique du Sud avec son mari, un citoyen helvétique qui l'incitera à s'installer définitivement en Suisse.

291. Elle possède avec son mari une jolie villa (sans être luxueuse) dans un quartier résidentiel jouxtant des quartiers populaires.

«Le travail de mes mains»: cette formule synthétise l'univers de représentations de Martine, qu'on retrouve à d'autres moments significatifs de l'entretien. Tout se passe comme si la crainte de ne pas voir pleinement respectés le fruit de son travail était au principe de sa réorientation politique à droite²⁹². La situation vécue en RDA par sa famille, du côté maternel (perte d'un domaine agricole), renforce certainement son attachement actuel à la propriété, sa propriété, et aux valeurs qui l'entourent, et résonne avec son propre trajet professionnel et patrimonial²⁹³.

Chez Martine, le patrimoine, au côté de l'importance de la famille, est bien au centre de son rapport au monde, mais pensé comme le fruit de son labeur propre. Ainsi, appelée à s'exprimer sur ses «valeurs», cet aspect surgit dans un enchaînement type, effort (subvenir) propre (sans dépendre) et défense du fruit de cet effort (protéger):

Mes valeurs, c'est l'honnêteté, la rigueur, l'équilibre en toute chose. Et surtout la famille. Il faut faire tout pour que la famille marche. Pour vivre en harmonie avec son entourage, aussi. Il faut pas être en guerre avec ses voisins. Et il faut vivre honnêtement, il faut être responsable, il faut essayer de subvenir à ses besoins, faut pas se laisser glisser puis dépendre des autres. Et puis après, faut protéger ce qu'on a, c'est un devoir.

Martine a toujours travaillé à plein temps, à une époque où, en Suisse tout particulièrement, le travail salarié féminin n'allait pas de soi. Elle n'a pas cessé son activité au moment de la naissance et

292. Lukas (serrurier de formation, chef d'atelier aux CFF après des formations continues ressenties comme coûteuses, retraité, issu d'une famille pauvre, entré à l'UDC au début des années 1990) manifeste une déclinaison plus limpide encore des raisons déterminant son engagement à droite. Sollicité sur ce qui l'a mené à l'UDC: «Oui. C'est très simple. Premièrement, j'ai travaillé toute une vie et je me suis construit un patrimoine. Ce n'est pas un petit patrimoine, pour moi, et j'ai remarqué que les sociaux-démocrates et les verts usent de manière très, très généreuse de nos impôts. De peur que mon patrimoine en souffre, car je reçois des intérêts de mon patrimoine et si je dois réduire mon patrimoine à travers cette politique de gauche, je reçois moins d'intérêts. Et je ne peux plus maintenir mon standard de vie comme je le souhaite. Maintenant je le peux encore. Mais si la gauche continue d'user de manière aussi généreuse des impôts, je me dis: Je ne peux pas toujours simplement serrer mon poing dans la poche et me plaindre mais, au contraire, je veux participer de manière active». Avec ce parti qui cherche à empêcher que les impôts soient gaspillés. Je suis à l'UDC pour cela.»

293. Elle exprime du reste ouvertement son anticommunisme, basé sur l'exagération («au pouvoir») du poids des communistes à Genève: «Et je dois dire, je suis toujours choquée, mais vraiment choquée de voir, à Genève, les communistes au pouvoir. Je ne comprends pas. Ça m'est quelque chose, mais d'incompréhensible.»

des premières années de son fils unique. Elle insiste à plusieurs reprises, et dans différents contextes de l'entretien, sur son fort investissement professionnel, parfois lourd et dont le coût est ressenti durement. Ainsi, elle évoque des tensions temporelles avec son engagement politique, qu'elle présente comme limité dans sa forme et son ampleur par la priorité accordée à son travail, au détriment parfois, le reconnaît-elle, de la préparation des dossiers pour le Conseil municipal. De même, le sentiment d'avoir fait de lourds sacrifices se lit pleinement dans son appréhension critique des mesures d'aide à la promotion des femmes, son ascension dans l'entreprise s'étant faite sans soutien ni quota, précise-t-elle²⁹⁴. Sa lecture du congé maternité va dans le même sens. Déchirée²⁹⁵ sur cette dernière question, elle s'est finalement opposée, tout comme son parti, à son introduction généralisée, en 2004. Comme souvent dans l'entretien, Martine raisonne à partir de son propre vécu, présenté comme une expérience de débrouillardise :

Je me suis dit, si j'ai pu le faire [*se passer d'un congé maternité significatif*], d'autres peuvent le faire. Et ça m'a pas créé un tort, ça n'a pas créé un tort à mon fils ni à mon mari. C'était peut-être une période assez dure, mais je trouve que si on veut avoir un enfant, il faut passer par là ; il faut être prête à faire des sacrifices, il faut pas compter sur les autres. Et, bon, j'ai pas eu une position facile, parce que j'ai pas de parents ici, mon mari non plus, donc on avait pas vraiment cette possibilité de placer l'enfant, et on arrive quand même à se débrouiller. Donc c'est un peu comme ça que j'ai réfléchi.

Sa lecture méritocratique du monde²⁹⁶ se double d'un profond respect de la hiérarchie et de l'ordre en entreprise, qui trouve à s'exprimer à la vue de la photo de la manifestation de défense du service public. Alors que pour elle les gens du public pourraient

294. Logiquement, vu sa situation, Martine n'assigne pas les femmes à la sphère domestique.

295. À la consigne sur le thème, elle commence par rappeler son étonnement passé de l'absence d'un vrai congé maternité dans un pays riche comme la Suisse, pour rationaliser ensuite sa position actuelle : l'exigence de droits irait trop loin. Et de citer un exemple d'une amie belge au bénéfice pendant de long mois d'un congé maternité.

296. On la retrouve aussi dans sa vision du chômage, qu'elle impute majoritairement à l'absence d'effort des chômeurs pour retrouver un emploi : «... il y a une très, très, très, très forte partie des gens qui ne cherchent pas de travail, et qui viennent juste chercher des allocations».

manifester sans conséquences ni risques, les gens du privé devraient se soumettre inconditionnellement aux décisions de leur direction. Cette vision binaire se double d'une interprétation en termes de privilèges indus :

Évidemment, quand je vois ça, je peux pas dire que je les envie, mais je me dis qu'ils ne savent pas les privilèges qu'ils ont. Tous ces gens qui vont dans la rue, le service public qui a ce privilège de pouvoir se montrer dans la rue et de poursuivre, après, leur mission, leur engagement, sans être inquiétés, sans... Pour nous, c'est impensable ; si on travaille dans l'industrie, dans le commerce, c'est impensable, on est... Soit on va avec l'employeur, soit on va ailleurs, c'est tout. Même si on est pas toujours d'accord, mais on suit l'employeur.

La critique qu'elle opère par ailleurs du syndicalisme, supposé porter « une lourde responsabilité dans le malaise de l'économie », en Allemagne comme en France, infirme toutefois l'hypothèse interprétative qu'elle envierait (« privilège de pouvoir se montrer dans la rue ») la capacité d'action des salariés du public. À ses yeux, l'action collective en entreprise privée est impensable (« Non, non, la grève et l'opposition en groupe est impossible »), mais aussi illégitime, et est supplantée dans son esprit par l'individualisation du rapport de travail, congruente avec sa vision méritocratique du monde :

Vous pouvez, s'il y a un problème, essayer la discussion.

Sa vision dépréciative des salariés du service public est de plus spontanément associée aux « enseignants » (« cette bande-là »), alors qu'elle se montre plus tolérante envers les infirmières : « Je trouve un petit peu dommage qu'elles se mélangent avec cette bande-là. Parce que je trouve qu'elles font un boulot difficile, mal payé. »²⁹⁷ Pour autant, Martine ne donne pas ouvertement dans le ressentiment antifonctionnaires comme d'autres « méritants » : elle se limite à des comparaisons hâtives entre public et privé, bâties sur des clichés, tel l'abus supposé répandu en matière de congé maladie d'un côté,

297. La photo représente pourtant des infirmières en blouse blanche qui manifestent, et non des enseignants.

l'impossibilité d'être malade de l'autre («Chez nous, il y a personne qui est malade!»). Martine semble justifier par la comparaison entre privé et public sa propre situation professionnelle, probablement vécue dans la souffrance d'un effort toujours plus grand exigé dans un contexte de pression à la productivité et à la soumission aux logiques de l'entreprise.

Comme Martine, Giorgio est un cas typique de salarié des trente glorieuses, en forte ascension par rapport à sa famille d'origine. Il a occupé pendant plus de trente ans et jusqu'à la retraite un emploi très qualifié de mécanicien dans le contrôle et la maintenance des avions au sein de feu la prestigieuse entreprise *Swissair*²⁹⁸. Resté salarié toute sa vie, Giorgio n'a pas de pratique propre d'indépendant, ni même n'insiste vraiment, tels Martine ou d'autres méritants, sur ses propres mérites. Il valorise pourtant fortement l'univers du privé et de l'indépendance, par procuration, en s'appuyant sur la réussite sociale de ses enfants, insistant sur le fait que ses trois enfants sont partis de rien et ont réussi par l'effort et le mérite. Selon ses mots, ils sont devenus des «capitalistes» sans capital initial, grâce à leur travail. Il mentionne surtout un de ses fils, hôtelier dans une station huppée de l'Engadine, qui dirige désormais 80 personnes :

Et il a commencé avec rien ! Pas un centime. Il a travaillé lui-même.

Par l'intermédiaire de ses enfants, Giorgio est donc en lien avec ce monde qu'il valorise, tout comme il dévalorise l'intervention étatique dans l'économie. Comme Martine, l'action collective ne trouve pas grâce à ses yeux, lui qui n'a été que très brièvement syndiqué et sous la pression de l'entourage professionnel, avant de rallier *Swissair*²⁹⁹. Si ces orientations libérales n'étaient pas nécessairement suffisantes pour conduire à son adhésion, elles deviennent dès lors tangibles au travers de l'expérience de ses enfants. La pente générale de la famille (du père de Giorgio, jardinier au service des «riches», à ses deux fils devenus indépendants et patrons) renforce

298. Elle était réputée pour ses conditions de travail et ses avantages en nature, principalement l'accès à des vols au prix très réduit, dans un contexte où voyager en avion n'était pas encore répandu et restait réservé à une élite : Giorgio ne manque pas de le faire savoir à deux reprises dans l'entretien.

299. Rapportant des discussions politiques qu'il a avec ses enfants sur le rôle des syndicats : «En Angleterre, ils ont brisé l'industrie automobile.»

Giorgio dans ses convictions qui prennent dès lors une classique inflexion libérale.

Une situation locale comme catalyse de l'engagement

Les motifs que Martine donne en début d'entretien pour expliquer son engagement ne sont pas d'ordre idéologique ni axés sur de grands principes généraux. Ce sont des événements proches de sa vie quotidienne qui la poussent à intégrer l'UDC. Elle évoque comme catalyseurs plusieurs incidents survenus dans son quartier, dont la présence d'un squat, au point que son fils n'oserait parfois pas quitter seul la maison alors qu'elle ne peut l'accompagner en raison de son travail à plein temps. Elle évoque «la petite criminalité» qui aurait envahi le voisinage. Ces événements sont d'autant plus mal vécus que les diverses demandes d'intervention des habitants n'auraient pas été entendues, notamment du côté du procureur, alors membre du PS, produisant un sentiment d'abandon :

C'étaient des tas d'histoires, des centaines d'histoires. C'est des centaines de plaintes pénales qui sont parties, et pas seulement de nous, de tout le voisinage. La petite criminalité qui s'est développée tranquillement à côté, des choses révoltantes qu'on a vues, qu'on a rien pu faire. Et que si on écrivait, justement, au procureur, à la limite, il nous menaçait de nous expulser nous [rire], si on voulait plus qu'ils restent. Et il y a eu des tas de choses comme ça.

Si elle ne thématise pas explicitement ici la défense de ses intérêts patrimoniaux, tout porte à croire que ces événements significatifs à ses yeux suscitent un sentiment de dévalorisation de son quartier résidentiel³⁰⁰, qui se répercute directement sur celle de son bien immobilier chèrement acquis.

En entretien, Martine avance aussi la clarté du «message» de Blocher comme raison d'adhésion, après avoir comparé avec les orientations du Parti libéral, auquel elle dit pouvoir souscrire, du moins comme second choix. Martine ressent le stigmate associé à l'UDC, mais est néanmoins confortée dans sa décision d'adhérer par le fait qu'elle découvre qu'une de ses connaissances, affiliée à

300. Olivier Masclat (*La gauche et les cités*, op. cit., pp. 77-110) note aussi l'importance du déclassement du lieu de résidence et de l'impression d'en être dépossédé dans le ralliement au Front national de certains électeurs populaires de droite.

un «club» qu'elle fréquente (elle n'en dit pas plus), est membre de l'UDC, ce qui la rassure :

J'avais pas connaissance de son engagement à l'UDC jusqu'au jour où j'ai lu un article dans *L'Hebdo*, sur lui. Et ça m'a frappée, je me suis dit : mais l'UDC, ça peut pas être le diable, s'il est là-dedans.

Son engagement intervient dans un contexte où l'UDC manque cruellement de personnes prêtes à défendre publiquement la marque du parti. Sollicitée, elle finit par accepter un mandat municipal alors qu'elle venait d'adhérer au parti cantonal.

Si Martine est plus convaincue par l'UDC que par le Parti libéral, c'est aussi que l'offre udéciste rencontre plus facilement ses demandes d'ordre formulées sur la base de sa propre expérience. Comparés à ceux d'autres méritants, ses propos sur les étrangers sont moins hostiles et elle refuse d'être associée, sous l'étiquette «extrémiste», à «des gens qui veulent foutre les étrangers dehors». Elle trouvera cependant des points de convergence, sur ce thème, avec certaines orientations du parti, comme quand elle critique la politique de naturalisation de sa commune à majorité de gauche, jugée trop laxiste dans l'octroi du passeport suisse à «des gens qui ont des casiers judiciaires, qui ont des passés vraiment plus que révoltants et qui sont acceptés aveuglément». C'est aussi une des rares personnes interviewées à Genève à évoquer sa crainte de «l'islamisme», alors qu'elle dit avoir pris ses distances avec la religion au sortir de l'adolescence. Appelée à commenter la photo de cérémonie interreligieuse, elle exprime ainsi spontanément son franc refus de l'islamisme, qu'elle prolonge par un appel au contrôle des frontières : «Il faut pas laisser rentrer les gens sans prêter attention à la religion.»

À l'inverse, Giorgio motive principalement son adhésion à l'UDC par une franche et manifeste xénophobie. Il rappelle du reste son engagement ancien mais très actif à l'Alliance des indépendants, qu'il quitte au début des années 1970, en raison de l'opposition de ce parti à l'initiative xénophobe de Schwarzenbach, qu'à titre personnel il soutenait. Au-delà des motifs avancés pour adhérer au parti blochérien, le discours de Giorgio est traversé de part en part par une stigmatisation récurrente des étrangers, dont la simple mention s'opère spontanément en lien avec toutes sortes

de thématiques, de prime abord sans rapport, telle l'assurance maternité qui serait plombée par la fécondité supérieure de ces derniers. Alors que Martine ne raisonne pas en termes de chauvinisme du *welfare*, Giorgio construit un discours mêlant préférence nationale explicite («La majorité de ces invalides sont des étrangers. Il y a des milliards qui partent à l'étranger») et considérations empruntées à un registre culturaliste («Ici on construit comme des fous des mosquées»).

Malgré leurs différences, ce qui rapproche ces différents «méritants» demeurés salariés, outre leur objective ascension sociale par rapport à leur milieu d'origine et/ou au cours de leur propre carrière professionnelle, c'est bien une commune vision du travail. Source de prospérité et de patrimoine, ce dernier incarne une valeur centrale à leurs yeux. Ils peuvent se vanter de l'avoir honorée par leurs sacrifices propres, même si certains ont délégué à leurs enfants le soin d'incarner pleinement la réussite sociale. La crainte de voir menacés, d'une manière ou d'une autre, le fruit de son labeur (ou de celui de ses proches), constitue un ressort puissant d'action pour ces militants. Cette vision somme toute individualiste et méritocratique du monde trouve un prolongement dans une commune incompréhension, si ce n'est une aversion, pour l'action collective, singulièrement syndicale en entreprise. Mus par une perception individualiste des rapports de travail, l'idée même d'une dimension structurelle du rapport de forces capital-travail leur échappe³⁰¹. La perception en général radicalisée du clivage public-privé vient compléter le tableau, sous le mode de la comparaison et/ou d'un ressentiment contre les «fonctionnaires».

LUTTER CONTRE LE DÉCLASSEMENT PAR L'EFFORT

Nous présenterons ici le cas de Jacques, fils d'ouvrier, petit commerçant dans un secteur désormais menacé, anciennement engagé à gauche. On évoquera plus succinctement Olivier et Amélie, parcourant un trajet incertain, ballottés entre situation d'indépendant et de cadre, et Markus, paysan fragilisé par les transformations en cours du secteur agricole.

301. Giorgio: «J'ai toujours pensé que les gens qui travaillent et sont bien, ils n'ont pas besoin de syndicat. Si le patron est content, il donne plus de salaire, ou moins.»

DU MONDE OUVRIER À LA BOUTIQUE

L'engagement de Jacques à l'UDC, vers la fin des années 1990, n'était pas donné d'emblée, du fait d'un engagement préalable relativement long à gauche. Sa situation professionnelle de droguiste indépendant en phase de déstabilisation va peser dans son évolution politique: son éloignement de la gauche et sa reconversion politique s'expliquent en partie par un sentiment de non-reconnaissance de la part de son camp politique d'origine, de ses difficultés professionnelles et des efforts qu'il déploie pour les surmonter. Dès lors, ce que Jacques a de typique, ce n'est pas son passé de gauche, mais sa situation (incertitude, potentiel déclassement) et son rapport au monde (valorisation de l'effort, du mérite, etc.) communes avec d'autres militants, eux de tout temps situés à droite.

Jacques, né pendant la guerre, est le fils unique d'une famille ouvrière suisse alémanique établie à Genève à la même époque. Son père est mécanicien, sa mère reste au foyer après sa naissance, bien que travaillant de temps en temps. La politique est présente en famille, sur une orientation de gauche. Même si Jacques rappelle que, dans les années 1930 son «père hésitait, comme tous les ouvriers, entre l'extrême gauche et l'extrême droite», il précise qu'il «votait souvent socialiste parce qu'il connaissait Walther Bringolf», figure militante communiste schaffhousoise passée au Parti socialiste. À Genève, son père l'emmène au Grütli, un lieu où se réunissent des tendances politiques diverses, principalement de gauche. Jacques présente son père comme un antimilitariste et un anticlérical, qui lui transmet les valeurs «de l'engagement et du travail». Sa mère partage visiblement les idées de son mari.

Jacques deviendra droguiste, après une formation en apprentissage complétée par une maîtrise. Peu après, il reprend à son compte une droguerie, et à la suite de problèmes financiers – il rembourse progressivement son commerce – il travaillera parallèlement et durant près de vingt ans comme représentant médical, sa femme et une employée assurant le travail principal au magasin.

Les premiers engagements de Jacques le mènent, dans le droit fil d'une socialisation familiale anticléricale, vers la Libre pensée, à laquelle il adhère «vers 17-20 ans». Amené à revenir sur son engagement, il explique: «Mon truc numéro un, c'était la Libre pensée (...) Ça, somme toute, c'était moi, voilà.» Il continue d'ailleurs à se définir au présent comme libre penseur, écrivant parfois dans

l'organe suisse romand de cette association, même après son engagement à l'UDC. Au plan partisan, il adhère vers 1960 aux Jeunesses socialistes, puis deviendra et restera membre du PS, ce qui ne l'empêchera pas de fréquenter des militants du Parti du travail, ni, au début des années 1970, d'afficher une certaine ouverture aux milieux «gauchistes» pour l'aspect contreculturel qu'ils représentent. Il quitte le Parti socialiste à la fin des années 1980, et attendra dix ans pour rejoindre l'UDC.

L'engagement de Jacques à l'UDC peut se comprendre comme l'ajustement de ses convictions politiques à sa position sociale de petit commerçant, dans un parti qui lui permet dans le même temps de ne pas renier un sentiment fort d'appartenance à la «classe ouvrière», terme qu'il utilise à plusieurs reprises dans son récit. Sa profession de petit commerçant le met en effet en tension avec son engagement au Parti socialiste, qui «ne défend pas *[ses]* intérêts»:

Je suis un voleur, pour eux *[les gens de gauche]*, un petit commerçant, etc.

Et il explique que, bien que n'étant pas «poujadiste emboutiqué», il est néanmoins «de droite pour l'économie». Or, il perçoit l'UDC comme favorable à ses intérêts professionnels:

C'est aussi une des raisons pour lesquelles j'ai adhéré à l'UDC. C'est qu'il me semblait qu'ils défendent l'artisan, le petit commerçant, le petit industriel, la PME, et c'est ce qui motive vraiment essentiellement mon engagement actuel à l'UDC.

En ce sens, son adhésion est une manière de se «venger», terme qu'il emploiera plusieurs fois:

Je me suis dit, je vais me venger un peu de mes erreurs de jeunesse, d'avoir soutenu cette gauche qui finalement ne me soutient absolument pas.

Il fait part de sa colère face aux «gens de gauche», aux «syndicalistes», qui préfèrent acheter dans les grandes surfaces plutôt que de faire vivre les petits commerçants. Dans le même temps, il reproche à ses anciens camarades socialistes un engagement «intéressé», les militants une fois élus se mettant à porter des cravates et

à rouler dans de belles voitures. Bref, selon ses termes, une «gauche caviar».

Bien que droguiste, Jacques se considère aussi comme «un ouvrier». Il ressent à l'évidence une culpabilité par rapport à son ascension sociale, puisqu'il explique :

Nous, on est une génération, on nous a quand même toujours dit: «Tu laisses tomber la classe ouvrière, tu veux améliorer le capital, finalement, t'es un salaud, quoi, j'entends; ton père était ouvrier, ton grand-père ouvrier.»

En raison de cette identité «de classe» toujours active, seule l'UDC parmi les partis de droite du champ politique genevois peut faire l'affaire, de par son affichage «populaire». Il juge au surplus la «droite classique» démagogique et sans «aucune cohérence», notamment parce qu'elle transigerait avec la gauche, comme si jouait encore chez lui le rejet de la culture du compromis et des logiques consensuelles propre à la politique suisse :

Les partis, la droite classique: «Euh ouais, mais bon, faut partager la poire avec les socialistes; eux, ils disent faut faire la bouteille carrée, nous on la veut ronde, alors on va la faire comme ça.»

L'inertie de son attachement subjectif à la classe ouvrière l'amènera néanmoins à hésiter avant d'adhérer à l'UDC, qui comprend parmi ses membres des personnes appartenant, selon ses termes, au «grand capital». Finalement, il est conforté dans sa démarche d'adhésion par le fait qu'un ancien député notoire du PdT a rejoint lui aussi l'UDC genevoise.

ÉTAT RÉGLEMENTAIRE, FONCTIONNAIRES HONNIS ET RÉALISATION DE SOI

En tant que petit commerçant, Jacques a développé des sentiments courants dans le monde de la «boutique»³⁰²: une violente aversion pour les fonctionnaires, une lecture critique de la «générosité» en matière de prestations sociales, ainsi qu'un sentiment profond que

302. Nonna Mayer, *La boutique contre la gauche*, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

ses difficultés professionnelles dépendent d'un interventionnisme réglementaire de l'État.

La photo d'une manifestation de défense du service public le conduit à traiter les fonctionnaires de « menteurs » lorsqu'ils affirment qu'ils manifestent pour la qualité des prestations aux usagers et non pour leurs intérêts immédiats. Elle le pousse surtout à comparer sur un ton emporté son propre statut à celui décrit comme privilégié de ces derniers :

Ouais, alors ça... Scandaleux, scandaleux! Non, parce que les gars, là... C'est en Suisse. Non? Ça, faut arrêter, « la fonction publique la mieux payée du monde », donc, alors de quoi ils se plaignent? Faut pas pousser! Faut pas pousser! Non, non, là, il faut... Ces gens-là, ils sont pas raisonnables, ils se rendent même pas compte! Moi, j'ai mon apprenti, là, qui... Enfin non, c'était pas le mien, celui-là, mais j'ai un apprenti, là, tous ces gars que j'ai eus, qui étaient pas spécialement doués, qui ont fait quatre ans d'apprentissage, ils sont à l'État, ils ont des salaires double du mien; et ça se permet de défiler avec des pancartes comme ça. J'y dis: « Attends, mais vous en êtes où, là? Vous en êtes où? »

Jacques développe également un discours hostile aux prestations sociales particulièrement tranché, en ce qu'elles donneraient lieu à des « abus » innombrables et dans toutes sortes de secteurs, pour mieux fustiger la gauche insensible à la question du financement de ces dernières. On retrouve là le classique refus de financer les prestations dont on ne profiterait pas. Les partisans de gauche du système ne « réfléchissent pas à ça, qui va payer », et il faudrait que ce soient « les autres qui pédalent » pour amener l'argent nécessaire. Dans une longue intervention où il énumère des cas de prestations indues, il s'en prend spontanément à certains chômeurs qui vivraient dans le luxe, alors que l'on devrait juste leur donner de quoi survivre :

Donc alors on paie, mais si c'est pour que les autres puissent avoir des natels [*téléphones mobiles*] et des bagnoles, je suis pas d'accord! Qu'ils aient à bouffer en attendant, puis qu'on les recycle, qu'ils trouvent du travail d'accord, mais le reste...

Ce qui est encore plus directement appuyé sur son expérience immédiate de petit commerçant, et qui contribue à le pousser vers

l'UDC, c'est sa confrontation permanente à des exigences réglementaires affectant sa profession. Ce vécu est au principe d'un puissant discours antiréglementation, d'une charge contre les lois et les règlements, dont il sort «vingt bottins par jour dans le monde»³⁰³. Sur ce terrain, il opère une association entre l'existence de ces contraintes réglementaires et les forces politiques de gauche dont il s'est éloigné, censées en être les principales responsables. Mais, surtout, les transformations de son secteur d'activité spécifique, de plus en plus contrôlé (délimitation des produits autorisés à la vente, normes de sécurité et de manipulation des substances, etc.), l'amènent à désigner comme cible de sa colère les préoccupations «prétendument» écologistes. Notons que Jacques, comme petit commerçant, s'en prend sans surprise aux grandes surfaces, qu'il juge favorisées par «l'administration»³⁰⁴. Ainsi, dans son explication du monde, ce serait encore l'État, de par une pratique législative discriminatoire, qui défavoriserait le petit commerce ou le petit artisan :

Les lois fédérales vont dans le sens européen, mais surtout elles vont jamais dans l'intérêt du spécialiste, des corporations. C'est toujours, tout est fait pour les... Maintenant, on va supprimer la loi sur les substances toxiques, et c'est tout réglé pour que les grandes surfaces puissent vendre des substances toxiques. Alors quand vous voyez le Parti socialiste, et écologique, et ces gens-là qui veulent faire de l'écologie... On lance sur le marché les bouteilles plastiques; nous, pendant trente ans, on a vendu des bouteilles en verre. On dit aux gens: ramenez la bouteille, on la remplit. Jamais personne nous a dit merci! Après, vous voyez le Conseil municipal de Genève qui donne 50 000 francs de prix à la

303. Outre leur manifestation en entretien, les colères de Jacques sur ces aspects accèdent à quelques reprises à la rubrique locale de la presse, notamment en 1999 et 2000. On retrouve dans ces articles l'expression d'une même souffrance, notamment quand il réclame solennellement «60 000 francs à la Ville de Genève pour l'aider à survivre» comme commerçant remplissant un «rôle social». Cette demande, traduisant un sentiment d'injustice, trouve prétexte à s'exprimer alors que les autorités de la ville, à majorité de gauche, accordent une aide de 200 000 francs au *Courrier*, quotidien de la place orienté à gauche et menacé régulièrement de disparition.

304. Nonna Mayer analyse la commune aversion pour «les privilèges des gros» (ici la grande surface) et l'État, accusé de «complaisances coupables à l'égard des «gros», dans *La boutique contre la gauche*, op. cit., notamment pp. 144-146. Dans le cas de Jacques, sa perception de «petit» face aux «gros» incarnés par la grande distribution vient faire écho à son passé de gauche, où la lecture clivée du monde, en l'occurrence de classe, était centrale. Une telle représentation vient probablement réduire le sentiment de reniement idéologique dû à son passage à l'UDC.

Migros [*grande surface*] pour les efforts écologiques de la Migros! Quand vous savez qu'ils ont des camions sans filtres à particules, la merde qu'ils nous font, cette Migros! Qu'ils emballent la moindre salade dans du plastique qu'il faut brûler aux frais de la collectivité, pis qu'on leur donne encore 50 000. Que nous, les artisans, on essaie de faire remplir les bouteilles aux gens, qu'on a jamais eu 50 francs.

L'ensemble des griefs de Jacques, qui pour l'essentiel visent les pratiques de l'État sous ses multiples facettes, se nourrit d'une insistance sur la valeur travail, que lui a transmise son père³⁰⁵. Il signale l'importance de la réalisation de soi au cours d'une vie, du mérite, de la volonté et de l'effort associés au travail. Ainsi, parmi les qualités qu'il valorise le plus, celle d'«avoir construit quelque chose» prend une place centrale, qu'il convient de lire au-delà de sa seule dimension économique:

... disons, avoir construit quelque chose, ça, c'est des valeurs, pour moi. Que ça soit artistique, financier, scientifique ou autre chose. Mais le gars qui essaie de faire quelque chose, il réussit ou pas, c'est autre chose, mais disons, le gars qui essaie de faire quelque chose.

Cette philosophie générale de la vie peut expliquer le sentiment d'injustice ressenti par Jacques, en tant que commerçant et/ou artisan aux efforts insuffisamment reconnus. La référence qu'il fait à d'autres réussites qu'économiques doit toutefois être imputée à d'autres dimensions de la vie de Jacques, notamment son attirance pour les choses de l'esprit, la réflexion et la lecture³⁰⁶.

Du reste, cette conception étendue du mérite individuel ne se retrouve pas chez d'autres militants se rapprochant du type, au passé politique de droite. Ainsi, Olivier, la soixantaine, évoque uniquement l'aspect étroitement économique ou financier quand il parle de mérite et de réalisation personnels. Les circonstances économiques l'ont contraint à abandonner un commerce de taille moyenne (une dizaine de salariés) hérité de son père afin d'éviter la

305. En réponse à une consigne cherchant à le faire préciser ses valeurs, Jacques répond: «Les valeurs qu'on m'a transmis: l'engagement, le boulot, travailler...»

306. Jacques parle de son goût de la lecture et donne les signes d'une pratique effective en la matière, et se montre fier de posséder une bibliothèque de 1000 livres (note de terrain, 7 juin 2005).

faillite, à opérer diverses reconversions dans la finance puis dans les assurances, à la suite de licenciements, pour finalement se remettre à son compte comme courtier en assurances, à l'approche de la retraite. De ces déconvenues professionnelles suivies de réussites temporaires, Olivier insistera sur sa volonté inébranlable, indissociable chez lui d'une profonde aversion pour « l'aide providentielle de l'État ». S'agissant du chômage, il s'empresse d'illustrer le problème par son propre cas :

Les gens doivent se débrouiller. Je pourrais donner mon exemple personnel. C'est pas des mots en l'air, je peux vous donner mon exemple personnel; j'ai dû recommencer une carrière, moi, entièrement. J'avais pratiquement plus rien, j'ai dû recommencer. J'ai pas été demander l'aide de l'État!³⁰⁷

Amélie, quant à elle, critique la progressivité de l'impôt et son principe de redistribution, négation emblématique à ses yeux du mérite personnel et des engagements différenciés des personnes, vus sous l'angle étroitement économique :

Parce que si on part du principe que tous les hommes sont égaux; et c'est marqué dans la Constitution que tous les hommes sont égaux devant la loi. Alors pourquoi, nom d'une pipe, Pierre, Paul, qui gagne 10, il paie 10 % d'impôts; mais Jacques, qui bosse beaucoup, et il gagne 100, il devrait payer aussi 10 % d'impôts! Non, on lui dit: « Tu paies 40, parce que tu es riche! » Je veux dire, c'est du vol, pour moi. (...) C'est injuste!

La prise de position radicale d'Amélie trouve sa source dans un profond anticommunisme lié à son passé de réfugiée politique hongroise, arrivée en Suisse au cours des années 1960, à l'antipode donc du passé politique à gauche de Jacques. Comme Olivier, Amélie est renforcée dans ses convictions par un trajet professionnel difficile, fait de rebondissements et d'incertitudes dans l'univers de l'entreprise et du monde des affaires³⁰⁸.

307. Notons pourtant qu'Olivier récuse l'idée d'une responsabilité individuelle exclusive dans la situation de chômeur. S'il existe bien à ses yeux des « incapables » qui demeureraient par leur faute dans cette situation, il désigne néanmoins une logique structurelle censée expliquer les « 20 000 chômeurs genevois » : l'ouverture des « frontières aux travailleurs étrangers quand on a autant de chômage chez nous ».

En dépit de leurs attributs divergents, Amélie, Jacques et Olivier partagent en commun cette philosophie du mérite, dans une déclinaison plus ou moins économiciste. Mais ils se montrent toujours scandalisés, d'une manière ou d'une autre³⁰⁹, à l'idée de payer pour les autres.

TENSIONS DANS L'ADHÉSION

L'engagement précédent de Jacques au PS ne l'empêche pas d'être sensible au discours de l'UDC sur l'immigration, qui constitue apparemment un motif important de son nouvel engagement, du moins le premier qu'il cite lorsqu'il se demande pourquoi il a rejoint ce parti :

Pourquoi alors rejoindre entre guillemets, un petit peu, «l'autre extrême», l'UDC? Bien en partie parce que, sans être ni raciste, au contraire, ni xénophobe, ni rien du tout, mais quand j'ai vu que par exemple sur l'afflux de réfugiés par exemple, dans l'allée, ici, on a plus que des Africains, des Arabes, des Turcs... Ils sont sympas, j'ai des copains, là-dedans, les Turcs, je vais tous les jours manger une bricole ou boire un verre. Mais enfin, quand vous avez plus que ça, quand vous voyez certains qui... Cet afflux des Noirs, par exemple, qui me disent eux-mêmes «Je vais jouer du jazz dans des boîtes aux Pâquis» et ils touchent le social ici, je voyais que l'UDC, là-dessus, ils avaient en partie raison.

Dans d'autres jugements, Jacques se montre ambivalent. Il tient compte du rapport au travail des étrangers (ils ne les rejette pas lorsqu'ils travaillent), mais thématise la concurrence qu'ils feraient aux Suisses sur le marché de l'emploi, affirmant par un possessif lourd de sens qu'«ils prennent des places de travail aux nôtres». À cette appréciation économique s'ajoute un souci identitaire, culturaliste, quand il évoque les dangers de l'islam³¹⁰ et les dangers

308. (Note de la p. 193.) Sa carrière professionnelle mêle des périodes de salariat comme cadre bancaire, de chômage, de «piges» journalistiques pour une agence de presse hongroise dans la période suivant la chute du «communisme», à des activités indépendantes de gestion de fortune ou dans le secteur de l'immobilier.

309. Amélie, par exemple, évoque la conseillère fédérale PS Micheline Calmy-Rey en ces termes : «Quand vous regardez une Calmy-Rey, qui a passé toute sa vie aux frais de l'État... Toujours, elle était nourrie par l'État.»

310. Dans un texte publié dans une publication de la Libre pensée Genève, quelques années après son adhésion à l'UDC.

de l'immigration, « main-d'œuvre à bas prix » peu prompt à l'intégration. On voit ainsi apparaître une passerelle entre son engagement passé fait de rejet de toutes les religions et son engagement présent dans un parti qui développe un discours très hostile à l'islam. Jacques est aussi opposé de manière virulente à la possibilité de binationalité, pourtant défendue par la section genevoise, qui permettrait selon lui à des étrangers de voter à droite dans leur pays et à gauche en Suisse. Enfin, malgré l'inertie d'un positionnement antimilitariste, il s'insurge contre le fait que les étrangers refuseraient de faire leur service militaire, la véritable raison selon lui pour laquelle « ils restent étrangers », et non, comme il l'entend dire, du fait de la xénophobie des Suisses fermés aux naturalisations.

Un autre aspect important intervient dans la compréhension de l'engagement de Jacques à l'UDC : l'impression qu'il a, en tant que Suisse, d'être malmené par les médias suisses et étrangers. Son adhésion peut aussi se comprendre comme une forme de réaction à ce qu'il ressent comme une dévalorisation de sa nationalité et de son pays. On en trouve le signe par exemple dans son agacement envers les critiques adressées à la Suisse au sujet de l'octroi tardif, en 1971, du droit de vote aux femmes, qu'il interprète plutôt comme « le seul pays au monde où les types ont voté le droit de vote des femmes ». Comme l'exaspère au plus haut point l'attitude qu'il prête à la télévision suisse de dénigrer son propre pays, par une sorte de « masochisme » :

Mais là, la télé suisse, systématiquement, on est mauvais, on est conservateurs, on est un peu cons, on est un peu lents, on est un peu *bobets*, on est un petit peu... Mais nom de Dieu, mais faut qu'ils arrêtent, quand même ! Nom de Dieu, mais c'est quoi ? On est pas des masos !

Dans un autre contexte, Markus, agriculteur en lutte contre le déclassé, lui-même fils de paysan militant UDC du canton de Zurich, semble décliner son attachement à la Suisse sur un mode plus apaisé :

Je dis ouvertement que je suis Suisse, comme je dis ouvertement que je suis à l'UDC. Il s'agit de pouvoir être honnête par rapport à quelque chose, de pouvoir dire ce que l'on est et vouloir aussi faire quelque chose pour qu'on le reste.

Dans ce dernier cas, l'attachement à l'identité, nationale et partisane relève de l'ordre de l'évidence, découle d'une pente « naturelle », en lien avec une socialisation familiale agrarienne, plus que d'un dépit face à ce qui est perçu comme un dénigrement systématique de la nation.

Si Jacques se montre en congruence avec les orientations programmatiques de l'UDC sur maints aspects (positionnement libéral, antifiscalisme, hostilité à l'inflation des règlements, suspicion envers les étrangers, défense identitaire de la nation), il s'éloigne du discours officiel de ce dernier pour ce qui a trait au libéralisme culturel, comme si, sur ce plan, les dispositions acquises influaient encore en partie ses prises de positions présentes³¹¹. Ces valeurs passées semblent toujours actives, du moins sur certains thèmes. Ainsi, Jacques n'est pas, contrairement à la position officielle de l'UDC et singulièrement de sa section genevoise, opposé au partenariat enregistré entre personnes du même sexe, adopté en votation populaire en 2004, proche en cela de jeunes adhérents du parti que nous avons interviewés, même s'il demeure réticent quant au droit d'adoption. De même, il se dit « assez d'accord » avec l'assurance maternité, combattue par son parti. Revenant du reste sur sa décision d'adhésion à l'UDC, il expliquera qu'il n'était « quand même pas d'accord avec beaucoup de choses » et qu'il percevait les « dangers de l'UDC ». Jacques vit finalement son engagement à l'UDC sur le mode d'une relative distanciation, ce qui lui a facilité la gestion de sa réorientation politique.

Parmi les militants sans passé de gauche proches de ce sous-type, Olivier a un rapport au libéralisme culturel plus attendu, tout en convergeant avec Jacques sur les autres aspects. Il ne censure par exemple aucunement son hostilité envers l'homosexualité, décrite en des termes naturalistes et crus (« maladie », « tare », gens « pas normaux », etc.). Markus, sur le même thème, se montre plus nuancé et ambivalent. Il mentionne spontanément sa cousine lesbienne pour appeler à ce « que l'on accepte beaucoup plus les homosexuels et les lesbiennes », tout en se distanciant des formes trop visibles de prises de parole de ces minorités (manifestation de type Gay Pride), et finit par critiquer l'exigence de droits de ces dernières, dont le partenariat.

311. Il rappelle dans son récit qu'il a porté les cheveux longs dans les années 1970, visité en famille la communauté danoise de Christiania, lu le périodique homosexuel *Gay-Pied*, au point de se définir explicitement comme « issu de la génération de 68 » qui valorise la « tolérance » et « les droits ».

Finalement, les différences observables au sein même du sous-type sur cet aspect, au-delà de ce qui les rapproche par ailleurs (principalement l'effort), doivent être recherchées dans les idiosyncrasies, les spécificités antérieures de la carrière ou des éléments de contexte immédiats.

UN ENGAGEMENT NÉCESSAIRE POUR APPRENDRE

On l'a dit, Jacques n'aurait pas pu se reconnaître dans d'autres forces de droite de l'échiquier politique. D'une part, son adhésion relève d'un certain goût de la provocation, qui marque tout son parcours politique passé: fréquentation de la Libre pensée («toujours un peu ce défi»), puis celle des meetings communistes, en sympathisant, bien qu'encarté au PS («un peu aussi une provocation»), et maintenant l'UDC, ce parti stigmatisé à Genève, auquel on «casse des vitres». D'autre part, l'offre politique udéciste est la plus ajustée à ses dispositions et aux identifications clivées qui sont désormais les siennes: un petit commerçant menacé de déclin, mais attaché subjectivement, au moins par inertie, à la classe ouvrière. Une telle configuration rendait improbable qu'il puisse se sentir à l'aise au PRD, encore moins dans l'élitiste PL, et son ancrage de libre penseur excluait à coup sûr le PDC. Son adhésion, si elle s'est opérée spontanément hors de toute sollicitation expresse, n'a toutefois pas été «naturelle», contrairement à celle de Markus qui, lui, adhère à 25 ans, à l'instigation de sa famille («Mes parents m'ont une fois pris avec eux [*à une réunion du parti*], ça s'est passé simplement»), adhésion excluant toute logique de défi ou de provocation. Jacques attend de plus près de dix ans pour adhérer, comme si sa tension identitaire freinait la réalisation de ce qu'il présente à plusieurs reprises comme l'impératif de l'engagement³¹².

Ainsi, au-delà des valeurs nationalistes, suspicieuses envers les étrangers et libérales qu'il partage avec l'UDC, et qui pour les dernières sont sans conteste le fruit de sa position sociale, le principe de l'engagement de Jacques est aussi à rechercher dans des dispositions autodidactes, qui rendent nécessaire à ses yeux un engagement quel qu'il soit³¹³, pour ce qu'il permet d'apprentissage et d'acquisition de connaissances:

312. À quoi il faut ajouter la relative percée sur Genève, en 1999, de l'UDC, auparavant groupusculaire.

313. Il se remémore son état d'esprit lorsqu'il a quitté le Parti socialiste: «Alors après, je me suis dit finalement, je quitte le Parti socialiste, mais pour rien faire?»

Mais, comme je disais, l'engagement, ça vous permet aussi d'être au courant, d'apprendre, et puis surtout de se rappeler. Des notions toutes simples, de ce qu'est un rendement... Des notions, quand il a fallu voter pour l'électricité³¹⁴, des trucs que j'ai vu, l'UDC était encore partagée, souvent, autant que les socialistes. Il y a toujours 50 % de voix pour un bord, ou 40 % pour l'autre; donc on va quand même discuter, les gens viennent, ils ont discuté, bon, qu'est-ce que la privatisation de l'électricité, etc. Le gars qui est dans un métier quelconque, privatiser l'électricité, ça veut plus rien dire, pour lui. Et, grâce au parti, je crois que l'engagement politique aussi, ça permet... C'est une fenêtre, aussi, ouvert sur les autres, sur la connaissance, quoi.

Son récit donne en effet de nombreuses indications sur ses dispositions à l'autodidaxie, que son engagement politique vient entretenir ou renforcer. Lui qui n'a pas pu «aller aux Beaux-Arts», ce qu'il déplore, parle de sa pratique régulière de la lecture³¹⁵, ou encore souligne la capacité de rédaction acquise lors de ses différents engagements militants. À défaut d'avoir des ambitions politiques et de viser un mandat électif, la principale rétribution de ses engagements successifs réside donc dans la possibilité que ceux-ci lui donnent d'apprendre et d'écrire, tout comme dans la possibilité de rencontrer beaucoup de personnes, dont certaines «très intéressantes», à la fois du fait de leur savoir mais aussi probablement de leur notoriété³¹⁶.

Finalement, Jacques partage avec les autres militants de cette sous-catégorie de méritants, une situation objective, à la fois de proximité avec l'indépendance et de menace de déclassement social. Cette situation peut être plus ou moins fortement ressentie et/ou thématisée dans le registre de la plainte, selon les configurations personnelles. Au-delà donc des spécificités politiques passées de Jacques, qui continuent à produire des effets sous forme de tension identitaire, c'est bien une commune insatisfaction qui le rapproche des autres cas, quant à l'insuffisante reconnaissance des problèmes rencontrés et des efforts personnels entrepris pour les résoudre.

314. La libéralisation du marché de l'électricité.

315. Cela se traduit lors de l'entretien par une bonne culture politique et historique, plaçant des citations de Lénine ou de Churchill, et évoquant les ouvrages de philosophie politique ou d'actualité lus.

316. Jacques cite ainsi les noms de plusieurs personnalités genevoises, essentiellement de gauche, en indiquant souvent les relations d'amitié qui le lient à elles.

Au terme de l'exposition de ces trajets de méritants, quelques remarques s'imposent. Malgré leurs différences, les méritants convergent autour de la valorisation du mérite, du travail et de l'effort, et ce à partir de leurs expériences de vie plurielles : accès à l'indépendance ou création d'entreprise, forte promotion professionnelle en tant que salarié, maintien difficile d'une activité d'indépendant dans un secteur économique en difficulté, capacité à rebondir face aux aléas de la situation économique et aux rudesses du marché du travail.

Quels que soient les particularités et les trajets de ces militants, les efforts qu'ils entreprennent appellent toujours dans leur esprit une forme de reconnaissance sociale en retour. Le sentiment d'un potentiel déficit de reconnaissance est dès lors vécu comme profondément injuste, comme un déni de justice, susceptible d'engendrer des attitudes, des prises de position, voire des ressentiments aux cibles diverses. Les déclinaisons précises de ce qui s'apparente à des déceptions peuvent évidemment varier. Pour Martine, elle déplore d'abord ce qu'elle ressent comme de la non-reconnaissance par les autorités de la dégradation de son quartier du fait que ces dernières toléreraient un squat à proximité de sa propriété, chèrement acquise grâce à son dur travail. Pour Jacques, c'est par exemple le sentiment d'incompréhension face à une municipalité de gauche qu'il voit comme délaissant les petits commerçants utiles socialement et en proie à des difficultés, alors que cette même municipalité dilapiderait les deniers publics, notamment pour sauver un quotidien de la place orienté à gauche. Pour Urs, c'est d'abord l'impression, en tant que Suisse, que la richesse nationale qu'il a contribué à produire tout au long de sa vie serait spoliée par les étrangers, etc.

Un tel sentiment d'injustice varie toutefois et produit des degrés de ressentiment plus ou moins vigoureux. Il nous paraît plus fortement marqué chez les personnes fragilisées, les méritants luttant contre le déclassement par l'effort, que chez les méritants en franche ascension sociale. Ceux-ci sont tendanciellement plus prompts à brandir leur capacité d'adaptation au monde tel qu'il est, ce qui équivaut à une forme de valorisation du présent, qui demeure toutefois fort limitée. Le passé et sa dureté, s'ils sont évoqués, servent alors de point de référence comparatif pour mettre en avant leur propre détermination à s'en extraire, tout en déplorant en revanche la perte du goût de l'effort qui caractériserait la société à l'heure actuelle.

À ces divers sentiments s'ajoute la centration systématique sur l'expérience personnelle. Cette centration sur l'ego ne se retrouve presque pas chez les libéraux (chapitre 7), bien que ces derniers partagent avec les méritants une commune conception individualiste et libérale du monde. Chez les méritants, en raison de la focalisation sur leur propre labeur, c'est bien à partir de leur situation personnelle et individuelle dans l'univers professionnel que les jugements sont portés sur le monde qui les entoure, et non pas, même si cela ne l'exclut pas, à partir de considérations socioéconomiques ou d'un raisonnement idéologique globaux. Un indépendant insistera par exemple sur le sacrifice financier que représente le fait de partir en vacances, pour décrier les salariés du service public osant revendiquer dans la rue en période d'austérité budgétaire. En tant que femme salariée, on désapprouvera les mesures prises en faveur du travail féminin, tels les quotas ou autres formes d'*affirmative action* en entreprise, en signalant n'en avoir soi-même pas bénéficié lors des difficultés traversées, sans que cela ne se soit avéré finalement préjudiciable. Un petit commerçant comparera et rapportera directement ses propres déboires de petit indépendant fragilisé au sort des grandes surfaces, présumées favorisées par l'État, etc.

On le voit, c'est d'abord la situation dans le monde du travail et sa perception comparative («je» *versus* «les autres») face à aux situations étroitement professionnelles ou non (situation de chômage, cas des bénéficiaires de prestations sociales de l'État) vécues par d'autres groupes sociaux qui fait ainsi varier quelque peu les prises de position entre nos sous-types. Le statut de salarié induit des comparaisons entre les salariés du privé et ceux du public. Il engendre surtout un discours rétif à l'action collective, allant de la totale incompréhension quant à son utilité à la vigoureuse hostilité envers les organisations syndicales et leurs activités. L'aspiration à l'indépendance pour soi-même n'est en revanche pas vraiment envisagée, la promotion professionnelle réalisée fermant apparemment le champ des possibles. La valorisation de l'indépendance en général peut toutefois se manifester par procuration (proches, enfants) et/ou, plus rarement, s'exprimer dans des propos à portée idéologique générale. Le statut d'indépendant en lutte contre le déclassement engendre des raisonnements produits à partir d'une posture de patron menacé. Quand un indépendant se sent attaqué dans son activité par l'extension des dispositions régle-

mentaires, jugées injustes et décidées par l'État et l'administration, cela produit et/ou renforce chez lui un puissant discours antibureaucratie, antifiscal et antifonctionnaires, qui rencontre alors sans problème l'offre politique de l'UDC. Enfin, pour les militants ayant accédé au statut d'indépendant, l'insistance sur leurs efforts passés et présents explique leur manque d'empathie pour d'autres catégories sociales estimées moins méritantes, particulièrement les salariés du secteur public, et ce d'autant plus si ces derniers revendiquent dans la rue.

Les méritants rejoignent d'une certaine manière les orientations idéologiques du parti sur le libéralisme économique, à défaut de toujours en décliner précisément les fondamentaux. Cette rencontre n'est de loin pas la norme dans notre corpus, comme l'atteste la distance des catégories populaires à cet univers-là (chapitre 3) ou celle des militants moraux (chapitre 8). On peut penser que ce qui attache les méritants au parti réside d'abord dans cette lecture singulière d'une vision libérale du monde, singulière car centrée avec insistance, on l'a dit, sur leurs intérêts immédiats. Dès lors, la suspicion envers les étrangers, bien présente mais variable en forme et en intensité, intervient généralement en parallèle ou en complément, ces derniers pouvant servir de cible d'un ressentiment dont les ressorts semblent principalement se situer dans le registre socioéconomique.

7. LES LIBÉRAUX

Dans cette catégorie de militants, les dispositions au sacrifice et à l'effort sont moins marquées que chez les méritants, du fait de la présence chez leurs parents d'un capital économique déjà accumulé, dont ils ont en règle générale hérité. Plutôt liés à l'univers des PME par origine familiale, ces militants ont connu une «sécurisation» du capital économique transmis par les parents, qui s'est faite grâce à l'obtention de diplômes universitaires ou, pour certaines femmes, grâce au mariage avec des personnes possédant de forts diplômes et des positions sociales supérieures.

Ces militants trouvent dans leur engagement à l'UDC une médiation pour défendre leurs intérêts socioéconomiques, de manière très directe pour certains, en prolongement de leur appartenance à des associations professionnelles patronales, plus indirectement pour d'autres, dans une défense plus générale et idéologique des orientations et des politiques conservatrices et libérales. Leur présence dans l'UDC, plutôt que dans un autre parti de droite, trouve son principe dans l'offre politique et son appréciation. L'UDC incarne pour certains le représentant «naturel» des intérêts des petits ou moyens entrepreneurs, pour d'autres (ou parfois les mêmes), l'offre politique du PRD est ressentie comme n'étant plus suffisamment «bourgeoise», l'UDC incarnant dans cet esprit le seul véritable «parti bourgeois».

Cette position se traduit par un discours libéral, sur le plan économique, tantôt axé directement sur la défense des intérêts catégoriels de leur corporation, tantôt de tonalité plus abstraite (comme la critique de la charge fiscale et du poids trop important de l'État social). Ces militants sont en revanche peu portés sur le ressentiment antifonctionnaires. De la même manière, la suspicion envers les étrangers est généralement plus limitée que chez d'autres militants,

ou du moins plus contrôlée, ces derniers ne posant pas problème en soi, pour peu qu'ils aient le goût du travail. On souligne ainsi leur contribution nécessaire à l'économie nationale. Pour autant, ces militants n'échappent pas à toute forme de suspicion, culturaliste principalement, telle une crainte, en lien avec leur capital culturel et inédit dans notre corpus, de voir le niveau scolaire baisser en raison d'une trop forte présence d'enfants étrangers dans les écoles. Certains de ces militants s'inscrivent dans une conception individualiste du monde qui dépasse la simple lecture économique. Elle englobe la défense des droits individuels, notamment en matière de mœurs, face aux contraintes sociales et/ou étatiques, ce qui équivaut par moments à relativiser leur conservatisme culturel. Enfin, leur rapport pratique au parti est généralement fait de prises de responsabilités, électives ou organisationnelles, vécues sur le mode de l'allant de soi, rapport pratique qu'encourage également le fait que tous ces enquêtés viennent, eux-mêmes ou leur conjoint pour les femmes, de familles marquées à droite, la majorité acquises à l'UDC et originaires du canton de Zurich.

De cette configuration, il importe de distinguer deux sous-types, l'un, dominant, constitué autour de patrons de petites entreprises héritées («petite bourgeoisie traditionnelle»), l'autre fait de proximité à l'univers plus classiquement «bourgeois» (au sens socioéconomique), soit des catégories sociales supérieures traditionnellement mobilisées, dans le contexte zurichois, par le Parti radical.

Nous présenterons pour le premier sous-type principalement le cas de Michael, propriétaire d'un hôtel-restaurant de qualité hérité de ses parents, entré en politique dans le sillage de ses engagements de défense des intérêts de sa corporation, ainsi que, accessoirement, celui de Beat, également hôtelier. Pour illustrer le second, nous évoquerons la carrière de Renate, traductrice puis rédactrice libre dans un grand quotidien suisse alémanique, mariée à un professeur d'université doté d'un passé à la direction de grandes banques helvétiques. Par contraste, nous signalerons le trajet de Birgit, jeune juriste, fille d'un militant UDC d'origine paysanne et directeur d'une entreprise importante du secteur laitier.

LA DÉFENSE NATURELLE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Michael, la soixantaine, est membre de l'UDC depuis 1969³¹⁷ et quatrième enfant d'une famille qui possède un hôtel-restaurant et

une boucherie³¹⁸ dans une commune de la Côte dorée du lac de Zurich. Il présente son choix de formation, se lancer dans des études de médecine, comme guidé par sa place dans la fratrie :

Ici, dans l'exploitation, j'étais la cinquième roue du char. Mon frère a fait un apprentissage de boucher, un apprentissage agricole et de boucher. Il était prédestiné à la succession de la boucherie. Ma sœur a fait l'École hôtelière, elle était prédestinée pour la prise en charge de l'hôtel, et le plus petit, le plus jeune était là, aucune perspective à la maison, et j'ai dit : « J'étudie la médecine. »

La vie en décidera autrement : après un accident arrivé à son père, il interrompra, contraint, ses études de médecine pour soutenir l'exploitation familiale, et effectuera à la place des études d'économie, apparemment moins chronophages. Du patrimoine familial, il héritera finalement de la direction de l'hôtel et du restaurant, vers la fin des années 1960, du fait que sa sœur, pressentie pour ce faire, s'était désistée à la suite de son mariage et de son établissement en Allemagne. À ce moment, pourtant, il aurait préféré poursuivre des études de niveau doctoral aux États-Unis.

Michael est élevé dans une ambiance où l'entreprise, sous différentes formes, est fortement présente. Celle-ci est de l'ordre de l'évidence, tout comme la lourde charge de travail qu'elle occasionne pour ses parents, qui se répartissaient les responsabilités au sein de « l'exploitation » : à sa mère le restaurant et l'hôtel, à son père la boucherie. De cette socialisation, il intégrera les valeurs du travail et de la responsabilité individuelle, qui se traduira surtout par une aversion vis-à-vis de l'interventionnisme étatique, une très forte sensibilité libérale à ce que la richesse doit être produite avant d'être dépensée et/ou répartie.

Il est aussi frappant que la prégnance de la valeur travail structure ses pratiques au-delà de son horizon professionnel et intervienne dans son rapport très investi au politique, au point qu'il opère lui-même le lien entre sa socialisation à cette valeur et la force de son engagement...

317. (Note de la p. 204.) Il adhère en fait au PAB, ancêtre de l'UDC actuelle.

318. Il évoque son père comme issu d'une « famille de bouchers connue de l'Oberland zurichois », sans doute pour signifier une relative aisance financière de sa famille.

Ce fort engagement pour des objectifs politiques et pour l'UDC vient tout simplement de notre éducation. Très tôt on nous a appris que soit on fait quelque chose à fond et avec conviction, soit on ne fait rien.

Ce qui frappe chez Michael, c'est la place que prend son statut professionnel dans son rapport à l'engagement. Tout porte à croire qu'il est d'abord attaché au parti par une appartenance professionnelle et par le partage d'un libéralisme économique, avant d'être mobilisé par d'autres thèmes chers à l'UDC, telle la suspicion envers les étrangers. Il met du reste lui-même son engagement en rapport avec son statut d'entrepreneur, qui impose de «réfléchir aux questions de politique sociale», et avec son rôle au sein de l'Association suisse des cafetiers, décrite comme un lieu où «vous rencontrez des acteurs politiques». Parmi ses jugements politiques, il critique d'ailleurs le PRD essentiellement sur la composition sociale de son recrutement, à ses yeux d'abord constitué de «salariés» plutôt que d'«indépendants» :

Pour nous, le Parti radical était à l'époque la ligne de conduite [*Richtschnur*]. Seulement, aujourd'hui, lorsque vous regardez la composition de la fraction radicale démocratique, ils n'ont pratiquement aucune personne active indépendante. Ce sont tous des fonctionnaires étatiques, [*des salariés dans les*] assurances, [*les*] banques, la grande industrie, cela on le remarque. Quand il s'agit de demandes syndicales, le PRD vote aujourd'hui comme un salarié. Parce qu'ils le sont eux-mêmes. Ils ne sont plus l'entrepreneur indépendant qui doit tout d'abord gagner l'argent qu'il veut dépenser. Cela a aussi conduit à ce fossé entre les radicaux et l'UDC.

UN LIBÉRAL ET UN PATRON D'ABORD

On l'a dit, sa vision du monde est structurée par son statut d'indépendant, qu'il s'agisse des valeurs les plus importantes pour lui (responsabilité individuelle, travail)³¹⁹ ou encore d'une vision darwinienne ou naturaliste des rapports sociaux. Il explique ainsi au sujet du Conseil d'État de Zurich :

Dans chaque gouvernement, il y a des personnalités dominantes. Les personnalités dominantes remarquent que l'opposition est faible, ça se passe comme dans le monde des animaux, le plus faible se fait bouffer et, avec un peu de douceur et de fouet, on menace pour que cela se passe comme ci et comme ça.

Plus inédite³²⁰ est sa lecture de la thématique homosexuelle, surdéterminée par sa position d'entrepreneur dans l'hôtellerie («du point de vue des hôteliers»). Il réagit en effet de la sorte à la vue d'une photo de Gay Pride:

Pour moi, c'est clair. Du point de vue des hôteliers-restaureurs, nous voyons des personnes homosexuelles dans l'hôtellerie et la restauration depuis des décennies. Ce sont des gens, des clients adorables. Je n'ai jamais compris pourquoi on fait une telle histoire. Chacun doit devenir heureux selon sa conception. Cela m'a laissé complètement froid, au contraire de mon parti.

Sa franche approbation, en votation populaire, du partenariat enregistré pour les couples de même sexe le pousse à qualifier la position de l'UDC sur ce thème de «bornée», tout en l'imputant de manière réflexive à des considérations électoralistes³²¹.

Dans le même registre, sa lecture du chômage s'opère sur des critères économiques plus que d'appartenance nationale. Sur la base de sa propre expérience de patron à la recherche de personnel, il compare le degré de motivation entre demandeurs d'emploi nationaux et étrangers, en l'occurrence de l'ex-Allemagne de l'Est. La comparaison est peu flatteuse pour les premiers:

Déjà s'imaginer. Il [*un ex-Allemand de l'Est*] prend sa voiture, 862 kilomètres pour venir se présenter chez moi, l'après-midi à 3 heures. Il met tout sur la table, il aimerait bien travailler en Suisse, et après des types comme ça arrivent avec un dossier et

319. (Note de la p. 206.) Appelé à synthétiser ses convictions à la fin de l'entretien, il répond: «Oui, atteindre si possible une grande liberté, la souveraineté, avec une grande proportion de responsabilité individuelle.»

320. Du moins face à l'image préconstruite que l'on a de l'UDC sur un tel sujet, tout comme en comparaison avec d'autres prises de position de militants, sans même parler de celle du parti lui-même.

321. «Il me semble parfois qu'on ne va pas sans préjugés sur de telles décisions. C'est naturel, l'UDC raisonne aussi ainsi: «Comment cela influe sur notre électorat?» Et l'électorat de l'UDC est encore conservateur.»

disent que je dois signer³²². «Qu'est-ce que je dois signer? Ah, vous ne voulez pas d'emploi?» «Non, je veux pas cet emploi, mais je dois me présenter.»

Dans son univers, la prospérité pousserait à une attitude qu'il réprouve, celle qui consiste à en vouloir toujours plus: «Cette attitude «Je choisis. Cela ne me convient pas», toujours vouloir demander plus d'argent.» Sur la base de ses intérêts immédiats, il critique le «chômeur suisse [*qui*] demande en tout premier si on lui paie le salaire minimum», alors qu'il fait l'éloge des nombreux étrangers qualifiés «est-allemands» qui se contentent de rémunérations plus basses ou qui acceptent des emplois déqualifiés par rapport à leur formation.

Cette posture le met en porte-à-faux par moments avec son parti³²³ et le pousse surtout à distinguer les étrangers sur la base de leur rapport effectif au travail: autonome et méritant, ou non. Il reconstruit alors de manière mythifiée les vagues d'immigration, en opposant une immigration passée remplissant ces critères, et une immigration présente dont le ressort serait la quête de dépendance sociale, aux frais de la collectivité:

Donc, comme je l'ai déjà dit, nous avons depuis cent ans pris et intégré beaucoup d'étrangers en Suisse. On en arrive toujours à cela: pour quelle raison ils viennent en Suisse. Ces anciennes générations comme les Italiens, les Espagnols, les Portugais, ils venaient pour pouvoir s'offrir le niveau de vie suisse et le réimporter à la maison. Aujourd'hui, ce ne sont plus en priorité des personnes qui veulent collaborer qui viennent, mais viennent en Suisse malheureusement un grand nombre de personnes qui dès le début cherchent à être dépendantes socialement. Et on ne peut pas simplement les prendre comme ça et les payer sans aucune condition. Cela n'a absolument rien à voir avec de la xénophobie. Nous devons regarder qui paie quoi. Et si c'est toujours à la charge de ceux qui paient correctement leurs impôts, combien d'argent des impôts est transféré plus loin.

322. Il fait allusion au formulaire que le chômeur doit remplir pour attester des démarches effectuées pour retrouver un emploi.

323. De ses souvenirs politiques, il évoque une prise de position minoritaire en assemblée des délégués, alors qu'il n'est pas encore vraiment connu dans le parti, sur la thématique des étrangers et de leur présumée menace sur les places de travail.

Ce discours relativement convenu, et plus en phase avec la ligne du parti, entre en tension avec celui précédemment évoqué, à notre sens plus structurant de sa vision du monde. Il ne semble du reste pas que la thématique des étrangers soit décisive dans son engagement partisan, d'autant plus qu'il adhère en 1969 au PAB, dans un contexte où cette question n'était pas thématisée par ce parti mais plutôt par l'Action nationale³²⁴.

Michael est d'abord un entrepreneur libéral, mais «naturellement» conservateur, ce qui rend possible son appartenance à l'UDC, malgré le tournant à droite de cette dernière opéré sous l'impulsion de Blocher décrit comme un «bon patriarche». Ses prises de position sont conservatrices (hormis sur les homosexuels), avec des accents autoritaires, renforcés sans doute par une socialisation dans l'armée où il a occupé le grade de capitaine. On le voit par exemple dans sa manière d'obliger son fils cuisinier à diriger la table de son restaurant alors que ce dernier aspirait à poursuivre sa carrière professionnelle auprès de grandes tables internationales. Ce conservatisme doublé d'une conception traditionnelle de l'autorité transparaît aussi dans sa lecture des controverses sur le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, dirigée par des «chefs» qui n'ont pas failli : pour lui, les «chefs politiques et militaires» ont fait du «bon travail de direction», vu le contexte.

Dans cette catégorie des libéraux, si tous partagent une commune perception valorisée du secteur privé, du rôle décisif de l'entrepreneur créateur de richesse et de la responsabilité individuelle, certains pourtant ne thématisent pas la question des étrangers sur le registre relativement modéré de Michael. Ainsi, Beat, militant zurichois depuis la moitié des années 1980, entré tout naturellement dans le parti (son père d'origine paysanne était membre passif du parti PAB puis de l'UDC), également patron dans le secteur de l'hôtellerie, tient un discours de suspicion envers les étrangers spontané et beaucoup plus prononcé. Qu'il déplore la «surpopulation» étrangère, et notamment dans les écoles au point de faire baisser le niveau, qu'il attribue la criminalité d'abord aux étrangers ou qu'il se montre sceptique envers les mariages mixtes («Je me dis toujours que c'est beau quand les Suisses se marient

324. Il associe du reste à «l'initiative Schwarzenbach» ces peintures effrayantes de la croissance excessive des étrangers», pour s'en démarquer.

entre eux»), autant de signes d'une lecture «ethnique» qui semble importante dans sa perception du monde et vient s'adosser à sa vision libérale des choses. Chez d'autres, comme Michael, ce thème n'est pas structurant, n'est pas mis en avant spontanément ou régulièrement, mais est plutôt évoqué dans une logique de défense organisationnelle, lorsque l'enquêteur le sollicite sur les images péjoratives associées à l'UDC³²⁵. On voit donc que la matrice libérale première, constitutive du type, ne détermine pas pour autant les prises de position sur d'autres questions, comme celle de l'immigration³²⁶. Si donc, pour certains, ces autres thèmes sont structurants dans leur rapport au parti, pour d'autres, tel Michael, ils surgissent comme un surplus que l'on partage ou thématise peu ou prou, de manière secondaire, ou par nécessité de conformité minimale à son organisation partisane.

UN RAPPROCHEMENT OPÉRÉ ENTRE CHOIX ET SOLLICITATION

Michael présente son intérêt pour la politique comme remontant à loin, lui qui précise dès la première consigne de l'entretien qu'il a toujours aimé lire et été attiré par «la littérature politique». S'il raconte que son père, de droite («bourgeois») a toujours évité de se positionner trop ouvertement de manière partisane dans la commune pour ne pas perdre de clients, il signale pourtant le rôle que le restaurant a pu jouer dans son éveil politique, tant par la présence des journaux à l'hôtel, qu'il aimait lire, que par l'écoute des discussions des «collaborateurs» à table.

Les modalités d'adhésion de Michael, vers la fin des années 1960, sont une combinaison d'acte autonome et de sollicitation de son environnement immédiat. Michael indique en effet qu'au retour d'un séjour linguistique en Suisse romande, sa décision d'adhérer à un parti était prise, et qu'il a sollicité par lettre les divers partis de la place, avec une préférence pour le Parti radical («Je voulais adhérer au PRD, mais ils m'ont trouvé «trop jeune»³²⁷). Mais il précise aussi que c'est sur pression du président

325. «Comment ressentez-vous les critiques qui disent que le parti est hostile aux étrangers?»

326. Mais aussi de l'homosexualité; ainsi, Beat, conscient d'une norme discursive qui désormais tend à s'imposer dans le débat public, répond à une consigne sur les exigences politiques de droits pour les couples de même sexe: «Je suis désolé, peut-être que c'est faux, mais je ne peux pas *[vraiment désolé]*. Je ne trouve pas ça naturel et pour moi la famille doit être le but.»

communal du PAB, qui se réunissait dans le restaurant, qu'il choisira finalement :

Il me fait signe de venir à la table, devant tout le monde et dit « Qu'est-ce qui t'est passé par la tête d'écrire des lettres à tout le monde [*tous les partis*], tu appartiens à l'UDC. Allez, paie ta cotisation de membre. »

C'est donc bien en rapport à l'offre, médiatisée pour le coup par une amicale pression, que Michael débute sa carrière militante partisane. Il lit rétrospectivement du reste ce choix partisan comme effectué « de manière quasi accidentelle ». L'ambition politique qu'on peut lui prêter trouvera alors à se concrétiser progressivement, puisqu'il occupera de nombreuses fonctions dans le parti, qu'elles soient d'organisation (direction de l'arrondissement puis du canton) ou électives (député au Grand Conseil, mais aussi président pour le Conseil national³²⁸).

Il y a une concomitance de temps entre son engagement partisan et son installation à la tête de l'hôtel-restaurant familial qui, comme on l'a dit, s'est opérée en partie sous contrainte (l'accident de son père et la défection de sa sœur). Du reste, ces aléas de la vie, qui l'empêchent de partir pour les États-Unis rédiger une thèse en économie, laissent des traces. Lui qui, durant l'entretien, signale dès la première consigne qu'il envisageait de « partir définitivement à l'étranger », vit encore mal aujourd'hui cette pression familiale qui a bouleversé ses plans : « Je ne l'ai jamais vraiment digéré. »³²⁹ Tout se passe comme si ses aspirations intellectuelles contrariées constituaient un des principes de son engagement, ou du moins un moteur de son maintien sur la durée, à côté de la possibilité de défendre les intérêts de sa corporation professionnelle. Michael insiste d'ailleurs à plusieurs reprises sur ses capacités intellectuelles, citant ses compétences en « économie nationale » pour justifier de sa légitimité politique à se prononcer sur la gestion du canton, ou citant encore sa possession de « plus de 1000 volumes »³³⁰. De

327. (Note de la p. 210.) Cette reconstruction rétrospective doit sans doute signifier qu'il avait d'emblée des ambitions électorales, et que ce qu'il lit aujourd'hui comme un refus devient plutôt signifier l'absence de garantie d'être placé sur les listes en position éligible.

328. Saut qualitatif qu'il est contraint de refuser, contrarié par les problèmes de santé de son épouse.

329. Sur un mode plus ironique et distancié : « Plus rien de l'Amérique et de l'économie nationale, seulement de la microéconomie sur le lieu de travail. C'était donc l'avenir. »

même, sa spécialisation politique progressive sur les questions de scolarité et de formation entre en résonance avec son intérêt pour les choses de l'esprit³³¹. Son statut d'alors, atypique dans la profession d'hôtelier, le conduit à faire le lien dans son récit entre son engagement partisan et le « décalage » vécu face à son milieu professionnel, lui qui n'a pas de formation spécifique dans la branche. Élu en 1971 dans l'organe de formation des hôteliers, il explique ainsi :

J'ai aussi été élu, relativement jeune, à 30 ans dans cet organe. À l'époque, cela n'était pas naturel et on m'a toujours fait comprendre par-derrière que je n'étais pas hôtelier-restaurateur, que je n'étais ni cuisinier ni garçon de café, que j'étais un rond-de-cuir [*Bürogummi*] et cela m'a certainement marqué et motivé à m'intégrer, et à ce moment-là les contacts politiques sont arrivés.

Son engagement dans le champ partisan peut dès lors aussi être considéré comme une tentative de « surintégration », en tant qu'intellectuel atypique, à son nouveau milieu professionnel.

UN ENGAGEMENT INTENSIF À FORTES RÉTRIBUTIONS SYMBOLIQUES

Comme indépendant travaillant avec son épouse très impliquée dans l'entreprise, Michael a l'occasion de libérer du temps pour le militantisme. Et, lorsqu'elle meurt prématurément, l'engagement devient une manière d'occuper le vide qu'elle laisse :

Ma femme et moi avons pris en charge cette exploitation en 1968 et elle était la femme qui était totalement au front. Je m'occupais seulement de l'administration et des achats. À l'époque, j'avais assez de temps pour m'occuper de la politique et à côté cela allait à merveille. En 1988 ma femme est décédée. On a de toute façon un vide et on se sent prêt à un peu plus de travail dans l'exploitation et un peu plus de travail dans le domaine politique. C'est pour cela j'ai dépensé ce temps sans qu'il soit lourd à porter pour mon environnement. Naturellement, les collaborateurs ont

330. (Note de la p. 211.) On retrouve donc là le même type de gestion comptable de sa bibliothèque que Jacques, le méritant (chapitre 6).

331. On pourrait aussi signaler que, bien que patron, il enseignera à temps partiel pendant quelques années, au début des années 1970, à l'école professionnelle de son district, sur ses domaines de compétences économiques, sans que cela ne soit dû à des besoins financiers.

parfois pesté: «Le vieux est jamais à la maison», mais cela est relativement bien allé.

Michael est sensible aux compétences que lui permet d'acquérir son engagement. Il rapporte ses premiers souvenirs d'élus au Grand Conseil, dans les années 1980 où le Parti radical démocratique était selon ses termes «dominateur», et dit avoir été impressionné par l'aisance verbale et la capacité d'improvisation des élus radicaux, ou de celles des parlementaires anglais qu'il avait observés à l'occasion d'un séjour à Londres. Tout laisse croire que, sur ces modèles, il a appris à s'exprimer en public:

Et ce sont bien entendu de telles expériences où l'on se dit: «On n'a pas besoin d'un bout de papier, on doit à la maison mettre sur le papier et réfléchir à ce que l'on a à dire.» Ensuite on doit être convaincu et parler pour que l'ensemble du Conseil regarde et que l'on puisse ressentir les réactions.

On sent également poindre dans l'extrait ci-dessous, comme tout au long de l'entretien, sa fierté par rapport à son statut d'élus et son goût pour le pouvoir, qui se lit ici dans la capacité de retourner un milieu initialement hostile à une proposition politique:

Oui, nous avons de toute façon de très grands contacts avec les personnes dans l'hôtellerie et la restauration. Mais, par ces activités politiques, un énorme spectre s'est ouvert. On rencontre toutes sortes de personnes. C'était intéressant au plus haut point. Si vous êtes dans une commission de conciliation dans l'Oberland zurichois, et qu'il s'agit de savoir si on peut construire une rue par ici, combien de forêts, combien de prés doivent être sacrifiés, cela impressionne la manière dont les paysans défendent leurs terres. Mais qu'ils se laissent aussi convaincre du «pourquoi»... Il y avait beaucoup de moments où je suis rentré à la maison avec un plaisir incroyable. C'était une bonne journée.

Finalement, l'engagement de Michael lui permet de trouver dans son militantisme le moyen de dépasser l'horizon de la gestion immédiate de son entreprise («la microéconomie sur le lieu de travail») par une ouverture intellectuelle nouvelle, tout en le positionnant de manière classique dans une situation favorable à la défense

des intérêts économiques et sociaux de sa corporation. Tous les militants se rapprochant de ce type ne sont pas nécessairement dans cette configuration, faite à la fois de défense des intérêts et d'aspirations intellectuelles.

CHOISIR L'UDC PLUTÔT QUE LE PRD

Renate, la soixantaine, est issue d'une famille aisée de tradition politique radicale. Son père dirigeait une entreprise de taille respectable (100 salariés), alors que sa mère avait entamé des études de droit, avortées en raison d'un accident, carrière scolaire que Renate décrit elle-même comme improbable («à l'époque, c'était relativement exceptionnel»). Sa mère, «bien entendu», suit son mari au sein de la société radicale :

Mon père était au PRD. Ma mère, bien entendu, l'accompagnait, mais plus pour des raisons de sociabilité. Toute cette société du PRD, bien que je sois orientée de manière très bourgeoise, mais toute cette société PRD ne m'a jamais rien dit, c'était trop snob, beaucoup trop sur la société, on doit bien s'habiller et c'est important qu'on... [*Soupir.*] L'étiquette est extrêmement importante et j'ai toujours trouvé ça déplacé.

Son frère, consultant indépendant pour des firmes commerciales après avoir effectué des études d'économie, a reproduit naturellement l'orientation politique des parents en adhérant au PRD. Renate, elle, rompt la tradition politique familiale et adhère à l'UDC zurichoise dans la seconde moitié des années 1970, à un moment où la radicalisation à droite du parti n'était pas aboutie. Ce choix, sur lequel nous reviendrons, peut sembler d'autant plus surprenant que son mari, docteur en économie, intègre une grande banque helvétique pour être rapidement promu à un poste de direction puis, vers la fin des années 1980, élu dans sa direction générale³³². Dans un tel milieu, l'évidence ou la probabilité de l'appartenance radicale est tangible, au point que Renate signale elle-même le caractère atypique de son époux qui, comme elle, ne se pliera pas à cette contrainte-là. Il adhérera finalement lui aussi à l'UDC, à sa demande :

332. Fin des années 1990, il retourne pourtant dans le monde académique.

Il était complètement dans l'économie. Le succès dans la société zurichoise, c'est si on travaille dans une banque, on est dans une corporation, on est au PRD et si possible encore au Rotary Club. Il ne rentrait pas dans ce schéma, il ne voulait jamais se laisser forcer à entrer dans ce schéma et l'adhésion à l'UDC... J'y suis allée tout d'abord, peut-être une année, et une fois je l'ai entraîné: «Viens avec moi.» Il a trouvé «Bonne équipe», et il a adhéré. Mais, pour lui, ça aurait été hors de discussions d'adhérer au PRD, précisément parce qu'il était actif dans une banque, au niveau supérieur, parce qu'il ne voulait pas de cette fraternité, cette solidarité qui en découle.

Ainsi, Renate, par sa famille et par alliance, possède toutes les caractéristiques sociales propre au milieu bourgeois, à ceci près que sa carrière scolaire et professionnelle n'est pas marquée par l'obtention d'un titre universitaire³³³. Titulaire d'une maturité commerciale, elle séjournera pendant quatre ans à l'étranger pour maîtriser les langues, avant de travailler dans l'économie privée (commerce de matières premières, fonds d'investissement et marketing), puis de se lancer, à plus de 30 ans, dans une école de traduction qu'elle ne terminera pas, en raison de la naissance de son fils unique, quelques années plus tard. Elle renoue en 1985 avec le monde du travail, dans la traduction à domicile, puis dans le domaine du journalisme «libre»³³⁴, d'abord dans la presse locale, puis dans la presse nationale. Renate présente son choix du journalisme comme un moyen de dépasser un statut de traductrice «trop peu créatif», de «porteuse d'eau» et sans «pensées propres», selon ses termes. Cette conception sans doute enchantée du métier de journaliste atteste du même coup une confiance en soi et/ou une compétence subjective certaines.

UN ULTRALIBÉRALISME ASSUMÉ

Mais cet éloignement des milieux radicaux zurichois³³⁵ ne se traduit pas pour autant par une rupture avec les orientations idéologiques

333. Relativisons: le taux de scolarité universitaire est relativement bas pour les femmes dans le canton de Zurich, à cette époque.

334. Au sens de non titulaire d'une formation et d'une carte de presse certifiée, ainsi que sans attache proprement salariée (piges).

335. Nous ne disposons pas d'indices attestant d'un éventuel problème ou conflit avec ce milieu (notamment du mari, dans son parcours bancaire), qui pourrait expliquer cet éloignement volontaire.

de ces derniers. Ce qui la rattache à l'UDC, c'est en effet d'abord et principalement une posture libérale affirmée, qui pourrait tout autant rencontrer l'offre radicale, un discours valorisant l'initiative et la responsabilité individuelles et critiquant l'interventionnisme étatique jugé structurellement trop important. Ainsi définit-elle le couple État-individu :

L'État doit prendre soin que les conditions-cadres, c'est peut-être le mot clé, que les conditions-cadres jouent, que dans ce pays on puisse vivre et travailler et comme individu libre... C'est un mot démodé, mais c'est toujours encore valable, la responsabilité individuelle. L'État ne devrait pas aller aussi loin, au point de décharger l'individu de sa responsabilité. Ça ne devrait pas exister, cela donne des gens immatures, il y a une foi dans l'État, ça donne le pouvoir à qui? À ceux qui sont dans l'appareil de l'État, à ceux qui sont en situation de dépendance par rapport à l'État. C'est un mauvais développement.³³⁶

Une partie significative de ses prises de position sont ainsi engendrées par cette matrice libérale. Son discours est à l'opposé de celui que l'on peut retrouver chez d'autres membres du parti portés sur une sorte de préférence nationale aux Suisses. Chez elle, ce n'est pas tant l'origine que la capacité de l'individu à se prendre en charge qui importe. Ce décalage s'illustre notamment sur la question des étrangers, en particulier par son acceptation qu'elle présente comme évidente des naturalisations facilitées pour la deuxième génération et de l'acquisition automatique pour la troisième génération d'immigrés (son vote en 2004: «Oui, bien entendu! Parce que les deuxième et troisième générations sont déjà là!»), en opposition au mot d'ordre du parti³³⁷. De même, si par exemple elle énonce lors de l'entretien un accord de principe avec la libre circulation des personnes au nom des intérêts de l'économie, elle précise toutefois avoir refusé en votation, en septembre 2005, l'extension de la libre circulation aux nouveaux États membres de l'Union européenne. Son vote la met cette fois en conformité avec la prise de position officielle du parti, à ceci près

336. Ailleurs dans son récit, appelée à synthétiser ses convictions politiques, elle répond par trois concepts: «responsabilité individuelle, liberté», et «si possible un État mince».

337. Deux objets combattus par référendum par l'UDC, avec succès, en votation le 26 septembre 2004.

que Renate argumente non pas sur le registre d'un rejet de l'immigration de travailleurs en provenance de l'Est, mais d'abord sur une supposée « victoire » syndicale qu'incarnerait l'adoption des « mesures d'accompagnement » contre le dumping salarial :

Je trouve que la libre circulation des personnes est une chose sensationnelle. (...) Par peur [*d'un non à*] la libre circulation des personnes, ces mesures d'accompagnement adoptées ont de nouveau neutralisé l'élément positif apporté par la libre circulation. La libre circulation des personnes de cette sorte, comme elle a été acceptée par le peuple suisse, est une victoire pour les syndicats et rien d'autre. J'étais contre, parce que le projet de loi était formulé de la sorte et à cause de ces mesures d'accompagnement.

Sa perception de la question est dès lors économique et, de surcroît, stratégiquement pensée, plutôt que mue par la crainte d'une menace sur les emplois ou les prestations sociales qu'une telle mesure, à en croire son parti, aurait représenté. L'idée de ne pas renforcer les syndicats en général, au-delà du dossier de la votation, l'a emporté dans son choix de vote. De manière générale, les syndicats sont du reste présentés comme créant « une situation impossible » et hors de « toute notion de réalité » économique (« toujours des salaires minimaux plus élevés et dans le même temps toujours moins de temps de travail »). Une telle vision manifeste un rapport au monde proprement patronal, mais où la valorisation convenue en Suisse du partenariat social est pourtant singulièrement absente.

C'est aussi une vision du monde étroitement libérale qui pousse Renate, protestante et croyante, alors qu'elle est sollicitée sur son rapport à la religion, à critiquer spontanément l'Église officielle pour ses prises de position « politiques ». Elle cite deux exemples emblématiques : l'attitude passée de l'institution protestante sur l'Afrique du Sud de la période de l'apartheid³³⁸, et certaines de ses

338. Pour relativiser cette prise de position et ne pas mal l'interpréter, il faut rappeler ici que, lors des dernières années du régime d'apartheid, les autorités suisses et l'ensemble des milieux économiques et bancaires helvétiques continuaient à s'opposer énergiquement à toute sanction ou boycott de l'Afrique du Sud, à l'opposé des pratiques en vigueur dans d'autres pays occidentaux et malgré les campagnes de dénonciation de cette politique menées par diverses associations, les Églises et les partis de gauche. La proximité de Renate, par l'intermédiaire de son mari, des milieux bancaires n'est pas étrangère à cette perception critique du rôle des Églises dans ce débat. Sur la Suisse et l'Afrique du Sud, voir Sandrine Bort, Sébastien Guex et Bouda Etemad, *Les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud durant l'apartheid: 1945-1990*, Lausanne: Antipodes, 2005.

prises de position sociales. Contrairement à d'autres militants, elle ne mentionne pas le soutien apporté par les Églises aux migrants sans papiers ou aux requérants d'asile déboutés menacés d'expulsion. Ainsi, Renate ne comprend pas l'empathie d'une femme pasteur pour la situation des vendeuses de grandes surfaces, incompréhension autant politiquement située que résultat d'un sociocentrisme de classe :

Une femme pasteur a proclamé depuis la chaire « Combien cela doit être horrible pour les vendeuses ce stress de Noël et qu'elles doivent tellement travailler ». Cela m'est resté. Je n'ai pas trouvé ça merveilleux.

Cette lecture « de classe » des questions sociales, produite par un fort penchant libéral, se retrouve aussi chez Birgit, juriste, la trentaine, entrée en politique naturellement dans le sillage de son père, encarté UDC, directeur d'une entreprise importante du secteur laitier. Sa posture libérale principielle et affirmée va également la mettre par moments en tension avec le parti, sur un aspect non abordé par Renate, ce qu'elle estime être la générosité étatique en matière de subventions agricoles, générosité contredisant la doctrine libérale qu'elle défend. Suffisamment compétente politiquement, Birgit diagnostique d'emblée le statut minoritaire d'une telle prise de position au sein de l'UDC, arguant qu'elle va contre son électorat (« notre propre clientèle »).

Chez Renate, la matrice libérale, si elle peut produire par moments des prises de position éloignées du parti³³⁹, ne la place toutefois pas en porte-à-faux avec ce dernier sur maints aspects. Son individualisme libéral ne s'étend pas à ses dimensions culturelles. L'instauration d'une assurance maternité (une « idiotie ») heurte sa conception de la famille et de la responsabilité de cette dernière dans l'éducation des enfants, sa conviction de l'importance « de la présence de la mère » à la maison, et est lue comme l'immixtion de « l'État » dans la sphère privée. Les droits des couples du même sexe ne trouvent pas plus grâce à ses yeux. Elle tient un discours manifestement naturaliste quand il s'agit d'envisager la possibilité de l'adoption :

339. Dernier indice, et pas des moindres : elle n'exclut pas une adhésion à l'Union européenne, mais la juge pour l'heure prématurée. De tous nos enquêtés, c'est la seule à oser franchir cette ligne rouge, même si la déclaration durant l'entretien reste évidemment abstraite et sans incidence pratique réelle.

Un homme et une femme, ce sont deux éléments, et pour qu'une société puisse continuer à exister, il faut les deux éléments et la nature est aussi comme ça : homme, femme, il y a des enfants et cela continue. Maintenant, chez les enfants, certains sont orientés autrement, mais ce n'est pas « la norme » [*geste signalant les guillemets*], car ensemble ces couples homosexuels ne peuvent pas se reproduire, ce n'est pas naturel.

De même, sur d'autres thèmes, son discours est traversé d'inflexions très conservatrices la rattachant naturellement au parti. L'armée serait non seulement « démantelée en permanence » mais « aussi dénigrée », sans oublier que la Commission Bergier aurait cherché à calomnier un pays, perçu comme homogène, ses résultats aboutissant à « dire du mal de la Suisse et des Suisses de l'époque ».

Par contraste, Birgit identifie des ailes dans le parti et se positionne, comparativement à son père, jugé conservateur, sur les questions du libéralisme culturel :

Je partage l'UDC entre une aile conservatrice et une aile libérale. Et mon père appartient à l'aile conservatrice et moi à la libérale. Cela veut dire, par exemple, avec la dernière votation, je n'ai vu aucune raison pour que les homosexuels ne puissent pas se marier. Cela ne me regarde pas, l'État devrait laisser la liberté à tout le monde, donc j'ai voté oui. Mon père pensait que c'est pratiquement une égalité avec le mariage, et le mariage est quelque chose de spécial, donc il a voté non. Ou sur les drogues douces, je ne crois pas que le haschich doit forcément être interdit. En dessous de 18 ans, certainement que l'État l'interdit encore. Et aussi que l'État interdise et poursuive le commerce et le trafic. Mais sinon chacun peut faire ce qu'il veut avec du haschich, sinon il faut aussi interdire l'alcool. Et mon père pense de manière plutôt restrictive que l'État doit régler cette question.³⁴⁰

Birgit développe surtout une conception des rapports de genre peu courante chez les militants rencontrés, y compris auprès des femmes. Son entretien est en effet marqué par plusieurs surgissements

340. Sur un autre plan, Birgit développe pourtant une suspicion importante envers l'islam. Elle est notamment très fortement opposée à la possibilité de construire des minarets en Suisse.

de critiques quant à la position subordonnée des femmes dans la société, mais aussi dans son propre parti. Ces injustices semblent lui tenir à cœur, comme en témoigne le fait qu'elles sont mentionnées spontanément, sans que le chercheur ne l'ait sollicité à ce sujet.

La posture économique libérale, comme dans le sous-type précédent (illustré par Michael et Beat), ne détermine de loin pas mécaniquement le degré d'ouverture au libéralisme culturel et l'éloignement, potentiel et limité, du conservatisme « traditionnel » propre au parti.

Enfin, Renate manifeste un attachement et une solidarité organisationnelle à toute épreuve pour défendre son parti, malgré sa propre modération en matière de suspicion envers les étrangers³⁴¹, lorsqu'il est critiqué pour son caractère xénophobe ou la violence de sa communication graphique qui, par voie d'affiches, stigmatise des groupes humains entiers³⁴². Finalement, ces quelques exemples montrent que ses prises de position hétérodoxes ne prêtent pas à conséquence en termes de fidélité organisationnelle. C'est sans doute son engagement relativement limité en intensité, comme simple membre, qui autorise ce rapport souple à l'UDC, fait à la fois de forte adhésion et d'un certain détachement.

ADHÉSION SOUS L'IMPULSION DE LA SOCIABILITÉ

L'adhésion de Renate à l'UDC voilà un peu plus de trente ans coïncide avec l'emménagement du couple dans une commune périurbaine de Zurich aux caractéristiques mi-campagnarde, mi-urbanisée, de moins de 5000 habitants. Renate présente son choix partisan comme dépendant de la configuration politique locale, au sens où l'UDC dominerait à droite, autant sur un plan politique que par sa présence dans la vie associative de la commune, du fait notamment d'un recrutement paysan :

Lorsque nous sommes arrivés à [*sa commune*], il y a trente ans, il n'y avait pas d'autre parti³⁴³. Il y avait une section d'arrondissement du PS, pas très active, et pour moi le PS, par son esprit et

341. Parmi la plus limitée du corpus.

342. Alexandre Dézé et Michaël Girod, « Le Sonderfall en péril. Les figures de la menace dans les messages graphiques de l'UDC », *op. cit.*

343. Elle présente curieusement l'absence du PRD dans l'offre politique communale d'alors, peut-être pour signifier la position minoritaire de ce parti dans la commune.

ses orientations, n'est jamais entré en ligne de compte. Dans le village, j'avais un très bon contact avec les paysans et je suis arrivée comme ça à l'UDC. Aussi parce que l'UDC, chez nous, n'est pas seulement un parti politique, mais est aussi une association villageoise qui s'engage beaucoup dans la vie du village, organise des fêtes de sociabilité et, si quelqu'un a besoin de quelque chose, on va chez les paysans, ils ont un tracteur, ils ont une remorque, ils font quelque chose, les femmes savent faire de jolies décorations de fleurs, c'est comme un noyau très actif et qui fait beaucoup pour la vie dans la commune.

À ce moment-là, ses motifs tiennent apparemment plus d'une logique d'intégration au contexte communal que de considérations étroitement idéologiques. Elle le confirme du reste en entretien, sollicitée sur son engagement politique, qu'elle associe à la « sociabilité » plutôt qu'à des contenus précis :

On est assis ensemble, on échange les idées et on réfléchit... Il y avait peut-être « Oui, votation comme ci et comme ça, que faisons-nous? », mais l'impulsion était la sociabilité.

Son rapport à la carrière militante est du reste conditionné par cette modalité initiale d'engagement. Renate dit s'être cantonnée à des activités limitées et restreintes dans le temps au niveau de sa commune, essentiellement la prise en charge, au plan « publicitaire » (un de ses domaines de compétence, précise-t-elle) de campagnes électorales, circonscrites à l'échelon municipal. Elle n'a du reste jamais brigué de mandat électif, et encore moins au niveau cantonal, puisqu'elle décline la proposition qui lui est faite de figurer sur la liste électorale pour le Grand Conseil. Tout se passe comme si Renate n'attendait pas de son engagement politique des rétributions électives diverses, au contraire de Michael par exemple. Elle conçoit pourtant implicitement que tels puissent être les motifs d'un engagement :

Ce n'était pas mon but, je ne voyais pas la politique comme un élément de mon accomplissement, absolument pas.

On peut penser aussi que sa distance envers le PRD est le fruit d'une construction progressive, plus qu'un des moteurs de son

choix partisan. L'idée présente dans son discours que le PRD ne serait dans les faits plus bourgeois vient dès lors renforcer rétrospectivement son choix initial, et probablement réduire la dissonance engendrée par la rupture avec la tradition politique familiale. Appelée à comparer son positionnement idéologique et celui de son père radical, elle affirme en effet :

Fondamentalement, si on se réfère aux valeurs, je ne vois pas beaucoup de différences fondamentales. Si, maintenant, vous demandez comment cela doit être mis en pratique, je vois des différences. Si on observe le PRD, ce qu'il fait, les valeurs qu'il dit représenter, il ne les représente plus. L'UDC est aujourd'hui le seul véritable parti bourgeois ! Le PRD a dérivé très fortement vers l'État social et l'agrandissement de l'appareil étatique. Cela me renforce dans l'idée que je suis vraiment au bon endroit à l'UDC.

Mais les comparaisons que Renate opère entre son propre engagement et les choix partisans de sa famille ne se réduisent pas au plan idéologique. Significative en ce sens est l'évaluation des avantages et des coûts adossés à ces choix respectifs, en termes de reconnaissance sociale. Le choix serait bénéfique pour ses parents, plutôt stigmatisant dans son propre cas, du moins si l'on se place hors des cercles du parti :

Bien entendu, après les votations, si on a fait passer tous nos candidats avec de bons résultats, on est félicité lors de l'assemblée du parti et on reçoit un bouquet de fleurs, c'est de la reconnaissance et c'est chouette. Mais, au niveau de la société, cela ne me donne pas d'avantages. Chez nous, dans la famille, l'appartenance au PRD était un argument social. On était dans la société, un peu plus élevée, ce n'est pas comme ça à l'UDC. Aujourd'hui, si vous dites que vous êtes UDC, vous en prenez plutôt une [gifle]. Si dans un cercle je dis, « Oui, je suis à l'UDC ! », les gens sont épouvantés : « Comment peut-on ? » [Mime les personnes choquées.] Non, non, pour l'instant, on n'a pas d'avantage social à être membre de l'UDC.

Cet extrait donne à penser que l'engagement dans l'UDC d'une personne ayant ces attributs sociaux (bourgeois) ne peut être lu simplement sous l'angle instrumental, au sens d'intéressé en

termes de promotion sociale individuelle ou de défense immédiate des intérêts. La pente naturelle de Renate la poussait vers le PRD, et seuls des éléments contextuels permettent donc de saisir son choix partisan à première vue paradoxal.

On peut penser que les rétributions retirées de son engagement ont d'abord été de l'ordre de l'intégration sociale dans un univers local idéalisé (sa description de la vie associative et des paysans), associé au plaisir de partager un univers de valeurs conservatrices. Son «accomplissement» personnel a toutefois emprunté d'autres voies, professionnelles singulièrement, notamment par l'accès sur le tard au statut de journaliste, qui lui permet d'exprimer, comme elle dit, ses «pensées propres». Si l'on peut lire l'engagement intensif et exposé en public de Michael comme une relative compensation d'aspirations intellectuelles contrariées par les aléas de la vie, le militantisme de Renate apparaît moins structurant dans son parcours de vie et semble se cantonner à ses dimensions identitaires et socialisatrices. Au surplus, l'exposition publique limitée de Renate (dans les coulisses de la campagne électorale municipale³⁴⁴ et non comme candidate en vue) trouve probablement un de ses fondements dans une difficulté à consommer pleinement la rupture avec les choix politiques familiaux³⁴⁵.

La diversité des cas présentés ne saurait faire oublier ce qui les relie au type des «libéraux», à savoir une défense inconditionnelle des préceptes libéraux, principalement une valorisation de la responsabilité individuelle et une conception restrictive du rôle de l'État dans son articulation à l'économie privée. Notons que ce partage, qui pourrait s'apparenter à un truisme, compte tenu de l'orientation du parti, ne l'est pas tant si l'on se remémore la distance des militants «populaires» à ces catégories de pensée (voir chapitre 3), sans compter que ce type de rapport au monde existe évidemment chez des militants d'autres forces politiques de droite. Tout se passe donc comme si, finalement, ces militants UDC étaient libéraux d'abord, et accessoirement autre chose, cet autre chose pouvant prendre des déclinaisons diverses, où le conserva-

344. Mandat qu'elle n'exerçait plus au moment où elle entame son activité de journaliste.

345. À l'opposé, l'évidence de la carrière militante publique est présente chez Birgit, qui poursuit l'engagement UDC de son père, en passant le palier supérieur, puisqu'elle brigue avec succès des mandats électifs et occupe des positions en vue dans le parti, ce qui n'était pas le cas de son père.

tisme de droite et la suspicion envers les étrangers les mettant en phase avec leur parti, sont parfois infléchis par des ouvertures timides aux valeurs du libéralisme culturel.

Nous avons vu précédemment que les méritants (chapitre 5) partageaient eux aussi certains traits du discours libéral. Ce qui différencie les libéraux de ces derniers, outre leur plus fort degré d'abstraction dans la déclinaison de leurs croyances, c'est la mise en avant de la responsabilité individuelle comme axe central de leur valeur. Cette idée diffère en effet quelque peu d'un discours sur le mérite propre et l'effort personnel consenti, en ce qu'il est moins focalisé sur les coûts supportés et la reconnaissance obtenue en tant qu'individu singulier. Le discours sur la responsabilité individuelle est selon nous plus tourné vers l'initiative, la prise de risque et la création. Ainsi, l'État devient dans cette vision des libéraux plus un handicap au déploiement de cette responsabilité de l'individu, freinant ce faisant le développement économique général, qu'une instance qui ne reconnaît pas suffisamment les efforts propres des méritants et qui de surcroît leur ferait payer les dépenses sociales en faveur de non méritants.

Le rapport privilégié des libéraux à une certaine lecture de l'idéologie libérale, dans ses diverses déclinaisons, comporte enfin un aspect en partie inédit dans notre corpus : une faible présence du sentiment de dégradation de la situation, qui chez d'autres militants peut englober celle de la prospérité économique de « la Suisse » ou des aspects plus sociétaux et/ou culturels (montée de l'insécurité, pertes des valeurs, etc.). Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, la déploration fort présente chez les méritants d'une perte du « goût de l'effort » ou du travail, si elle n'est pas totalement absente chez les libéraux, notamment chez Beat, ne structure néanmoins pas leur univers de sens. En forçant le trait, on pourrait identifier, comparativement à d'autres catégories de militants, un certain optimisme quant au présent (voire au futur), qui n'est pas systématiquement rapporté au passé par des raisonnements comparatifs entre avant et maintenant. Globalement, leur perception du temps est tournée vers l'avant, ce qui est loin d'être le cas chez tous les militants rencontrés.

8. IDÉOLOGUES ET MORALISTES

Nous regroupons ici des personnes issues de familles bourgeoises, mais dont la position sociale est d'abord assurée par la présence d'un capital culturel hérité important. Par contraste au type des libéraux, la politique n'est pas un moyen pour défendre plus ou moins directement des intérêts économiques et/ou structurée à titre principal autour d'une vision du monde libérale privilégiant la responsabilité individuelle, mais passe essentiellement par l'affirmation d'idées et de convictions irréductibles à l'idéologie libérale entendue dans un sens d'abord économique.

Parmi ces militants rattachés d'abord au parti par les idées, nous distinguons deux sous-types fortement clivés quant à leur rapport pratique à l'engagement et plus largement au politique. Nous identifions d'une part les *idéologues*, soit des personnes ayant un rapport à la fois idéologique, relativement réflexif et compétent, et dans certains cas tactico-stratégique³⁴⁶ à la politique. Ces militants ont soit un passé de militantisme dans des organisations se situant à l'extrême droite du champ politique, soit sont des transfuges des partis de droite classiques.

346. Nous entendons par tactico-stratégique le rapport à l'engagement fait non seulement d'une forte compétence politique objective (capacité à comprendre l'univers politique, à s'y situer, comme à produire des jugements proprement politiques; voir Daniel Gaxie, *Le cens caché, op. cit.*) et subjective, mais aussi d'intérêt pour et de propension à définir la ligne idéologique, à imaginer des coups tactiques dans le champ politique et à concevoir les pratiques de l'organisation partisane. Une telle conception stratégique se retrouve par exemple chez les dirigeants assumant des tâches d'orientation programmatique, d'organisation et de construction du parti. Certains parmi ces «stratèges» conçoivent de plus leur choix partisan sur un mode quelque peu instrumental, comme une médiation organisationnelle spécifique susceptible de porter un projet idéologique dans l'état donné du champ politique. Ainsi peut-on rencontrer à l'UDC des personnes qui voient dans ce parti, à une étape de leur trajet politique, la structure partisane la plus adéquate, à défaut d'être idéale, pour faire avancer un projet politique, quelles que soient par ailleurs leurs divergences avec cette organisation ou les insuffisances qu'elles lui prêtent.

Nous trouvons de l'autre les *engagés moraux*, soit des personnes qui se positionnent face à l'univers politique et au militantisme sur un registre moral, façonné principalement par une matrice religieuse, qui sont de manière générale peu compétentes politiquement, et ce malgré leur niveau élevé de capital scolaire et culturel. Elles engendrent leurs prises de position politiques à partir de considérations extrapolitiques. Ces personnes présentent une absence d'engagement jusqu'à leur rencontre avec l'UDC. Leur méconnaissance initiale du champ politique les conduit à juger de manière négative le monde politique, lu comme un univers dur et sans scrupule, un monde où la quête individuelle de l'intérêt l'emporterait sur le bien public ou l'intérêt général. Dès lors, l'engagement exprime un appel à la «moralisation» du monde politique, que l'on attend de la part de l'UDC. Cette distinction entre idéologues et militants moraux recoupe dans notre corpus un clivage de genre. Pour les hommes rattachés à ce type, leur rapport au parti passe surtout par les idées de nature proprement politique, alors que les femmes semblent mues par une appréhension morale du monde.

Par rapport à leur milieu d'origine, ces militants ne sont pas en situation de déclassement ni en lutte contre le déclassement. En bons héritiers, ils se situent face au monde sur le mode de l'évidence: le registre de la lutte, de la difficulté et de l'effort n'est pas principalement le leur. Cela explique en partie une plus faible présence chez ces militants des logiques de ressentiment. De plus, leur fort capital culturel hérité les conduit tendanciellement à plus de détachement envers le libéralisme économique. En revanche, on trouve dans cette catégorie un conservatisme culturel de droite affirmé, sur les thèmes de l'homosexualité ou du rôle des femmes, où les évolutions en cours sont perçues comme menaçant la «communauté» naturelle de base qu'est la famille. Enfin, leurs ressources sociales les amènent tendanciellement à modérer tactiquement leurs propos sur l'immigration face aux enquêteurs.

Nous allons donc présenter le trajet de Claude, militant idéologue, avocat genevois dont l'engagement stratégique à l'UDC n'est qu'un moment d'une carrière politique de longue date (accessoirement, nous évoquerons le cas de Patrick, banquier, ancien membre passif du Parti libéral). L'engagement d'Aline, de formation universitaire en sciences naturelles, nous servira à illustrer l'engagement moral et ses ressorts. Au contraire, nous évoquerons

le cas de Camille, attirée, à l'aube de la retraite, par un univers qu'elle méconnaît, celui de la politique.

S'ENGAGER POUR DES IDÉES

Claude, né dans l'immédiat après-guerre, est l'aîné d'une famille alémanique bourgeoise de médecins. Une véritable dynastie de médecins, de son grand-père, par ailleurs colonel à l'armée, à son père, ancien chef de clinique, à ses deux frères, professeurs de médecine à Bâle et à Philadelphie. Sa mère est aussi diplômée en médecine, mais sans avoir exercé, du fait de son retour au foyer après ses études. Son origine dans la classe supérieure est confirmée par la présence dans la famille d'une grand-mère professeur de lettres en faculté, ce qui était exceptionnel à l'époque en Suisse.

Claude évoque un ancrage politique familial à droite et parle plus précisément d'une tradition politique radicale, mais précise-t-il, de « type alémanique », au sens où elle serait mue par un « attachement assez fort aux valeurs traditionnelles et patriotiques ». Il décrit ses parents comme marqués par le contexte difficile de la Seconde Guerre mondiale. Cet ancrage dans une tradition droitière du radicalisme suisse permet de comprendre que ses parents, dans la situation genevoise où le PRD est plus centriste qu'en Suisse alémanique, auraient « souvent » voté Vigilance du temps de la présence de ce parti dans le champ politique genevois³⁴⁷. Mais l'orientation de droite sans ambiguïté de son milieu familial ne s'accompagne pas d'un engagement partisan effectif : Claude n'évoque aucune figure familiale ayant eu des engagements militants ou des mandats électifs. Son père est décrit comme quelqu'un d'intéressé par la politique mais qui n'avait « ni le temps ni l'envie » d'en faire activement. Tout se passe finalement comme si la socialisation politique primaire orientait en partie ses positionnements et engagements futurs, en lui fournissant une matrice initiale, qu'il va radicaliser symboliquement par un positionnement stable à la droite de la droite et pratiquement par un engagement concret. Une reproduction idéologique radicalisée, en quelque sorte.

347. Même si Claude n'est pas suffisamment loquace pour nous permettre de mieux comprendre la logique du vote de ses parents pour Vigilance, la chronologie (naissance de Vigilance en 1964, adhésion de Claude aux Jeunesses en 1964, première échéance électorale aux cantonales de 1965) pourrait laisser supposer que c'est l'engagement du fils dans ce parti qui influence le choix des parents et réoriente leur vote de la droite classique radicale vers un vote plus à droite.

Sur le plan professionnel, Claude ne suit pas la pente familiale puisqu'il fait des études de droit, achevées au début des années 1970, alors même que ses deux frères seront professeurs de médecine, ce qu'il présente ainsi :

Donc je suis d'une famille de médecins: mon grand-père était médecin aussi, donc c'est vraiment une famille de médecins. Oui, je suis le seul qui a, entre guillemets, « mal tourné »! [*Rire.*]

Malgré cette boutade, rien dans le récit de Claude ne laisse penser qu'il vit mal son trajet atypique par rapport à sa famille, ou qu'il pourrait être à l'origine de son engagement politique. Il obtient le brevet d'avocat, avant de fonder avec deux associés, au début des années 1980, une étude sur la place genevoise qui comportera bientôt plus de 100 salariés et des succursales dans plusieurs villes suisses et étrangères. D'un point de vue professionnel, Claude accompagne son métier d'avocat d'une présence dans divers conseils d'administration³⁴⁸ et opère des investissements à l'étranger (dont le Vietnam, pays d'origine de son épouse). À n'en pas douter, Claude évolue comme avocat et homme d'affaires dans un milieu bourgeois aisé. En ce sens, d'un point de vue social, on est dans le cas d'une reproduction du statut social bourgeois d'origine, mais avec un changement d'orientation professionnelle par rapport à son milieu de médecins. Significatif aussi le fait qu'il laisse entrevoir son pouvoir à deux reprises dans l'entretien, lorsqu'il évoque les « pistons » que son capital social rend possibles : pour faire engager sa femme de confession catholique comme analyste financière dans une banque privée protestante de Genève, ou quand il use de ses relations avec une de ses clientes, chanteuse célèbre, pour permettre au groupe de musique de son fils d'enregistrer dans un studio renommé.

L'ANTICOMMUNISME COMME MOTEUR

Questionné sur ses souvenirs politiques passés lors de l'entretien, Claude avance comme moteur de son engagement une forte orientation anticomuniste, ainsi que l'ambition de défendre « certaines

348. Dont un poste de directeur du conseil d'administration d'une multinationale spécialisées dans des tests médicaux employant 1500 personnes : un lien avec la dynastie familiale de médecins.

valeurs patriotiques». Du souvenir de sa grand-mère lui décrivant qui était Staline, lors de sa mort en 1953 lorsqu'il a 6 ans, à celui de ses parents apportant de l'aide à des collègues médecins hongrois, dans le sillage de la «révolution hongroise» de 1956, autant d'éléments qui vont contribuer à infléchir ses choix politiques futurs, farouchement hostiles au «communisme». Il n'est certes pas aisé de savoir si l'adhésion à 17 ans aux Jeunesses de Vigilance était déjà fortement constituée idéologiquement. Pourtant, il est certain que son entrée à l'UDC, en 1995, s'opère sur un registre fortement politisé et idéologiquement construit, découlant de tout un passé de militant politique incluant des affrontements idéologiques et physiques avec le gauchisme de l'après 68, notamment sur la question vietnamienne, une expérience de député cantonal pour Vigilance, ainsi que son activisme dans le réseau de l'anticommunisme organisé³⁴⁹. Cette matrice anticommuniste sortira renforcée de trois séjours au Vietnam pendant la guerre, d'où il ramènera des «reportages de guerre» pour des médias classiques mais aussi pour une presse plus idéologiquement marquée, en période de guerre froide, comme la *Revue militaire suisse*. Il se mariera du reste avec une Vietnamiennne, comme si la cause anticommuniste du Vietnam du Sud devait se prolonger dans sa sphère affective.

ENNEMIS INTÉRIEURS ET MÉDISANTS DE L'EXTÉRIEUR

L'anticommunisme de Claude se double d'une représentation traditionnelle de la nation, structurante dans son récit et qui traduit des convictions nationalistes affirmées. Dans une autoprésentation publique annonçant sa candidature à un mandat électif, il use d'un registre exprimant fortement cette pente nationaliste :

Il veut être candidat afin de contribuer à la victoire des *forces nationales* qui luttent pour le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de la Suisse.³⁵⁰

L'usage en Suisse du vocable «forces nationales», expression militaire et/ou à connotation d'extrême droite, est rare et situe du coup son auteur à la droite de la droite. Ce marquage lexical n'est

349. Voir ci-après.

350. Nous soulignons.

ni anodin ni hasardeux pour quelqu'un qui a ce passé et de telles compétences politiques, ainsi qu'un sens tactique de l'intervention discursive, en tant qu'avocat. Les effets potentiels d'un tel étiquetage ne sont pas négligeables tant l'UDC genevoise est, ou a été par le passé, en butte à la suspicion d'incarner l'extrême droite ou de se montrer peu regardante face à la présence en son sein d'éléments issus de ces milieux³⁵¹. Finalement, ce marquage doit servir à donner du parti une certaine image, plus à droite encore que sa ligne officielle, et s'inscrit dans l'usage concurrentiel, parmi ses propres membres, du sigle UDC, pour en définir la ligne, à l'interne et face à l'extérieur.

Claude relève une attitude «très patriotique» bien présente chez ses parents. Il évoque des épisodes de guerre qui les ont marqué, comme la présence sous les drapeaux de son père, premier lieutenant, ou l'engagement volontaire de sa mère dans l'armée, au sein du Service complémentaire féminin instauré en 1939³⁵². Notons que ces valeurs familiales patriotiques, ancrées dans des expériences de vie concrètes, ne sont pas désignées comme «nationales», comme s'il faisait une distinction entre patriotiques et nationales, réservant le premier qualificatif à ses parents, alors qu'il s'identifie au second. Au surplus, on peut interpréter également comme une forme de cohérence idéologique l'investissement militaire important qui fut le sien, comme capitaine de milice, de 1981 à 1994, avec, précise-t-il, des tâches «de renseignement», et ce dans un contexte de guerre froide et au sein d'une armée obnubilée par l'ennemi communiste, malgré la neutralité officiellement affichée de la Suisse. Une cohérence pratique se dessine ainsi entre ses orientations politiques très conservatrices, nationalistes et anti-communistes et son engagement militaire important.

La posture nationaliste ressort chez Claude de manière exemplaire dans sa perception des discussions critiques engagées ces dernières années sur le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce thème qui, dans d'autres entretiens, laisse parfois indifférents les militants, est pour lui l'occasion de s'étendre avec passion et de réaffirmer son point de vue idéologique. Il se dit «choqué» par les résultats du Rapport Bergier³⁵³. Il conteste d'une

351. Voir chapitre 2.

352. Ce type d'engagement féminin volontaire n'est de loin pas la norme et atteste de fait un attachement particulier aux valeurs patriotiques.

353. Voir chapitre 2.

part les résultats jugés non fondés sur la base de l'historiographie traditionnelle (et de rappeler l'ouverture de la Suisse aux réfugiés ainsi qu'aux soldats français en déroute, la réelle volonté de résistance, etc.) et s'engage d'autre part dans la dévalorisation des auteurs du rapport: le directeur de l'étude, le professeur Bergier serait un naïf («un gentil monsieur (...) qui n'a pas compris très bien ce qui arrivait»), les historiens suisses sont décrits comme politiquement orientés («la plupart d'extrême gauche») et les chercheurs étrangers jugés incompetents sur le domaine («des historiens étrangers qui connaissaient rien à la Suisse»). Au final, le rapport aurait produit un discours désigné comme «une sorte de révisionnisme historique» pour critiquer «la Suisse» prise comme un tout, discours dont le principe générateur serait la «frustration» ou la «rancœur», mais, se rassure-t-il, sans portée effective dans «la population»:

Mais je crois que la population n'a pas vraiment suivi. Parce que les gens savaient ce qui s'est passé vraiment.

Au surplus, Claude associe spontanément, et avec insistance, les médias à cette posture critique pour lui non fondée. On voit surgir ici des oppositions classiques, lorsqu'il oppose ce discours jugé révisionniste, produit par des historiens doublement dévalorisés à ses yeux (d'extrême gauche et étrangers), à la sagesse populaire supposée ancrée dans le réel, si ce n'est dans le vécu. Dans le cas précis, cette lecture polarisée du problème renvoie à une dévalorisation du travail historique et, au-delà, au déni d'une posture intellectuelle ne sanctifiant pas le discours officiel passé et enchanté sur la Suisse de cette période, resté dominant dans l'historiographie pendant des décennies. Cette vision reproduit au passage la désignation d'un ennemi intérieur, les gauchistes et les médias, et extérieur, provenant de l'étranger. Selon nous, cet épisode est révélateur du poids et de la forme que prend chez Claude le sentiment de fierté nationale³⁵⁴: la critique est d'emblée mal vécue et délégitimée comme externe à la nation, car pour lui cette dernière s'incarne dans un peuple («la population») qui lui ne s'en laisse pas compter.

354. En comparaison, le «plaisir» ressenti et signalé par Claude à la vue du stimulus photographique du passeport suisse est certes congruent, mais plus anecdotique: «Ça fait toujours plaisir de voir le drapeau suisse, voilà. J'aime bien le voir quand je vais à un match de football de l'équipe nationale, voilà. [Rires.] Non, mais ça fait plaisir, quoi, c'est bien. C'est une image qui me plaît.»

Claude est en mesure de produire une réponse tant synthétique que programmatique à la question lui suggérant, vers la fin de l'entretien, de résumer ses convictions politiques :

Mes convictions sont fondées sur un certain nombre de valeurs nationales, patriotiques, et opposées à la lutte des classes ; c'est-à-dire rechercher le bien commun pour toutes les couches de la société, protéger l'identité suisse à l'intérieur et protéger la souveraineté et l'indépendance de la Suisse vis-à-vis de l'extérieur. À l'intérieur, promouvoir une économie de marché efficace, mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, le maintien de services publics dans des domaines traditionnels. Et dynamiser, dynamiser l'économie suisse, en évitant de procéder à des hausses d'impôt et à la hausse des charges sociales. Il faut aussi, sans doute, revoir la question des allocations de chômage et l'octroi des rentes d'assurance invalidité, parce qu'on voit que dans ces deux domaines il y a eu des abus.

Certes, ce passage pourrait être lu comme passablement convenu, reproduisant sans originalité la ligne du parti, attestant une forme de délégation discursive aux textes doctrinaux de l'UDC. Ce serait à notre sens réducteur. D'une part du fait que maints indices, ailleurs dans l'entretien, montrent sa maîtrise des raisonnements politiques et sa capacité à produire de lui-même des propos idéologiquement très structurés. D'autre part, ce passage, comme d'autres dans l'entretien, indique par le lexique et les formules employées des inflexions idéologiques propres qui ne font pas partie du discours officiel du parti. L'usage de l'adjectif national, on l'a dit, n'est de loin pas dominante dans le programme de l'UDC, et sa récurrence dans l'entretien révèle un idéosystème³⁵⁵ particulier manifestement plus à droite que celui de l'UDC. De même, ce qu'il désigne comme son opposition à la lutte de classes ne vise pas simplement la gauche, mais aussi les excès d'une droite libérale qu'il critique par ailleurs dans l'entretien, notamment en défendant même modérément le service public. En ce sens, sa distance raisonnée au positionnement « de classe » du Parti libéral est parlante :

355. Frédéric Bon, « Langage et politique », in Jean Leca et Madeleine Grawitz (dir.), *Traité de science politique*, Paris : PUF, 1985, t. I, pp. 537-573.

... au fond, un peu lutte des classes, mais à l'envers. Vous voyez, ce que je veux dire? C'est un parti, pour nous, nous sommes contre le concept d'un parti de classes. Et qu'il le veuille ou non, le Parti libéral reste un parti de classe. Et donc, pour nous, un parti politique doit dépasser cela.

Cette critique du Parti libéral décline savamment une distance au libéralisme présente chez d'autres militants sous un mode nettement moins sophistiqué, par exemple chez les personnes des classes populaires (voir chapitre 3). La posture de Claude et la terminologie employée rappellent sur un certain plan un positionnement d'extrême droite valorisant le corporatisme et la réconciliation entre les classes. De plus, l'usage de la première personne du pluriel (« nous »), alors qu'il est sollicité pour s'exprimer à titre individuel et non comme porte-parole, est un indicateur d'une capacité et/ou d'une volonté de Claude de dire la ligne idéologique du parti, sans doute autant voire plus qu'un attachement identitaire à ce dernier.

LA NATURE, FINALEMENT

Au-delà d'une orientation nationaliste et anticomuniste fortement structurée, teintée d'une relative distance au libéralisme économique classique, nous trouvons chez Claude un système de valeurs étroitement conservateur qui, en partie, provient de sa socialisation familiale. Ainsi, sur la conception des rapports sociaux de sexe, Claude reproduit un discours des plus traditionnels, qui fait écho à son expérience familiale. Rappelons que sa mère, diplômée de médecine, ne pratique pas, du fait qu'elle reste à la maison pour s'occuper des enfants :

Elle avait un diplôme de médecin, mais elle s'occupait, au fond, de la famille, quoi, parce qu'il y avait trois garçons, *donc* il fallait s'en occuper.³⁵⁶

La division sexuelle du travail est ici posée comme naturelle (« donc »), et même si la femme de Claude occupe un emploi salarié, l'époque n'étant plus la même, Claude exprime durant l'entretien

356. Nous soulignons.

sa conception traditionnelle des rapports de genre, lorsqu'il évoque sa propre distance symbolique et pratique aux tâches domestiques³⁵⁷:

Disons que je consacre certaines choses au ménage, mais pas vraiment l'aspirateur, je suis pas très doué, pour ça! [*Rire.*] Plutôt pour faire les achats. Vous voyez ce que je veux dire? Accompanyer ma femme pour faire les achats, pour payer, aussi, pour choisir les choses, pour... Parfois pour faire le gril, le barbecue.

Dans le même registre, il perçoit l'instauration récente d'une assurance maternité sur un mode autant sceptique que résigné. Associé au classique argument financier (opposition à l'augmentation des prélèvements sur les salaires et des charges sociales) se mêle le sentiment que d'autres générations, la sienne comme celle de ses parents, ont pu naguère se passer de cette prestation:

Parfois, c'est pas mal, aussi, que les parents, comment dirais-je, s'ils ont des enfants, qu'ils assument leurs responsabilités, je l'ai fait, mes parents l'on fait, sans assurance maternité, on a survécu, j'entends... Bon, maintenant, on veut assurer tout, et contre tout, même pour des choses bien, donc...

Ce mélange d'arguments tant généraux que personnels, à l'origine de son vote négatif, ne saurait lui faire perdre de vue, en politicien lucide, l'inéluctabilité de cette institution, compte tenu du rapport de forces présent: «A Genève, c'était déjà passé, et on savait très bien qu'en Suisse ça passerait aussi une fois.»

Sa vision conservatrice des rapports de genre est doublée d'une conception franchement hostile aux droits des homosexuels et des lesbiennes. S'il commence³⁵⁸ par déplorer ouvertement les législations répressives de certains pays envers les orientations sexuelles différentes, il plaide tout autant pour la discrétion, le cantonnement dans l'invisibilité de la «sphère privée», et se dit en totale opposition au défilé public, type Gay Pride, jugé «pas très ragoûtant». Il ne cache pas non plus son hostilité au partenariat enregistré des couples de même sexe, et encore plus à la possibilité d'adopter. Sa réticence

357. Qui peut aussi être socialement déterminée, tant ces tâches peuvent être accomplies par d'autres, vu sa position sociale.

358. À la vue d'une photo de Gay Pride.

vis-à-vis des minorités sexuelles se lit dans l'usage d'analogies forcées et dépréciatives pour parler des droits revendiqués :

Après tout, si on autorise le PACS et le mariage entre homosexuels, demain on pourra inventer ou reprendre d'autres institutions, pourquoi pas créer, autoriser la polygamie, la polyandrie, le mariage de groupe à six personnes...

Les arguments naturalistes émergent au bout du compte pour valoriser la reproduction, qui passe par la complémentarité homme-femme : l'institution du mariage, fondée sur la « nature », se retrouve fragilisée par l'octroi de ces nouveaux droits, et par là même – traditionnel souci de l'extrême droite (un souci qui dépasse cette orientation idéologique) – la reproduction non seulement sociale mais aussi physique de la société :

... dans la nature, c'est quand même plutôt normal que ça soit une femme et un homme que... Enfin, et l'institution [*du mariage*], elle est là aussi pour permettre le développement de la société; c'est-à-dire la *continuation de l'humanité, de la race, du pays, de la nation*.³⁵⁹

Une fois encore, la terminologie employée connote le propos à droite de la droite. Claude a pourtant, là encore, une position lucide et résignée, puisque, comme dans le cas de l'assurance maternité, il déplore le changement tout en le ressentant comme inéluctable, du moins dans le contexte présent : « même en Espagne, pays très catholique, maintenant, il y a le mariage entre homosexuels ». Une forme de pessimisme face à un monde qui change sur lequel la prise est, dans son esprit, (provisoirement ?) absente.

« GÉNIE PROPRE », MÉLANGES DES CULTURES ET SUSPICION ENVERS LES ÉTRANGERS

Claude exprime une tolérance envers les religions et aspire à ce qu'elles se respectent, mais sans qu'elles ne se mélangent pour autant, afin qu'elles conservent ce qu'il nomme leur « génie propre ». Ce principe n'est que partiellement démenti dans sa propre vie : s'il

359. Nous soulignons.

est protestant et que sa femme d'origine vietnamienne est catholique tout en étant marquée par d'autres influences (bouddhisme, taoïsme, etc.), la hiérarchie des rapports sociaux de sexe est pourtant respectée dans le couple, du fait que la religion transmise aux enfants est celle du père (« baptisés protestants »). L'ouverture religieuse que Claude manifeste dans un premier temps trouve ses limites dans la critique, par évocation spontanée, d'une exception, l'islam. Ce qu'il désigne comme « le problème avec les musulmans », homogénéisés pour le coup, renverrait à une incompatibilité intrinsèque avec d'autres systèmes de valeurs, incompatibilité plus culturelle et sociale qu'étroitement religieuse, selon lui :

Moi, je trouve que c'est bien que chaque religion ait son génie propre ; je suis pas tellement d'accord pour le fait qu'on mélange les choses. Les catholiques, ils doivent être catholiques ; les protestants, protestants. Ça veut pas dire qu'on doit se faire la guerre ; mais je pense que chacune de ces religions a ses valeurs propres, qui ont leur raison d'être historique, religieuse, et qui doivent être respectées. Mais je suis pas pour une espèce de birchermüesli des religions. C'est, non, ça serait dommage, en fait, parce que c'est quand même la diversité qui fait la culture, et qui permet de... Alors, il faut que, chacun reste, au niveau de la religion, en tout cas... Maintenant, bon, il y a le problème avec les musulmans ; c'est vrai que là, il y a un vrai problème, parce qu'au niveau religieux, seulement religieux, on pourrait coexister. Mais le problème, c'est vraiment certaines mœurs et certaines attitudes dans la vie privée, dans la vie sociale, etc.

Nous trouvons ici l'indice d'une forme de différentialisme, où la différence, supposée radicale, serait irréductible et où toute logique de mélange serait source de tensions³⁶⁰ :

L'islam, comme il est pratiqué beaucoup, aujourd'hui – ça n'a pas toujours été le cas – mais au niveau idéologique, est une espèce de religion totalitaire, qui implique un comportement de vie et un comportement social global qui peut entrer en conflit avec d'autres civilisations et d'autres modes de vie... Et ça, on le

360. À ce sujet, Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris : Gallimard, 1990.

voit, que ça soit la façon de vivre, la façon de traiter les gens, de traiter les femmes³⁶¹, enfin, etc. C'est une façon d'être qui est trop différente pour qu'elle puisse coexister sans heurt avec d'autres systèmes.

Ce qui fait sens dans ce passage de l'entretien, c'est comment l'enquête, sollicitée par un stimulus photographique sur une cérémonie religieuse interconfessionnelle, commence par produire un discours tolérant, puis désigne l'exception en des termes forts, généralisants et amalgamants, et finit par illustrer le « problème » par un exemple concret, en l'occurrence les difficultés occasionnées par la présence de « paysans d'Anatolie » déracinés dans les villes « d'Europe occidentale »³⁶². Cette focalisation péjorative sur l'islam, comme incarnant un problème de civilisation, dépasse de loin le discours de Claude : on la retrouve dans la société, bien au-delà de l'UDC, sous différentes formes, des plus caricaturales aux plus sophistiquées, notamment dans le discours plus ou moins savant sur le choc des civilisations. Chez un militant politiquement compétent comme Claude, et assurément très tactique dans la présentation de soi face à un chercheur, la mobilisation de ce thème peut servir de pont entre un discours ressenti comme énonçable socialement et des principes de fond plus radicaux (le refus du mélange des cultures, propre à l'extrême droite, par exemple). Pour autant, au-delà de ce contrôle tactique, l'univers de sens transparaît pleinement.

Dans d'autres passages de l'entretien, Claude aborde la question de l'immigration sous un angle là aussi d'apparence modérée, quand il reconnaît la légitimité du droit d'asile, tout en contestant le mauvais usage qui en est fait dans la période présente. Pour le coup, cet énoncé se situe dans la ligne officielle du parti, construite sur la catégorie d'« abus », et qui prétend ne pas récuser globalement

361. Notons que Claude mobilise ici les droits des femmes, en dépit de sa posture très conservatrice sur les rapports sociaux de sexe. Que ce soit pensé ou spontané, il n'en reste pas moins que c'est là une figure courante d'une rhétorique de droite visant à stigmatiser la différence, singulièrement « musulmane », pour mieux valoriser son groupe d'appartenance (« civilisation »), tout en occultant ses limites intrinsèques (inégalités, discriminations, etc.). Sur cette rhétorique, voir notamment le numéro spécial « Sexisme et racisme : le cas français » de *Nouvelles Questions féministes*, vol. 25, N° 1, 2006 ; ou encore, Nacira Guénif-Souilamas et Éric Macé, *Les féministes et le garçon arabe*, Paris : Éditions de l'Aube, 2004.

362. Le choix de l'exemple peut sembler anecdotique, mais ne manque pas de faire écho à la présence en Suisse d'une significative communauté turque et d'un poids important, ces dernières années, de réfugiés issus du Kurdistan « turc ».

le droit d'asile ni viser l'ensemble des requérants. Claude plaque pourtant généreusement la catégorie d'«abus» sur les situations qu'il cite, comme quand il raisonne en termes de déferlante sur l'Europe d'immigrants camouflés en réfugiés, usant d'une métaphore naturaliste marine («vague»):

Il y a une *vague* d'immigration clandestine qui *déferle* sur l'Europe, qui est travestie, qui est cachée en requérants d'asile.³⁶³

À ces «abus», qu'il pose comme majoritaires dans la situation de ces dernières années, Claude oppose des cas positifs d'un passé révolu, choisis en lien à son système de valeurs, soit de réfugiés méritants qui ont tous pour point commun d'avoir été «chassés par le communisme» (trois situations citées: réfugiés hongrois, tchèques puis d'Indochine), et que la Suisse a su accueillir sans discussion:

... tout le monde savait que c'était des réfugiés. Personne n'a contesté, c'était évident.

Cette sélection de cas légitimes pour mieux dévaloriser globalement les requérants d'asile du présent, exclut pourtant de son discours les réfugiés du passé provenant des dictatures de droite d'Amérique latine³⁶⁴. Elle est significative d'une cohérence idéologique et pratique: socialisé politiquement en période de guerre froide et mû par un anticommunisme militant puissant, Claude associe essentiellement l'asile politique à des personnes persécutées par des régimes «communistes».

ENGAGEMENT IDÉOLOGIQUE ET STRATÉGIQUEMENT ORIENTÉ

Engagé politiquement de longue date, avant d'entrer à l'UDC en 1995, Claude est le prototype du militant adhérent sur des bases idéologiques fortes. Certes, ses convictions idéologiques se sont très certainement affirmées progressivement, puisque son premier engagement remonte à 1964, à l'âge de 17 ans, dans les Jeunesses de Vigilance qu'il contacte spontanément, avant d'adhérer, puis d'y occuper des fonctions dirigeantes. Il a par la suite occupé un

363. Nous soulignons.

364. Claude continuera par ailleurs à manifester sa solidarité à des acteurs de ces dictatures, rattrapés par la justice pour leur passé.

poste semblable dans le parti adulte, ainsi que celui de député, avant que le parti ne disparaisse de l'échiquier politique au début des années 1990 en raison de conflits internes. Notons qu'il a été actif durant les années 1980 dans les milieux anticommunistes organisés, fortement marqués à droite. L'ensemble de ces expériences passées fournit à Claude un habitus non pas d'adhérent ou de militant de base, mais d'organisateur et/ou de dirigeant.

L'entrée de Claude à l'UDC est donc précédée d'une structuration idéologique forte: nous sommes dans le cas d'un militant politique de longue date, en disponibilité politique, orphelin d'un parti qui n'existe plus à ce moment-là³⁶⁵ et qui décide d'adhérer à une nouvelle structure avec l'ambition de peser sur son orientation. Au moment de son adhésion, l'UDC suisse est en phase ascendante, alors que la section genevoise est non seulement de très petite taille, mais aussi incapable de stabiliser le sigle³⁶⁶. Elle est en quelque sorte «à prendre», pour qui se dote de perspectives programmatique, stratégiques et organisationnelles.

Du reste, son adhésion n'est pas individuelle, mais présentée à plusieurs reprises dans l'entretien, par l'usage du «nous», comme collective, c'est-à-dire comme celle d'un groupe d'amis en partie issus d'un réseau d'anciens Vigilants ayant le projet de donner corps à ce parti embryonnaire:

Et, en 1995, plusieurs anciens vigilants, et d'autres personnes qui n'avaient pas appartenu au mouvement Vigilance, nous avons adhéré à l'UDC Genève, qui était en fait un groupuscule, qui n'avait pas de militants, qui n'avait pas de vrai programme politique; et nous avons fait de ce parti un parti qui est allé de succès en succès, au fil des années.

365. Claude cesse de militer sur un plan partisan lors de la fin de Vigilance, qu'il date à 1991-1992. Notons qu'en 1990, une scission, dont il ne parle pas lors de l'entretien, s'opère en son sein, donnant naissance au Mouvement patriotique genevois, MPG, qui fera liste commune avec l'UDC, alors groupusculaire, aux élections cantonales de 1993: Claude n'est pas de ce côté-là de la scission. Il ne rentre à l'UDC qu'en 1995. Ce décalage s'explique par des raisons que nous nous gardons ici de hiérarchiser, faute d'information suffisante: difficulté d'adhérer à un parti, l'UDC, qui s'est constitué en 1987 alors que Vigilance existait encore (et donc vraisemblablement perçu comme concurrent, sans même évoquer son alliance en 1993 avec les scissionnistes du MPG), inertie des fidélités antérieures à Vigilance, contraintes extrapolitiques pesant sur la disponibilité militante (professionnelles, personnelles), etc. La perception des possibles de l'UDC sur Genève dans le sillage des succès nationaux aux élections fédérales de 1995 et de la montée en puissance de la fraction «dure» zurichoise, intervient sans doute dans sa décision d'adhésion.

366. Voir chapitre 2.

Le caractère collectif de l'entreprise se manifeste dans ce « nous », alors qu'il est sollicité dans l'entretien sur le mode individuel pour parler de son propre parcours. Le rapport à l'engagement de Claude procède donc bien d'une adhésion et d'un militantisme stratégique idéologiquement structuré, qui se distinguent fortement, dans notre corpus, d'autres modalités et motifs d'engagement. Il n'est pas aisé de savoir si Claude surestime son rôle et celui de ses amis dans le fait d'avoir transformé l'UDC en parti sérieux (faire « de ce parti un parti »)³⁶⁷. Son ascension rapide dans le parti indique au moins que les places étaient à prendre et qu'il n'était pas sans ressources pour les conquérir. Il occupera ainsi différents postes d'importance à la tête du parti, ainsi qu'un mandat électif. Il indique aussi qu'il a organisé sa succession à un poste interne important du parti, en propulsant un poulain, qu'il dit avoir fait entrer à l'UDC après l'avoir repéré en son temps dans les Jeunesses de Vigilance. De plus, ce sentiment de succès, perçu comme consécutif à cette entrée organisée et à son (leur) propre mérite militant, fournit à Claude des rétributions symboliques non négligeables : la fierté de contrôler l'orientation du parti et le choix des dirigeants. Cette posture traduit une compétence politique préalable forte : s'autoriser à intégrer un parti avec l'ambition affirmée d'en infléchir la ligne et de lui donner cohérence manifeste une compétence subjective singulière, loin d'être présente chez la plupart des adhérents à un parti. Au surplus, ce rapport tactico-stratégique au parti se double d'une conception relativement instrumentale de l'organisation : tout laisse croire que, dans un autre contexte, le projet idéologique et stratégique de Claude et de ses amis aurait pu emprunter d'autres médiations organisationnelles.

D'un point de vue pratique, Claude présente néanmoins son engagement politique de longue date comme discontinu. Il met lui-même en rapport les interruptions temporaires de son militantisme partisan avec les contraintes des autres sphères de vie, professionnelle, familiale et militaire (« une petite carrière militaire ») :

367. Cette idée est renforcée par sa conviction que l'UDC est d'une certaine manière la continuation de l'expérience avortée de Vigilance : « Malheureusement, le Parti [Vigilance] est entré dans une série de convulsions et de disputes qui l'ont fait disparaître. Mais, si vous voulez, les forces politiques qui ont appuyé et suivi Vigilance, les électeurs eux-mêmes, quelques années plus tard se sont retrouvés dans l'UDC. »

En 1975, j'ai quitté la politique pour un certain moment, parce que j'ai dû m'engager très fortement professionnellement, j'avais obtenu mon brevet d'avocat; et donc j'ai travaillé comme collaborateur, donc avocat, si vous voulez, salarié, dans une très grande étude. Et je n'avais plus le temps pour la politique; d'autre part, je me suis marié en 1979, j'ai eu des enfants, donc... Et, outre cela, j'ai fait une petite carrière militaire, j'ai quand même fait près de mille trois cents jours de service militaire... J'étais capitaine dans une unité de grenadiers de chars, et ça m'a pris, effectivement, aussi du temps. Donc je suis revenu à la politique en 1987.

Cette tension matérielle le pousse à s'éloigner provisoirement de la politique partisane, mais à notre connaissance pas de la politique entendue au sens large, vu ses activités anticomunistes maintenues durant les années 1980. Dans l'UDC plus spécifiquement, Claude remplit des mandats non négligeables, nous l'avons dit, attestant de son rôle de cadre. Il reconnaît toutefois que le poids de ses investissements professionnels le limite dans ses potentialités militantes. Ainsi, il se rassure de sa non-élection à un poste politique important, pour quelques dizaines de voix précise-t-il fièrement, en soulignant les contraintes temporelles qu'aurait occasionnées un tel mandat électif qu'il n'aurait pu pleinement assumer.

Au plan des rétributions retirées de son engagement, force est de constater que ce dernier ne compense pas une insatisfaction engendrée par d'autres aspects de sa vie, comme c'est le cas pour Michael par exemple³⁶⁸. La carrière professionnelle de Claude, très réussie, fortement investie et qu'il ne présente jamais comme un choix contraint, le pousse, on l'a dit, à limiter ses ambitions politiques personnelles. Ses disponibilités militantes temporelles sont du reste et de manière générale indexées au temps laissé libre par ces deux sphères de vie que sont l'activité professionnelle et sa famille. Tout se passe comme si Claude trouvait alors son compte dans le sentiment d'avoir la capacité (qu'elle soit réelle ou imaginaire) de définir l'orientation idéologique et d'influer sur la désignation de la direction du parti. Ce sentiment de peser sur le travail des autres, qui se mettent dès lors plus en avant publiquement que lui, le

368. Voir chapitre 7.

place en posture de patriarche discret, en quelque sorte. Cette posture est d'autant plus gratifiante qu'elle permet (ou lui donne l'impression) d'insuffler dans le parti un contenu idéologique précis, fortement marqué à droite et en partie redevable de la filiation politique qui a de longue date été la sienne.

Le cas de Patrick contraste sur ce point avec celui de Claude. Originaire d'une famille bourgeoise de Glaris, banquier à la retraite au bénéfice de trois licences universitaires et membre passif pendant quelques décennies du Parti libéral, Patrick intègre l'UDC en 2001, à un moment où il ambitionne très ouvertement une carrière politique personnelle («la der des ders», commente-t-il, vu son âge avancé). Celle-ci se révèle impossible chez les libéraux, mais envisageable à l'UDC genevoise, à un moment où l'accès aux positions éligibles n'était pas encore trop concurrentiel :

Ça m'a probablement rendu service [*le refus du PL de le mettre en position éligible*], parce que si j'étais entré au Parti libéral – faut dire, moi je le vois au Parlement – ils ont une pépinière de cerveaux, moi je les envie ! C'est fantastique d'avoir ça à disposition ! Et j'aurais probablement pas du tout, même peut-être pas atterri au Grand Conseil, j'en sais rien ! Mais... De sorte que, à vrai dire, bon j'ai dû attendre dix ans³⁶⁹, mais l'UDC m'a permis d'arriver au minimum au Grand Conseil.

Patrick est un idéologue, au sens où son rattachement au parti est très fortement motivé par une idée clé qui structure l'ensemble de ses raisonnements, prises de position et pratiques, à savoir le refus de ce qu'il lit comme le dénigrement de la Suisse, ce «système magnifique» à la fois «économique» et «moral». La catalyse idéologique réside donc principalement dans le refus du débat ouvert dans les années 1990 sur le rôle de la Suisse lors de la Seconde Guerre mondiale³⁷⁰ (et non l'anticommunisme comme chez Claude) et s'explique autant par son appartenance générationnelle (adolescent en 1939) que par sa socialisation familiale³⁷¹. Ce

369. Patrick ne fait pas ici allusion à d'autres contraintes que partisans, retardant la réalisation de son ambition politique.

370. Avant d'adhérer à l'UDC, il avait du reste participé en 1997 à une campagne en justice visant un reportage de la Télévision suisse romande, «L'honneur perdu de la Suisse», consacré à cette période historique et traité avec le point de vue de la nouvelle historiographie helvétique. Dans le cadre de cette action, il rencontra Jacques Pagan, président de l'UDC genevoise.

moteur idéologique, auquel il faut adjoindre un conservatisme de droite intense, très ajusté à l'offre UDC et relativement argumenté, est renforcé, on l'a vu, par des ambitions politiques personnelles (il sera élu). Les rétributions symboliques liées au statut d'élu sont bien chez Patrick anticipées, mais à aucun moment il ne se pense en position de concevoir son engagement comme celui d'un stratège, tel Claude, pesant dans les coulisses sur la ligne du parti³⁷².

Finalement, si l'engagement de ces idéologues passe d'abord par la mobilisation d'idées plus ou moins fortement structurées, il peut diverger quant aux types de rétributions rendant possible et/ou maintenant leur engagement sur la durée. L'ambition politique personnelle traditionnelle, soit la carrière publique et visible, n'est pas le dénominateur commun de l'engagement des idéologues, mais peut avoir pesé lourd dans le choix d'adhésion de certains d'entre eux.

LA MORALE COMME MATRICE D'ENGAGEMENT

Aline, la soixantaine, est issue de ce qu'elle désigne elle-même comme un «milieu bourgeois», à savoir une famille où l'aisance financière allait de soi, mais où c'était d'abord le capital culturel qui pesait³⁷³. Son père (lui-même fils d'une pianiste de concert se produisant «dans le monde entier»), qu'elle classe aujourd'hui

371. (Note de la p. 242.) Un père ingénieur, gradé dans la haute hiérarchie militaire d'alors, ayant côtoyé Guisan pendant la guerre, rempli des mandats pour la Société des Nations et occupé des fonctions élevées au Comité international de la Croix-Rouge.

372. Pour diversifier les types de rétributions de ces idéologues, nous pourrions citer le cas de Thomas, entré à l'UDC en 2000, et qui se dit marqué par un père journaliste à la rubrique politique du disparu *Journal de Genève*, présenté comme protestant libéral. La cinquantaine, Thomas a occupé des emplois de juriste dans le service public puis au sein de la gestion du personnel d'une importante entreprise parapublique, avant de se mettre à son compte comme consultant. Son adhésion à l'UDC genevoise en 2000 est précédée d'un engagement discontinu de plus en plus à droite, qui va du Parti radical au Parti libéral. L'UDC genevoise d'alors, en construction et à la recherche de personnel politique formé, offre à Thomas, qui venait de quitter le Parti libéral, l'occasion, lui qui a «toujours aimé animer les choses, prendre des responsabilités», d'occuper rapidement une position clé d'organisateur de débats internes à l'UDC. Une position qui lui permet de solliciter l'ensemble des réseaux construits tout au long de sa carrière professionnelle et au cours de ses divers engagements politiques et associatifs. L'organisation de ces Cercles de réflexion représente pour le coup une rétribution symbolique de nature intellectuelle, compte tenu de l'intérêt qu'il porte aux débats d'idées, qui semble lui suffire, lui qui précise n'avoir jamais envisagé une carrière électorale.

373. Mis à part un grand père-paternel propriétaire d'une fabrique dans l'horlogerie.

comme «plutôt socialiste» sans savoir pourtant ce qu'il votait, était marchand d'œuvres d'art et côtoyait artistes et écrivains :

Et je sais que mon père était ami avec des écrivains. Comme Panaït Istrati, l'écrivain roumain, ou certains... dont j'ai les lettres encore! Oui, il m'a laissé les lettres. Oui, ça m'a beaucoup intéressée aussi de connaître ce parcours-là, il connaissait aussi Gandhi. Oui, j'ai une photo avec Romain Rolland, Gandhi et lui, et voilà, tout ça, pour moi, c'est un petit peu un personnage.

Après une formation de typographe d'art, son père a séjourné dix-huit ans à Paris, dans l'entre-deux-guerres, avant de rentrer en Suisse et de se marier. Sa mère, sans profession, est décrite comme sans «aucun engagement» politique, mais catholique et croyante, et portée sur le respect de «certaines normes» et d'«obligations, à la maison», alors que son père, présenté comme protestant et croyant lui aussi, l'aurait «laissée absolument libre de ses choix», de même que son frère. Aline évite le conflit idéologique avec ce dernier, qu'elle juge lui aussi «plutôt socialiste» sans connaître ses choix idéologiques effectifs, lui qui a prolongé sa socialisation familiale religieuse dans son activité professionnelle en occupant des fonctions importantes au sein de la communauté d'Emmaüs.

Aline fait des études universitaires de biologie, ce qui pour une femme n'était pas courant, dans les années 1960 en Suisse, où le taux de scolarisation universitaire plafonnait alors très bas. Si, rétrospectivement, elle se montre critique par rapport à ce domaine du savoir, du fait d'un usage démesuré de l'expérimentation animale dans la recherche, c'est d'abord la naissance de sa fille, au début des années 1970, qui la pousse à cesser ses activités salariées, après avoir travaillé quelque temps dans des laboratoires et dans l'industrie du parfum. Ce retour au foyer, sans compter qu'il incarnait la norme de l'époque, est toujours pensé aujourd'hui comme normal, tant Aline partage une conception classique des rapports sociaux de sexe. Ainsi, à la vue d'un homme passant l'aspirateur, elle décline spontanément, dans un sentiment de relative culpabilité («c'est peut-être stupide»), son point de vue «à l'ancienne», tout en l'imputant à son éducation :

Ah, moi, j'ai encore un petit peu les valeurs de mes parents, peut-être parce que je suis plus jeune, mais je pense que... Enfin,

chacun sa place, c'est peut-être stupide de dire ça, mais... Ça me gêne beaucoup quand je vois un homme avec une poussette [*Rire.*] J'ai peut-être des idées encore un peu trop à l'ancienne. Il me semble que ça féminise l'homme. C'est peut-être faux...

Mariée à un expert-comptable décrit comme «plutôt libéral», qu'elle juge politiquement «plus tempéré» qu'elle, elle divorcera au début de la cinquantaine, dans un contexte apparemment très conflictuel et qu'elle a fort mal vécu. Depuis, Aline ne reprendra pas d'activités salariées, du fait principalement qu'elle ne s'est pas retrouvée sous contrainte matérielle³⁷⁴. Le caractère cossu et luxueux de sa villa, dans la campagne genevoise, laisse transparaître une relative aisance matérielle.

SE POSITIONNER FACE À UN MONDE «PAS TRÈS BEAU»

Le rapport à l'engagement d'Aline diffère totalement de celui de Claude ou de Patrick, en ce que, à aucun moment de l'entretien, elle ne manifeste de raisonnements proprement politiques pour motiver son choix partisan ou étayer ses prises de position.

Son registre discursif est plus moral que politisé ou construit idéologiquement, et ce malgré son militantisme relativement actif depuis une bonne dizaine d'années. Cette manière de se situer face à l'univers politique s'exprime tout au long de l'entretien par de nombreuses touches. Aline rapporte explicitement son engagement politique à un soubassement religieux qui dès l'enfance l'a structurée, sans que ses parents, croyants mais non pratiquants, ne la poussent à ses yeux («ça s'est fait tout seul, personne m'a influencée dans ce domaine-là»):

...J'ai toujours été comme ça, oui. Ça m'attirait, puis... Mais vous savez, ça paraît peut-être drôle de dire que la politique ou la religion, ça a un parallèle, mais moi, je fais la politique, parce que justement, je suis croyante.

Cette matrice morale peut se lire dans l'usage de formules peu politiques du type «le monde n'est pas très beau», ponctuant

374. «Mon père m'a laissé des tableaux, certaines choses», sans compter qu'elle disposait de biens immobiliers.

l'évocation de situations ou de problèmes qui la choquent, tels «la violence qu'il y a maintenant» et que «les autorités» ne maîtriseraient plus, ou «l'injustice» dont elle a «horreur». Cette «injustice», jamais clairement définie, n'est pas non plus rapportée à des mécanismes structuraux et/ou politiques. Elle se clarifie par le repérage des catégories en situation difficile, qui pour Aline méritent protection ou qu'il faudrait «aider»: les «enfants qui ont l'avenir bouché», les jeunes connaissant des difficultés familiales, certaines personnes âgées, etc., mais aussi les animaux. Aline se situe dans un registre émotionnel («tellement de misère») qui va en effet jusqu'à mettre en équivalence sa compassion pour les personnes et son souci de la défense des animaux³⁷⁵, dans une même dynamique et logique de refus de l'injustice:

Il y a tellement à faire, vous savez. Tellement de misère, tellement... Dans le fond, ça se rejoint un petit peu: les enfants, les animaux, les gens qui... C'est vrai, peut-être que je rêve un peu! Mais ça se rejoint quand même! Il y a tellement à faire, vous savez. Il y a pas de solution, hélas!³⁷⁶

Cette évocation des personnes à aider est, de plus, sélective et s'appuie implicitement sur un clivage national («chez nous», «nos jeunes»)³⁷⁷:

Mais ça, ça a été dit et redit, alors c'est un petit peu idiot de ma part de parler de ça, mais on devrait aussi peut-être regarder les personnes qui sont dans le besoin chez nous, essayer de soulager un petit peu des personnes âgées, ou... Enfin... Donner un but à nos jeunes...

Tout se passe comme si Aline avait besoin de défendre les «faibles» (dont les animaux) ou se souciait des gens en difficulté, mais sur un mode sélectif, avec pour principe une sorte de préférence nationale ou parfois européenne³⁷⁸.

375. Un engagement intense dans des associations de protection des animaux précède son activisme partisan et se poursuit en parallèle à ce dernier.

376. Cette association n'est pas isolée: «Oh, j'ai vu des jeunes qui se sont pendus, j'ai vu des... Oui, j'ai connu ça. J'ai vu des animaux qui étaient mis dans des lave-linge pour voir leur degré de résistance, j'ai vu...Non, vraiment, j'ai vu des choses qui m'ont révoltée...»

377. La consigne visait à lui faire préciser les périphrases où la question de l'immigration affleurerait.

Son rapport particulier au politique se lit également par sa valorisation de la morale en politique, repérable quand elle signale un décalage entre les attentes qu'elle avait de la politique et ce qu'elle découvre une fois engagée. Sollicitée sur ce que lui a «apporté, à titre personnel», son engagement, elle répond par l'évocation d'un aspect négatif, mentionnant spontanément sa désillusion: «Peut-être un petit peu de déception.» Cette déception est motivée par sa réticence au conflit et à la présence dans l'univers politique de personnes mues par des intérêts égoïstes:

Déçue de beaucoup de choses, parce que je trouve – ça n'a rien à voir avec l'UDC. C'est la politique en général. Parce que je vous dis, on devrait jamais faire de politique avec des comptes à régler, ou des intérêts personnels, ou... Mais ça, c'est vraiment... Peut-être un rêve.

Aline pose de fait une demande de moralisation d'un univers qui «manque peut-être un peu d'honnêteté». Sa valorisation du désintéressement se lit par exemple quand elle précise que les assemblées nationales des délégués UDC sont fréquentées «à [leurs] frais», en signalant que, suivant les cas, cela représente des week-ends «à 500 francs», coût jugé prohibitif et incitant souvent les délégués genevois à effectuer l'aller-retour dans la journée. Mais cette exigence de moralisation semble perdue d'avance, au point de fragiliser sa confiance dans son engagement partisan. Sa critique, si elle concerne en effet «la politique en général», semble à d'autres moments être renforcée par le fait que, selon elle, même dans son propre camp certains ne penseraient qu'à leur intérêt propre (et de citer l'attrait des jetons de présence dans les commissions extraparlimentaires)³⁷⁹. À cela s'ajoute qu'elle vit mal les conflits internes au parti, pensés non pas en termes de divergences de lignes politiques, mais comme la conséquence d'ego surdimensionnés ou de traits de caractère particuliers. Sollicitée sur les personnalités du parti dont elle se sent proche, elle répond sur un mode psychologique, sans jamais mentionner de contenu idéologique. Ainsi, le

378. (Note de la p. 246.) «Aline évoque une situation, qu'elle dit connaître par témoignage, d'une entreprise de travail temporaire qui donne du travail à des «Asiatiques, des Boliviens» et laisse sur le carreau «des Européens», pour qui elle plaide en termes de préférence.» (Cercle de réflexion UDC, note de terrain, 1^{er} juin 2006).

379. Note de terrain, 1^{er} juin 2006.

conseiller national André Reymond trouve grâce à ses yeux parce qu'«il est calme, [qu']il n'y a jamais de problème avec lui», de même que le député Gilbert Catelain, bien que, concède-t-elle, il ait un «caractère plus excessif».

ENTRE EUPHÉMISATION ET FRANCHE ÉNONCIATION

Aline dit se retrouver dans l'UDC parce qu'elle avait «des idées similaires», qu'elle classe à droite sans vraiment les énoncer clairement. Par bribes, souvent par des périphrases ou par euphémismes, elle finit par mettre du contenu sur ces idées, que l'on pourrait synthétiser ainsi: elle partage un sentiment de dégradation de l'univers qui l'entoure. Ainsi, elle se montre peinée du discredit entourant parfois son parti et cherche à en redresser l'image en recadrant les objectifs de ce dernier, à savoir la conservation («garder») d'une Suisse «plus ou moins intacte»:

Oui, nous avons été assez agressés, et ça, disons que ce sont pas de très, très bons souvenirs, mais justement, je trouve très dommage que nous ayons une réputation aussi négative. Parce que je crois pas que ce soit, politiquement, notre but d'être extrémistes, ou de... de prôner ce qu'on nous reproche. Nous sommes surtout, nous aimerions surtout garder notre pays plus ou moins intact, et pouvoir y vivre normalement. Sans être toujours assaillis ou agressés par... Et je trouve ça très dommage, que nous ayons pas plus de contacts avec les autres partis, qu'on soit mal vus par une certaine population; c'est vraiment dommage.

Si le poids du stigmat entourant son parti transparaît ici fortement, elle reste évasive, mis à part l'imputation d'extrémisme, sur les reproches faits au parti. D'autres passages de l'entretien montrent pourtant que c'est le positionnement sur l'immigration qu'elle euphémise, du fait qu'elle se soumet pleinement à la norme sociale «antiraciste» censurant les énonciations trop explicites sur ce thème, et qu'elle n'entend péjorer ni l'image du parti ni la sienne propre. Plusieurs indices montrent donc bien que, pour elle, préserver la Suisse passe notamment par une gestion restrictive de l'immigration:

Mais en fait, quand vous dites «limiter certaines choses»...

Mais vous savez, c'est difficile de parler de ça, parce qu'on nous taxe de racistes. Ce qui n'est pas du tout le cas, puisqu'on a des étrangers dans notre groupe, aussi. Et qui s'y sentent très bien. On a des Hongrois, des Algériens, on a... Il y a quelques nationalités différentes. Donc c'est pas le rejet de la personne qui n'est pas automatiquement Suisse. Mais je crois qu'il faudrait arriver à mieux équilibrer, mieux gérer, aussi, les problèmes qui se posent maintenant.

Il serait pourtant réducteur de limiter ce sentiment de dégradation au seul thème des étrangers. Nous avons vu qu'Aline ressent le monde comme «pas très beau», qualificatif renvoyant dans son imprécision à un conglomerat de problèmes divers et variés qu'elle vit mal. Dans son discours, cette idée de dégradation d'un monde qu'elle valorise est inséparable d'une vision relativement résignée des choses, ou du moins d'un fort pessimisme quant aux débouchés politiques de la lutte («je crois quelquefois qu'on se bat contre des moulins à vent»). Plusieurs traces indiquent dans ses propos qu'une telle dégradation lui apparaît comme une chape de plomb, que ce soit sur le plan de la sécurité en Suisse qui connaîtrait une évolution «un peu négative» ou dans sa description de l'état «terrifiant» du monde («c'est assez terrifiant de voir ce qui se passe»), ou dans les comparaisons qu'elle opère entre une gestion politique passée «honnête» et un avenir plus incertain, compte tenu de la perte «de nos valeurs» :

Je pense qu'on est un petit pays, on a eu quand même une armée ou des dirigeants plutôt honnêtes – je dis pas qu'ils étaient tous parfaits – mais plutôt honnêtes, ils ont fait ce qu'ils ont pu, et puis on était privilégiés, et... Et puis c'est une chance pour nous. Maintenant, je ne sais pas si l'avenir sera aussi bien géré... Je me pose des questions. Parce qu'on a perdu beaucoup de nos valeurs, et puis... Les gens voient peut-être les choses différemment, mais... J'ai l'impression que tout fiche le camp!³⁸⁰

Si Aline craint d'exprimer franchement son point de vue sur l'immigration, nous trouvons pourtant chez elle, sur certains thèmes, des inclinations très conservatrices qui sont posées en

380. Dans le sillage d'une consigne sur la Suisse et la Seconde Guerre mondiale.

toute transparence. Son positionnement sur les rapports sociaux de sexe, ou encore sur les orientations sexuelles, en est la parfaite illustration et lui permet de se reconnaître aisément dans son parti. Sur le premier point, on l'a vu, elle reconnaît être «encore de la vieille école», en rappelant la nécessité décrétée naturelle d'un partage traditionnel des rôles :

Et les enfants, la femme doit les élever, ou alors travailler à mi-temps, à la rigueur. Mais elle doit les élever; c'est une loi de la nature qu'on ne peut pas transgresser. Et puis l'homme, eh bien il faut qu'il ait un travail qui le valorise, à l'extérieur, qui lui garde un petit peu son statut d'homme, quoi. Si on commence à tout changer, et... Enfin, moi, je voudrais pas ça. Non, je voudrais pas.

De même, Aline, au nom de ses croyances, développe une réticence marquée sur le thème des orientations sexuelles, sans redouter ici de ternir son image, ni celle de son parti³⁸¹ :

Oh, alors, je vous dis tout de suite: là, je suis absolument pas tolérante. Alors zéro. Tolérance zéro. Ni d'un côté ni de l'autre. Pis alors l'adoption d'enfants par ces gens-là, alors... Vous pouvez pas être croyant et accepter ça. C'est clair. Alors là, c'est tolérance zéro. Et puis je dirai encore aussi une chose, c'est que même si ça a toujours existé, maintenant ils se mettent beaucoup trop en avant; et ça, c'est une chose que je ne peux pas accepter.

Tout se passe comme si les dispositions religieuses d'Aline prenaient ici le dessus sur les incitations sociales à contrôler ses propos. Le fait qu'elle ait conscience de transgresser un discours supposé dominant (antisexiste, tolérant envers les homosexuels et les lesbiennes) tout en l'assumant, alors qu'elle demeure très évasive dans le cas de sa forte suspicion envers les étrangers, est autant le signe des poids différents des «tabous» sociaux que le résultat de sa hiérarchie des valeurs structurée d'abord par la religion, ou du moins, une certaine lecture de la religion³⁸².

381. Il est vrai que l'UDC est moins stigmatisée pour cet aspect que pour ses prises de position sur la question des étrangers. Notons toutefois qu'en mai 2007, soit après l'entretien, la section genevoise a dû retirer une affiche qui avait fait scandale pour son caractère homophobe («Non à un bonus fiscal pour des pacsés inféconds et aisés»).

Du reste, sa matrice religieuse se traduit aussi par une relative indifférence aux préceptes du libéralisme économique présente chez d'autres militants, tels les libéraux (voir chapitre 7). Aline n'aborde que par la bande cette question, et de plus, à la demande de l'enquêteur, comme si ce n'était de loin pas important dans son adhésion. La vue d'une photo de manifestants pour la défense du service public la laisse d'abord perplexe, en ce qu'elle ne cache pas son absence de maîtrise du dossier :

Moi, je sais pas quoi vous dire, je connais pas bien le problème, là, alors. Non. Là, je peux pas m'aventurer à vous donner une opinion.

Ce n'est qu'à la suite de consignes supplémentaires qu'on apprendra son hostilité aux manifestations des enseignants, qui la «désolent»³⁸³, ou son approbation des restrictions budgétaires de l'État («trop de dépenses»), qu'elle n'argumente aucunement sur un plan économique ou politique, mais qui semble découler d'une logique délégative quant à la production de son opinion³⁸⁴, par imprégnation du fait de son insertion partisane. Ce qui en revanche fait sens spontanément chez elle, concernant des questions socio-économiques, c'est la pauvreté ou les personnes en situation économique difficile, qu'elle mentionne toujours sur le registre compassionnel, comme on l'a vu.

ENGAGEMENT ET RUPTURE BIOGRAPHIQUE

On ne saurait comprendre les raisons qui poussent Aline à se reconnaître dans l'UDC et à y adhérer sans tenir compte du contexte spécifique de son adhésion. Celle-ci intervient en effet dans le sillage de la rupture biographique qu'a représenté son

382. (Note de la p. 250.) Une socialisation religieuse peut évidemment aussi produire des dispositions à la compassion ou à la solidarité, notamment envers les immigrés. Voir par exemple Johanna Siméant, *La cause des sans-papiers*, Paris: Presses de sciences po, 1998, ou, concernant les mobilisations de soutien aux déboutés de l'asile dans le canton de Vaud, Christelle Joly, *Les 523, généalogie d'une mobilisation et carrières militantes de chrétiens engagés*, Lausanne: Université de Lausanne, IEPI (mémoire de science politique, sous la direction de Cécile Péchu), 2008.

383. Elle glisse du reste subrepticement du cadrage socioéconomique (budgets pour le service public) défini par la consigne à une critique de la qualité de l'enseignement genevois (pédagogie, système de notation), orientant ainsi son récit sur les aspects qui lui importent.

384. Pierre Bourdieu, «Culture et politique», in *La distinction*, op. cit.

divorce, qu'elle présente comme traumatisant. Elle mentionne du reste ouvertement que son militantisme était en partie une quête de compréhension du monde («pour savoir, pour connaître»), mais aussi, dans l'extrait ci-dessous, d'intégration («contacts»):

J'avais envie de m'intéresser à quelque chose, et comme je voulais pas seulement non plus m'enfermer dans... *[Rire]* dans l'adoption des animaux, je voulais quand même avoir quelque chose de plus concret, qui me permettait aussi d'avoir des contacts, et puis ça m'intéressait beaucoup.

Avant son adhésion, Aline votait à droite, généralement libéral, comme son ex-mari, expert-comptable. Il est alors significatif que son divorce précipite une adhésion à un parti politique qu'elle aurait préférée voir réalisée en son temps par son mari:

... Je lui disais toujours, quand nous étions ensemble, je lui disais: «Tu devrais faire partie d'un parti politique, tu devrais...» Il en avait pas envie, alors c'est moi qui l'ai fait, après! *[Rire.]* Peut-être que je voulais m'intéresser à la politique à travers lui, peut-être que c'était un prétexte, mais... Je l'ai fait moi-même après.

À la recherche d'un engagement à droite, le choix de l'UDC s'opère sur le conseil d'un ami proche travaillant dans le monde bancaire³⁸⁵, qu'elle présente comme hors parti, dans un contexte, le milieu des années 1990, où la section genevoise n'a ni visibilité, ni force électorale, ni structuration interne claire. On peut supposer que la rupture biographique a pour conséquence de rendre coûteuse l'adhésion au Parti libéral, qu'elle associe à son mari, sans compter que l'intégration dans une structure plus petite et marginale, l'UDC de l'époque, était plus à même de combler ses demandes de «contacts» et d'intégration. Aline investit son engagement par l'accomplissement de tâches diverses au sein du parti, à l'exclusion de mandats électifs qui auraient signalé une certaine ambition politique, qu'elle n'a pas:

385. «...comme j'étais plutôt une tendance de droite, je me suis renseignée, on m'a indiqué l'UDC...»

J'ai toujours refusé, si vous voulez, d'avoir un rôle un petit peu plus important.

Entrée dans une organisation à une période où les militants sont rares, Aline se retrouvera rapidement à effectuer des tâches variées dans et pour le parti, allant de la collecte de signatures sur des stands à l'occupation de mandats internes ou, plus récemment, dans une commission extraparlamentaire cantonale³⁸⁶.

Tout laisse croire que les rétributions de formation et d'intégration qu'elle retire de son militantisme sont en partie fragilisées par la déception évoquée plus haut. Le parti a désormais grandi et recruté plus largement, notamment des personnes aux ambitions politiques affirmées, au point de rendre les places et les postes plus chers, la lutte devenant plus concurrentielle pour figurer sur les listes électorales. On peut émettre l'hypothèse que cette transformation morphologique du parti et ses effets (augmentation concomitante de batailles entre ego et exacerbation des intérêts personnels) ont pu jouer sur la relative distance qu'elle laisse parfois entrevoir dans ses propos face à la politique, y compris envers son propre camp, et qui se répercute sur sa propre motivation d'engagement³⁸⁷.

Le cas de Camille, la soixantaine, peut venir à la fois compléter et contraster celui d'Aline. Camille, naturalisée, est issue d'une famille bourgeoise catholique française de militaires de carrière, située à droite, antigaulliste et ressortie marquée par la décolonisation et les guerres coloniales.

Camille dispose d'un capital scolaire et culturel élevé (formation universitaire en lettres), appartient à un milieu social aisé, a notamment travaillé comme cadre dans le secteur bancaire, puis dans le secteur public, après avoir élevé ses enfants, et est mariée à un conseiller d'entreprise indépendant, lui aussi Français d'origine. Camille dit n'accorder d'intérêt à la politique que tardivement, plusieurs années après sa naturalisation, à la suite de l'engagement de son mari au PDC vers 1990, date à laquelle elle commence à voter. L'orientation de son vote glisse du PDC à l'UDC, sur le

386. Ces instances, dites Commissions et délégations officielles (CODOF), sont mises en place par l'État cantonal pour traiter d'aspects divers et variés. Les partis de la place y sont représentés, sans que les délégués, désignés par les partis puis entérinés par le Grand Conseil, ne subissent l'épreuve de l'élection, ni une visibilité sociale forte.

387. Au point de ne pas exclure la cessation de ses activités politiques, ce qu'elle explique par une diminution de son intérêt («je suis moins motivée qu'avant») et son sentiment d'impuissance («on se bat contre des moulins à vent»).

mode de la déception envers un parti qui n'aurait désormais de « chrétien que le nom » :

J'ai commencé un petit peu à ouvrir les yeux sur ce parti qui n'a finalement maintenant de chrétien que le nom. Mais bon. C'est le parti de la famille, ils votent pour le PACS... Ils poussent les gens à voter oui pour le « J'y vis, j'y vote »³⁸⁸, et puis on écarte des élections quelqu'un qui est Noir... Enfin il y a plein de choses comme ça qui sont tellement en dissonance, que c'est un peu étonnant.

Sollicitée sur ses souvenirs politiques, Camille signale en entretien plusieurs éléments susceptibles d'avoir favorisé un rapport distancié à cet univers, par le passé : les responsabilités politiques dans la décolonisation (et de citer le massacre de Dien Bien Phu, dû en partie, pour elle, à des « raisons politiques »), ainsi que Mai 68, qui l'a « très affectée »³⁸⁹. C'est ce dernier événement, qu'elle place dans le registre de la déraison (« complètement fou »), qui la pousse à un jugement rétrospectif sur la politique : « Dans le fond, je crois que j'ai jamais été attirée par la politique. »

La déception quant à l'attitude du PDC au moment d'une élection municipale³⁹⁰ catalyse pourtant son rapprochement de l'UDC, perçue alors comme une force politique qui échapperait à cet univers impitoyable de luttes et de coups bas :

C'est le genre de choses qui marquent terriblement ; mais c'est là où on voit que les gens, les politiques peuvent être... je sais pas, moi, des tueurs, des assassins ! Et ce cas précis m'a beaucoup frappée.

Sur cette appréhension de l'univers politique, Camille rejoint donc Aline dans sa lecture morale et désenchantée du monde politique³⁹¹.

388. Initiative populaire issue de la gauche visant à accorder le droit de vote sur le plan cantonal aux étrangers.

389. Le fait de signaler les événements de Mai 68 comme un souvenir politique marquant et d'user de vocables chargés (par exemple : fin mai, « de Gaulle venait de *libérer* Paris », ou « les jeunes de l'époque se sont laissés mener de façon *hallucinante* » par « ce garçon, ce Cohn-Bendit ») est significatif d'un traumatisme de classe et ne s'explique pas simplement du fait qu'à ce moment-là, Camille résidait en Suisse et craignait pour son enfant en séjour en France dans sa famille maternelle.

390. Ce qu'elle décrit comme l'abandon par le PDC de sa propre candidate à l'exécutif de la ville, en 1999, aux prises avec une affaire de dettes contractées auprès de l'institution qu'elle dirigeait, qu'elle n'avait pas préalablement signalée à son parti.

Son intérêt pour la politique présenté comme tardif contraste toutefois avec celui d'Aline, dans la mesure où elle envisage son engagement comme un moyen d'accéder au Grand Conseil, à un moment où la retraite qui s'annonce lui procure une disponibilité mentale et temporelle nouvelle. Son adhésion se fera du reste sur sollicitation pour figurer comme une des rares femmes sur la liste des élections cantonales. Pour autant, les compétences politiques objectives de Camille qu'elle met en avant sont d'ordre technique et relativement spécialisées (la question du chômage, les politiques de l'emploi et de réinsertion), et découlent de ses activités professionnelles dans le secteur depuis une dizaine d'années. Elle se fait une idée du travail de politicienne, auquel elle aspire : n'intervenir que sur la base de connaissances solides et de dossiers préparés, ce qui s'apparente à un engagement sur dossier (faire valoir dans l'arène parlementaire la maîtrise d'une question acquise en milieu professionnel). De ce point de vue, si elle ne craint pas, lors de l'entretien, d'énoncer ses lacunes sur beaucoup de dossiers, ce que ne ferait probablement pas un homme, sa compétence politique subjective l'autorise à s'imaginer « dans les commissions » et à se projeter dans le rôle d'une personne prête à apprendre et à se mettre rapidement au courant des thèmes à traiter.

Comme chez Aline, pourtant, on ne retrouve guère chez elle l'inclination et le goût pour le débat et les stratagèmes politiques présents chez les idéologues, tel Claude. Et, comme chez Aline, la matrice religieuse semble ici décisive. Camille signale à plusieurs reprises le poids de sa foi dans ses actes d'engagement comme dans sa pratique professionnelle. Le registre caritatif pourrait à cet égard résumer son rapport au monde. Il s'agit d'« aider » (termes récurrents dans son discours) les plus démunis, que ce soit par ses engagements associatifs (elle a par exemple travaillé comme bénévole pendant quatre ans dans un service de réconfort par téléphone) ou dans le cadre de son activité professionnelle, le placement de chômeurs³⁹². Cette approche très personnalisée des problèmes sociaux structure

391. (Note de la p. 254.) Sa fréquentation de l'UDC et de ses séances internes marquées par des luttes politiques et/ou personnelles viendra du reste renforcer cette vision et fragiliser l'idée que l'UDC échapperait à ces travers.

392. « Dans mon travail, par exemple, j'ai été quelqu'un de féroce pour les gens qui abusaient du système et d'extrêmement social pour les gens qui avaient besoin de moi, de mon soutien et de mon aide, et de la possibilité de sortir de leurs problèmes. » On peut noter ici que la prise en charge des chômeurs est d'abord perçue en termes d'aide personnalisée (« mon aide », « mon soutien ») et non de droits sociaux dérivant d'une politique sociale, dont elle ne serait que l'intermédiaire dans la mise en œuvre.

l'univers de Camille et explique en partie ses réticences à l'égard d'une conception de la politique à la fois idéologique, structurelle et générale présente chez les idéologues. Notons toutefois que cette conception caritative contredit parfois ses attitudes conservatrices très affirmées, qu'on pourrait associer à sa lecture religieuse des choses et à sa valorisation de la famille traditionnelle. Ainsi, Camille, sur la base de son expérience de placement des chômeurs, plaide lors de l'entretien, comme dans sa campagne électorale, pour le développement des structures de prise en charge des enfants, pour les mères qui travaillent :

Le... manque de crèches [*est*] tellement épouvantable que ça oblige les femmes à rester au chômage et qu'on peut pas les obliger à trouver du boulot quand elles savent pas que faire de leurs enfants.

Finalement, une sorte de pragmatisme nourri de ses expériences professionnelles³⁹³ vient complexifier, sans l'infléchir sur le fond, une posture caritative issue d'une puissante socialisation religieuse. Au point que, par moments ou sur certains thèmes, Camille n'est pas totalement sourde à des raisonnements en termes de structure, tel le déficit (structurel) de crèches. Sur ce dernier point, elle diffère d'Aline par une prise en compte d'un certain principe de réalité, le poids du travail salarié féminin et ses effets.

Au terme de cette évocation de trajets d'idéologues et de moralistes, nous pouvons en tirer quelques enseignements sur ce type de militants.

Les ressorts de leur engagement, on l'a dit, ne se situent pas dans le registre économique. Toutefois, s'ils manifestent une distance par rapport au libéralisme économique absente chez les méritants et les libéraux, celle-ci n'est toutefois pas totale. Elle est du reste plus forte chez les engagés moraux que chez les idéologues, tant ces derniers produisent par ailleurs un discours d'adaptation critique plus ou moins stratégique au *trend* néolibéral. Tout se passe comme si les libéraux (chapitre 7) étaient libéraux économiques d'abord, et autre chose ensuite ou parallèlement, alors que les idéologues et les

393. Camille rapporte aussi que les difficultés matérielles et le dénuement de certains de ce qu'elle appelle ses « petits chômeurs » la poussent à supporter de moins en moins les « dîners mondains », courants dans son milieu social.

engagés moraux se définissent d'abord autrement, tout en s'accommodant à des degrés variables avec le libéralisme économique.

Le rapport à l'engagement politique diffère ensuite entre idéologues et moralistes, que recoupe ici un clivage de genre, avec d'un côté des hommes et de l'autre des femmes. On peut du reste supposer que la propension de ces dernières à moins s'appropriier les catégories légitimes de l'ordre politique n'est pas inédite, puisqu'elle est par exemple également attestée s'agissant, de manière générale, d'une « politisation inégale entre les sexes »³⁹⁴ et, concernant plus spécifiquement l'engagement partisan, également repérable auprès de femmes menant une carrière politique à un niveau local, dans un canton suisse³⁹⁵. Le rapport à l'engagement politique n'est donc initialement pas le même pour ces deux sous-types, ce qui au final, c'est-à-dire sur la durée de l'engagement, se répercute sur le sentiment d'être à l'aise dans l'univers politique et d'y trouver son compte (rétributions) pour s'y maintenir, et ce quelle que soit la capacité socialisatrice de l'instance partisane susceptible de favoriser l'intégration des militants en son sein. Une méconnaissance initiale de l'univers politique, qui caractérise à l'évidence les moralistes, est susceptible de produire un malaise, du fait que l'expérience militante concrète met au jour la réalité d'un monde conflictuel et concurrentiel, y inclus dans leur propre camp, fragilisant du même coup leur adhésion à l'offre politique d'un parti qui se présente lui-même comme une force de renouveau et de moralisation du champ politique. Les idéologues, dont la propension à s'engager est accompagnée d'une connaissance plus ou moins étendue du monde politique et d'un goût pour son mode de fonctionnement (luttons, stratégie, positionnements concurrentiels, élaboration de coups tactiques, débats idéologiques

394. « Genre et politique », in Laure Bereni *et al.*, *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*, Bruxelles : De Boeck, 2008, p. 156. Dans le même esprit, une synthèse récente rappelle que « la politisation des femmes, entendue au sens de l'attention accordée au déroulement de la compétition politique, au jeu politique et aux thèmes débattus dans le champ politique (Gaxie, *Le cens caché*, *op. cit.*), est toujours inférieure à celle des hommes même si, là encore, les écarts tendent à se réduire à diplôme équivalent. » (Catherine Achin et Sandrine Lévêque, *Femmes en politique*, Paris : La Découverte, 2006, p. 29). Sur ce clivage de genre, et sur la propension des femmes à opérer une « lecture éthique » plutôt qu'une « interrogation plus spécifiquement politique » des questions politiques, voir aussi Pierre Bourdieu : *La distinction*, *op. cit.*, pp. 469-472.

395. Claudia Dubuis (en collaboration avec Philippe Gottraux et Gabriel Bender), *Les femmes et l'engagement politique local. Une enquête dans le district de Martigny*, Sion : Haute École santé-social, 2003. La réticence aux « querelles jugées inutiles », qu'on oppose à la défense du bien commun et de « l'intérêt général » (*ibid.*, p. 42), illustre par exemple ce rapport singulier à l'univers politique, principalement moral, présent à un échelon local.

etc.), ne partagent dès lors pas le même sentiment de frustration ressenti par les moralistes qui découvrent que même leur propre parti s'inscrit dans et participe de cet univers « impitoyable » qu'est la politique. En l'absence de ressorts idéologiques puissants et/ou d'ambitions personnelles compensatrices, la possibilité du militantisme peut s'en trouver fragilisée (Aline).

Nous retrouvons enfin chez ces militants une perception bien présente de dégradation du monde, que l'on trouve également chez les « populaires » pourtant situés à l'autre pôle de l'espace social (chapitre 3), perception plutôt absente, on l'a dit, chez les libéraux (chapitre 7). Cette conception pessimiste de l'état du monde se situe plus dans le registre culturel (lecture en termes de perte des valeurs, de menaces sur l'école, la famille ou la nation, crainte et suspicion envers l'immigration, etc.) que dans un registre principalement matériel (péjoration de la situation économique) présent chez certains méritants (chapitre 6). Ce sentiment de dégradation oscille entre la résignation désabusée (Aline) face à un monde qui se transforme inexorablement et une appréciation lucide des rapports de forces présents perçus comme provisoirement dégradés, mais qu'une conception politique et stratégique à long terme autorise à supposer transformables et retournables (Claude). Bref, les idéologues et les moralistes, malgré leurs points communs, diffèrent finalement quant à leur degré de confiance dans la politique et l'engagement pour peser réellement sur le monde.

9. CONCLUSION

Au terme de ce voyage dans l'univers des militants UDC, le temps est venu de synthétiser et de tirer quelques enseignements généraux qui pourraient disparaître derrière la richesse et le détail des cas et des idiosyncrasies, et ce malgré notre approche identifiant des types. Nous chercherons à la fois à mettre de l'ordre dans les éléments présentés jusqu'ici, puis à préciser ce qui conduit des militants aux propriétés, conceptions idéologiques et carrières militantes variées à néanmoins se reconnaître et se retrouver dans l'offre UDC, pour y militer d'une manière ou d'une autre.

LES RAPPORTS AU MILITANTISME ET LEURS DÉTERMINANTS

Nous reviendrons ici sur deux aspects : d'une part la question des différents rapports des militants au parti et à la politique, et d'autre part l'effet de la position professionnelle sur l'engagement à l'UDC, et le débat afférent au sujet de ceux qui sont désignés comme les « perdants de la mondialisation ».

DES RAPPORTS DIFFÉRENCIÉS AU MILITANTISME ET À LA POLITIQUE

S'agissant des rapports possibles au militantisme, transversaux aux logiques sociales d'adhésion à ce parti particulier qu'est l'UDC, force est de constater qu'ils sont eux aussi diversifiés³⁹⁶. On pourrait, au risque de schématiser, retrouver chez les militants rencontrés trois manières contrastées de se situer pratiquement et subjectivement

396. Précisons ici que ces distinctions découlent de nos analyses, et que les militants eux-mêmes ne verbalisent pas toujours explicitement de tels éléments lorsqu'ils sont appelés en entretien à parler de leur engagement et de ses raisons ou motifs.

face à leur propre engagement. Celui-ci peut en effet signifier, à titre principal, soit une quête de la carrière politique comme évidence, soit un engagement par compensation, soit d'abord un engagement expressif ou de témoignage.

Nous sommes dans le premier cas en présence d'ambitions politiques et de militants en adéquation spontanée avec l'image dominante de l'engagement partisan, à savoir la prise « naturelle » de responsabilités sous la forme de mandats électifs et/ou d'organisation. Ce rapport naturel à l'ambition politique est absent chez les « populaires » que nous avons interviewés, qui ont une propension à s'autoexclure de cette manière légitime de concevoir la politique. Il est tendanciellement plus associé aux catégories supérieures (libéraux et idéologues), mais également très manifeste chez les « jeunes antieuropéens ».

Nous avons ensuite rencontré des personnes pour qui l'engagement agit d'abord comme une sorte de compensation d'un déclassement (cas de Thierry, chapitre 4) ou de réparation d'une relative insatisfaction engendrée au sein d'une autre sphère de vie, principalement la sphère socioprofessionnelle. Ainsi, dans un tel cas, l'engagement, qui n'exclut pas de mener un parcours politique électif (mais celui-ci n'étant alors pas « naturel » comme ci-dessus), peut jouer le rôle de solution de rechange à des aspirations scolaires et professionnelles contrariées par les aléas de la vie (comme chez Michael, chapitre 7). L'engagement compensatoire peut également fournir un lieu d'intégration sociale pour des personnes recherchant principalement d'un milieu de sociabilité, ou tout simplement de relations et de contacts sociaux, et qui s'ajusteront progressivement, mais parfois sans trop de conviction, à l'identité partisane choisie un peu par hasard (tel Éric, chapitre 4).

Nous trouvons enfin des situations où l'engagement militant est d'abord et essentiellement le moyen d'exprimer ses préoccupations, de témoigner de son désaccord face à la réalité, mais aussi la possibilité de mieux comprendre le monde social, l'occasion rassurante de se retrouver dans l'entre-soi pour partager les mêmes convictions ou colères, ou encore l'occasion de se mettre en cohérence, dans le registre politique, avec ses convictions religieuses (comme chez Stephan, chapitre 3). Le dénominateur commun de ce rapport singulier à l'engagement est d'exclure l'éventualité même de la carrière politique ou la prise de responsabilités un tant soit peu significatives³⁹⁷.

Finalement, s'il est possible d'établir un lien entre ces divers rapports possibles à l'engagement et les types que nous avons identifiés dans les chapitres précédents, nos résultats font apparaître que ce dernier est souple. Par exemple, la très faible propension des « populaires » à s'imaginer élus, du moins à un niveau supérieur à la commune, se retrouve parfois, mais plus rarement, à l'autre pôle de l'échelle sociale, chez Aline notamment, que sa perception morale du monde éloigne d'une expérience carriériste en politique (chapitre 8).

Ce dernier exemple nous pousse à revenir également sur le degré de familiarité ou d'éloignement des militants par rapport à l'univers politique légitime, ses pratiques et son langage. Les carrières militantes dont nous avons fait état dans les chapitres précédents ont bien montré combien les personnes rencontrées divergeaient sur cet aspect, allant d'une forte adéquation à cet univers, ce qui présuppose une puissante compétence politique objective et subjective (tel Claude, chapitre 8, ou Birgit, chapitre 7), à des militants passablement désajustés par rapport à ce monde-là, dans leur pratique ou dans leurs prises de position. Que ce soit l'inclination à produire des jugements politiques dans un langage totalement étranger aux catégories politiques légitimes, par exemple sur la seule base d'une lecture littérale de la Bible (comme Stephan, chapitre 3), ou de la représentation méfiante de l'univers politique qui conduit à se défier par principe des politiciens même de son propre bord (comme Benoît, chapitre 3), voilà autant de situations qui indiquent un certain écart face à la définition légitime du monde politique et de ses propriétés. Nous avons également identifié des situations intermédiaires, où les modalités d'adhésion (sur sollicitation), puis les pratiques militantes et les mécanismes socialisateurs du parti, venaient infléchir une compétence initiale plutôt modeste et réduire une distance objective envers la chose politique, en donnant goût à cette dernière et en produisant des ambitions

397. (Note de la p. 260.) Dans leur ouvrage sur le militantisme d'extrême droite en Europe, Bert Klandermans et de Nonna Mayer (*Extreme Right Activists in Europe*, op. cit., pp. 7 ss) identifient parmi les trois motivations à l'engagement deux ressorts qui ressemblent par certains aspects à ce mode spécifique de rapport au militantisme, la quête identitaire (*identity*) et la quête de sens (*ideology*) (la première motivation étant la quête de transformation de la réalité sociale, mais aussi individuelle du militant : *instrumentality*). Notre raisonnement diffère quelque peu, d'une part en ce qu'il ne se limite pas, on l'a dit, aux motifs, et prend acte des rapports objectifs à l'engagement, qu'ils soient verbalisés ou non ; et d'autre part en ce qu'il n'opère pas de franche distinction entre les dimensions identitaire (le rapport à un groupe d'appartenance, un « nous ») et idéologique.

politiques «sur le tas», pour engendrer progressivement des formes plus ajustées à cet univers-là qu'au départ (cas de Thierry, chapitre 4). S'agissant de ces ambitions politiques, nous avons pu aussi constater qu'elles variaient dans leurs formes selon la compétence politique. Ainsi, certains militants plus éloignés de l'univers politique s'imagineront dans le rôle d'élus, mais seulement à la condition d'intervenir sur le domaine de savoir spécifique qu'ils maîtrisent de manière technique (Camille, chapitre 8, sur le chômage et les politiques de l'emploi, ou encore Antoine, chapitre 6, sur la question des entreprises). S'ils se sentent subjectivement détenteurs d'une compétence politique, celle-ci se limite à leur domaine professionnel, là où d'autres se sentent autorisés à intervenir de manière générale.

La question d'un rapport au militantisme spécifique pour les femmes doit enfin être posée, et ce d'autant plus qu'un parti conservateur comme l'UDC ne serait à première vue pas le plus favorable aux carrières militantes de ces dernières, sans même évoquer l'orientation idéologique du parti et sa fermeture à la thématique de la domination masculine³⁹⁸. Nous avons ainsi un sous-type exclusivement féminin, celui des moralistes. Pour ces femmes, peu compétentes politiquement, le monde politique est appréhendé d'abord en termes moraux, et cette conception s'accompagne chez ces nouvelles entrantes dans l'univers politique d'un étonnement, voire de déception, à la découverte des pratiques pourtant classiques dominant celui-ci, et d'abord son propre parti, tout particulièrement la conflictualité, les stratagèmes tactiques, les débats idéologiques ou tout simplement les batailles d'ego entre leaders. Il est difficile de faire la part, pour expliquer cette perception particulière s'agissant de l'univers politique, entre ce qui tient à la présence de convictions religieuses structurant le rapport au monde, ce qui relève d'un relatif éloignement de la politique dans l'univers familial et ce qui tient au genre. Les comparaisons entre les entretiens de notre corpus nous permettent toutefois d'avancer dans le démêlage de ces fils de causalité. On constate d'abord que, pour les femmes qui ont déjà rencontré la politique dans leur

398. Martina Avanza, suivant en cela la sociologue Kathleen Blee, note que les travaux consacrés aux partis de droite radicale s'intéressent peu à l'engagement des femmes en leur sein, leur rhétorique virile étant prise pour la réalité de leur composition sexuée (Martina Avanza, «Les femmes padanes. Militantes dans la Ligue du Nord, un parti qui d'a dure», in Olivier Fillieule et Patricia Roux (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris: Presses de science politique, 2009, p. 144.

famille d'origine, on ne retrouve pas une telle perception, accompagnée de déception, de l'univers politique, qu'il s'agisse de femmes de catégories sociales supérieures (Birgit, chapitre 7) ou d'extraction plus modeste (Nathalie, chapitre 5), attestant du rôle fondamental de la compétence. Mais le genre semble garder néanmoins un rôle propre. En effet, les hommes qui ont une forte structuration religieuse et qui n'ont pas durant leur socialisation primaire développé un rapport de proximité à la politique ne semblent pas être ainsi surpris et désorientés par la réalité partisane (Stephan, chapitre 3). Tout se passe comme si le fait d'être hommes empêchait ces derniers d'énoncer et de ressentir un potentiel désajustement par rapport au monde politique³⁹⁹.

DÉCLASSÉS, « PERDANTS », HUMILIÉS ?

Notre étude de ces trajets militants confirme l'impossibilité de réduire l'engagement à l'UDC à de la « frustration » ou à des formes de « crainte » envers les transformations diverses de la réalité (socioéconomiques, culturelles, etc.), autant de présupposés structurant les raisonnements en termes de « perdants » évoqués en début de cet ouvrage. Pour autant, nos résultats conduisent à ne pas exclure de l'explication de l'engagement à l'UDC les caractéristiques sociales et les différentes modalités de fragilisation sociale⁴⁰⁰ effectivement constatées, chez les « populaires » et les déclassés surtout, accessoirement chez les méritants en lutte contre le déclassement (comme Jacques, chapitre 6). Cela nous amène donc à revenir sur les effets politiques de la position sociale et de ses potentielles transformations.

Une partie de nos militants sont en effet en situation objective de correspondre à des situations de frustration découlant de leur position sociale, que cette frustration soit verbalisée ou non durant

399. Traditionnellement, et encore de nos jours, la division sexuelle du travail politique n'associe pas prioritairement aux femmes la maîtrise de la politique, selon une chercheuse citant une remarque datant des années 1950 mais pas totalement démodée : « Les femmes peuvent, sans danger pour l'opinion qu'elles ou les autres ont d'elles-mêmes, se dispenser d'avoir des opinions politiques et se tenir à l'écart des conversations politiques. » (Elihu Katz et Paul Lazarsfeld, cités par Catherine Achin, *« Le mystère de la chambre basse ». Comparaison des processus d'entrée des femmes au Parlement. France-Allemagne, 1945-2000*, Paris : Dalloz, 2005, p. 458).

400. Nous n'imputerons pourtant pas cette fragilisation à la mondialisation, analyse trop vague qui rencontre au demeurant un discours idéologique convenu, mais aux transformations sociales et économiques imputables pour l'essentiel aux politiques conservatrices et néolibérales des États.

l'entretien. Ces situations concernent, on l'a dit, principalement les «populaires», les déclassés et les méritants fragilisés, luttant contre le déclassement par l'effort (par exemple, Olivier, chapitre 6)⁴⁰¹. Pour les autres militants rencontrés, force est de constater que des explications de leur engagement par la frustration socioprofessionnelle ne tiennent pas. De plus, l'ensemble de notre démarche a cherché à signaler l'impérative nécessité de tenir compte non seulement des positions professionnelles, mais aussi de l'ensemble des dispositions des militants et des logiques contextuelles pour saisir leur rencontre avec l'UDC, le tout étant fortement noué dans l'actualisation d'un potentiel engagement.

Ainsi, s'agissant des logiques contextuelles, si l'UDC peut devenir un moyen pour trouver matière à s'intégrer socialement, il faut souvent une sollicitation, voire une délégation du choix partisan à un prescripteur (Éric, chapitre 4), élément qui ne peut venir que de l'extérieur. Dans ce dernier cas, la modalité d'engagement (sur prescription) et les attentes extrapolitiques (quête d'intégration sociale) précèdent le choix proprement idéologique. Cela indique, contre le sens commun, que les effets politiques, en termes d'orientation partisane, d'une situation socioprofessionnelle objective ne sauraient dépendre simplement de la position sociale dévalorisée occupée. De surcroît, l'orientation idéologique elle-même peut suivre plutôt que précéder l'acte pratique d'adhésion. De même, le poids de l'offre politique et du contexte sociopolitique vient expliquer comment une personne fragilisée, disposant d'un embryon de conscience de classe, mais prêtant une attention lacunaire et intermittente à la politique, peut adhérer à l'UDC et concéder lors de l'entretien qu'elle aurait pu se retrouver chez ces «salauds de communistes» si l'intérêt qu'elle manifeste désormais pour la politique l'avait touchée par le passé (Paul, chapitre 3).

Nous avons aussi montré que la propension à s'orienter à droite, et vers l'UDC en particulier, ne dépendait pas seulement de la

401. Notons qu'une enquête par entretiens auprès de salariés non militants, mais inscrits dans des situations de travail en profond bouleversement, signale l'existence de propension à produire des discours hostiles envers les étrangers, y compris de la part de cadres supérieurs qui vivent néanmoins mal la transformation des modes de gestion de l'entreprise. L'arrivée de nouvelles méthodes dites «anglo-saxonnes» de management viendrait ainsi, pour un cadre dirigeant pourtant 200 personnes, délégitimer «le travail qu'il a accompli dans «sa» compagnie depuis des années», donc perturber la manière qu'il a de se situer dans le monde social, ainsi que fragiliser les profits symboliques retirés de son activité professionnelle. Voir Fabrice Plomb et Francesca Poglià Miletì, «Individual Expressions of Right-Wing Extremism...», art. cit., p. 233.

situation socioprofessionnelle, mais se forgeait aussi dans des espaces socialisateurs variés, que ce soit à travers les activités et engagements religieux (cas de Stephan, chapitre 3) ou encore dans le cadre d'activités de loisirs pas totalement exemptes de connotations idéologiques conservatrices, telles les groupes de bikers en Harley (cas de Paul, chapitre 3). La socialisation familiale joue aussi un rôle important, et très peu de militants ont de ce fait été socialisés à gauche, ou ont voté et encore moins milité dans des partis de gauche avant leur adhésion à l'UDC. Cela contribue à relativiser un raisonnement posant implicitement l'automatisme des effets politiques de la position sociale, entendue dans le sens restrictif de dimension socioprofessionnelle (mesurée en termes de position mais aussi de trajet).

On pourrait tout autant rappeler que la complexe inscription de l'engagement à côté d'autres sphères de vie contribue aussi à remettre en cause une explication de ce dernier en termes de « perdants ». Il faut ainsi tenir compte de la disponibilité matérielle (singulièrement temporelle), qui se trouve transformée par une modification dans un autre espace que l'univers politique, pour expliquer que des propensions à militer se trouvent à un certain moment matériellement facilitées et pratiquement réalisées. Ainsi, chez certains des militants rencontrés, c'est le passage à la retraite qui rend possible l'acte d'adhésion, alors qu'ils sont pourtant structurés de longue date par un univers de valeurs en phase avec celui prôné par l'UDC (cas de Pierre, chapitre 3).

Signalons également la nécessité de ne pas confondre toute situation de déclassement avec celles des « perdants ». On peut ainsi être en déclassement relatif par rapport à la situation de sa famille, sans pour autant être objectivement ni ne se sentir subjectivement menacé par les transformations socioéconomiques en cours. Ainsi en est-il de Walter (chapitre 4), qui ne reproduit pas la position sociale de sa famille dans sa propre activité professionnelle. Mais celle-ci demeure néanmoins relativement qualifiée (technicien) et relativement protégée (secteur public) pour échapper globalement aux mécanismes de fragilisation observables dans d'autres secteurs d'activité. Ainsi peut-on être déclassé sans être nécessairement fragilisé. Mais on peut aussi être doublement en situation de « perdant », d'une part en raison du déclassement intergénérationnel lui-même, et par la fragilisation liée au type d'emploi occupé (cas de Jean, chapitre 4) d'autre part.

S'agissant de personnes situées à l'autre extrême de la hiérarchie sociale, une remarque s'impose ici, attestant là aussi de la difficulté à imputer mécaniquement à la position sociale des effets politiques précis, ou du moins univoques. Elle concerne la présence d'un trait que le sens commun attribue principalement et trop rapidement aux « perdants » et/ou que l'on associe régulièrement au discours du parti: les diverses manifestations de stigmatisation et d'hostilité envers les étrangers. Nous avons pu constater à ce sujet que ce que nous préférons appeler « suspicion envers les étrangers »⁴⁰² se retrouve très largement au-delà des catégories des « perdants », sous des déclinaisons de forme et d'intensité variables. Ce constat indique au moins l'impossibilité de ne voir dans une telle suspicion que le résultat d'une insatisfaction quant à ses propres conditions socioéconomiques d'existence ou le produit d'une crainte par rapport à l'avenir, et permet de revenir sur l'idée que les « gagnants » – pour reprendre une terminologie qui n'est pas la nôtre – des partis dits « populistes » seraient attirés uniquement par l'aspect néolibéral de leur discours. Cette suspicion reste très marquée, on l'a vu, chez les « moralistes » et les « idéologues » (chapitre 8), indépendamment de leurs conditions favorables d'existence et de l'absence de menace sur ces dernières. Nous avons également montré que chez certains « libéraux » (chapitre 7), cette suspicion demeure néanmoins plus modérée (et/ou tactiquement contrôlée face à l'enquêteur), et surtout qu'elle est contrebalancée par une lecture de l'immigration en termes d'utilitarisme migratoire, posant comme critère principal d'appréciation le travail accompli par les étrangers et leur apport à l'économie nationale. Pour autant, la présence chez les plus dotés en capitaux d'une inquiétude de voir la proportion d'élèves étrangers dans les classes faire baisser le niveau scolaire représente une forme inédite de suspicion, bien présente dans cette catégorie de militants.

Quel que soit le degré de modération de cette suspicion, les mécanismes de fidélité partisane ne conduisent pourtant pas ces militants à se démarquer ouvertement des prises de position sur les étrangers diffusées dans le discours de l'UDC, alors que ce dernier fait publiquement débat et suscite une (très) relative stigmatisation du parti. Tout se passe comme si les logiques de défense de l'organisation

402. Philippe Gottraux et Cécile Péchu, « L'engagement militant: une complexité de valeurs et de discours », *op. cit.*

empêchaient les militants attachés à l'UDC d'abord par conviction profondément libérale (cas de Renate, chapitre 7) de faire de la question des étrangers un point de clivage d'importance, susceptible de produire de la distance face au parti, voire de ne plus du tout s'y retrouver. Bref, la fréquente accusation externe du caractère xénophobe du parti ne semble pas perturber l'identification portée à celui-ci par ses militants, même les plus modérés en matière de suspicion envers les étrangers. Soulignons toutefois que ce constat, s'il est causé en partie par la situation d'entretien et par des mécanismes classiques de défense du groupe face à une critique provenant de l'extérieur, peut aussi s'expliquer si l'on considère les «cautionnements divers et paradoxaux» dont bénéficie l'UDC en Suisse auprès de diverses élites politiques, médiatiques et intellectuelles⁴⁰³. Plus largement, nos résultats confirment que, contrairement aux idées reçues, l'attribution principale au «populaire» des attitudes hostiles aux étrangers relève d'une vision fort réductrice. La présence de ces attitudes auprès de personnes dotées de capitaux (économiques, culturels, scolaires) importants, et donc bénéficiant d'une situation sociale privilégiée, ainsi que la tolérance très large dont elles font l'objet dans ces mêmes milieux, n'est ainsi pas anodine. Mais cela incite, au-delà de notre étude, à questionner sérieusement la production par le haut de la suspicion envers les étrangers⁴⁰⁴.

Au final, il ne s'agit pas, on l'aura compris, de nier les effets politiques de la position sociale et de son évolution, en l'occurrence ici les effets sur les logiques d'engagement et les orientations idéologiques spécifiques endossées. Il s'agit tout au plus de complexifier les liens entre ces facteurs, sans négliger, de plus, les effets contextuels divers rappelés ci-dessus.

TENSION ET COMPLEXITÉ DANS LES ORIENTATIONS DE VALEURS

La diversité sociale des militants se retrouve également dans une complexité d'orientations de valeurs et de conceptions idéologiques, s'exprimant sans surprise avec une relative indépendance

403. Voir Philippe Gottraux, «Sur les cautionnements divers et paradoxaux de l'UDC», in *Collectif, Suisse, à droite sans limite?*, Vevey: L'Aire, 2009, pp. 119-144.

404. Pour sortir du cas UDC et suisse, on consultera avec profit les travaux de Jérôme Valluy, par exemple «La nouvelle Europe politique des camps d'exilés: genèse d'une source élitare de phobie et de répression des étrangers», *Cultures et Conflits*, N° 57, 2005; voir aussi Ruth Wodak et Teun Van Dijk (éds), *Racism at the Top. Parliamentary Discourses on Ethnic Issues in Six European States*, Klagenfurt: Drava Verlag, 2000.

face à la ligne officielle du parti. Nous prenons ici l'option de souligner quelques aspects incarnant des tensions parlantes à nos yeux.

LA DÉGRADATION DU MONDE ET SA PERCEPTION

En premier lieu, force est de constater la présence régulière parmi les militants rencontrés d'un sentiment de dégradation du monde, du moins de nostalgie du passé, adossé à une lecture par moments pessimiste de la réalité, sentiment qui s'exprime pourtant diversement suivant les cas. Ce résultat n'est pas surprenant, du moins si l'on raisonne à l'aune des traits idéologiques imputés a priori à un parti conservateur comme l'UDC. Mais ce sentiment de dégradation, variable en forme comme en intensité, n'est pas toujours partagé, au sens où nous avons aussi rencontré chez certains militants un rapport optimiste au monde, surtout chez les libéraux. Ce rapport optimiste au monde, plutôt minoritaire, se distingue en ce qu'il n'opère pas des jugements comparatifs désabusés entre la situation présente, jugée dégradée ou en voie de l'être, et la situation passée, souvent idéalisée.

Comme pour la suspicion envers les étrangers, le sentiment de dégradation peut se décliner de diverses manières et se trouver en tension entre des déclinaisons économicistes et d'autres culturalistes, les deux pouvant être intrinsèquement liées. C'est par exemple un sentiment d'abord économiciste de dégradation qui pousse à vanter la prospérité économique passée de la Suisse pour déplorer sa (potentielle) disparition (cas de Paul lisant le déclin de l'économie du pays dans la déconfiture de l'illustre compagnie aérienne nationale Swissair, chapitre 3). C'est en revanche une sensibilité à des aspects d'abord moraux, culturels ou sociaux qui va inciter bien des militants à refuser les transformations de normes et de pratiques sociales, comme ladite perte de la discipline (par exemple Pierre, chapitre 2), ou, s'agissant des chrétiens évangélistes du corpus, leur refus de l'individualisme triomphant accusé de fragiliser la famille et de favoriser l'émancipation des femmes, source, selon eux, de dissolution de l'ordre des choses et de la place des êtres (cas de Stephan, chapitre 3).

On peut également observer une variation dans la manière de se situer face à la dégradation énoncée. On oscille entre une franche déploration, le constat pessimiste et surtout résigné de son caractère inéluctable, et une perception plus nuancée, tendant à relativiser ce

sentiment par des raisonnements politiques appuyés sur la croyance dans la capacité d'action de la politique⁴⁰⁵. Tout laisse à penser qu'un rapport compétent à la politique (notamment stratégique, cas de Claude, chapitre 8), peut venir contrebalancer une perception pessimiste et résignée d'un monde qui se dégrade. Dans ses travaux récents, Daniel Gaxie a du reste signalé que la politisation, dépendant de la compétence politique, inclut la propension, face à la politique, «d'en attendre quelque chose plutôt que rien»⁴⁰⁶. L'auteur produit ce raisonnement dans un cadre débordant l'analyse du militantisme, pour rendre compte des rapports ordinaires à la politique. Nos résultats montrent que cet élément permet également de comprendre les engagements militants à l'UDC. Ainsi, pour qui voit dans le combat politique le moyen, à terme, de renverser le rapport de force politique, même défavorable, qui donc partage la croyance en la capacité de la politique à changer les choses, la dégradation pourra être lue comme provisoire. Pour ne citer qu'un exemple, nous retrouvons cette variation dans la manière d'interpréter le vote perdu par l'UDC sur l'introduction de l'assurance maternité en 2004: pour certains, ce sera une confirmation éclatante que tout se défait (ici les rapports sociaux de sexe traditionnels); pour d'autres, la dégradation sera plutôt appréhendée comme une défaite, certes déplorable, mais potentiellement réversible, ou du moins inscrite dans un combat plus large qui ne serait pas encore perdu. Cette dernière manière de voir ne nous semble pas présente chez tous les militants rencontrés, et peut faire défaut y compris chez les mieux dotés en ressources.

EFFORT, MÉRITE, RECONNAISSANCE

Un second élément à remarquer concerne le rapport à l'effort, au mérite et au travail des militants rencontrés. Nous avons ainsi identifié un type de militants où la question du mérite et de sa reconnaissance était au centre de leur rapport au monde (les «méritants», chapitre 6), ces derniers partageant la croyance en

405. Christian Le Bart pose comme un des invariants du discours politique des politiciens «la prétention à régir le social» (Christian Le Bart, *Le discours politique*, Paris: PUF, 1998, p. 82). En ce sens, le pessimisme présent chez certains militants vient contredire cette croyance fondamentale de l'action politique, alors que, pour les politiciens, «le discours d'impuissance est interdit» (*ibid.*, p. 84).

406. Daniel Gaxie, «Appréhender le politique à l'aune des expériences sociales», art. cit., p. 150.

une représentation proprement méritocratique du monde, associant la place dans la hiérarchie sociale aux actes et aux mérites des individus, singulièrement sa propre place à ses propres mérites. Mais il serait abusif d'en conclure que cette idée de mérite, et plus largement celle de la valorisation du travail, ne se pose pas pour d'autres militants. Nous trouvons en effet des raisonnements en termes d'effort et de mérite au-delà du type des «méritants», sans qu'une conception ouvertement méritocratique⁴⁰⁷ ne soit présente. Ces raisonnements transparaissent chez certains libéraux qui évoquent la valeur de l'effort et du mérite individuel, mentionnent parfois, mais pas régulièrement, le leur et déplorent éventuellement le risque de perte de cette valeur (cas de Michael, chapitre 7). La différence dans cette commune mobilisation du mérite nous semble pourtant résider en ce que le rapport au monde des «méritants», qu'on dira étroitement méritocratique, est tout entier tendu vers l'affichage ostensible de l'effort personnel entrepris («ma situation est due à mon mérite, à mes efforts», «j'ai su rebondir», etc.) et souvent sur le sentiment qu'il n'est pas reconnu à sa juste valeur (flagrant chez Jacques, chapitre 6), alors que chez les libéraux, c'est plus un discours à tonalité abstraite évoquant la nécessité pour la société de s'appuyer sur l'initiative et la prise de responsabilité individuelles. Dans ce dernier cas, c'est donc davantage une perception idéologique et générale qu'un discours centré sur son propre vécu.

Du côté des personnes en positions subalternes ou en déclasserement, la question se pose différemment. Sans que l'on puisse à proprement parler évoquer la méritocratie, du reste absente de leur discours, nous trouvons une tendance chez les «populaires» qui n'ont pas de passé à gauche à trouver naturel que le montant de la rémunération du salarié découle de son effort personnel et de sa reconnaissance par le patron. Ils récusent ainsi l'utilité comme la légitimité de l'action syndicale (par exemple Robert, chapitre 3), se plaçant en dehors d'une appréhension collective des problèmes. Mais on rencontre également auprès de cette même catégorie des «populaires» des embryons de raisonnement de classe qui se démarquent de la vision précédente enchantée des rapports de travail (par exemple Paul, chapitre 3). Ainsi, le chômage est parfois lu

407. Rappelons que nous entendons par là une conception de la justice et du rapport individu-société qui opère un plaidoyer pour l'effort et la responsabilité individuelle et, indissociablement, profère l'idée que le statut social de l'individu découle de fait, ou devrait découler, de la reconnaissance de ses efforts et mérites.

en termes de causalité structurelle, ce qui passe par la désignation de la responsabilité des employeurs en la matière, en articulation toutefois avec le poids de l'immigration, rejoignant sur ce dernier aspect l'offre politique du parti. Pour autant, et malgré leurs conceptions variées des rapports de travail et des questions sociales, ces personnes se retrouvent pour désigner des catégories sociales plus fragiles qui, elles, échapperaient à l'effort, voire tout simplement au travail, et profiteraient de la richesse collective. Sont ainsi ciblés les étrangers et les requérants d'asile, ainsi que diverses catégories sociales (bénéficiaires de l'AI, chômeurs, etc.) supposées profiter du travail des autres, et donc de ne pas se comporter correctement. Tout se passe donc comme si l'on accusait ces diverses catégories, et en premier lieu les non-nationaux, de manquer de mérite, quand bien même on ne vanterait pas explicitement les siens propres, comme c'est le cas chez les « méritants ».

Dans le contexte français, le sociologue Olivier Schwartz a diagnostiqué l'émergence au sein de certains segments des catégories populaires d'une représentation de la hiérarchie sociale non pas dichotomique, opposant « eux » et « nous », le haut et le bas de la société⁴⁰⁸, mais « triangulaire », les personnes des catégories populaires désignant dans ce cas encore plus bas qu'elles : « Il y a le haut, le bas et « nous », coincés entre les deux. (...) Le bas, ce sont les familles pauvres qui profitent de l'assistance, les immigrés qui ne veulent pas « s'intégrer », les jeunes qui font partie de la « racaille ». (...) Ceux qui se positionnent comme étant au milieu ont le sentiment d'être moins bien traités non seulement que ceux du haut, ça on le comprend facilement, mais aussi que ceux du bas : « ils » ont des allocations sans travailler et sans payer d'impôts, « ils » commettent des délits en toute impunité... »⁴⁰⁹ Cette représentation du

408. Une opposition classique analysée notamment depuis l'ouvrage de Richard Hogart, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris : Minuit, 1970 (1957).

409. « Haut, bas, fragile : sociologie du populaire », Entretien avec Annie Collovald et Olivier Schwartz, par Stany Grelet et al., *Vacarme*, N° 37, automne 2006. On retrouve des éléments proches dans l'enquête de terrain menée par Olivier Masclat dans un quartier populaire, où l'expression de la xénophobie s'adosse à la valorisation de l'appartenance nationale (qui peut s'exprimer dans le quartier par la formule : « être du côté des Français »), et vient compenser un déclassement social et résidentiel dû à la dégradation du cadre de vie, néanmoins essentiellement pour des personnes qui votaient auparavant pour la droite classique. Voir Olivier Masclat, *La gauche et les cités, op. cit.*, p. 89. Quant à l'enquête de Fabrice Plomb et Francesca Poglia Mileti, elle identifie aussi une telle lecture triangulaire du monde comme un élément de subjectivité politique en affinité avec l'offre politique de l'UDC qualifiée de « nationale-populiste » (Fabrice Plomb et Francesca Poglia Mileti, « Individual Expressions of Right-Wing Extremism... », art. cit., pp. 235-236).

monde social observée par Schwartz auprès de chauffeurs de bus n'est pas sans faire penser à des mécanismes plus généraux signalés par des psychologues sociaux dans des «travaux sur la privation relative qui ont étudié les effets des comparaisons avec autrui sur les attitudes intergroupes», qu'une formule parlante pourrait résumer: «Il y a toujours plus petit que soi.»⁴¹⁰ Nous retiendrons quant à nous l'idée que la définition de son identité et la réaffirmation de sa dignité peuvent passer par la stigmatisation de groupes plus faibles, définis la plupart du temps sur des bases ethno-nationales, mais pas exclusivement.

FLOTTEMENTS SUR LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Le fait que des militants eux-mêmes en position subalterne ou touchés par la dégradation de la situation socioéconomique puissent reporter leur ressentiment sur des personnes ou catégories encore plus mal loties nous permet de revenir sur la relative distance face au libéralisme économique manifestée par une partie des militants rencontrés, plus particulièrement par les «populaires» (chapitre 3). Cette distance doit en ce sens être relativisée, si l'on considère l'affirmation concomitante d'un refus de la distribution de prestations de l'État aux catégories les plus faibles, surtout les étrangers. Ce que nous pourrions lire comme une contradiction⁴¹¹, et ce que d'aucuns désignent comme du chauvinisme de *welfare*, peut aussi être vu comme un rapport spécifique et complexe à l'État social. On soutiendrait ainsi ce dernier, pour peu qu'il opère une redistribution sélective des biens. Si une logique plus ou moins explicite de

410. Christian Staerklé, Christophe Delay, Lavinia Gianettoni et Patricia Roux, *Qui a droit à quoi?*, op. cit., p. 100. Appuyé sur des enquêtes empiriques par questionnaires menées en Suisse, notamment sur l'articulation entre représentations du monde et prises de position différenciées sur les politiques sociales de l'État, l'ouvrage montre notamment que la stigmatisation de certains groupes (étrangers, bénéficiaires de l'AI, chômeurs, etc.) permet de renforcer le groupe d'appartenance, mais aussi, s'agissant des catégories dominées, telles les personnes des classes populaires ou celles menacées de déclassement, de satisfaire une «quête permanente de légitimité et de valorisation sociale» (*ibid.*, p. 148) malgré la position sociale dévalorisée occupée. La comparaison à plus petit que soi est ainsi un «moyen de donner sens aux injustices subies et ressenties» (*ibid.*, p. 149) et passe par la catégorisation: «Catégoriser autrui permet implicitement de se classer soi-même, du bon côté. Se réhabiliter et chercher un point de comparaison positif, quand on fait partie d'un groupe dominé, passerait donc par la déqualification de groupes situés plus bas que soi dans la hiérarchie, et par la punitivité à l'égard de leurs comportements, jugés inacceptables car non conformes.» (*Ibid.*).

411. Un sociocentrisme de politiste incite à penser que la défense de l'État social n'est logiquement pas associée à des attaques virulentes envers les «assistés», que cible traditionnellement un discours libéral dur.

préférence nationale peut aisément être identifiée et structure majoritairement un tel positionnement (par exemple Urs, chapitre 6), force est de constater que d'autres cibles que les étrangers demeurent fréquentes. Les bénéficiaires de l'AI, sur lesquels pèse le soupçon entretenu par l'offre politique d'«abuser» du système de protection sociale, peuvent évidemment être Suisses, même si certains militants prêtent ouvertement aux étrangers un penchant à surconsommer les prestations de cette assurance sociale, particulièrement à Zurich où le parti fait campagne intensivement sur ce thème.

Dans un autre contexte, les travaux de Camille Peugny sur le déclassement intergénérationnel ont montré qu'une partie des déclassés opéraient une «recomposition originale du discours économique et social» en ce qu'ils manifestent une certaine hostilité au libéralisme économique tout en déployant un «faible degré de préoccupation sociale» et d'empathie envers les catégories défavorisées telles que les chômeurs ou les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI)⁴¹². On retrouve ici à la fois le mécanisme évoqué plus haut de stigmatisation de groupes plus faibles, destiné à réaffirmer sa propre dignité, et une valorisation plus ou moins explicite du mérite et de la volonté personnels («J'aurais pu me laisser aller moi aussi»⁴¹³). Ces résultats donnent à penser sur la tension relevée dans nos entretiens concernant le rapport à l'État. On ne saurait pourtant prêter uniquement aux catégories populaires et aux déclassés la propension à stigmatiser les «assistés». On la rencontre aussi chez des militants qui n'affichent aucune distance face au libéralisme économique. Nous avons ainsi montré la présence, surtout parmi les «méritants» (emblématique, Lukas, chapitre 6), d'un sentiment d'injustice de devoir «payer pour les autres», servant souvent de motif pour se reconnaître dans l'UDC et favoriser l'engagement en son sein.

VARIATIONS DANS LES FORMES D'HOSTILITÉ AU LIBÉRALISME CULTUREL

Les militants rencontrés manifestent dans leur ensemble et sans surprise une réticence au libéralisme culturel. Néanmoins, nous avons identifié ça et là des attitudes minoritaires, en regard du corpus

412. Camille Peugny, *Le déclassement*, op. cit., pp. 130-131.

413. Selon un récit recueilli par entretien, cité dans *ibid.*, p. 139.

mais aussi des prises de position officielles du parti, sur des questions comme les rapports de genre (par exemple Birgit, chapitre 7) ou encore celle de l'attitude envers le choix de l'orientation sexuelle (comme Michael, chapitre 7, ou Ursula, chapitre 5). Sans revenir ici sur ces aspects, nous aimerions plutôt mettre l'accent sur la diversité des formes de réticences envers le libéralisme culturel.

S'agissant des propos homophobes tenus ouvertement par certains militants, il nous semble nécessaire de ne pas homogénéiser les logiques sous-jacentes à leur énonciation. On peut être conduit à distinguer entre, d'un côté, une matrice conservatrice d'origine principalement religieuse, chez les « moralistes » (Aline, chapitre 8) ou chez les protestants évangéliques (tel Stephan, chapitre 3), mais aussi une matrice conservatrice à relent « naturaliste » considérant la famille traditionnelle comme le pilier de l'ordre social et comme condition nécessaire à la reproduction de la communauté, voire de la « race » (tel Claude, chapitre 8), et, de l'autre, une origine d'abord imputable à un rapport spécifique à la virilité, courant dans les catégories populaires⁴¹⁴. De même, il peut être prudent de distinguer dans les logiques engendrant les propos tenus entre ce qui relève d'une énonciation proprement idéologique et essentiellement réfléchie, consciente de toute sa portée politique, des énonciations d'opinions sur un mode « éthique », c'est-à-dire liées à un certain ethos de classe⁴¹⁵. Nous ne pouvons ainsi mettre sur le même plan les propos vigoureux tenus par certains militants des catégories populaires (tel Benoît, chapitre 3), et ceux produits sur le mode de la réflexivité par un avocat doté de responsabilités dans le parti, à partir d'une matrice idéologique cohérente (cas de Claude, chapitre 8). Dans le même registre, la commune valorisation de la nation trouve elle aussi sa source dans des logiques différentes. Nous ne voyons sur ce plan rien de commun entre l'attachement à la Suisse venant principalement compenser une position subalterne ou de déclassement, et une affirmation proprement nationaliste, assumée dans sa portée et ses connotations idéologiques. Néanmoins, même si elles sont produites sur un mode « éthique », les opinions des militants les moins dotés en compé-

414. Sur ce point, voir notamment Pierre Bourdieu, *La distinction*, op. cit., pp. 444-448; Philippe Bourgois, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris: Seuil, 2001; Nicolas Renahy, *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris: La Découverte, 2005, particulièrement, pp. 97-100.

415. Pierre Bourdieu, *La distinction*, op. cit., pp. 469 ss.

tence politique sont énoncées ici dans un discours à vocation généralisante. Ils sont bien mus par la volonté de transformer leur expérience en discours politiques globalisants, qui auront au surplus des effets dans l'espace public. On doit donc constater qu'un mode «éthique» de production des opinions a des effets sur la manière dont ces personnes constituent leur rapport au politique de façon durable.

De manière plus générale, l'énonciation de propos socialement illégitimes, qu'ils soient sexistes, homophobes, xénophobes ou racistes, que l'on a pu parfois observer auprès de certains militants rencontrés, ne peut être sérieusement interprétée qu'en la rapportant à la maîtrise du dicible, variable selon les individus, leurs caractéristiques sociales et leur compétence politique. Ce serait finalement faire preuve de sociocentrisme intellectuel et de classe que de mettre sur le même plan la transgression discursive (relative)⁴¹⁶ des normes sociales en la matière, quand elle provient de personnes aux faibles capitaux scolaires et culturels, ou au contraire de personnes fortement dotées de ces ressources. Cela est d'autant plus nécessaire que tout laisse croire à une plus ou moins grande capacité à contrôler tactiquement son énonciation sur de tels sujets face à la société, hors de l'entre-soi militant, et tout particulièrement face à un chercheur en situation d'entretien. De plus, c'est compter sans ce que l'énonciation d'un tel discours face à un chercheur, de la part de personnes de catégories populaires, peut aussi parfois devoir à une attitude de provocation visant à dire son hostilité envers les intellectuels⁴¹⁷.

LES RAISONS D'UNE RELATIVE COHÉSION

Si notre voyage dans l'univers des militants UDC a montré une diversité tant sociale qu'en termes d'orientation de valeurs, et notamment mis au jour des positionnements très variables quant

416. Nous ne saurions oublier, à la suite notamment de travaux de psychologues sociaux, que c'est surtout les manifestations les plus explicites et vulgaires du sexisme, du racisme et de l'homophobie qui font l'objet d'un interdit symbolique dans l'espace public, alors que leurs déclinaisons plus subtiles, plus implicites et d'apparence plus modérées demeurent tolérées, et ne sont parfois pas même repérées ni désignées comme illégitimes. Sur un tel thème, voir par exemple Thomas F. Pettigrew et Roel W. Meertens, «Subtle and blatant prejudice in Western Europe», *European Journal of Social Psychology*, 1995, vol. 25, pp. 57-75.

417. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris: Fayard, 1999, p. 406, soulignent ce point. Nous avons pour notre part, dans notre enquête, très peu rencontré une telle attitude de provocation.

au libéralisme économique pourtant au cœur de l'idéologie du parti, nous avons toutefois identifié deux thèmes qui, s'ils sont eux-mêmes diversement déclinés par les militants, sont fédérateurs et permettent l'identification commune au parti: la suspicion envers les étrangers et l'attachement défensif à la Suisse. Au-delà de ces deux thèmes, la cohésion du parti repose aussi sur des mécanismes défensifs liés au relatif stigmatisme de l'appartenance à l'UDC et sur des mécanismes partidaires spécifiques.

DEUX PRÉOCCUPATIONS FÉDÉRATRICES

Par suspicion envers les étrangers – qu'elle soit déclinée sur un mode economiciste ou culturaliste et qu'elle que soit son intensité –, il faut comprendre la présence des thèmes de l'immigration/de l'asile/des étrangers comme «faisant problème». C'est la systématisme, allant parfois jusqu'à la hantise chez les plus radicaux (tel Walter, chapitre 4), d'un point de vue spécifique sur la réalité sociale et politique qui focalise le regard, d'une manière ou d'une autre, sur les groupes étrangers «incarnant le problème». A contrario, nous n'avons pas trouvé dans les récits analysés ni dans les observations ethnographiques menées de focalisation partagée sur «l'inégalité comme problème», ou sur «la fraude fiscale comme problème», qui s'accompagnerait de la désignation concomitante de groupes sociaux associés au «problème» désigné, ou qui en seraient tenus pour «responsables». Cette lecture sélective du monde est évidemment valorisée. Il pèse en effet sur les étrangers une logique profonde du soupçon, qui appelle en permanence, implicitement ou explicitement, ces derniers au démenti: prouver le non-abus, faire preuve d'une véritable intégration, voire d'une sur-intégration, démontrer son mérite par le travail (l'aspect qui domine chez les libéraux, chapitre 7), témoigner de la reconnaissance à «la Suisse», ne pas trahir la confiance accordée, se montrer discrets, etc.

L'attachement défensif à la Suisse, que nous avons moins systématiquement mis en avant dans les pages précédentes, se lit dans la fierté d'être Suisse découlant d'une valorisation du *Sonderfall* helvétique dans ses multiples aspects: culturels (ordre de valeurs et de pratiques), politiques (mécanismes de démocratie directe, idéalisation du rôle du «peuple» dans le processus de décision, fédéralisme et autres institutions), religieux (civilisation chrétienne), mais aussi

économique (réussite économique). Ces diverses déclinaisons du *Sonderfall* peuvent se combiner, et le refus de la critique de la Suisse, comme dénominateur commun de cet attachement, doit être souligné.

LE STIGMATE COMME PARADOXAL RALLIEMENT

Outre ces deux thèmes fédérateurs qui structurent sur le plan des valeurs l'attachement au parti, des mécanismes moins directement idéologiques conduisent à ce que des personnes aux propriétés et histoires de vie diversifiées se reconnaissent néanmoins dans l'offre UDC et manifestent pratiquement et symboliquement une appartenance commune au parti. Ces mécanismes sont de deux ordres : exogène d'une part, du fait de la relative stigmatisation provenant de l'extérieur qui renforce le sentiment d'appartenance au parti, et endogène d'autre part, du fait de l'activité intégrative des militants opérée par ce dernier, activité pouvant du reste s'appuyer sur le premier.

Le ciment découle ainsi en partie d'une attribution par l'extérieur d'une image souvent négative à l'UDC, signifiant sa différence et son originalité dans le champ politique suisse. La perception plus ou moins mal vécue de cette catégorisation effectuée par d'autres transparaît du reste couramment dans les entretiens et lors de la présentation que les militants donnent d'eux-mêmes. Ils se démarquent souvent et spontanément, surtout à Genève, du stigmatisme collant à leur parti, par exemple en se définissant d'entrée de jeu comme « patriote et non xénophobe » (cas de Patrick, lors de notre première rencontre). La représentation négative associée au parti a pour effet de confirmer et de renforcer chez les militants le sentiment d'appartenir à une organisation à part dans le champ politique suisse, injustement critiquée, de cimenter l'identification à cette dernière et, suivant les cas, de faire front face à la critique en dépit de désaccords ou de désajustements idéologiques. Dans leur ouvrage portant sur l'engagement à l'extrême droite en Europe, Bert Klandermans et Nonna Mayer utilisent la formule parlante suivante pour désigner le rôle que joue le regard dépréciatif externe dans l'identification à ces organisations radicales de droite : « Ils s'aiment d'être détestés ensemble. »⁴¹⁸ Le raisonnement

418. Bert Klandermans et Nonna Mayer, *Extreme Right Activists in Europe*, op. cit., p. 273.

peut s'appliquer également à l'UDC, toutes proportions gardées, étant entendu que ce parti subit dans le contexte helvétique un discrédit moindre que les organisations d'extrême droite étudiées par ces auteurs. Tout se passe comme si la critique semblait plus conforter le choix partisan que le fragiliser⁴¹⁹. Cela est d'autant plus manifeste que ces militants associent ces jugements dépréciatifs à des acteurs vus comme autant de « minorités » ou d'élites éloignées des gens ordinaires, c'est-à-dire distantes du « peuple ». Sont particulièrement visés les intellectuels, parmi lesquels les historiens (comme chez Patrick, chapitre 8), les journalistes, régulièrement désignés par les militants rencontrés comme majoritairement hostiles du fait d'un supposé positionnement « à gauche » (par exemple Walter, chapitre 4), les adversaires politiques, ou encore les organisations de défense des droits humains ou des immigrés. L'attribution de l'extérieur d'une étiquette au parti et indirectement à ses militants (« populistes », « xénophobes », parfois « racistes »), de même que les critiques ponctuelles sur tel choix tactique ou sur telle question, sont ressenties comme illégitimes et symptomatiques d'un acharnement contre l'UDC. Les militants ne s'y reconnaissent évidemment guère ou ne les comprennent tout simplement pas, renforçant du même coup l'identification au groupe « injustement » attaqué. Le renforcement du sentiment d'appartenance dans pareil cas passe pourtant souvent par des actes du parti, ce qui nous conduit au deuxième mécanisme de mise en cohérence de militants aux profils variés.

L'ACTIVITÉ DU PARTI ET LES PRATIQUES MILITANTES COMME SOURCE D'INTÉGRATION

Le second mécanisme, la production proprement partisane de l'identité, pourrait se résumer dans la formule qui suit : ce que les pratiques militantes et le parti font aux militants. S'agissant du point précédent, les individus ne se retrouvent évidemment pas seuls à assumer la gestion d'une image négative du parti, mais sont aidés en cela par ce dernier. Celui-ci contribue alors autant à faire exister le stigmate, en en rappelant l'existence, qu'à le neutraliser ou l'exorciser dans un appel à la cohésion interne contre une décrétée

419. Klandermanns et Mayer notent de plus que, dans leur cas, les défections militantes observées sont plus le fruit de dissensions et de conflits internes que de l'ostracisme et de la stigmatisation provenant de l'extérieur (*ibid.*).

fausse image. Par exemple, un dirigeant du parti peut débiter une séance, dont la finalité est autre, par l'injonction adressée aux membres de faire front contre des critiques externes liées à l'actualité immédiate, en pourfendant tout particulièrement la presse, qui s'en prendrait une fois de plus au parti. Il les incite à se montrer fiers de la « belle et grande famille UDC », tout en les appelant à s'en remettre à « la direction [qui] contrôle la situation » en pareille circonstance⁴²⁰. Plus généralement, les mécanismes et fonctionnements de l'organisation pèsent sur l'orientation et les positionnements idéologiques des militants, ainsi que sur leur sentiment d'appartenance à l'UDC. Les lieux partisans (Cercles de réflexion, assemblées générales, stands sur les marchés, cérémonie de l'Albisgüetli, etc.) sont à la fois des médiations formatrices d'opinion et pourvoyeuses d'idéologie, et des espaces qui renforcent l'identification, des lieux de socialisation secondaire où, dans l'entre-soi, une production et une réaffirmation régulière des attachements partisans s'opèrent.

Nous avons pu par exemple observer lors d'un Cercle de réflexion de l'UDC genevoise fortement fréquenté, comment un thème (la supposée « menace de l'islamisation de la Suisse » et plus largement de l'islam), récemment intégré dans les préoccupations du parti national⁴²¹, pouvait devenir une question idéologique importante, et faire l'objet d'une réception consensuelle parmi les militants assistant à la séance⁴²². Cette préoccupation n'était pourtant guère apparue lors des entretiens chez les militants genevois rencontrés auparavant. Dans le cas présent, la direction du parti a contrôlé le dispositif socialisateur en mettant le thème à l'agenda, en invitant un orateur chrétien très marqué par un discours sur le « choc des civilisations », en cadrant la séance par une introduction propre et en suggérant des lectures orientées. Par un travail sur les dispositions et les peurs des militants, en leur donnant un cadre

420. Dans le cas présent, il s'agissait d'allusions transparentes à la couverture par la *Tribune de Genève* d'une affaire pénale concernant un militant du parti genevois. Notes de terrain, Cercle de réflexion du 14 avril 2005.

421. Dès 2004 et la votation sur les naturalisations (voir chapitre 2), l'UDC s'en prend aux musulmans et à l'islam, notamment dans un encart publicitaire (« Grâce aux naturalisations automatiques, les musulmans bientôt en majorité? »), cinq ans avant le vote de décembre 2009 interdisant la construction de minarets. Pour une analyse de cette propagande de 2004, voir Marcel Burger, Gilles Lugrin, Raphaël Micheli et Stéphanie Pahud, « Marques linguistiques et manipulation. Le cas d'une campagne de l'extrême droite suisse », *Mots*, 2006, N° 81, pp. 9-22.

422. Notes de terrain, Cercle de réflexion, 28 septembre 2006.

d'expression, le parti construit ainsi «l'islam comme problème» dans l'espace militant et offre du même coup la possibilité aux membres présents de faire corps dans une structure préoccupée, elle, par cette «menace» et prête à la combattre. La tonalité catastrophiste du cadrage de la séance par un dirigeant du parti, le propos radical du conférencier extérieur, cherchant à démontrer par amalgames et exemples percutants le danger imputé à l'islam (y inclus dans ses formes modérées) pour la civilisation chrétienne et occidentale et les interventions dans la salle, convergent dans un puissant refus de l'altérité culturelle et religieuse. La désignation d'une figure repoussoir permet ainsi au groupe partisan qui la brandit, et qui serait conscient plus que toute autre force politique de la «menace», de se renforcer et de rapprocher ses membres, au-delà de leur diversité et de leurs positions hiérarchiques dans l'organisation. S'il fallait désigner dans un registre imagé et schématique un tel processus de mise en cohérence interne, et pour poursuivre dans le sillage de Nonna Mayer et Bert Klandermans, nous dirions : «Ils s'aiment de se faire peur ensemble.»⁴²³

L'observation des séances du Cercle de réflexion où interviennent des conférenciers, membres de l'UDC ou non⁴²⁴, permet

423. Notons que les interactions informelles entre militants, notamment dans l'interstice des séances, sont aussi l'occasion d'un renforcement mutuel des convictions communes, dans l'entre-soi. Cela peut passer par le récit d'anecdotes sur l'insécurité et un cambriolage vécu (notes de terrain, Cercle de réflexion du 1^{er} juin 2006) ou par l'évocation de l'actualité, comme la déploration, en groupe réuni autour d'un verre, du fait que les autorités vaudoises tolèrent une manifestation publique d'Érythréens demandant leur régularisation (notes de terrain, Cercle de réflexion du 26 mai 2005). Au-delà du partage de craintes ou de la déploration sur l'actualité, nous pourrions aussi mentionner le rôle joué par des instances socialisatrices plus conviviales, échappant à la stricte finalité politique, comme, à Zurich, le club de motos UDC, au recrutement socialement relativement diversifié.

424. La distribution de la parole à une personne extérieure au parti semble servir parfois de caution légitime à une orientation idéologique proprement udéciste. C'est le cas de la conférence sur l'islam évoquée, ou de celui d'une prestation très ajustée à l'auditoire, au vu des réactions des présents, de l'essayiste suisse romand, médiatique et très conservateur, Jean Romain, sur le thème «L'école, malade de ses réformes». À cette occasion, le conférencier a, avec un succès certain, dénoncé Mai 68 tenu pour responsable des transformations de l'école et la «secte des pédagogistes» ainsi péjorativement qualifiée (notes de terrain, Cercle de réflexion, 26 mai 2005). Dans d'autres cas, la conférence s'éloigne des préoccupations immédiates du parti, et seule l'introduction de la séance par un cadre de l'organisation établit un lien avec les orientations idéologiques de l'UDC. À titre d'exemple, lors de la présentation des activités de la communauté d'Emmaüs en région genevoise par trois de ses responsables (présentation proposée également à d'autres formations politiques du canton), c'est le cadrage opéré par l'organisateur de la séance qui va donner la ligne politique aux militants présents et orienter la réception de la conférence. L'action d'Emmaüs serait en l'occurrence exemplaire en ce qu'elle constituerait une alternative à l'inflation d'aide sociale étatique de plus en plus coûteuse (chiffres à l'appui brandis à l'auditoire). C'est ainsi un responsable du parti, et non les conférenciers invités, qui oppose prestations étatiques et droits sociaux, d'un côté, et action privée caritative, de l'autre.

également de constater que l'attachement au groupe et à ses orientations idéologiques n'est pas simplement le résultat d'une inculcation par le haut. Le rapprochement des militants s'opère certes par des initiatives des responsables du parti, comme nous l'avons entrevu ci-dessus, mais aussi comme résultat des pratiques du groupe dont les modalités ne sont ni toujours pensées, ni obligatoirement recherchées. Parmi ces pratiques qui concourent à créer et entretenir de la cohésion interne, la dialectique qui s'instaure entre la base et le sommet, entre la salle et l'orateur, mérite d'être signalée. Nous avons en effet constaté, dans certains cas, un décalage entre le conférencier et son public, le premier donnant l'apparence d'être plus mesuré et modéré, notamment sur la question des étrangers, que les intervenants dans la salle, même si les propos du premier sont saupoudrés d'anecdotes ou d'évocations de cas problématiques isolés qui ne manquent pas de faire immédiatement sens dans l'auditoire et qui autorisent implicitement ce dernier à s'en emparer pour énoncer des montées en généralité.

Un conférencier du parti, consultant financier indépendant et par ailleurs représentant de l'UDC au sein du conseil d'administration de l'Hospice général⁴²⁵, pourra ainsi présenter les « problèmes » affectant cette institution sur un mode dépassionné, analytique, sociologique par moments lorsqu'il rapporte l'explosion des dépenses de ces dernières années à la montée de la précarité dans la société suisse en général. Pourtant, le même orateur mobilisera des « exemples de dérives » ou dénoncera au passage le taux d'absentéisme des fonctionnaires, autant d'appels implicites à la polémique qui seront repris dans la salle, sous forme d'interventions, de questions ou simplement d'exclamations indignées⁴²⁶. Il n'est pas toujours possible de déterminer jusqu'à quel point cette manière de s'adresser à un public relève d'une tactique rhétorique de la part de l'orateur⁴²⁷ ou si c'est d'abord la manifestation d'une orientation idéologique relativement modérée de ce dernier. Reste que la dynamique du débat qui s'ensuit n'est pas dépourvue de

425. Institution publique genevoise chargée de la distribution de prestations étatiques diverses aux personnes en manque de ressources, aux requérants d'asile ou aux chômeurs en fin de droits.

426. Notes de terrain, Cercle de réflexion, 14 avril 2005.

427. Ce qui a été le cas lors d'une intervention de Christoph Blocher, invité au meeting électoral de l'UDC Genève en vue des élections fédérales de 2003. Le leader zurichois jouait parfaitement de cette tactique dans son interaction avec la salle (notes de terrain, Meeting électoral, Genève, 25 septembre 2003).

sens. Objectivement, et quelle que soit l'intention du locuteur, la responsabilité énonciative des propos les plus crus se retrouve dès lors déléguée à la salle, et une fois que ceux-ci émergent il est patent que le conférencier ne s'en distancie pas, ou guère.

Les militants du public ne sont pas dépourvus de ressources pour intervenir, du fait qu'ils sont par ailleurs confrontés à l'offre discursive générale du parti constituée d'arguments, de catégorisations et de stéréotypes. Cette offre, qui prend la forme d'affiches, d'encarts publicitaires, de journaux, de déclarations des leaders nationaux ou de propagande via les sites internet, borne le dicible en fournissant aux plus radicalisés la caution du parti dans leur propre énonciation, même radicale. Le fait qu'une telle offre, malgré la réprobation qu'elle peut par moments recevoir dans l'espace public, n'est qu'exceptionnellement condamnée au plan pénal, du fait d'une législation antiraciste très peu contraignante en Suisse, renforce le sentiment d'être autorisé à énoncer son opinion en se l'appropriant. Une lecture, par exemple, de l'hebdomadaire UDC *Zürcher Bote*, que chaque militant zurichois reçoit, est instructive et permet d'entrevoir le rôle formateur et intégrateur du parti: les arguments publiés, qui sont souvent assez radicaux, se retrouvent à plusieurs reprises durant les entretiens⁴²⁸. Au final, le fait que la place soit par moments laissée à la base, pour des interventions et des questions, pour énoncer parfois crûment ce qui n'est souvent qu'une déclinaison de la propagande du parti, contribue, parmi d'autres pratiques, à renforcer les liens entre ses membres: dans le parti aussi, on donne la parole au «peuple», à la base, pour dire «ce qui ne va pas». Cette prise de parole peut prendre des modalités diverses, allant du registre du témoignage (de son propre vécu, de celui de ses connaissances, etc.) à des arguments plus spécifiquement techniques mobilisant de manière plus ou moins rigoureuse des données statistiques⁴²⁹.

Comme dans tout parti, les pratiques militantes de terrain contribuent également à atténuer les différences entre militants et à produire des effets intégrateurs, à défaut de pouvoir effacer celles-ci. Nous pensons particulièrement ici à l'activité référendaire

428. Pour autant, nous avons suffisamment insisté dans les pages qui précèdent sur le fait qu'on ne saurait mettre en équivalence le discours officiel du parti et les prises de position des militants, qui peuvent s'en éloigner, pour ne pas succomber à une lecture mécaniste de l'influence d'une telle instance de socialisation.

429. Sur l'identification de ces deux modalités d'intervention dans le débat partisan, voir Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes...*, op. cit., pp. 177-181.

à laquelle l'UDC recourt fréquemment, qui, indépendamment de ses résultats en votation et du fait qu'elle mobilise les militants hors des périodes électorales, joue un rôle formateur, lors du travail de récolte de signatures, de la campagne et de ses débats. Si c'est surtout patent à Zurich, vu le recours plus important à ce répertoire d'action, le cas genevois n'est pas en reste concernant la participation des militants aux échéances des référendums et des initiatives de portée fédérale.

HOMOGENÉITÉ, DIFFÉRENCIATIONS, TENSIONS INTERNES

Ces rapides considérations sur quelques mécanismes ou pratiques venant mettre de la cohérence dans la diversité ne peuvent cependant nous conduire à ignorer l'existence de différenciations idéologiques, voire de tensions, au sein du parti ou à l'intérieur des sections, sans même revenir sur les distances prises en entretien par les militants sur telle ou telle thématique par rapport à la ligne du parti. Comme toute structure, l'UDC connaît à la fois une propension à la mise en cohérence et des ferments de divisions internes. Ainsi, et contrairement à l'image paresseuse que l'on pourrait se faire d'un parti homogène ou debout comme un seul homme derrière son leadership national blochérien (ou ses directions cantonales), l'existence en son sein de débats parfois agités ou de critiques sur la ligne majoritaire ne sont pas impossibles. Quelques militants signalent du reste dans leur récit le caractère parfois houleux des assemblées, probablement aussi dans le but de donner l'image d'un parti démocratique et plus ouvert à la discussion que ce que suggère le sens commun à son sujet. Un travail spécifique sur ces questions n'étant pas au cœur de nos axes de recherche, nous nous contenterons ici de quelques brèves remarques.

Comme nous l'avons suggéré à plusieurs reprises, les éventuelles divergences face à des points essentiels du programme du parti, comme celles touchant au libéralisme économique ou, dans une moindre mesure, le degré variable observé de suspicion envers les étrangers, demeurent insuffisants aux yeux des militants interviewés pour les pousser à de véritables oppositions internes ou simplement les conduire à la défection individuelle. Cela n'étonne guère si l'on se remémore qu'au-delà de notre enquête, et en changeant d'échelle d'analyse pour se placer au niveau du parti, l'existence d'une différenciation interne entre une aile dite « blochérienne » et une aile

dite « modérée » n'a jamais débouché, s'agissant de la thématique des étrangers, sur une critique par cette dernière des orientations majoritaires. L'alignement sans faille des modérés sur les positions xénophobes du parti, au point de ne pas hésiter à mener la campagne sur ces thèmes, relativise pour le coup ce positionnement⁴³⁰.

En revanche, concernant la section genevoise, une déconvenue sur le plan électoral fait surgir des tensions et des ferments de division qui, au moment de l'enquête, semblaient néanmoins avoir été neutralisés. Ainsi, une assemblée générale du parti tenue après les élections législatives cantonales de 2005 et destinée à définir la tactique en vue de l'élection au Conseil d'État (exécutif cantonal) a donné lieu à de violents échanges et à des critiques sans retenue des options de la direction du parti⁴³¹. Lors de ces élections, la progression cantonale du parti venait d'être freinée par la percée du concurrent MCG, issu pour une large part de ses rangs à la suite d'une scission⁴³² : le MCG, créé dans l'urgence pour cette échéance électorale, accédait au Grand Conseil avec neuf sièges, accentuant ainsi la déception électorale des militants UDC. Cette assemblée houleuse a ainsi donné l'occasion à une partie des présents, et contre le bilan électoral optimiste de la direction, de déplorer ouvertement l'option de cette dernière d'avoir cherché un compromis avec les autres formations politiques genevoises de droite, option décrite comme une stratégie risquée de modération laissant la voie libre à un vote « protestataire »⁴³³ en faveur du MCG. Certains militants en vue n'ont pas manqué non plus de revenir sur l'erreur politique qu'aurait constituée l'éviction des futurs leaders du MCG⁴³⁴. Un autre intervenant, aux attributs populaires, par ailleurs crâne rasé et vêtu d'un treillis militaire kaki, s'est déclaré attiré par la démarche du MCG, plus proche du peuple.

430. À titre d'exemple, lors de la campagne sur l'initiative populaire UDC « Pour le renvoi des étrangers criminels » à l'automne 2010, c'est le conseiller national vaudois André Bugnon, viculteur et représentant d'une UDC agrarienne que beaucoup de commentateurs se plaisent à décrire comme modérée, qui monte publiquement au créneau pour défendre cette initiative, en conférence de presse et dans une vidéo de propagande présente sur le site internet de l'UDC nationale (consulté le 25 octobre 2010).

431. Notes de terrain, Assemblée générale cantonale, 13 octobre 2005.

432. Dont ses deux leaders, écartés peu avant de la liste électorale de l'UDC. Voir chapitre 2.

433. Même le président du parti, Jacques Pagan, diagnostique, selon ses propres mots, un « vote fondamentalement protestataire ». Il ne partage bien sûr pas la critique de la stratégie de la direction à laquelle il est associé, avant de préciser au sujet dudit vote protestataire : « On en avait profité en 2001 », lors des élections cantonales précédentes.

434. Un élu cantonal du parti présent : « C'est nous qui avons créé le MCG en les bifant » de la liste UDC pour le Grand Conseil.

Il s'est dit surpris que l'on prête trop d'attention au rapprochement avec les autres partis bourgeois plutôt que de «lutter pour les citoyens» et s'est permis de déplorer le manque d'«esprit UDC dans [la] salle», au point de se faire remettre à l'ordre par le président. La violence des échanges ne s'est néanmoins pas retrouvée dans le vote final, où la proposition du comité directeur sur le choix de présenter deux candidats lors de l'élection à l'exécutif cantonal a très largement été soutenue. Tout se passe finalement comme si la séance avait ainsi permis l'expression chaotique d'une frustration d'autant plus évidente que le score électoral venait infléchir une dynamique de forte progression, avant de laisser place à une apparente réconciliation par l'approbation de l'option proposée par la direction. L'observation de cette assemblée au déroulement particulier, enchaînant conflictualité interne vigoureuse puis réconciliation derrière l'étendard de l'organisation, pourrait donner à penser que, au-delà du cas particulier, nous aurions ici à l'œuvre un des mécanismes producteurs de cohésion interne⁴³⁵. Pour autant, les conflits ultérieurs de l'année 2010⁴³⁶, dont l'une des sources est à chercher du côté de la progression encore plus marquée aux élections cantonales de 2009 du concurrent MCG, sembleraient démontrer le caractère provisoire et incertain de la mise en cohérence interne.

OUVERTURES

Nous aimerions conclure cet ouvrage par trois pistes de réflexion. En premier lieu, la diversité des profils militants mis au jour dans cet ouvrage doit être lue autant comme une force pour l'UDC, en ce qu'elle démontre sa capacité à mobiliser au-delà des clivages traditionnels, mais aussi comme une source potentielle de tensions et de conflits internes. Les mécanismes de mise en cohérence évoqués ne sont ainsi pas nécessairement suffisants, comme l'attesteraient les événements genevois récents, et nous poussent à faire l'hypothèse d'une cohésion fragile et jamais acquise. Ces derniers événements ne doivent au surplus pas simplement être lus comme des

435. Rien n'autorise toutefois à penser que ce mécanisme serait propre à ce parti.

436. Ces conflits portent sur la direction du parti, ont failli produire l'éclatement de la section et ont conduit le parti national à intervenir pour contribuer à remettre de l'ordre dans la section cantonale. Pour un exemple, limité à une séquence temporelle du conflit, parmi de nombreux articles de presse consacrés à ce sujet, voir «Jeu de massacre au sein de l'UDC genevoise», *Le Temps*, 4 mai 2010.

querelles de personnes pour le pouvoir dans l'organisation ou comme le simple résultat d'une déconvenue électorale par rapport à un concurrent naturel, le MCG. En effet, ces tensions renvoient probablement également à la différenciation sociale interne du parti dont nous avons parlé. Sans que notre enquête porte directement sur ces questions, nous pouvons toutefois supposer que le parti genevois, par exemple, est conduit, de par sa composition interne (mais aussi en raison de son électorat putatif) à faire un grand écart entre posture protestataire, supposée plus ajustée à sa base populaire et de déclassés et quête de respectabilité, plus profitable aux militants aux ressources importantes et portés par de fortes ambitions politiques, dont celle d'accéder à l'exécutif cantonal. Rien n'exclut certes que des militants aux ambitions prononcées construisent leur carrière sur une offre politique protestataire, tel le leader du MCG Éric Stauffer, mais dans le contexte genevois l'accès au Conseil d'État, qui semble attirer certains au sein de la direction de l'UDC, ne peut passer que par des compromis avec l'Entente. Et ce sont ces tentatives de compromis avortées, pour fin de non-recevoir des partis de la droite classique (singulièrement de la part du PDC), qui importunent une partie des militants, notamment des catégories populaires. On pourrait du reste, au-delà du cas genevois, penser que les louvoiements de l'UDC nationale sur certaines questions politiquement controversées trouvent une partie de leur explication dans les mêmes différenciations sociales internes du parti. Nous pensons aux hésitations de l'UDC sur la question bancaire⁴³⁷ ou à ses réticences initiales à combattre la libre circulation des personnes en provenance de la Bulgarie et de la Roumanie, liée à l'extension des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne, comptant désormais de nouveaux pays membres⁴³⁸. Bref, différenciations internes, idéologiques mais aussi sociales, peuvent engendrer, malgré la présence de logiques

437. Le parti oscille, comme pour satisfaire sa base sociale composite, entre défense inconditionnelle du secret bancaire, propulsé au statut d'emblème de l'identité nationale helvétique, à préserver à tout prix face à l'hostilité d'un « ennemi extérieur », et la condamnation des pratiques bancaires récentes, telles les politiques de rémunération des dirigeants, condamnation susceptible pourtant de heurter les plus libéraux de ses militants.

438. En février 2009, l'extension de la libre circulation des personnes est acceptée en votation populaire, après un référendum. La direction du parti, et notamment Christoph Blocher dans ses déclarations, s'était pourtant opposée dans un premier temps au lancement du référendum provenant de l'organisation de jeunes de l'UDC, comme si dans ce cas, les intérêts économiques devaient primer sur la question politique posée. L'assemblée des délégués du parti se ralliait pourtant par la suite très majoritairement au référendum.

intégratives, des formes de conflictualité internes, au même titre que dans tout parti, du reste.

Une seconde remarque vise à revenir sur le constat, signalé plus haut, que la suspicion envers les étrangers constitue un axe fédérateur et intégrateur de ces militants, en dépit de leurs différences. On pourrait en effet objecter qu'une telle suspicion n'est pas propre à l'UDC, au sens où elle est présente, à des degrés moindres, dans la société suisse, dans certains discours et pratiques officiels, au sein d'autres formations politiques et d'une partie souvent majoritaire de la population⁴³⁹. Reconnaître cela pourrait alors conduire à relativiser le caractère inédit de l'UDC, ou tout au moins à replacer cette dernière dans un contexte sociopolitique plus large. Toutefois, l'UDC, comme parti, incarne bien une manifestation radicale et systématique de cette suspicion, au point de la placer au cœur de son offre politique, quand bien même ses propres militants se l'approprient selon des modalités variées et à des degrés variables, comme on l'a vu. Reste que la présence de cette suspicion au-delà des frontières du parti, sous une forme plus discrète et d'apparence plus contenue, apporte une caution souvent involontaire à l'énonciation suspicieuse plus affirmée de l'UDC et de ses militants.

En prolongement, on pourrait raisonner de même concernant la rhétorique des abus (en matière d'AI ou de chômage, par exemple) au cœur du discours du parti et régulièrement mobilisée par les militants UDC rencontrés. Une analyse hors des frontières de l'UDC permettrait de mettre au jour sa présence dans le sens commun (y compris médiatique) et son usage dans le discours d'autres forces politiques (principalement à droite). Un tel travail, qui reste à faire, inciterait, pensons-nous, à nuancer la spécificité udéciste dans la propension à désigner avec insistance des personnes ou des groupes comme «abuseurs». Nous ne sommes pas persuadés, à cet égard, que l'analyse devrait s'arrêter à l'identification des formes les plus manifestes et violentes de stigmatisation, pas plus qu'elle ne s'épuise en postulant, sans plus d'examen, que l'UDC serait seule à l'origine de cette rhétorique, les autres instances (médiatiques, politiques, administratives, etc.) ne faisant que la suivre.

439. En atteste à nos yeux l'institutionnalisation de cette suspicion dans les nouvelles lois sur l'asile et les étrangers acceptées très largement en votation populaire en septembre 2004, et l'approbation par 52,9% des votants de l'extension de la double peine envers les ressortissants étrangers coupables d'actes délictueux, en novembre 2010. Voir aussi chapitre 2.

Enfin, notre troisième remarque revient sur l'offre politique comme condition de possibilité de l'attachement à l'UDC. Tout notre travail a cherché à montrer la nécessité d'intégrer ce facteur dans l'analyse, notamment en prenant acte du fait que les militants opèrent des comparaisons, explicitement ou non, et de manière diversement étayées, selon leur compétence politique, entre les offres partisans disponibles. C'est parfois flagrant lorsque des militants zurichois justifient leur choix pour l'UDC en diagnostiquant une supposée perte du caractère « bourgeois » du PRD, parti vers lequel leurs propriétés sociales les poussaient pourtant naturellement (cas de Renate, chapitre 7). Ou encore lorsqu'on pose comme critère d'identification partisane la compatibilité du programme du parti avec les convictions chrétiennes, excluant alors l'offre du PDC, qui n'aurait de chrétien que le nom (Camille, chapitre 8).

Ce qui pourtant nous questionne plus ici est l'attachement possible à l'UDC, comme refuge, de personnes issues des catégories populaires et de déclassés, du fait du déficit de l'offre politique de gauche, de prime abord plus favorable à la défense de leurs intérêts. Une telle réflexion trouve sa source dans certaines analyses portant sur d'autres contextes, qui ont postulé que l'attrait des catégories populaires ou des déclassés pour les partis « populistes de droite » s'expliquerait par le fait qu'ils ne se retrouveraient pas ou plus dans les partis de gauche. En France, par exemple, le lien est souvent fait entre la perte d'influence de la gauche, particulièrement du Parti communiste français (PCF) dans les quartiers populaires, et la montée du Front national (FN), sur la base, certes, de l'analyse du vote et non de l'engagement militant⁴⁴⁰. Des chercheurs ont toutefois déconstruit ce lieu commun qui ferait d'un soutien au FN le résultat principal du transfert de voix d'un électorat de gauche déçu par son propre camp. Ces lectures critiques, quelle que soit leur diversité, tendent notamment à montrer que la montée de l'abstentionnisme dans les catégories populaires relativise fortement le constat que le FN serait le premier choix de ces dernières (et singulièrement des ouvriers) et qu'un tel vote proviendrait probablement plus d'un transfert d'anciens

440. Par exemple Pascal Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen. Le poids du gaucholepénisme », in Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris : Presses de science po, 1995, pp. 243-261.

électeurs ouvriers de droite vers le FN que d'anciens électeurs de gauche⁴⁴¹, ou encore qu'il importerait de prendre en compte la progressive désertion des militants de gauche de ces quartiers⁴⁴².

En Suisse, des travaux ont été consacrés au vote des catégories populaires en faveur de l'UDC et à une relative désaffection de ces dernières pour un vote à gauche, principalement pour le PS. Mais ces études ne tiennent compte ni de l'abstention, pourtant très importante en Suisse, surtout parmi ces catégories sociales, ni des transferts possibles d'un vote ouvrier de la droite classique à un vote pour l'UDC⁴⁴³. Outre ce biais fort problématique, notons la différence entre la France et la Suisse s'agissant des équilibres de forces politiques et surtout de la présence traditionnellement bien plus discrète en Suisse de la gauche militante sur le terrain, dans les quartiers, en dehors de son épisodique apparition en période électorale. Même dans les communes ou les quartiers traditionnellement acquis à la gauche, la présence de militants de terrain et/ou d'associations en lien avec des formations de gauche n'a jamais égalé celle atteinte en France dans les municipalités de la « banlieue rouge » des années passées. Ainsi pourrait-on supposer que cet état de fait n'est pas sans incidence sur la participation et l'orientation du vote essentiellement, mais aussi, plus indirectement, sur la propension à l'engagement militant, étant acquis l'importance des réseaux et des sollicitations pour favoriser l'adhésion et l'engagement partisan. L'offre politique de l'UDC serait d'autant plus porteuse parmi les catégories populaires que celle de la gauche, et plus précisément de la gauche échappant à la logique conservatrice et consensuelle dominant le système politique suisse⁴⁴⁴, serait moins présente ou audible.

441. Voir par exemple Patrick Lehingue, « L'objectivation statistique des électors : que savons-nous des électeurs du Front national? », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris : Belin, 2003, pp. 247-278. Pour une discussion sur la base d'une enquête localisée et approfondie dans un quartier populaire historiquement acquis au PCF, voir Olivier Masclet, *La gauche et les cités*, op. cit., pp. 93-94.

442. Par exemple, et également sur la base d'une monographie intensive d'un quartier, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormangen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris : Gallimard, 2007.

443. « A la fin des années 1990, l'UDC s'est substituée au PS comme premier parti parmi les ouvriers en Suisse », découvre-t-on dans une étude récente (Daniel Oesch et Line Rennwald, « La disparition du vote ouvrier? Le vote de classe et les partis de gauche en Suisse », in Sarah Nicolet et Pascal Sciarini (dir.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Genève : Georg, 2010, p. 219), excluant par omission la possibilité que l'abstention soit le premier « choix » parmi cette catégorie sociale.

444. La participation subalterne du PS, depuis des décennies, à un gouvernement fédéral pourtant responsable d'une gestion libérale et conservatrice du pays, mériterait à cet égard d'être prise en compte dans l'analyse. À ce sujet, François Masnata et Claire Rubattel, *Le pouvoir suisse 1291-1991. Séduction démocratique et répression suave*, Vevey : L'Aire, 1991 (1978).

S'agissant de notre enquête, qui n'a, rappelons-le, pas de prétention à la représentation statistique, nous avons rencontré quelques personnes au passé politique de gauche, que ce passé soit proprement militant (cas de Jacques, chapitre 6) ou demeuré circonscrit à une sensibilité de gauche (tel Jean, chapitre 4). Il resterait à documenter par une enquête quantitative le poids dans l'UDC de ce type de profils, même si l'on peut raisonnablement penser que l'attachement militant à ce parti provient d'abord de personnes structurées de longue date à droite, et ce même parmi les catégories populaires (tel Pierre ou Stephan, chapitre 3) et les déclassés, donc de personnes pour qui la pente vers l'UDC est, sinon logique, du moins en continuité avec leurs dispositions. Et quant aux militants rencontrés ayant connu avant leur adhésion à l'UDC un positionnement à gauche, la complexité⁴⁴⁵ des logiques qui les a rapprochés de l'UDC interdit de ne retenir que l'effet mécanique d'une offre politique défailante de leur camp d'origine. Les travaux critiques français brièvement évoqués ci-dessus nous incitent au surplus à douter de l'existence d'un transfert significatif de militants de la gauche vers la droite udéciste.

Cette affirmation, que des études ultérieures devraient documenter, n'interdit pas toutefois de penser, *in fine*, les effets de la faiblesse d'une offre politique alternative à gauche, symbolique et pratique (par des actes sur le terrain, au-delà du discours), destinée aux catégories sociales dominées ou fragilisées que l'UDC peut néanmoins séduire, en dépit de son incapacité objective à répondre à leurs intérêts.

ÉPILOGUE : ÉTUDIER L'ENGAGEMENT PARTISAN

En guise d'épilogue, nous voudrions tirer quelques enseignements de cet ouvrage s'agissant de l'étude du militantisme partisan et plus largement de l'étude de la participation politique.

En nous intéressant à ce phénomène spécifique qu'est l'engagement de militants au sein du parti de l'Union démocratique du centre, nous avons choisi, comme d'autres, de nous distancier

445. Si l'on peut retrouver une dimension protestataire dans l'engagement de Benoît à l'UDC, pourtant ancien syndiqué et membre du PdT, en ce qu'il conteste ainsi une gauche qui dans le contexte local est «aux affaires», et donc un camp d'origine qui le déçoit, encore faut-il se remémorer la présence chez lui de fortes dispositions à l'ordre, acquises antérieurement à ses engagements à gauche (voir chapitre 3).

d'une explication externaliste du phénomène de la croissance de mouvements « populistes » de droite, c'est-à-dire d'une explication par la « demande » qui émanerait de citoyens en quête de propositions idéologiques et de politiques publiques spécifiques (demande de « plus de sécurité », de « moins d'immigration », etc.). Ces explications, qu'elles s'expriment sous la forme de la théorie des « perdants de la mondialisation » que nous avons examiné dans le chapitre 1, ou qu'elles insistent sur d'autres phénomènes structurels comme ladite montée de l'anomie sociale ou d'une réaction à une révolution postmatérialiste, ont le désavantage de ne pas mettre en leur centre les médiations qui peuvent permettre de passer d'une situation objective à sa perception et à l'expression d'une préférence politique. Ces approches se focalisent sur une demande désincarnée et de ce fait ignorent les actions et les décisions des individus réels⁴⁴⁶. Elles ne permettent ainsi pas de comprendre la complexité de l'apparition et de la croissance du populisme ou de l'extrême droite.

En nous penchant sur les parcours de vie des militants de l'UDC et la manière dont intervient leur engagement, c'est à un regard sur la rencontre entre leurs caractéristiques objectives, leurs manières de se penser au monde forgées tout au long de leur parcours et l'offre partisane contextualisée que nous avons convié le lecteur. De ce point de vue, notre enquête s'inscrit dans ce que plusieurs auteurs appellent une perspective internaliste, insistant sur l'importance de l'offre dans l'explication des comportements politiques⁴⁴⁷. De nombreux auteurs ont plaidé pour une telle ouverture de la boîte noire des partis politiques pour expliquer la montée du populisme et de l'extrême droite. Mais on doit noter à la suite de Goodwin que, à de rares exceptions près⁴⁴⁸, ces études ne se sont pas penchées sur les militants de tels partis et en sont restées à l'analyse du rôle de l'idéologie et à l'étude du leadership partisan.

446. Matthew J. Goodwin « The Rise and Faults of the Internalist Perspective in Extreme Right Studies », *Representation*, vol. 42, N° 4, 2006, p. 349.

447. *Ibid.* Voir aussi Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, *op. cit.*

448. Voir par exemple Valérie Lafont, « Les jeunes militants du Front national... », art. cit.; Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front National*, Paris: La Découverte, 2003; Violaine Roussel, « Labels politiques et construction de l'identité militante: le cas du Front national », in Michel Dobry, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris: Albin Michel, 2003, pp. 237-277; Bert Klandermans et Nonna Mayer (éds), *Extreme Right Activists in Europe*, *op. cit.*

Or, l'étude des militants nous a montré, à travers la typologie que nous avons élaborée, que les chemins qui mènent au militantisme à l'UDC sont extrêmement diversifiés. La croissance de ce parti ne saurait donc être réduite à un seul facteur explicatif. Dans un contexte politique fédéral donné, et dans des contextes cantonaux à chaque fois spécifiques, il arrive à agréger des personnes aux parcours sociaux divers, recherchant dans le militantisme des rétributions de différents types et exprimant sur certains thèmes, comme le libéralisme économique, des opinions opposées. C'est grâce à cette agrégation que l'UDC parvient à gagner de la force.

Pour comprendre cette diversité, l'analyse qualitative sur deux sites cantonaux contrastés quant à l'histoire de l'implantation du parti a été cruciale. On ne peut de ce fait suivre Susan Scarrow lorsqu'elle récuse les études localisées des membres de partis, seuls les sondages nationaux représentatifs parmi les militants d'un parti trouvant grâce à ses yeux⁴⁴⁹. La validité scientifique de l'enquête qualitative, procédant par analyse approfondie des conditions de possibilité des cas étudiés, ici de l'engagement à l'UDC, et restituant tout le sens qu'il prend pour les acteurs concernés, a déjà été largement attestée⁴⁵⁰.

Les analyses quantitatives sur la totalité des membres d'un parti, ou bien sur les délégués à son congrès, n'en sont pas pour autant inutiles et seraient, dans le cas de l'UDC qui nous occupe, un apport important. Il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, la sociographie qu'elles réalisent, en insistant sur les caractéristiques sociales spécifiques des membres d'un parti, peine à aller au-delà de portraits de militants potentiels et à expliquer réellement les processus de l'adhésion dans leur diversité. La conception des questionnaires et la manière dont ils sont utilisés s'agissant du militantisme partisan posent en effet deux types de problèmes.

449. Susan E. Scarrow, «Political Activism and Party Members», in Russell J. Dalton et Hans-Dieter Klingemann (éds), *The Oxford Handbook of Political Behavior*, Oxford: Oxford University Press, 2007, pp. 636-654.

450. Pour trois exemples d'explication de l'épistémologie du travail qualitatif, voir Howard S. Becker, «The Epistemology of Qualitative Research» in Richard Jessor, Anne Colby et Schweder, Richard (éds), *Ethnography and Human Development. Context and Meaning in Social Inquiry*, Chicago: University of Chicago Press, 1996, pp. 63-71; Stéphane Beaud et Florence Weber, «Le raisonnement ethnographique», in Serge Paugam (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris: PUF, 2010, pp. 225-246; Frédéric Sawicki, «Les politistes et le microscope», in CURAPP (éd.), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris: PUF, 2000, pp. 144-164.

D'une part, les questionnaires ne sont pas pensés pour rendre compte de l'aspect processuel des socialisations primaires et secondaires. Ils se bornent à l'heure actuelle à poser des questions sur l'appartenance, au moment de l'enquête, à une autre association ou à un syndicat, éventuellement durant l'enfance et l'adolescence à une association de jeunesse (scouts, etc.), et à demander à l'enquêté de situer politiquement ses parents. Les significations diverses que les enquêtés peuvent accorder à ces appartenances, ou encore à leur position professionnelle, la complexité des processus qui mènent à la décision de s'engager ne sont ainsi pas abordées.

D'autre part, ces questionnaires sont souvent traités, notamment dans la littérature anglo-saxonne actuellement dominante, de manière à dresser le profil-type du militant d'un parti spécifique à partir des caractéristiques sociales et à élaborer un modèle général de l'engagement⁴⁵¹. Les analyses factorielles de correspondance, qui permettent de faire apparaître des groupes de militants aux logiques diverses, ne sont utilisées ensuite qu'à partir des réponses aux questions d'opinion des questionnaires, pour réaliser des typologies en fonction des prises de position des membres sur différents problèmes. Mais ces classements « idéologiques » posent problème : ils postulent en premier lieu une véritable compétence politique de l'ensemble des adhérents, qui leur permettrait de se positionner de manière ferme sur différentes questions politiques. Or, notre enquête a montré que certains militants n'avaient pas cette compétence et qu'ils avaient du mal à se prononcer sur de telles questions, leurs opinions se révélant peu prononcées et souvent labiles. En second lieu, une même série de prises de position peut renvoyer

451. Voir notamment les travaux de Whiteley et Seyd sur le Parti travailliste et le Parti conservateur en Grande-Bretagne (Paul Whiteley, Patrick Seyd et Jeremy John Richardson, *True Blues: the Politics of Conservative Party Membership*, Oxford: Oxford University Press, 1994; Patrick Seyd et Paul Whiteley, *Labour's Grass Roots. The Politics of Party Membership*, Oxford: Oxford University Press, 1992). Dans un récent ouvrage, ces auteurs renvoient leur modèle général de l'engagement : Paul Whiteley et Patrick Seyd, *High-Intensity Participation: the Dynamics of Party Activism in Britain*, Michigan: University of Michigan Press, 2002. Cette manière de traiter les différentes logiques d'engagement de manière indifférenciée est moins nette dans la littérature francophone. Voir notamment la manière dont Florence Haegel se sert du questionnaire pour interroger les spécificités de certains groupes d'adhérents, notamment les employés (« *La mobilisation partisane de droite*, art. cit.), ou les travaux d'Henri Rey et de Françoise Subileau sur les militants socialistes (*Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris: Presses de la FNSP, 1991). Et les études qualitatives ne sont pas toujours exemptes de cette tentation de dresser un profil-type de militant : voir notamment Julien Frétel, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 155, décembre 2004, pp. 77-89.

à des logiques sociales différentes: nos «libéraux» partagent ainsi avec d'autres enquêtés, par exemple les «méritants», une même opinion globalement favorable au libéralisme économique, alors que les logiques sociopolitiques qui les conduisent à s'engager à l'UDC diffèrent considérablement.

Ces logiques sociopolitiques telles que nous les avons mises au jour renvoient non seulement à des opinions politiques spécifiques sur certains thèmes, mais aussi et surtout à des positions et pentes sociales inter ou intragénérationnelles particulières, à une compétence politique plus ou moins présente, à la structuration idéologique préalable et au type de rétributions retirées de l'engagement.

Ces considérations invitent à identifier des logiques indissociablement objectives et subjectives des rapports au politique, en allant au-delà de l'image traditionnelle d'acteurs compétents politiquement. Cela concerne non seulement l'étude du militantisme partisan, mais plus largement aussi celle des comportements politiques dans leur ensemble, qu'il s'agisse du vote ou d'autres types d'engagement. De ce point de vue, réintroduire la complexité du réel et son épaisseur, que l'on utilise des méthodes qualitatives ou quantitatives, est bien la condition nécessaire à toute compréhension pleine de ces phénomènes, une condition trop souvent oubliée dans la science politique suisse.

ANNEXES

Annexe 1. Quelques éléments factuels sur les militants évoqués dans l'ouvrage

<i>Pseudo-nyme</i>	<i>Âge au moment de l'entretien</i>	<i>Adhésion</i>	<i>Parents</i> ⁴⁵²	<i>Formation et trajet professionnel jusqu'à l'entretien</i>	<i>Mandats, politiques et antécédents partisans</i> ⁴⁵³
Aline	Soixantaine	1994	Père marchand d'art; mère au foyer	Études universitaires en biologie; sans activité salariée (rente)	Mandats internes
Amélie	Soixantaine	2001	Père ingénieur; mère au foyer; famille déclassée sous le régime « communiste » hongrois	Études d'économie, analyste financière; indépendante dans l'immobilier	Membre ⁴⁵⁴
Antoine	Cinquantaine	2003	Père ouvrier, mère au foyer	Études dans l'informatique; chef d'entreprise	Candidat à un mandat électif
Beat	Soixantaine	1985	Parents restaurateurs; père engagé UDC	École hôtelière; hôtelier-restaurateur	Mandats internes à responsabilité et mandats électifs

452. La tradition politique familiale UDC est, le cas échéant, mentionnée.
453. Présents et passés, par rapport au moment de l'entretien.
454. Cela inclut le fait d'assister à des séances (AG, cercles, etc.) et/ou d'effectuer des tâches pratiques (par exemple récolter des signatures).

<i>Pseudo-nyme</i>	<i>Âge au moment de l'entretien</i>	<i>Adhésion</i>	<i>Parents</i>	<i>Formation et trajet professionnel jusqu'à l'entretien</i>	<i>Mandats, politiques et antécédents partisans</i>
Benoît	Soixantaine	2003	Père marin (marine marchande); mère au foyer	Formation dans la marine; divers emplois puis conduct. de bus; retraité	Candidat à un mandat électif; ancien du PdT
Birgit	Près de trente ans	1994	Père directeur d'entreprise du secteur laitier; mère de formation jardinière d'enfants puis au foyer; père engagé UDC	Études de droit; juriste	Mandats internes à responsabilité et mandats électifs
Camille	Soixantaine	2005	Père militaire de carrière; mère infirmière	Études de lettres; cadre dans le privé puis dans le public	Candidate à un mandat électif
Claude	Cinquantaine	Avant 1999	Père médecin, mère au foyer (diplôme de médecin)	Études de droit; avocat	Mandats internes à responsabilité et mandat électif; ancien de Vigilance
Claudia	Cinquantaine	Avant 1995	Père artisan; mère au foyer; père sympathisant UDC	Formation d'enseignante en travaux manuels, ensuite au foyer; employée (secrétariat)	Membre; commission scolaire
Éric	Trentaine	2002	Père cadre bancaire moyen; mère vendeuse en cosmétiques	Formation courte de commerce (2 ans); divers emplois; sans emploi (raison de santé)	Membre

<i>Pseudo-nyme</i>	<i>Âge au moment de l'entretien</i>	<i>Adhésion</i>	<i>Parents</i>	<i>Formation et trajet professionnel jusqu'à l'entretien</i>	<i>Mandats, politiques et antécédents partisans</i>
Gérard	Moins de 20 ans	2005	Père traducteur dans une organisation internationale; mère hôtesse de l'air	Préparation d'un bac en école privée	Mandats internes; candidat à un mandat électif
Gerhard	Soixantaine	1990	Parents petits entrepreneurs	Apprentissage de mécanicien; petit indépendant (auto-école)	Mandats internes et électifs
Jacques	Soixantaine	1999	Père ouvrier; mère au foyer	Apprentissage de droguiste; petit commerçant	Membre; ancien du PS
Jean	Trentaine	2001	Père adjoint de direction (assurances); mère cadre	Licence en lettres; employé de grande surface	Membre
Giorgio	Septantaine	Avant 1995	Père employé de maison (jardinier); mère serveuse	Apprentissage de mécanique; mécanicien (maintenance avions); retraité	Candidat à un mandat électif; ancien d'AdI
Hans	Vingtaine	1995	Père boucher indépendant; mère vendeuse; votent UDC	Apprentissage de boucher; boucher salarié, en formation continue de commerce	Mandats internes à responsabilité
Lukas	Septantaine	1993	Père ouvrier; mère couturière	Apprentissage de serrurier; technicien aux CFF; retraité	Membre
Markus	Quarantaine	1982	Parents agriculteurs; engagés UDC	Apprentissage agricole; agriculteur	Mandats internes, commission scolaire
Martine	Cinquantaine	2003	Père boulanger salarié; mère au foyer puis travail en usine	Apprentissage de commerce; cadre moyen	Mandat électif
Michael	Soixantaine	1969	Parents propriétaires d'un hôtel-restaurant et d'une boucherie	Études d'économie; restaurateur	Mandats internes à responsabilité mandats élect.

<i>Pseudo-nyme</i>	<i>Âge au moment de l'entretien</i>	<i>Adhésion</i>	<i>Parents</i>	<i>Formation et trajet professionnel jusqu'à l'entretien</i>	<i>Mandats, politiques et antécédents partisans</i>
Nathalie	Vingtaine	2000	Père ouvrier; mère secrétaire	Étudiante	Mandats internes à responsabilité; mandat électif
Olivier	Soixantaine	Avant 1999	Père commerçant; mère au foyer	Baccalauréat; commerçant, puis cadre, puis agent d'assurance indépendant	Mandats internes à responsabilité; candidat à un mandat électif; ancien de Vigilance
Patrick	Septantaine	2001	Père ingénieur; mère au foyer	Trois licences universitaires; banquier	Mandat électif; ancien du PL
Paul	Soixantaine	2003	Père menuisier et concierge	Apprentissage de serrurier, puis divers emplois (dont concierge); sans emploi (raisons de santé)	Mandat électif
Pierre	Septantaine	Avant 1999	Père fonctionnaire (crématoire); mère au foyer	Apprentissage de mécanicien; conducteur de car; retraité	Mandat interne à responsabilité
Renate	Soixantaine	1976	Père entrepreneur; mère au foyer	École de traduction; journaliste	Mandats internes
Robert	Soixantaine	Avant 2003	Père ouvrier puis contremaître; mère ouvrière	Formation de mécanicien, ouvrier sur charpente métallique; sans emploi (raison de santé)	Mandat interne
Stephan	Cinquantaine	Avant 1995	Père valet de ferme puis petit représentant; mère au foyer	Apprentissage dans la vente; puis employé de banque	Membre

<i>Pseudo-nyme</i>	<i>Âge au moment de l'entretien</i>	<i>Adhésion</i>	<i>Parents</i>	<i>Formation et trajet professionnel jusqu'à l'entretien</i>	<i>Mandats, politiques et antécédents partisans</i>
Thierry	Trentaine	2002	Père technicien ; mère au foyer	Apprentissage de commerce dans la banque ; divers emplois comme salarié ; au chômage	Mandats internes à responsabilité et mandats électifs
Thomas	Cinquantaine	2001	Père journaliste au <i>Journal de Genève</i> ; mère au foyer	Juriste dans le public puis le privé, puis indépendant	Mandats internes ; ancien du PRD puis du PL
Ulrich	Vingtaine	2001	Père maçon ; mère assistante en pharmacie	Apprentissage de commerce ; agent d'assurance salarié	Mandats internes à responsabilité
Urs	Huitantaine	Avant 1995	Père maçon ; mère au foyer	Apprentissage de maçon ; tardivement petit indépendant dans la construct. ; retraité	Membre ; ancien de l'AN
Ursula	Vingtaine	2000	Père électricien sur automobile, cadre technique (assurance) ; mère directrice de garderie	Employée de banque	Mandats internes à responsabilité
Walter	Cinquantaine	1989-1990	Père ingénieur ; mère au foyer	Baccalauréat et formation de laborant ; laborant chef	Mandats internes à responsabilité, mandats électifs

Annexe 2. Liste des sigles

AdI	Alliance des indépendants
AI	Assurance invalidité
AJIS	Association des jeunes pour l'indépendance de la Suisse ⁴⁵⁵
AN	Action nationale
ASIN	Association pour une Suisse indépendante et neutre
CFC	Certificat fédéral de capacité
DS	Démocrates suisses
MCG	Mouvement Citoyens genevois
MPG	Mouvement patriotique genevois ⁴⁵⁶
PAB	Parti des paysans, artisans et bourgeois
PDC	Parti démocrate chrétien
PdT	Parti du travail ⁴⁵⁷
PL	Parti libéral
PRD	Parti radical-démocratique ⁴⁵⁸
PS	Parti socialiste
SVP	Schweizerische Volkspartei ⁴⁵⁹
UDC	Union démocratique du centre
UDF	Union démocratique fédérale

455. Section jeunes de l'ASIN.

456. Scission de Vigilance.

457. En Suisse, nom du Parti communiste.

458. Dès 2008, PLR, Parti libéral-radical, à la suite de la fusion, sur le plan national, du PRD et du PL.

459. Parti du peuple suisse, dénomination de l'UDC en allemand.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
 1. ANGLE D'APPROCHE ET DÉMARCHE D'ENQUÊTE	11
Problèmes et implicites de la lecture « perdants-gagnants » ...	13
Des « demandes » et des offres politiques contextualisées	19
Une pluralité de profil de militants	28
Un usage de méthodes qualitatives	31
 2. UNE ENQUÊTE SITUÉE	35
Des récits et leur contexte immédiat	35
Un contexte de moyenne portée	40
Deux terrains contrastés	42
Zurich, entre rupture et continuité	44
Genève, une section en construction dans un univers hostile	57
 3. LES « POPULAIRES »	73
Les membres des catégories populaires en reproduction sociale structurés à droite	74
Un rapport au politique peu investi	75
La matrice de droite	76
Indifférence au libéralisme économique et absence d'ouverture au libéralisme culturel	79
Un sentiment de dégradation et la nation comme valeur refuge	82
L'impossible autre droite	84

Sollicitation, disponibilités et rétributions de l'engagement .	86
Des militants conquis à la gauche	87
Un engagement à gauche de faible intensité	88
La présence de dispositions « de droite »	89
Des prises de position marquées par des dispositions contradictoires	91
Un parti qui « n'est pas aux affaires »	95
Retraite et disponibilité militante	97
La marginalité populaire	98
Attention intermittente et sélective à la politique	99
Une marginalité populaire de droite	99
Autodésignation d'extrême droite et repères de classe	101
« Du beurre dans les épinards »	106
 4. LES DÉCLASSÉS	111
La carrière politique comme compensation	112
Une socialisation politique contradictoire	112
Un parti de droite mais populaire	115
Une carrière politique compensatoire de la trajectoire sociale	118
L'engagement comme lieu d'intégration sociale	120
Le diplôme, « c'est pas terrible »	121
L'attrait de la réussite sociale	123
Une socialisation politique peu marquée	125
Un choix partisan sous influence	127
Un rapport de délégation au parti	130
 5. LES JEUNES ANTIEUROPÉENS	139
Rupture partielle par rapport à la tradition familiale	140
Une socialisation familiale contradictoire	141
La question de l'Europe comme motif	143
Une socialisation secondaire favorisant des dispositions à droite	146
Une militante UDC « atypique »	147
Des dispositions carriéristes qui s'épanouissent à l'UDC .	150
Un engagement en continuité avec la tradition familiale	152
Une socialisation familiale à l'UDC	153
L'effet de génération des votations sur l'Europe	154

Un engagement synonyme de carrière élective	158
Un militant globalement ajusté aux prises de position du parti ..	160
6. LES MÉRITANTS	165
Monter par l'effort	167
Retrouver le statut d'indépendant de ses parents	167
<i>Valorisation de l'effort et du don de soi</i>	169
<i>Une rencontre aisée avec l'offre UDC</i>	173
<i>Des rétributions électives déniées</i>	176
La promotion d'une salariée des trente glorieuses	178
<i>Subvenir sans dépendre et protéger son bien</i>	179
<i>Une situation locale comme catalyse de l'engagement</i>	184
Lutter contre le déclassement par l'effort	186
Du monde ouvrier à la boutique	187
État réglementaire, fonctionnaires honnis et réalisation de soi	189
Tensions dans l'adhésion	194
Un engagement nécessaire pour apprendre	197
7. LES LIBÉRAUX	203
La défense naturelle des petites et moyennes entreprises	204
Un libéral et un patron d'abord	206
Un rapprochement opéré entre choix et sollicitation	210
Un engagement intensif à fortes rétributions symboliques ..	212
Choisir l'UDC plutôt que le PRD	214
Un ultralibéralisme assumé	215
Adhésion sous l'impulsion de la sociabilité	220
8. IDÉOLOGUES ET MORALISTES	225
S'engager pour des idées	227
L'anticommunisme comme moteur	228
Ennemis intérieurs et médisants de l'extérieur	229
La nature, finalement	233
« Génie propre », mélanges des cultures et suspicion envers les étrangers	235
Engagement idéologique et stratégiquement orienté	238

La morale comme matrice d'engagement	243
Se positionner face à un monde « pas très beau »	245
Entre euphémisation et franche énonciation	248
Engagement et rupture biographique	251
9. CONCLUSION	259
Les rapports au militantisme et leurs déterminants	259
Des rapports différenciés au militantisme et à la politique ..	259
Déclassés, « perdants », humiliés?	263
Tension et complexité dans les orientations de valeurs	267
La dégradation du monde et sa perception	268
Effort, mérite, reconnaissance	269
Flottements sur le libéralisme économique	272
Variations dans les formes d'hostilité au libéralisme culturel	273
Les raisons d'une relative cohésion	275
Deux préoccupations fédératrices	276
Le stigmate comme paradoxal ralliement	277
L'activité du parti et les pratiques militantes comme source d'intégration	277
Homogénéité, différenciations, tensions internes	283
Ouvertures	285
Épilogue: étudier l'engagement partisan	290
ANNEXES	295
Annexe 1. Quelques éléments factuels sur les militants évoqués dans l'ouvrage	295
Annexe 2. Liste des sigles	300

AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR WWW.ANTIPODES.CH

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

Philippe Gottraux et Cécile Péchu, *Militants de l'UDC. La pluralité des logiques de l'engagement*, 2011.

Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu, *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*, 2007.

Muriel Surdez, Michaël Voegtli et Bernard Voutat (dir.), *Identifier – s'identifier. À propos des identités politiques*, 2009.

REGARDS ANTHROPOLOGIQUES

Marc-Antoine Berthod, *Doutes, croyances et divination. Une anthropologie de l'inspiration des devins et de la voyance*, 2007.

Christine Pirinoli, *Jeux et enjeux de mémoire à Gaza*, 2009.

Séverine Rey, *Des saints nés des rêves. Fabrication de la sainteté et commémoration des néomartyrs à Lesbos (Grèce)*, 2008.

LITTÉRATURE, CULTURE, SOCIÉTÉ

Hadrien Buclin, *Maurice Blanchot ou l'autonomie littéraire*, 2011.

Jean-Daniel Gollut, *Le sens du style*, 2009.

Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz,

Formes de l'engagement littéraire (XV^e-XXI^e siècles), 2006.

GRHIC

Florence Bays et Carine Corajoud, *Edmond Gilliard et la vie culturelle romande. Portrait de groupe avec maître (1920-1960)*, 2010.

Alain Clavien, *Grandeurs et misères de la presse politique. Le match Gazette de Lausanne – Journal de Genève*, 2010.

Alain Clavien et François Vallotton, « *Devant le verre d'eau.* » *Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, 2007.

Alain Clavien et Nelly Valsangiacomo, *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres*, 2006.

Franziska Metzger et François Vallotton, *L'historien, l'historienne dans la cité*, 2009.

Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste. La Commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, 2010.

HISTOIRE

Valérie Boillat, Bernard Degen, Elisabeth Joris, Stefan Keller, Albert Tanner et Rolf Zimmermann (dir.), Marianne Enckell et al. (trad.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, 2006.

Sandra Bott, Sébastien Guex et Bouda Etemad, *Les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud durant l'apartheid (1945-1990)*, 2005.

Mauro Cerutti, Jean-François Fayet et Michel Porret, *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, 2006.

Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber (éds), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946). Relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques*, 2001.

Marco Cicchini et Michel Porret (dir.), *Les sphères du pénal avec Michel Foucault*, 2007.

Alain Clavien, Hervé Gullotti et Pierre Marti, « *La province n'est plus la province.* » *Les relations culturelles franco-suisse à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, 2003.

Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, 2007.

Gérard Delaloye, *La Suisse à contre-poil. Miettes historiques*, 2006.

Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco. De la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, 2006.

Raphael Gross, Eva Lezzi et Marc R. Richter (éds), Sophie Pavillon (trad.), « *Un monde qui avait perdu sa réalité...* » *Survivants juifs de l'Holocauste en Suisse*, 2003.

Hans Ulrich Jost, *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, 2005.

Malik Mazbouri, *L'émergence de la place financière suisse (1890-1913). Itinéraire d'un grand banquier*, 2005.

Anne-Françoise Praz, *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et Fribourg (1860-1930)*, 2005.

Nic Ulmi et Peter Huber, *Les combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, 2001.

MÉDIAS ET HISTOIRE

Mireille Berton et Anne-Katrin Weber (dir.), *La télévision du téléphonoscope à YouTube. Pour une archéologie de l'audiovision*, 2009.

Alain Boillat, *Du bonimenteur à la voix-over. Voix-attraction, voix-narration au cinéma*, 2007.

Laurent Guido (dir.), *Les peurs de Hollywood*, 2006.

Gianni Haver (dir.), *Le cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, 2004.

Gianni Haver (dir.), *La Suisse, les Alliés et le cinéma. Propagande et représentation (1939-1945)*, 2001.

Gianni Haver et Patrick J. Gyger (dir.), *De beaux lendemains? Histoire, société et politique dans la science-fiction*, 2002. Gianni Haver et Pierre-Emmanuel Jaques, *Le spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, 2003.

Gianni Haver (dir.), *Photo de presse. Usages et pratiques*, 2009.

Cédric Humair, *1848. Naissance de la Suisse moderne*, 2009.

Philippe Kaenel et François Vallotton, *Les images en guerre (1914-1945). De la Suisse à l'Europe*, 2008.

Laurence Marti, *L'invention de l'horloger. De l'histoire au mythe de Daniel JeanRichard*, 2003.

Michaël Meyer (dir.), *Médiatiser la police. Policer les médias*, 2011-

Damir Skenderovic et Christina Späti, *Les années 68*, 2011.

Rémy Pithon (dir.), *Cinéma suisse muet. Lumières et ombres*, 2002.

HISTOIRE MODERNE

Karine Crousaz, *Érasme et le pouvoir de l'imprimerie*, 2005.

Miriam Nicoli, *Apporter les Lumières au «plus grand nombre». Médecine et physique dans le Journal de Lausanne (1786-1792)*, 2006.

Dimitri Skopelitis et Dimitri Zufferey, *Construire la Grèce (1770-1843)*, 2011.

HISTOIRE.CH

Gérald et Silvia Arlettaz, *La Suisse et les étrangers*, 2004.

Gérard Benz, *Les Alpes, la Suisse et le chemin de fer*, 2007.

Thomas David, Bouda Etemad, Janick Marina Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, 2005.

Claude Hauser, *L'aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au XX^e siècle*, 2004.

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES

Les Annuelles 7/96, *Littérature «bas de page» – Literatur «unter dem Strich»*, 1996.

Les Annuelles 8/97, *L'avènement des sciences sociales comme disciplines académiques*, 1997.

Les Annuelles 9/98, *Bienvenue en Euroland! De l'Europe de Maastricht à l'euro*, 1998.

Les Annuelles 10/07, *Itinéraires de femmes et rapports de genre dans la Suisse de la Belle Époque*, 2006.

Les Annuelles 11/08, *Prométhée déchaîné : technologies, culture et société helvétique à la Belle Époque*, 2008.

Bruno Corthésy, *La Tour Bel-Air. Pour ou contre le premier «gratte-ciel» à Lausanne*, 1997.

Sabine Christe, Nora Natchkova, Manon Schick, Céline Schoeni, *Au foyer de l'inégalité. La division sexuelle du travail en Suisse pendant la crise des années 30 et la Deuxième Guerre mondiale*, 2005.

Dominique Dirlewanger, *Les Services industriels de Lausanne. La révolution industrielle d'une ville tertiaire (1896-1901)*, 1998.

Jean-Claude Favez, Hans Ulrich Jost et Francis Python (dir.), *Les Relations internationales et la Suisse*, 1998.

Cédric Humair et Laurent Tissot (éds), N° 9, 2009. Dossier Orient-Occident. *Le tourisme suisse et son rayonnement international (XIX^e-XX^e siècles)*, 2011.

Hans Ulrich Jost, Monique Ceni, Matthieu Leimgruber, *Relations internationales et Affaires étrangères suisses après la Seconde Guerre mondiale*, 2006.

Hans Ulrich Jost et Stéphanie Prezioso (éds), *Relations internationales, échanges culturels et réseaux intellectuels*, 2002.

Matthieu Leimgruber, *Taylorisme et management en Suisse romande (1917-1950)*, 2001.

Philipp Müller, *La Suisse en crise (1929-1936). Les politiques monétaire, financière, économique et sociale de la Confédération helvétique*, 2009.

Philipp Müller, Isabelle Paccaud et Janick Marina Schaufelbuehl, *Franc suisse, finance et commerce*, 2003.

Sophie Pavillon, *L'Ombre rouge. Suisse-URSS 1943-1944 – Le débat politique en Suisse*, 1999.

Marc Perrenoud, *Banquiers et diplomates suisses (1938-1946)*, 2011.

Julien Wicky, « On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous ». *Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, 2007.

LE CARTABLE DE CLIO

N° 8, 2008. Dossier Espace-temps.

N° 10, 2010. Dossier Imaginaires alimentaires.

REVUE HISTORIQUE VAUDOISE

Histoire du sport dans le canton de Vaud, N° 116, 2008.

Éducation et société, N° 117, 2009.

Justice et criminalité, N° 118, 2010.

EXISTENCES ET SOCIÉTÉ

Agnese Fidecaro, Stéphanie Lachat (éds), *Profession: créatrice. La place des femmes dans le champ artistique*, 2007.

Thomas Busset, Christophe Jaccoud, Jean-Philippe Dubey et Dominique Malatesta (éds), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, 2008.

Françoise Gavillet-Mentha, *Un métier désenchanté. Parcours d'enseignants secondaires 1970-2010*, 2011.

Christophe Jaccoud, Laurent Tissot et Yves Pedrazzini (dir.), *Sports en Suisse, Traditions, transitions et transformations*, 2000.

Christophe Jaccoud et Thomas Busset (dir.), *Sports en formes. Acteurs, contextes et dynamiques d'institutionnalisation*, 2001.

Nadia Lamamra et Jonas Masdonati, *Arrêter une formation professionnelle. Mots et maux d'apprenti-e-s*, 2009.

Marylène Lieber, Ellen Hertz et Janine Dahinden (dir.), « Cachez ce travail que je ne saurais voir. » *Ethnographies du travail du sexe*, 2010.

Laurence Marti, Françoise Messant et Marianne Modak, *Vies de mécaniciens*, 2005.

Jérôme Meizoz, *Le Gueux philosophe (Jean-Jacques Rousseau)*, 2003.

Magdalena Rosende et Natalie Benelli (dir.), *Laboratoires du travail*, 2008.

Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni, Véréna Keller, *Temps d'assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIX^e siècle*, 2010 (2008).

Marilène Vuille, *Accouchement et douleur. Une étude sociologique*, 1998.

CONTRE-PIED

ATTAC, *Finances publiques: lutte des caisses, lutte des classes?*, 2008

Charles E. Racine, *L'Imposture ou La fausse monnaie, Un essai de critique littéraire: les romans de Jacques Chessex*, 1997.

Jérôme Meizoz, *Confrontations (1994-2004)*, 2005.

ANTILOGIES

ÉCRITS PHILOSOPHIQUES

Laurent Carraz, *Wittgenstein et la déconstruction*, 2001.

William James, *La Signification de la vérité*, 1998.

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

Vol. 21/1, 2002, *NQF change!*

Vol. 21/2, 2002, *Garde parentale. Prostitution.*

Vol. 21/3, 2002, *Les répertoires du masculin.*

Vol. 22/1, 2003, *Discipline, indiscipline. La volonté de faire science?*

Vol. 22/2, 2003, *Féminisme et littérature.*

Vol. 22/3, 2003, *À contresens de l'égalité.*

Vol. 23/1, 2004, *Les disciplines en jeu.*

Vol. 23/2, 2004, *Postcommunisme: Genre et États en transition.*

Vol. 23/3, 2004, *Famille-travail: une perspective radicale.*

Vol. 24/1, 2005, *Machine, machin, truc, chose: pour du féminisme avec objets.*

Vol. 24/2, 2005, *Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes.*

Vol. 24/3, 2005, *Les logiques patriarcales du militantisme.*

Vol. 25/1, 2006, *Sexisme et racisme: le cas français.*

Vol. 25/2, 2006, *Santé!*

Vol. 25/3, 2006, *Sexisme, racisme, et postcolonialisme.*

Vol. 26/1, 2007, *Migrations: genre et frontières – frontières de genre.*

Vol. 26/2, 2007, *Perspectives féministes en sciences économiques.*

Vol. 26/3, 2007, *Parité linguistique.*

Vol. 27/1, 2008, *À qui appartiennent nos corps? Féminisme et luttes intersexes.*

Vol. 27/2, 2008, *L'ambivalence du travail: entre exploitation et émancipation.*

Vol. 27/3, 2008, *Féminismes autour de la Méditerranée.*

Vol. 28/1, 2009, *Figures du féminin dans les industries culturelles contemporaines.*

Vol. 28/2, 2009, *Le droit à l'épreuve du genre: les lois du genre (I).*

Vol. 28/3, 2009, *Théories anglophones du genre.*

Vol. 29/1, 2010, *Quand les mouvements féministes font (avec) la loi: les lois du genre (II).*

Vol. 29/2, 2010, *Perspectives féministes en éducation.*

Vol. 29/3, 2010, *La sexualité des femmes: la plaisir contraint.*

Vol. 30/1, 2011, *La production d'enfants.*

A CONTRARIO

Vol. 1, N° 1, *Le polar marseillais, l'exil afghan, le système de consultation suisse, etc.*, 2003.

Vol. 1, N° 2, *La divine drogue, le Forum de Davos, la figuration de l'élection, etc.* 2003.

Vol. 2, N° 1, *Les ingénieurs de la démocratie, la valeur littéraire du suspens, etc.*, 2004.

Vol. 2, N° 2, *Numéro spécial: «La régulation globale du capitalisme»*, 2004.

Vol. 3, N° 1, *Étendre la notion d'inceste, sociologie du deuil, etc.*, 2005.

Vol. 3, N° 2, *Numéro spécial: «Frontières au Moyen-Orient»*, 2005.

Vol. 4, N° 1, *C. F. Ramuz, la civilisation des mœurs orientales, la prédation économique, etc.*, 2006.

Vol. 4, N° 2, *Numéro spécial:*
« *Littérature et sciences sociales* », 2006.

Vol. 5, N° 1, *Le Tibet révolté, littérature et politique, l'identité marocaine en Israël, etc.*, 2007.

Vol. 5, N° 2, *Numéro spécial:*
« *La Palestine et les conflits du Moyen-Orient* », 2007.

Jean Chauma, *Chocolat chaud*, 2009.

Jean Chauma, *Poèmes et récits de plaine*, 2008.

Muriel Jolivet, *Tokyo Memories. Journal 1995-2005*, 2007.

Éric de Montmollin, *La porte du paradis*, 2004.

Martine Ruchat, *Le « Roman de Solon ». Enfant placé – Voleur de métier. 1840-1896*, 2008.

LITTÉRATURE

Raphaël Baroni, *Les villes englouties*, 2011.

Jules Besançon, *Les Mémoires de l'instituteur Grimpion*, illustrations de Henry Meyer, 2000.

Maurice Maeterlinck, *Les Aveugles*, peintures de Serge Cantero, 2001.

Marius Daniel Popescu, *Arrêts déplacés*, 2004.

Charles E. Racine, *Jean d'Enhaut, Mémoires d'un ouvrier graveur, membre de la Fédération jurassienne*, 1998.

TRAIT NOIR

Jean Chauma, *Bras cassés*, 2005.

TRACES DU TEMPS

Dominique Brand, *Tangente*, Encres de Bernard Garo, 2004.

Bernard Garo, *Garo. Au-delà du Sud*, 2005.

Impression
La Vallée – Aoste
Août 2011

Beaucoup de choses ont été écrites au sujet de l'Union démocratique du centre et de sa progression. Au-delà des commentaires et des analyses électorales, cet ouvrage innove en se penchant sur les militants de ce parti provenant de deux sections cantonales aux histoires contrastées, Genève et Zurich.

Plutôt que de dresser l'irréal portait d'un militant UDC singulier, ce livre met au jour une diversité de profils militants. Le lecteur aura ainsi l'occasion d'opérer un voyage auprès de plusieurs catégories de militants, non uniquement des personnes appartenant aux catégories populaires; de découvrir les logiques et motifs multiples, parfois décalés par rapport à la ligne officielle du parti, qui conduisent à cet engagement politique.

Cet ouvrage remet en cause les interprétations qui attribuent d'abord aux « perdants de la mondialisation », pris dans des logiques de frustration, la responsabilité du succès de ce parti. En s'appuyant principalement sur une étude par entretiens approfondis, cette analyse va au-delà d'une recherche de causalité simple. Elle restitue la complexité du phénomène, situé au croisement des caractéristiques sociales et idéologiques des personnes, forgées tout au long de leur vie, du contexte politique et de l'offre mobilisatrice du parti. Elle montre tout l'intérêt de mobiliser les méthodes qualitatives et l'étude intensive des engagements pour les saisir véritablement.

Philippe Gottraux et Cécile Péchu sont maîtres d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne.

